

Journal de l'ISO

**Hausse du pétrole  
probable  
à la fin de l'année**

LIRE PAGE 40

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Australie, 1 DM ; Afrique, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 c. ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 riy. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;  
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 45 cts. ; Yémen, 10 r. d. ;  
Tariif des abonnements page 28

5, RUE DES ÉCLAIRIERS  
75002 PARIS - CEDEX 8  
C.C.P. 6207-23 Paris  
Tél. Paris 63 85 72  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Le débat du P.C. italien

Les débats que mène depuis trois jours le comité central du parti communiste italien mettent au jour, de la façon la plus publique, tout ce qui se joue pour un parti communiste, une discussion qu'on a trop vite fait de transformer en expression d'antagonismes. Elle porte moins sur la justice de la politique d'unité économique, à laquelle le P.C.I. entend concourir, que sur les résultats qu'il peut en tirer.

Sur le fond, point de désaccord. Contrairement aux thèses catégoriques du parti frère français, la direction du parti italien n'a jamais cessé de plaider que la lutte contre l'inflation devait entraîner des sacrifices pour toutes les classes de la population, y compris la classe ouvrière, à la condition toutefois que les représentants de celle-ci participent pleinement à la mise en œuvre du programme de redressement. Trois mois avant les élections, le C.E.S.P.E., centre d'études économiques du P.C.I., qui est depuis plusieurs années un foyer de réflexion très actif, réunissait dans un colloque sur ce thème toutes les personnalités dirigeantes de l'économie italienne, sans aucune acceptation de parti ou d'idéologie.

M. Giorgio Amendola, membre de la direction du P.C.I., est l'inspirateur de cet organisme, dirigé par M. Eugenio Peggio, principal économiste du parti. L'un et l'autre ont toujours mis l'accent sur la nécessité primordiale d'un réajustement des grands équilibres et insisté pour que le parti exige du gouvernement « des mesures bien plus graves » que le programme actuel, des syndicats une « évaluation du péril inflationniste » plus approfondie, et la « définition d'une ligne de conduite ».

Président du P.C.I., se tenant à l'écart de la gestion quotidienne, M. Luigi Longo intervient rarement. Mais au comité central, il a sans ambiguïté déploré que « la prudence, le sens des responsabilités » des communistes n'aient conduit aux résultats tangibles qu'aurait apportés l'action coordonnée des masses. « Le bilan est plutôt négatif », a-t-il dit.

Au-delà de l'événement qui le met en relief, ce débat reprend une discussion ancrée dans l'histoire même du P.C.I. sur le choix entre la participation totale à la direction du pays, au prix de concessions tactiques même importantes, et l'attitude d'opposition radicale, soit-ce au prix d'un isolement analogue à celui du P.C.F. dans la vie politique française depuis 1947.

Le problème actuel porte sur la justification de la ligne Berlinguer que le résultat des élections du 20 juin a « dramatisé ». Dans un premier moment, après le succès obtenu au début de l'été, tous les réticents, tous les militants qui renvoyaient devant ce qu'ils considéraient comme une éducation de leur action, se sont rassemblés autour du secrétaire général. C'est à eux que pense M. Luigi Longo, lorsqu'il déclare : « La mesure de notre sensibilité et de notre responsabilité nationale est donnée par la capacité d'être ce que nous avons été et sommes, c'est-à-dire d'exalter et non d'altérer notre image de communistes ».

Ce serait cependant trop simplifier que qualifier de « droite » l'analyse de M. Amendola, ou de « gauche » celle de M. Longo. La capacité de synthèse dont M. Berlinguer a donné maintes preuves au service de l'unique stratégie possible se nourrit d'ailleurs de l'une et de l'autre.

M. Andreotti, tant qu'il ne sera pas talonné à l'extrême par ses propres amis, peut entendre ce langage, qui n'a qu'un sens : structurer la politique d'unité et susciter des résultats capables. C'est le seul moyen d'obtenir du P.C.I. qu'il mette le capital de confiance dont il jouit encore auprès des masses ouvrières au service du redressement de la nation, en sachant qu'il ne peut pas le mettre à celui du redressement de la démocratie chrétienne.

## Les combats se sont arrêtés au Liban après la proclamation du cessez-le-feu

Après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Liban à 6 heures du matin (5 heures à Paris), ce jeudi 21 octobre, le calme paraît revenir à Beyrouth.

Les quatre principaux protagonistes — Syriens, Palestiniens, droite maronite, Mouvement national progressiste — avaient donné tour à tour l'ordre d'arrêter les combats.

Dans le secteur est de la capitale, au moins de la droite, un bombardement sévère avait encore eu lieu en début de matinée, mais après 9 heures on ne signalait plus que quelques tirs sporadiques.

Dans le secteur ouest contrôlé par les forces palestino-progressistes, une vingtaine d'obus sont tombés dans la matinée, contre quatre à cinq cents par jour en moyenne au cours des quatre derniers jours.

Cependant, dans l'un et l'autre secteur, les rues

étaient toujours désertes, les habitants continuant à se conformer aux consignes de sécurité. La capitale avait en effet subi au cours des précédentes vingt-quatre heures, le bombardement le plus violent depuis le début de la guerre.

Dans le reste du pays, les hostilités avaient cessé jeudi matin, sauf dans le Sud, où la situation reste confuse.

Selon les quotidiens beyrouthins, Al Nahar et Al-Safir, un comité supérieur militaire libano-syrien, présidé par M. Sarkis, a été chargé de surveiller la mise en application du cessez-le-feu. Ce comité comprend trois officiers supérieurs libanais proches du président de la République et deux représentants de M. Arafat.

Le « sommet » arabe consacré à l'examen des décisions prises par six pays à Riyad s'ouvrira, le lundi 25 octobre, au Caire. Le Liban a seule refusé de participer à une « réunion inutile ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Le calme, presque le silence, régnait jeudi matin. Est-ce la paix ? Personne n'ose y croire, malgré l'accord de Riyad. A l'aube du jour, les armes se sont à peu près tues. Si cet arrêt des combats — l'un des trois, sur les cinquante-huit proclamés depuis le début du conflit, qui repose sur des bases sérieuses (les deux autres, étant ceux de juillet 1975 et de janvier 1976, qui procurent à chacun un mois et demi de répit) — devait se transformer en une trêve durable, la guerre du Liban aura duré un an, six mois et une semaine. Sinon...

Après une nuit d'enfer, elle-même faisant suite à quatre journées de bombardements historiques entre les deux secteurs de Beyrouth, on ne signalait plus dans la matinée de jeudi que quelques explosions d'obus et quelques tirs très espacés. En montagne, la bataille était suspendue depuis cinq jours déjà. Le président Assad avait donné l'ordre à son armée d'interrompre son offensive le jour où il s'est rendu à Riyad, pour y participer au « sommet ».

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 2.)

Avant la conférence générale de Nairobi

## L'UNESCO a toujours été une organisation politique

nous déclare M. M'Bow

M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, dont nous publions ci-dessous une interview, a rencontré lundi 18 octobre, à Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger. M. M'Bow aurait fait part du désir de l'UNESCO de trouver une solution au problème de l'entrée d'Israël dans un groupe régional de l'UNESCO. Si la conférence générale qui doit se réunir à Nairobi (Kenya) du 25 octobre au 30 novembre permettait à Israël d'entrer dans le groupe européen, les Etats-Unis pourraient reconnaître leur position quant au financement de l'organisation.

« Monsieur le directeur général, quels sont les problèmes essentiels qui se posent à l'UNESCO et la « cellule de la coopération générale » de Nairobi ? »

— Ces problèmes sont ceux auxquels sont confrontés la communauté internationale et chacun des Etats membres de l'UNESCO dans les domaines qui relèvent de cette Organisation, à savoir l'éducation, la science, la culture et la communication. La conférence étudiera à cet égard, outre les projets de programmes et de budgets pour 1977-1978, trois documents fondamentaux. Le premier est intitulé « Le monde en devenir », le second est le projet de plan à moyen terme et le troisième est une évaluation de l'action de l'UNESCO dans la perspective du développement ultérieur des Nations unies.

« Le monde en devenir » est un effort pour montrer que la notion d'un nouvel ordre économique débouche nécessairement sur l'idée d'un ordre mondial fondé sur les valeurs de justice et de solidarité. Les mêmes idées inspirent le projet de plan à moyen terme et les documents suivants : promotion des droits de l'homme, renforcement de la paix, l'homme en tant que centre de développement, l'appel à la science et de la technique dans l'intérêt de l'homme et de la société, l'action éducative dans la perspective de l'éducation permanente et dans le cadre du développement économique, social et culturel, l'amélioration des chances offertes à certains groupes de réaliser leurs potentialités, l'homme et son environnement, la population, la communication entre les personnes et les peuples et les échanges d'informations.

« On peut relever dans les documents que je viens de présenter un certain nombre de thèmes qui sous-tendent les différentes analyses et propositions. Le premier est la réduction, et à long terme la suppression, des inégalités et des disparités aussi bien au sein des nations qu'entre les nations en matière d'éducation, de potentiel scientifique et technique, de

possibilités de participer à la culture et d'accéder à l'information ou de la diffuser. Un autre est l'égalité de valeur de chaque individu, la « nécessité du respect mutuel » ; là, nous mettons l'accent sur la notion d'identité culturelle sans repulser sur soi-même mais dans un vrai dialogue... »

Propos recueillis par  
ROLAND DELCOUR.

(Lire la suite page 3.)

## LE CLUB DE ROME ET LE « PROJET RIO »

### Aménager la planète

par PIERRE DROUIN

Celui qui regarde son nombril ne voit pas le danger fondre sur sa tête. Faire lever le nez des Occidentaux afin qu'ils contemplent les ravages de la misère dans le tiers-monde, gros de ruptures tragiques entre les deux hémisphères, est encore plus difficile aujourd'hui qu'il y a quelques années. La tourmente économique à base de haute inflation que traversent nombre de pays industriels tend à les faire se reconqu岸ier sur eux-mêmes. M. McNamara a beau hausser le ton un peu plus chaque année dans son rapport de la Banque mondiale, il n'est guère entendu, et le dialogue Nord-Sud s'enfonce dans la procédure.

Pour que, au moins un jour par an, les organes d'information mobilisent leurs efforts pour rappeler certaines vérités désagréables sur les effrayantes inégalités entre les régions du globe, les Nations unies ont consacré la journée du lundi 25 octobre au thème « Portes ouvertes sur le tiers-monde ». Cette année, c'est à Paris, au siège de l'UNESCO, qu'une rencontre d'importantes personnalités internationales marquera cette date.

Au même moment, sur l'invitation du président Houari Boumedienne, s'ouvrira à Alger une réunion épé-

cial du Club de Rome sur « Le nouvel ordre international », dont l'essentiel sera consacré à l'examen du rapport Rio (1). Son élaboration est due à une équipe d'une vingtaine d'experts (dix du tiers-monde, dix des pays industrialisés) dirigés par le professeur Jan Tinbergen, prix Nobel d'économie, qui a travaillé deux ans sur le sujet.

Première constatation réconfortante : on tire de moins en moins en ordre dispersé dans le choix des priorités. Comme pour la Ban-

que mondiale, la lutte contre les inégalités flagrantes apparaît comme le premier des devoirs.

(Lire la suite page 35.)

## LE RÉVEIL D'UNE MUSE

### Anna de Noailles cent ans après

Il y a cent ans naissait à Paris Anna de Noailles : cette jeune Roumaine, d'origine grecque, allait enchanter les salons parisiens des son premier recueil de vers, « Le

Cœur innombrable », qui parut en 1901. La poésie, allée à une brillante situation mondaine, pouvait à cette époque porter un créateur, même féminin, au zénith. Toute une génération, toute une classe, pour de longues années, allait se répéter « J'ai tenu les odeurs des saisons dans mes mains ».

Anna de Noailles, tout enfant, rêvait de gloire et d'immortalité. Elle eût la gloire de son vivant. On pouvait aujourd'hui le croire oubliée. Une exposition de ses manuscrits à la Bibliothèque nationale, l'émission d'un timbre, la publication de trois livres, viennent réveiller son souvenir. C'est d'abord un « Choix de poèmes », où, malgré la forme toute classique, de beaux accents, une musique et des sentiments étonnamment modernes peuvent encore nous toucher. On réédite « Le Livre de ma vie », où elle raconte avec fraîcheur son enfance cosmopolite. La mort l'empêcha de lui donner une suite, mais la trace éblouissante de sa vie, l'audience que reçut son œuvre, sont retracées par le duc de la Rochefoucauld dans un petit livre qui complète les « Mémoires inachevés ».

Hubert Juin, en page 23 du « Monde des livres », fait le portrait de cette muse qui transposait dans la syntaxe et le style les volutes et le charme de l'art nouveau. Et il ne refuse pas la poésie à cet écrivain de l'effusion.

SEUIL

Peut-on  
encore être prof ?

Claude Duneton

**Je suis  
comme  
une  
truie  
qui  
doute**

Un volume 192 pages 29 F

## AU JOUR LE JOUR

Que l'article du Wall Street Journal critiquant le plan Barre témoigne, comme le dit M. Jean-Philippe Léaut, d'une méconnaissance totale des réalités françaises, c'est bien possible. Mais témoigne-t-il d'une méconnaissance totale des réalités économiques ? Wall Street n'est pas un repaire de ploucassins quand il s'agit de la gestion du capitalisme.

On en est conduit à conclure que la réalité mécon-

## Modèle français

est un modèle français qui génère, qui relève d'un capitalisme atypique sans se réclamer d'un socialisme orthodoxe.

Décidément, il est urgent de faire traduire Démocratie française en anglais et pourquoi pas ? — en chinois et en russe, pour révéler à toutes les nations du monde à quel point elles méconnaissent les résultats de la vraie démocratie.

ROBERT ESCARPIT.



# PROCHE-ORIENT

## LA SITUATION AU LIBAN APRÈS L'ACCORD DE RYAD

### LES MINISTRES ARABES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RENVOIENT AU «SOMMET» DU CAIRE LA DÉCISION SUR LA COMPOSITION DE LA «FORCE DE PAIX».

Le «sommets» arabe, qui doit consacrer l'accord conclu à Ryad, se tiendra le lundi 25 octobre au Caire. Les ministres des affaires étrangères arabes réunis dans la capitale égyptienne en conférence préparatoire, ont décidé, le mercredi 20 octobre, de recommander «l'examen, par une conférence élargie, des résultats de la réunion tenue à Ryad». Ils se sont félicités de ces résultats qui «contribuent au renforcement de la solidarité arabe».

Le colonel Kadhafi, qui se trouve actuellement en visite officielle au Tchad, a confirmé pour sa part, à N'Djamena, que la Libye ne participerait pas à une «réunion inutile».

Selon le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, la question de la composition de la «force de paix arabe», dont le principe a été arrêté à Ryad, n'a pas été réglée par les ministres des affaires étrangères.

Il n'est pas exclu qu'un contingent et non pas précisé l'importance de la participation égyptienne, mais se sont mis d'accord sur le principe d'une «composition équilibrée». Toutefois, il a été convenu à Ryad que les précédentes résolutions de la Ligue arabe seraient appliquées, ce qui, en théorie du moins, implique le retrait du Liban des forces syriennes n'appartenant pas à la «force de paix».

Les chefs d'Etat et leurs représentants auront, au Caire, à définir les missions et à répartir les effectifs des trente mille «casques blancs» prévus. Ils s'entretiendront également du Fonds spécial pour la reconstruction du Liban et des quotas-pour des différents pays arabes.

Le quotidien libanais de gauche, *Al Safir*, assure, dans ses éditions du mardi 19 octobre, que la convocation du «sommets» de Ryad a été due à la pression et à la menace d'intervention directe au Liban de l'Égypte, de l'Algérie et de l'Irak.

● A DAMAS, M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, s'est entretenu mercredi avec le président Assad des décisions prises à Ryad. Il avait auparavant rencontré à Bagdad les dirigeants irakiens. M. Arafat a regagné Beyrouth dans la soirée.

### Les combats se sont arrêtés

(Suite de la première page.)

Selon les informations parvenues à la résistance palestinienne à Beyrouth, le Sud est la seule région où les combats se poursuivent encore. Les forces de la résistance, notamment à Marjayoun et à Jezzine. Cependant, rien n'est plus précis que cette trêve que personne ne contrôle nulle part. La force de paix arabe, qui, selon les décisions de Ryad, comportera trente mille hommes, se limite actuellement à deux mille trois cents hommes, stationnés dans leur quasi-totalité à l'aéroport de Beyrouth, et qui n'interviennent jamais.

#### Quatre groupes de belligérants

L'application du cessez-le-feu dépend donc uniquement de la bonne volonté des belligérants, qui se subdivisent en quatre grands groupes sur le territoire libanais : l'armée syrienne, la droite chrétienne, les Palestiniens, le Mouvement national progressiste, sans parler d'Israël, dont l'entrée en scène récente sous une forme directe risque de troubler les cartes. La Voie de la Palestine a annoncé mercredi que les forces israéliennes se seraient retirées du village de Jaroun, proche de la frontière (1).

Les protagonistes ont donné l'ordre de cesser le feu. La Syrie, signataire de l'accord de Ryad, est tenue vis-à-vis de l'Arabie

Saoudite de respecter son engagement, ne serait-ce que pour être en mesure de soutenir, au cas où elle reprendrait les hostilités contre les Palestiniens, qu'elle y a été contrainte par ces derniers. La droite chrétienne, après avoir, durant quarante-huit heures, rejeté l'accord de Ryad, s'est ravisée. Elle ne peut se dissocier de son allié syrien, même si des tiraillements sont apparus dernièrement dans ses relations avec Damas.

Les Palestiniens, pour leur part, se disent fermement décidés à appliquer le cessez-le-feu, et font valoir que, l'ayant ardemment recherché, ils sont de bonne foi dans leur intention de le respecter. Le front du refus lui-même ne paraît pas, dans l'immédiat, chercher à torpiller. Quant aux fameux soldats irakiens, huit mille, selon M. Camille Chamoun, trois à quatre mille selon des renseignements dignes de foi — qui renforcent les effectifs palestiniens, leur présence crée une inconnue, mais, selon les Palestiniens eux-mêmes, elle ne devrait pas entraver le cessez-le-feu.

#### Un heureux présage

Les Palestiniens ont entraîné le dernier des protagonistes, le Mouvement national, à donner à son tour, mercredi 20 août, son agrément du cessez-le-feu. La faible participation des progressistes libanais à la dernière phase de la

bataille leur laissait d'ailleurs peu de liberté de décision. A l'issue d'une réunion entre la gauche libanaise, ayant à sa tête M. Joumblatt, et une délégation palestinienne dirigée par le numéro deux du P.F.L., M. Abou Ayad, le Mouvement national a donc diffusé l'ordre d'arrêt des combats.

Cependant, tous ces éléments favorables à l'application du cessez-le-feu sont conjoncturels et risquent de n'être plus valables à terme.

Un orage d'automne, le premier de la saison, a éclaté sur le Liban aux premières heures de cette nouvelle trêve. Ceux, nombreux, qui se raccrochent à tous les signes, ont voulu voir dans cette pluie bénéfique un heureux présage.

LUCIEN GEORGE.

(1) Tel-Aviv a démenti à plusieurs reprises cette intervention israélienne dans le Sud-Liban. (N.D.L.R.)

● La Société de Saint-Vincent de Paul sollicite de nouveau toutes les bonnes volontés « afin de lui permettre de poursuivre sa mission de solidarité fraternelle » en faveur des sinistrés du Liban. Les dons sont reçus à la section française de la Société de Saint-Vincent de Paul, 10 rue du Pré-aux-Clercs, 75007-Paris. Espèces, chèques bancaires ou chèques postaux : C.C.P. 6199.31 Paris. Pour tout versement, ne pas omettre la mention : Liban.

### A Beyrouth, le plus violent bombardement depuis le début de la guerre a précédé le cessez-le-feu

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les trois principaux leaders de la droite libanaise ont finalement approuvé les termes de l'accord établi à Ryad. Cependant, c'est sans enthousiasme que M. Pierre Gemayel, Camille Chamoun et Suleiman Frangieh (1) ont fait connaître leur acceptation au président Elias Sarkis. Le plan de paix arabe ne contient en lui-même rien qui puisse pleinement satisfaire les partis conservateurs.

Moins de vingt heures avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les explosions se succédaient à Beyrouth de minute en minute. Tout au long de la journée de mercredi, et durant la nuit, l'artillerie des deux secteurs de Beyrouth s'est livrée au bombardement le plus sauvage que les habitants de la ville aient subi depuis le début de la guerre. Dans le quartier est, la population avait reçu l'ordre, pour la troisième journée consécutive, de ne pas quitter les abris des immeubles. Depuis l'aube, les routes d'accès à Beyrouth avaient été interdites à la circulation, et les miliciens réglaient le reflux des véhicules en tirant des rafales de mitrailleuses en l'air.

Sur les pentes de la butte d'Achrafieh à Beyrouth-Est, un combattant phalangiste, pour mieux s'abriter, s'est incrusté entre les sacs de sable de la barrière qu'il gardait. Il se tasse un peu plus à chaque sifflement d'obus au-dessus des toits. Malchanceusement, il compte les secondes entre le coup de départ et le bruit de l'explosion. Il remarque : « C'est là, c'est pour le *carrefour de Fern-Ré-Chéba*. » Et il transmet le renseignement à une famille qui habite au dernier étage de l'immeuble voisin. Quelques instants après, une voix lui répond : « Exact ! » En contresens, à moins d'un kilomètre, un nuage de poussière marque chaque impact. A peine l'un de ces panaches gris commencent-ils à se dissiper qu'un autre s'élève un peu plus loin. Ce spectacle fait penser aux boules de coton sale qui parsèment les maquettes des champs de bataille dans les musées de la guerre. Mais ici, c'est un paysage de K.L.M. On ignore encore le bilan exact des victimes au cours des dernières vingt-quatre heures.

Le milicien s'adresse à un fusil-mitrailleur dont la crosse est ornée de la pieuse image de Saint-Georges terrassant le dragon. Le plan de paix ? Il en a vaguement entendu parler. Il hausse les épaules, et il a ce seul commentaire : « Tout ça pour ça arriver là. » Ce « là » désigne la barrière qu'il n'a pas déplacée d'un pouce depuis dix-huit mois. « Les *jeudays* sont toujours là, ajoute-t-il, le dragon n'a pas été vaincu. »

FRANCIS CORNU.

(1) Respectivement chef du parti phalangiste, président du Parti national libéral et ancien président de la République.

### Nous nous résignons à la création d'un petit État palestinien dans les territoires occupés

déclare au « Monde » le maire d'Hébron

De notre correspondant

Hébron. — La mosquée bâtie sur la caverne de la Macpela, où sont enterrés les patriarches Abraham, Isaac et Jacob, a rouvert ses portes mercredi 20 octobre, et les fidèles musulmans et juifs y ont pénétré vers 10 heures pour se recueillir et prier devant les sépultures. Hébron a retrouvé l'atmosphère tendue qui prévalait dans cette ville avant les incidents graves du début de ce mois. Le dispositif de sécurité, considérablement renforcé après les violences du 3 octobre, a été réduit à sa plus simple expression avec la levée du couvre-feu dans la matinée du 19 octobre. Pendant seize jours, l'existence de la ville a été comme suspendue et ses habitants étaient contraints de rester chez eux.

Il n'y a donc pas eu de « guerre de religion » à Hébron, comme certains l'avaient redouté, mais cela signifie-t-il que le statu quo ante est accepté par tout le monde ?

« Non, nous dit le maire, M. Fahd Kawassma. La Macpela est une mosquée depuis la conquête islamique de la Palestine, il y a près de mille ans. Même du temps du mandat britannique, les juifs ne pouvaient pas y pénétrer afin d'y prier. Il n'est pas concevable aujourd'hui, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, que l'on songe à couper en deux une mosquée. Vous ne trouvez rien part au monde une église ou une mosquée partagée entre les croyants de deux religions, et nous imposons une telle chose ne servirait pas la coexistence pacifique entre musulmans et juifs. »

« Non, nous dit le maire, M. Fahd Kawassma. La Macpela est une mosquée depuis la conquête islamique de la Palestine, il y a près de mille ans. Même du temps du mandat britannique, les juifs ne pouvaient pas y pénétrer afin d'y prier. Il n'est pas concevable aujourd'hui, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, que l'on songe à couper en deux une mosquée. Vous ne trouvez rien part au monde une église ou une mosquée partagée entre les croyants de deux religions, et nous imposons une telle chose ne servirait pas la coexistence pacifique entre musulmans et juifs. »

#### L'Égypte saisit le Conseil de sécurité de la situation « explosive » en Cisjordanie et à Gaza

Nations unies, New-York (U.P.I., A.F.P.). — Dans une lettre au président du Conseil de sécurité, M. Zouat Meguid (Égypte) a demandé, mercredi 20 octobre, la réunion urgente du Conseil de sécurité pour examiner la situation « explosive et dangereuse » que les autorités israéliennes ont créée en Cisjordanie et dans la région de Gaza par leurs mesures répressives à l'encontre des populations locales.

La lettre parle du couvre-feu imposé dans plusieurs localités, des arrestations arbitraires, des personnes molestées, et accuse les autorités de fermer les yeux sur la profanation des lieux saints El-Khali (Hébron). Elle ajoute que le gouvernement israélien, « au mépris de toutes les règles du droit international, continue sa politique d'établissement de nouvelles colonies de peuplement et de renforcement des colonies déjà établies dans les territoires occupés, et ceci aux dépens des habitants et propriétaires légitimes de ces terres ». De tels actes démontrent clairement, une fois de plus, qu'Israël pratique une politique expansionniste.

#### « Nous aurons les moyens de vivre dignement »

— Ce petit État serait-il économiquement viable ? L'Etat d'Israël était-il viable ? Israël a aujourd'hui une industrie et, notamment, une industrie touristique prospère. Pour nous, avec la richesse arabe et les pétrodollars, je suis certain que nous aurons les moyens de vivre dignement.

La création d'un petit État palestinien pourra-t-elle aider à résoudre le problème des réfugiés ?

— Le problème des réfugiés pourra être envisagé après la fin de l'occupation. Il faudra à ce moment-là offrir aux réfugiés le choix entre le retour à leurs foyers ou un dédommagement financier. Ce choix devra leur être laissé aussi en ce qui concerne le petit Israël d'avant 1967. C'est à mon avis un problème facile à

résoudre si l'on fait preuve de bonne volonté.

— Les décisions du « sommets » de Ryad ont-elles des chances de mettre fin à la guerre qui déchire le Liban ?

— Tout dépend d'Allah ! Et si, foudroyé que les intentions soient pures parmi les dirigeants arabes. Des toute façon, la question essentielle n'est pas le retrait des forces syriennes, puis le retour des Palestiniens dans le sud du Liban. Ce qui compte plus est de leur permettre de poursuivre sa vie normale et de leur garantir la sécurité. Pour que la tragédie prenne fin et que le sang arabe cesse de couler, il faudrait que le Liban se retrouve lui-même, et cela sans intervention étrangère. Or, nous ne sommes pas un pays arabe. Quant aux Palestiniens, ils regagneront tous leurs foyers dès que sera réglé le problème de la Palestine, qui est la clé de tout l'affaire. Nous sommes d'accord avec M. Mendès France lorsqu'il dit : « Les notions de souveraineté d'Etat et d'administration chez les penseurs sionistes ».

ANDRÉ SCÉNAMA.

#### DE NOUVEAUX CONTACTS ISRAËLO-PALESTINIENS ONT EU LIEU A PARIS

Tel-Aviv (A.F.P.). — Des contacts entre des personnalités de l'opposition et des représentants de l'O.L.P. ont eu lieu à Paris à la fin de la semaine dernière, a affirmé, le mercredi 20 octobre, le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth*.

Les personnalités israéliennes sont M. Meir Payil, député à Matathieu Peled, général du cadre de réserve ; Ouri Avneri, ancien député, et Yakov Arnon, ancien directeur général du ministère des finances. Ils sont tous fondateurs du comité Israël-Palestine, qui recherche une solution pacifique au conflit. Le nom de M. Peled avait été cité il y a quelques semaines au sujet d'une première rencontre avec un représentant palestinien à Paris. (Le Monde du 24 septembre.)

D'après le journal, les Palestiniens se sont plaints, au cours de la semaine dernière, de l'absence de la Palestine, a affirmé, le mercredi 20 octobre, le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth*.

Les personnalités israéliennes sont M. Meir Payil, député à Matathieu Peled, général du cadre de réserve ; Ouri Avneri, ancien député, et Yakov Arnon, ancien directeur général du ministère des finances. Ils sont tous fondateurs du comité Israël-Palestine, qui recherche une solution pacifique au conflit. Le nom de M. Peled avait été cité il y a quelques semaines au sujet d'une première rencontre avec un représentant palestinien à Paris. (Le Monde du 24 septembre.)

Le bureau de liaison et d'information de l'O.L.P. à Paris a déclaré de son côté mercredi qu'il n'avait pas eu de contacts avec Israël. (Le Monde du 24 septembre.)

### La politique française peut conduire à des situations dangereuses pour l'État d'Israël et la paix du monde

déclare M. Mendès France

Un colloque sur « Les aspects du sionisme » a été organisé au Collège de France, du 18 au 20 octobre, par le Centre universitaire des hautes études juives modernes et contemporaines de l'I.N.L.C.O. (Institut national de langues et civilisations orientales) (1). Des spécialistes venus de différentes universités françaises, mais aussi d'Israël et des États-Unis, ont fait des communications sur les trois aspects du sionisme successivement étudiés : « Sionisme idéologique », « Sionisme et histoire », « Le sionisme dans le contexte français ».

M. Alexandre Derzavsky, chargé de conférences à l'I.N.L.C.O., a présenté une réhabilitation du yiddish par rapport à l'hébreu, et M. Yohanan Elmanor, maître-assistant à l'université hébraïque de Jérusalem, a traité « Les notions de souveraineté d'Etat et d'administration chez les penseurs sionistes ».

Mercredi, le colloque a entendu plusieurs communications sur l'attitude des juifs français face au sionisme. En fait, le problème avait déjà été débattu, lundi soir, au cours d'une soirée de « témoignages » à laquelle avaient pris part le grand rabbin Kaplan, le professeur Robert Debré et M. Jules Moeh.

Le professeur Debré, après avoir semblé déclarer qu'il se sentait éloigné du sionisme, a dit qu'il s'était posé la question de savoir si l'on avait bien fait en 1948 d'admettre les juifs, personnes déplacées, à gagner la Palestine. Il avait alors répondu par la négative, et déclara qu'« il avait assisté avec regret à la conquête de la Palestine par les légions juives ». On avait l'impression d'une colonisation... Il y avait une population pauvre installée depuis longtemps. » « De toute façon, ajouta le professeur Debré, il y avait doute sur la descendance des Hébreux. L'existence d'une race juive ne pénètre pas dans ma conscience. Je continue à considérer qu'il s'agit d'une religion. »

Le grand rabbin Kaplan prit, au contraire, la défense du sionisme, dont il affirma la continuité.

La situation d'Israël dans le monde fit l'objet d'une autre soirée, présidée par M. Mendès France. M. Raymond Aron y traita de l'Etat national, dont les composantes sont, selon lui, la volonté des citoyens, l'existence d'un centre de culture et la souveraineté. M. Aron insista sur la volonté des citoyens d'Israël, à ses yeux incontestable, de construire leur Etat.

M. Mendès France déclara que

(1) 104, quai de Clugny, 92110 Clugny.

● Quelques deux cents firmes ouest-allemandes figurent, selon des estimations non officielles, sur les listes noires arabes, en raison des relations économiques qu'elles entretiennent avec Israël, a indiqué, mardi 19 octobre, le ministère de l'économie, en réponse à une question d'un parlementaire. — (A.F.P.)

## EUROPE

### Grande-Bretagne

Rompant un long silence

M. HAROLD MACMILLAN LANCE UN APPEL A LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Londres (A.F.P.). — M. Harold Macmillan, l'ancien premier ministre conservateur, est sorti du long silence, mercredi 20 octobre, pour préconiser la formation d'un gouvernement centré d'union nationale, seul capable, selon lui, de sortir le pays de sa grave crise économique et politique.

M. Macmillan, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans, a estimé, au cours d'une conférence télévisée à la B.B.C., que ni le parti travailliste ni le parti conservateur n'étaient actuellement en mesure de résoudre les problèmes qui se posent à la Grande-Bretagne. Il a mis le pays en garde contre de nouvelles élections, qui ne donneraient sans doute pas de nette majorité et ne changeraient rien à la situation.

« Le vrai clivage, a-t-il dit, n'est pas entre libéraux, conservateurs et travaillistes, mais entre les gens qui veulent l'économie mixte et ceux qui veulent détruire le système. » « Nous avons un objectif et un devoir, c'est de redonner force morale et matérielle, non seulement pour nous-mêmes, mais pour le Commonwealth, dans lequel nous jouons encore un grand rôle, et pour l'Europe, afin qu'ensemble nous puissions résister à l'infiltration graduelle de ce que j'appelle l'impérialisme soviétique, et qui pourrait menacer notre liberté. »

M. Macmillan a précisé que la coalition à laquelle il songe devrait réunir des centristes de bonne volonté de tous les camps avec l'appui des leaders syndicalistes et des chefs d'entreprise modérés. Il a exclu les travaillistes de gauche comme M. Michael Foot et Tony Benn.

Ces déclarations de M. Macmillan sont les premières depuis qu'il a démissionné pour raisons de santé, en 1963, après avoir été chef du gouvernement pendant près de six ans.

### BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731  
80 Hectares  
dont 67 hectares de  
premiers crus et  
grands crus



Documentation L.M.  
sur demande à Maison  
**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Négociants au Château  
21201 Beaune  
Tél. (80) 22.14.41 +  
Téléc. 350830 F



# ASIE

## LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

### La population célèbre dans la rue l'écrasement des comploteurs

(Suite de la première page.)

Toute la population est dehors, depuis les enfants des écoles, sous la conduite de leurs instituteurs, jusqu'aux vieillards des asiles que l'on est parfois obligé de soutenir. Chacun brandit un petit fanion rose, jaune ou vert pâle sur lequel ont été tracés quelques caractères dénonçant « la bande des quatre » et acclamant « la ligne révolutionnaire du président Mao ».

L'organisation est sans faille. Dans chaque groupe, un ou deux responsables tiennent à la main une feuille énumérant les slogans que les manifestants reprennent en brandissant le

poing. Chacun des « comploteurs » est ainsi dénoncé nommément et à pleine voix. Des postes de secours et des latrines de campagne ont été installés le long des principales artères, ce qui laisse prévoir une manifestation prolongée — elle durera sans doute plusieurs jours. Mais le choix des premiers cortèges qui faisaient jeudi matin le tour de la place Tien-An-Men n'est pas sans signification. Parmi eux figuraient notamment, en uniforme et musique, les membres du département politique de l'armée, dont M. Chang Chun-chiao était le directeur. Suivaient de près les enseignants et étudiants des deux universités de Pékin et de Tsinghua — où les dirigeants aujourd'hui condamnés avaient trouvé leurs meilleurs soutiens. De même que Chang-hai, ces derniers jours, avait pris la tête du mouvement, il s'agit là de milieux de la capitale pour lesquels l'ablation doit se faire sans retard. Les policiers de la capitale, en uniforme bleu et équipés de puissants haut-parleurs, étaient également présents dès les premières heures afin, nous a-t-on expliqué, de « bien montrer que le peuple est d'accord avec la population ». Pouvaient-ils en douter ?

rité de la population de la capitale semble avoir participé. Déjà, à la sortie de ces meetings, les premiers sous des gongs et des tambours avaient retenti. D'après nos informations, les discours prononcés au cours de ces réunions n'ont fait que dénoncer en termes généraux les « instigateurs de complots » qui ont « tenté de diviser le parti », d'« usurper le pouvoir du parti et de l'Etat » et qui ont « dénaturé la pensée du président Mao ».

#### La même étiquette que Teng Hsiao-ping

A en juger par certains titres de la presse de mercredi, les dirigeants « déchu » vont se voir attribuer la même étiquette que celle donnée il y a six mois à M. Teng Hsiao-ping. Ils seront présentés comme des « capitalistes et réactionnaires dans la voie capitaliste et réactionnaire ». Comment parviendra-t-on à démontrer que M. Chang Chun-chiao, par exemple, n'était au fond de son âme qu'un « traître à la révolution » ? Il s'agit là d'un de ces mystères dont la Chine garde le secret même à travers cette crise, mais qu'il va être intéressant, sinon réconfortant, d'observer. On s'attend à cet égard que la campagne se développe avec la floraison de nouveaux « révélateurs » de « réactions » et d'« accusations » précises, sinon documentées, sur ce qu'on appelle déjà dans les conversations « les crimes des traîtres antiparti ».

La presse et la radio, au milieu de la journée de jeudi, n'avaient

encore diffusé aucun communiqué officiel, mais on prévoyait que les manifestations donneraient au Quotidien du peuple, quand il en rendrait compte, l'occasion de dénoncer à son tour en termes à peu près clairs le « complot antiparti ». En toute hypothèse, le dénouement est maintenant très proche et on considère ici comme imminente l'annonce d'une série de décisions, notamment de nominations destinées à regarnir les nombreux postes de direction, dans le parti, l'appareil de l'Etat et l'armée, laissés vides par les décès et les liquidations successives.

ALAIN JACOB.

### Le département d'Etat s'interroge sur l'avenir des relations sino-soviétiques

Washington (A.F.P.). — Les fonctionnaires du département d'Etat s'interrogent sur la portée d'un article publié, jeudi 14 octobre, dans un quotidien britannique par le journaliste soviétique Victor Louis. Il écrivait que le Kremlin pourrait prendre une « décision irréversible » à l'égard de la Chine si les dirigeants de Pékin ne trouvent pas, d'ici un mois, un « langage commun » avec Moscou.

On rappelle à Washington que M. Victor Louis, dont les liens avec certains services soviétiques sont connus, avait déjà, en 1969, après des incidents frontaliers sino-soviétiques, lancé un avertissement similaire du même genre, et que ses articles peuvent souvent être considérés comme des ballons d'essai lancés par certains dirigeants de Moscou. Au lendemain de la parution de cet article, M. Kissinger, au cours d'une conférence de presse tenue le 15 octobre à l'université Harvard, avait déclaré que les Etats-Unis « ne prendraient pas à la légère une attaque massive contre la Chine » et « considéraient que ce serait une très grave affaire si la Chine était menacée par une puissance extérieure » (le Monde du 25 octobre). Seule l'Union soviétique pourrait « menacer » la Chine.

Dans une déposition devant une commission du Congrès, en avril, le secrétaire d'Etat s'était contenté de dire qu'une « guerre

massive » entre l'U.R.S.S. et la Chine « pourrait évidemment être une affaire grave ».

Alors que, à Harvard, M. Kissinger avait indiqué que le problème de livraisons éventuelles d'armes américaines à la Chine n'avait jamais été discuté entre les deux gouvernements, M. James Schlesinger tient un langage différent. L'ancien secrétaire à la défense, devenu l'un des conseillers de M. Carter, a retenu d'un long voyage en Chine, à déclarer dimanche, au cours d'une interview télévisée, que les Etats-Unis ne devraient pas « refuser » a priori de rendre à la Chine certains équipements militaires.

Les milieux officiels américains se montrent extrêmement prudents quant aux conséquences éventuelles sur les délicates relations triangulaires Pékin-Washington-Moscou, des bouleversements en cours en Chine. Il semble cependant que M. Kissinger ait indiqué à Harvard qu'il jugerait souhaitable, si le président Ford est élu et lui-même maintenu dans ses fonctions, une rencontre à assez court terme avec les nouveaux dirigeants chinois, soit à Pékin, soit dans un pays tiers. Son entrevue à New-York, au début du mois, avec son homologue chinois, M. Chiao Kuan-hua, avait été qualifiée par le porte-parole du département d'Etat de « très constructive et très positive ».

## Japon

### LES ADVERSAIRES DE M. MIKI SONT D'ACCORD POUR ELIRE M. FUKUDA A LA TÊTE DU PARTI LIBÉRAL-DÉMOCRATE

Les chefs des factions du parti libéral-démocrate hostiles au premier ministre japonais, M. Miki, se sont réunis mercredi 20 octobre à Tokyo et se sont mis d'accord pour que M. Takeo Fukuda, qui est vice-premier ministre, soit élu à la présidence du parti, lors de la convention du 31 octobre. Les participants à la réunion de mercredi ont voté deux fois des députés du parti gouvernemental. Ces chefs de factions sont, outre M. Fukuda, MM. Ohira (ministre des finances), Shibusawa, desormais à la tête de la fac-

tion dirigée naguère par M. Tanaka, l'ancien premier ministre impliqué dans le scandale Lockheed.

Le poste de premier ministre revient normalement au chef du parti majoritaire. Mais M. Miki n'est pas content de la constitution de donner sa démission, même si, le 31 octobre, il perd effectivement la direction du mouvement. Le chef du gouvernement parait décidé à demeurer en fonctions, à mener à bien l'enquête sur le scandale financier et à organiser les élections générales de décembre.

## A l'université Pékin

### LES AUTEURS DES AFFICHES RÉCLAMENT « L'EXÉCUTION » DES QUATRE « TRAITRES »

Pékin (A.F.P.). — Selon une source chinoise sûre, la quasi-totalité des affiches apposées sur plusieurs centaines de mètres de murs et de clôtures de bambous dans un enclos spécial de l'université Pékin, de Pékin, réclament « l'exécution » des quatre dirigeants arrêtés à l'aube du 7 octobre : Mme Chiang Ching, veuve de l'ancien président, le jeune vice-président du parti, M. Wang Hung-wen, le vice-premier ministre, M. Chang Chun-chiao et le théoricien du parti, M. Yao Wen-yuan.

D'autre part, et toujours de source chinoise sûre, les médias de Mao Tse-tung ont adressé récemment au comité central un rapport pour dénoncer les agissements de Mme Chiang Ching avant la mort de son mari. Mme Chiang Ching aurait, le 8 septembre au soir, « forcé » l'ancien président déjà agonisant à se redresser sur son lit pour le « harceler » de questions. Les médias s'y seraient violemment opposés.

### Le dénouement est proche

L'atmosphère est extrêmement tendue dans les rangs des manifestants. Les défilés n'ont rien de spontané, bien entendu, mais la chute de Mme Chiang Ching et de ses amis suscite apparemment chez nombre de Chinois plus de joie que d'indifférence. En témoignent les pétards, qui ne font pas partie du scénario habituel, mais qui éclatent un peu partout. Nul ne paraît gêné de défilier en criant « A bas Chiang Ching ! » derrière le portrait de son défunt mari. La foule est à la fois plus dense et plus animée que celle qui avait défilé en avril, trois jours après l'incident politique de la place Tien-An-Men, pour acclamer la destitution de M. Teng Hsiao-ping.

Les manifestations avaient été précédées et préparées dans la soirée de mercredi par des « réunions de condamnation », auxquelles la ma-

● Un journal de Hongkong, le Nam Wah, qui affirme citer des sources sûres, a annoncé, jeudi 21 octobre, que M. Hua Kuo-feng, placé à la tête du P.C. chinois, sera entouré de trois vice-présidents : le maréchal Yeih Chien-ying, qui assumait déjà cette fonction en même temps que celle de ministre de la défense ; le général Chen Biao, qui remplacerait le maréchal Yeih au ministère de la défense ; M. Li Shien-nien qui passerait du rang de vice-premier ministre à celui de premier ministre, en remplacement de M. Hua Kuo-feng. — (A.F.P., U.P.I.)

## CORRESPONDANCE

### M. PHILIPPE SOLLERS : le « marxisme » en vient-il donc toujours là ?

M. Philippe Sollers nous écrit : « Ce n'est pas de « doutes » ou d'« inquiétudes » qu'il faut, à mon avis, parler, au sujet de la situation actuelle en Chine, mais de véritable chaos. Ce qui apparaît de plus en plus en plein jour, c'est la sinistre réalité d'une mécanique de pouvoir et d'information, mécanique à propos de laquelle on pourrait nommer un certain nombre d'illusions, qui me semblent de plus en plus impossibles. Le « marxisme » en vient-il donc toujours là ? Certains ont toujours répondu oui à cette question, mais l'expérience chinoise portait en elle l'espoir d'un nouvel enjeu.

Peu à peu, cependant, de destitutions en arrestations, de répressions en pseudo-débats, de stéréotypes en réductions au silence, il devient criant que rien, dans le fonctionnement du pouvoir politique, n'a pu réellement aller plus loin que la plus flagrante manipulation.

(Extrait et théoricien engagé, Philippe Sollers, avec la revue « Tel Quel », s'est signalé au sein de la revue par ses recherches d'une écriture nouvelle mais par ses prises de position politiques. En 1968, il occupait les positions de la C.G.T. et du parti communiste, avec lequel il rompt en 1971, d'une manière étonnante, pour accomplir un voyage en Chine au printemps de 1974.)

## EUROPE

### République fédérale d'Allemagne

#### APRÈS UN DÉCOMPTÉ DÉFINITIF DES RÉSULTATS

### La coalition S.P.D. - F.D.P. dispose de 10 sièges de majorité au lieu de 8

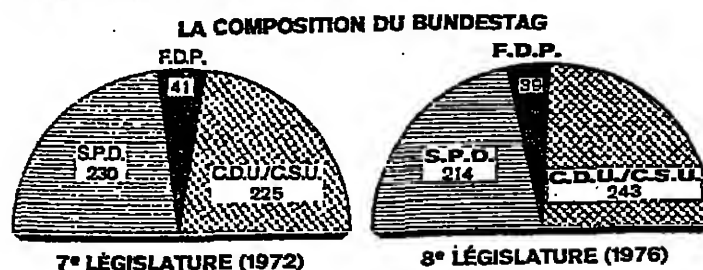
De notre correspondant

Bonn. — La commission électorale, organisme de surveillance des élections, a annoncé les résultats officiels et définitifs du scrutin du 3 octobre. Après un nouveau décompte des bulletins de vote dans plusieurs Länder, le S.P.D. se voit attribuer, en fonction du très complexe système de répartition, un siège supplémentaire ; l'opposition chrétienne démocrate en perd un.

Conséquences : l'écart entre les deux camps devient un peu moins étroit. Il passe de 8 à 10 sièges (233 pour la coalition socialiste libérale, et 243 sièges pour l'opposition chrétienne démocrate). Ce cadeau tardif pour le parti du chancelier Helmut Schmidt s'explique par le fait que quelques deux mille bulletins avaient été mis à tort sur le compte de la

C.D.U.-C.S.U. Une marge d'erreur assez importante, si l'on sait qu'il suffisait, dans ces élections, de quatre cents voix seulement pour faire « basculer » un siège.

Ces résultats officiels et définitifs ont été peu après acceptés par un porte-parole de la C.D.U., ce qui démontre qu'elle considère l'erreur comme suffisamment importante pour ne pas revendiquer un nouveau décompte des voix. La reconnaissance de la nouvelle répartition des sièges au prochain Bundestag, a ajouté le porte-parole de la C.D.U., est importante car elle fait que la majorité gouvernementale est extrêmement faible et que la C.D.U.-C.S.U. reste la force politique la plus importante de la République fédérale. — (Interim.)



## Finlande

### HELSINKI EXPULSÉ A SON TOUR DES DIPLOMATES NORD-CORÉENS

Après le Danemark et la Norvège, la Finlande vient, à son tour, de déclarer personne non grâtes quatre des six diplomates nord-coréens en poste à Helsinki. Il s'agit du chargé d'affaires, M. Chang Dae Hi ; du deuxième secrétaire, M. Li Sang Jun, et des membres du secrétariat, MM. Li Chem Sop et Bong Li Yeng. Ces quatre diplomates ont eu « des activités contraires aux lois fin-

landaises », a déclaré le porte-parole du gouvernement, sans donner d'autres précisions. Dans la mesure même où la politique étrangère conduite par le socialiste Taito est inspirée par le souci d'endiguer et de combattre l'impérialisme soviétique, il est évident que Vladko Dapchevitch ne pourrait la critiquer sans renier sa profonde conviction que les dangers impérialistes sont les plus sérieux.

### La réunion de la Mutualité sur les détenus politiques

C'est ce jeudi 21 octobre à 20 h. 30 que le Comité des mathématiciens organisé à la Mutualité a réuni une réunion en faveur de plusieurs détenus politiques. Des membres du P.C.F. doivent participer à ce meeting présidé par M. Laurent Schwartz. Parmi les détenus auxquels s'intéresse le comité figurent deux contestataires soviétiques : Vladimir Boukovski, qui avait analysé et

#### Un communiqué du bureau soviétique d'information à Paris

« Boukovski Vladimir Constantinovitch, né en 1942, après avoir terminé l'école secondaire, avait prêté serment à la charge de ses parents puisqu'il ne voulait tra-

## CORRESPONDANCE

### La condamnation de M. Dapchevitch

Mme Micheline Depcevic-Magné nous écrit : « L'article de Paul Yankovitch paru dans le Monde du 7 juillet : « La peine de mort prononcée contre M. Dapchevitch est commuée en vingt années de réclusion » appelle les observations suivantes :

- 1) Il n'est dit à aucun moment dans le verdict que Vladko Dapchevitch a créé le congrès de Sarov ou participé à sa création. Vladko Dapchevitch a publié, le 13 septembre 1974, un démenti énergique à ce sujet, que le Monde a d'ailleurs reproduit à l'époque.
- 2) Vladko Dapchevitch n'a pas encouru le verdict avec indifférence. Il souffre fort d'être éloigné de son jeune enfant. Il endure l'effroyable malheur de ceux qui sont accusés de crimes qu'ils n'ont pas commis. En vérité, il a écouté le verdict avec colère et douleur.
- 3) Le compte rendu paru dans le Monde ne relève pas que Vladko Dapchevitch affirmait que le procès était à l'avantage de l'Union soviétique. C'était pourtant une partie essentielle de la déclaration impressionnante de Vladko Dapchevitch, qui s'est distinctement fait entendre en dépit des efforts embourrés du juge pour l'interrompre. Dans la mesure même où la politique étrangère conduite par le socialiste Taito est inspirée par le souci d'endiguer et de combattre l'impérialisme soviétique, il est évident que Vladko Dapchevitch ne pourrait la critiquer sans renier sa profonde conviction que les dangers impérialistes sont les plus sérieux.

dénoncé les méthodes de répression dans son pays ; le psychiatre Semion Glouzman, qui avait rédigé une contre-expertise montrant que le général Grigorenko n'était pas un malade mental.

Le bureau soviétique d'information à Paris nous a adressé un communiqué qui résume la thèse soviétique et que nous reproduisons ci-dessous à titre documentaire.

#### Un communiqué du bureau soviétique d'information à Paris

supérieure médecine. Sa spécialisation est la médecine psychiatrique. Pendant les années 1963-1971, d'une manière systématique, il diffusait des diffamations, dénigrant le régime soviétique d'Etat, menant une propagande active parmi les citoyens soviétiques, multipliant des matériaux antisoviétiques, les diffusant parmi nos citoyens et les envoyant à l'étranger, où on les utilisait à des fins antisoviétiques. En 1972, il a été arrêté, et en octobre de la même année il a été condamné par le tribunal du peuple de la République de Kien à sept ans de détention suivis de trois d'exil.

En purifiant sa peine il a fabriqué quelques documents diffamatoires. Boukovski ainsi que Glouzman, physiquement, se portent bien et ne forment aucun grief concernant leur état de santé.

En Union soviétique, certaines gens expriment des opinions contraires à l'idéologie communiste, leur désaccord avec tel ou tel aspect de notre politique, etc. Mais personne n'est à cause de cela sur le banc des accusés. Si cela arrive, c'est seulement en raison des actes concrets qui contredisent nos lois. Il ne s'agit pas du mode de réflexion, mais des actes concrets antisoviétiques des citoyens qui en portent la pleine responsabilité. Boukovski, Glouzman et leurs semblables sont en prison non pas à cause de leurs convictions et de leurs opinions, ne sont pas jugés pour leurs idées, mais pour les actes concrets, qui sont punissables par voie de justice.

Après la démission de la Norvège, la Finlande vient, à son tour, de déclarer personne non grâtes quatre des six diplomates nord-coréens en poste à Helsinki. Il s'agit du chargé d'affaires, M. Chang Dae Hi ; du deuxième secrétaire, M. Li Sang Jun, et des membres du secrétariat, MM. Li Chem Sop et Bong Li Yeng. Ces quatre diplomates ont eu « des activités contraires aux lois fin-

## DROITS DE L'HOMME

### La réunion de la Mutualité sur les détenus politiques

C'est ce jeudi 21 octobre à 20 h. 30 que le Comité des mathématiciens organisé à la Mutualité a réuni une réunion en faveur de plusieurs détenus politiques. Des membres du P.C.F. doivent participer à ce meeting présidé par M. Laurent Schwartz. Parmi les détenus auxquels s'intéresse le comité figurent deux contestataires soviétiques : Vladimir Boukovski, qui avait analysé et

#### Un communiqué du bureau soviétique d'information à Paris

« Boukovski Vladimir Constantinovitch, né en 1942, après avoir terminé l'école secondaire, avait prêté serment à la charge de ses parents puisqu'il ne voulait tra-

Mme Micheline Depcevic-Magné nous écrit : « L'article de Paul Yankovitch paru dans le Monde du 7 juillet : « La peine de mort prononcée contre M. Dapchevitch est commuée en vingt années de réclusion » appelle les observations suivantes :

- 1) Il n'est dit à aucun moment dans le verdict que Vladko Dapchevitch a créé le congrès de Sarov ou participé à sa création. Vladko Dapchevitch a publié, le 13 septembre 1974, un démenti énergique à ce sujet, que le Monde a d'ailleurs reproduit à l'époque.
- 2) Vladko Dapchevitch n'a pas encouru le verdict avec indifférence. Il souffre fort d'être éloigné de son jeune enfant. Il endure l'effroyable malheur de ceux qui sont accusés de crimes qu'ils n'ont pas commis. En vérité, il a écouté le verdict avec colère et douleur.
- 3) Le compte rendu paru dans le Monde ne relève pas que Vladko Dapchevitch affirmait que le procès était à l'avantage de l'Union soviétique. C'était pourtant une partie essentielle de la déclaration impressionnante de Vladko Dapchevitch, qui s'est distinctement fait entendre en dépit des efforts embourrés du juge pour l'interrompre. Dans la mesure même où la politique étrangère conduite par le socialiste Taito est inspirée par le souci d'endiguer et de combattre l'impérialisme soviétique, il est évident que Vladko Dapchevitch ne pourrait la critiquer sans renier sa profonde conviction que les dangers impérialistes sont les plus sérieux.

driek VAN der STERREN

# Oedipe

Une étude psychanalytique d'après les tragédies de Sophocle.

Collection  
LE FIL ROUGE

puf





**Un troisième Capel pour les grands et pour les forts : Capel-Madeleine**

Capel ouvre un nouveau magasin  
26 Bd Malesherbes 75008 Paris 266.34.21.  
Et toujours, Capel 74 Bd de Sébastopol  
75003 Paris 272.25.09 • Capel Montparnasse  
Centre commercial Maine-Montparnasse  
75015 Paris 538.73.51

**MEDECINE PHARMACIE**  
octobre à juin  
Encadrement annuel  
parallèle à la Fac.  
P.C.E.M. et Pharmacie  
Année "O"  
Cours par Prof. de Fac.  
groupes de 15 étudiants par  
CHU  
au cœur du Quartier Latin  
IPEC 46 Bd St Michel  
633.81.23 033.45.87



de Burberrys  
à Lanvin

le nouveau  
MASCULIN  
RIVE-GAUCHE

**LESCUR**  
au centre Maine  
Montparnasse

## L'autre manière d'être JANSSEN

SI JANSSEN publiait son livre d'or, vous y découvririez les noms les plus prestigieux du Gotha de l'aristocratie, des arts, des lettres et du savoir, ceux de plus de vingt Chefs d'Etat en exercice et de cent entreprises mondialement connues.

### L'estampille de l'élégance

JANSSEN a ouvert la première boutique où chacun d'entre nous peut choisir des meubles et des objets sélectionnés par ce grand décorateur.

Vous découvrirez 65 avenue Franklin Roosevelt, les pièces maîtresses fabriquées et estampillées dans les ateliers JANSSEN et, en particulier, ses très originaux meubles laqués ou en laque, qui savent inscrire la grâce de leur ligne ancienne dans les décors les plus modernes et, d'autre part, des meubles et des objets sélectionnés par JANSSEN parmi les plus belles créations contemporaines.

### JANSSEN - Conseil

Grâce à la formule du « forfait idées » et après une étude détaillée, JANSSEN fera le « diagnostic » précis de votre problème et vous remettra un dossier-conseil qui sera votre guide pour la réalisation du décor de votre appartement.

### Un décor inspiré par Miro

Parce qu'il est, avant tout, un créateur JANSSEN a imaginé de réaliser, plusieurs fois par an, dans un des salons du 65 avenue Franklin Roosevelt, un « décor JANSSEN » autour de l'œuvre d'un artiste célèbre.

Du 20 octobre au 20 novembre 1976 MIRO dont l'œuvre occupe une place grandissante dans l'art contemporain sera le premier de ces artistes. Des lithographies du peintre éditées par la Galerie MAEGHT compléteront cette exposition.

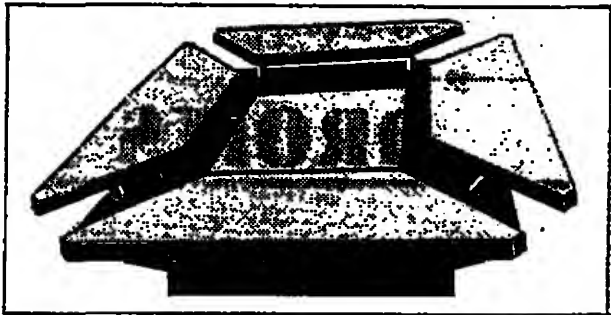
### Enfin Jansen est-ce cher ?

JANSSEN cher ? Certainement pas ! Vous serez surpris de découvrir que les « JANSSEN », à l'élégance raffinée, aux proportions rares, aux finitions irréprochables, sont finalement moins chers que vous ne le pensiez et que les prix des objets d'art et des meubles contemporains présentés avenue Franklin Roosevelt sont très strictement étudiés. Ceux que nous publions ici vous en convaincront.

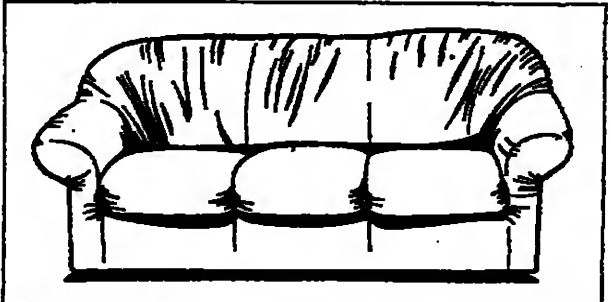
\* D'autres boutiques JANSSEN Collections naîtront dans les grandes villes de France.

**65 avenue Franklin Roosevelt**

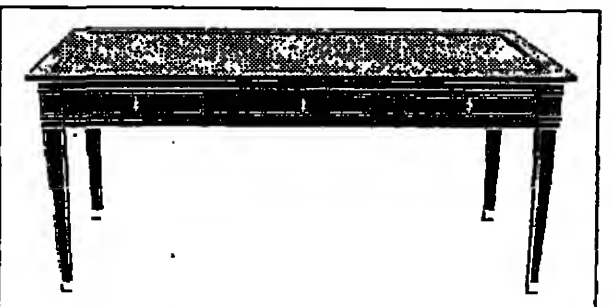
Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite



«Pétales» : table en bois laqué. Ses quatre plateaux indépendants et articulés permettent de modifier à volonté sa hauteur et son usage : 5.870F. (Elle existe également en coloris Prune).



Canapé 3 places en cuir Gold d'une extrême souplesse : 6.100F. Le fauteuil assorti : 3.400F.



«Sanche» : inspiré de l'époque Louis XVI, est élégant bureau traité en bois verni noir, d'une grande sobriété de lignes mises en valeur par des filets ton ivoire, plateau en cuir avec vignette frappée, sabots et entrées de serrures en bronze doré : 14.100F.

**JANSSEN**  
Collections

## DIPLOMATIE

### Norvège

### La visite à Paris du ministre des affaires étrangères Oslo compte s'entretenir des conséquences de l'extension de ses zones de pêches avec les représentants des pays intéressés

M. Knut Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, fait une visite officielle à Paris ce jeudi 21 et le vendredi 22 octobre. Puis il passera le fin de semaine, à titre privé, dans la capitale. M. Maurice Schumann, alors ministre des affaires étrangères, avait été reçu

à Oslo en 1969. Entre-temps, le refus de la Norvège d'entrer dans le Marché commun avait un peu refroidi les relations entre les deux pays. Mais depuis quelques années, celles-ci ont repris peu à peu un rythme normal.

#### De notre envoyée spéciale

droits de pêche à ces pays et voit d'un fort mauvais œil la concentration actuelle de chalutiers bulgares et roumains au large des eaux britanniques en mer du Nord.

#### Préserver les réserves de poissons

Dans sa zone économique, la Norvège entend protéger les réserves de poissons et décider chaque année, souverainement, les quotas de pêche, après des consultations bilatérales. Une surveillance particulière sur mer et dans les airs sera exercée et confiée à l'armée, responsable déjà des opérations de sauvetage dans la région. Sept bateaux seront équipés à cet effet.

En ce qui concerne la zone économique de l'archipel du Svalbard, dont le Spitzberg est la plus grande île la décision a été différée. Certes, depuis 1925, la souveraineté de la Norvège sur l'archipel a été reconnue, mais le traité de Paris de 1920 y accorde un accès libre à tous les signataires pour pêcher, chasser, se livrer à des activités minières, industrielles et commerciales. Ils doivent toutefois se plier à la législation norvégienne.

Actuellement, seuls les Norvégiens et les Soviétiques exercent une activité minière dans cette région. Mais l'interprétation de certaines clauses du traité de 1920 provoque des divergences entre Oslo et Moscou, voire avec Washington. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont exprimé de « sérieuses réserves » sur la thèse d'Oslo selon laquelle le Spitzberg ne possède pas de socle propre, mais constitue le plateau continental norvégien, lequel s'étendrait au-delà de l'archipel du Svalbard jusqu'à la faille océanique. De nouvelles négociations ont eu lieu à Oslo avec les Américains du 11 au 13 octobre.

#### Cinq groupes de partenaires

Pour ces négociations, la Norvège a distingué cinq groupes. 1) Les pays où jouent de larges côtes norvégiennes, aura évidemment des répercussions sur la pêche dans ces eaux fréquentées par les pêcheurs français depuis une quarantaine d'années. Oslo préférerait mener, en ce domaine, des négociations directes avec chaque pays intéressé, mais les membres de la C.E.E. doivent négocier collectivement. Or, ils tardent à donner un mandat, très clair à la Commission de Bruxelles, et Oslo ne sait pas encore quand des négociations pourront avoir lieu.

Mais les deux pays ne sont pas encore parvenus à un accord sur la répartition des droits de pêche dans la mer de Barents. II octobre, l'I.U.R.S.S. a accepté d'embellir le principe des zones économiques de 200 milles, mais souhaitait que la décision soit prise, après adoption d'un accord mondial, le 15 octobre. Un accord a été signé le 15 octobre à Moscou, qui s'appliquera lorsque la zone économique réservée des 200 milles de la Norvège entrera en vigueur.

2) La France fait partie avec la R.F.A., la R. et la Pologne du groupe des pays qui pêchent dans la région, mais n'ont rien à offrir en contrepartie. Les Norvégiens consentiront à les laisser continuer, tout en définissant des périodes de pêche interdite. Avec la Pologne et la R.D.A. des négociations finales auront lieu en décembre à Oslo. Pour la France et la R.F.A., il faudra attendre la décision de Bruxelles.

3) Ce groupe comprend deux pays voisins, la Finlande et la Suède, dont les prises sont modestes, mais indispensables pour les petits pêcheurs. Un accord de principe a déjà été conclu.

4) Ce groupe concerne l'Espagne et le Portugal, dont la pêche était sporadique mais qui augmentent fortement leurs prises.

5) Cuba, le Japon, le Panama, la Roumanie et la Bulgarie constituent le groupe de pays qui ont récemment commencé à pêcher dans les eaux norvégiennes. Oslo n'est pas enclin à accorder des

L'enjeu est complexe. Il s'agit essentiellement de la possibilité d'accès de tous les signataires du traité de 1920 aux richesses du sous-sol marin au large des côtes du Svalbard, au-delà de la limite des 4 milles des eaux territoriales, seule admise par la thèse norvégienne et stipulée dans le traité. Pour des raisons stratégiques et économiques, Oslo, tout en réaffirmant sa souveraineté, doit agir avec une sage lenteur. Dans ses négociations, surtout avec Moscou, la Norvège est prête à faire des concessions à condition que celles-ci soient réciproques, et surtout qu'elles ne soient en rien la souveraineté du pays.

#### La situation économique

Pour le reste, les affaires de la Norvège ne vont pas si mal. Le produit national brut aura augmenté cette année de 9 %, et l'inflation, qui était de 12 % en 1975, devrait être réduite à quelque 9 % en 1976. Les autorités espèrent la diminuer en 1977 de deux à trois points encore. Il faudra, certes, au printemps, reprendre les négociations salariales afin de définir l'accord-cadre pour la période 1977-1979. On tentera à nouveau d'harmoniser cet accord-cadre avec ceux qui intéressent les agriculteurs et les pêcheurs. On essaiera, par une politique des impôts et par des subventions, d'augmenter le revenu réel de la population. Le gouvernement minoritaire social-démocrate envisage avec intérêt les élections de l'an prochain. En effet, selon un sondage publié le 12 octobre à Oslo, le parti, qui, en 1973, n'avait recueilli que 35,3 % des suffrages, se voit accorder 44,8 % des intentions de vote contre 43,3 % aux trois partis non socialistes centre-droite.

AMBER BOUSGLOU.

(1) A l'exception peut-être de l'utilisation de l'appellation « produit de la mer », utilisée par un producteur norvégien de par-fum artificiel pour pâtisseries.

### M. Knut Frydenlund

### Un européen convaincu

La paupière lourde sur des yeux souriants, le front haut, la carrure solide, M. Knut Frydenlund rappelle un peu M. Willy Brandt. Le comportement plein de confiance et de courtoisie d'un diplomate de carrière rompu aux négociations patentes.

Né le 31 mars 1927 à Drammen, au sud-ouest d'Oslo, dans la famille d'un chef de gare, il entre au ministère des affaires étrangères après avoir fait des études de droit. De 1953 à 1955, il est secrétaire d'ambassade à Bonn, puis travaille jusqu'en 1962 à Oslo pendant plusieurs années, il est secrétaire personnel du ministre Halvard Lange. Il est de presse à Bruxelles, puis le représentant permanent de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe jusqu'en 1965.

Lorsque le parti travailliste —

dont il est membre — perd les élections, il rentre à Oslo et dirige un département au ministère. De 1967 à 1969 il se fait mettre en congé pour travailler au département d'études des problèmes de politique étrangère de son parti, il fait partie du comité directeur du parti pour Oslo dont il est député depuis 1969.

Européen convaincu, il a appartenu au comité directeur du mouvement européen en Norvège depuis 1959. En 1968, il a été délégué à l'Assemblée de l'Atlantique nord et, en 1970, délégué à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Il est devenu ministre des affaires étrangères dans le deuxième gouvernement formé le 16 octobre 1973 par M. Bratteli et s'est vu confier les mêmes responsabilités par l'actuel premier ministre, M. Odvar Nordli.

**Tout dans le même sac.**

*Mais c'est pratique.*

Cette semaine dans ELLE.

ESSAI DU NOUVEAU COUPE 633 "CSI"

**BMW:GAP**

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

25, R. CARDINET PARIS 17° 267-31-00

Je t'aime ISO



س. ا. م. ج.

## DIPLOMATIE

### Les déclarations de M'Bow

(Suite de la première page.)

Un autre grand thème est notre conviction que chaque société, chaque groupe humain doit être le sujet de l'action qu'il mène. L'aide, les mesures octroyées ne peuvent être que des appoints. Et cela s'applique tant aux nations qu'à certains groupes définis comme les femmes, les ruraux, les alphabètes, les jeunes, les minorités linguistiques, les migrants, etc.

#### Les groupes régionaux

Quant à la solidarité à l'échelle mondiale, nous pensons qu'il faut substituer à l'interdépendance ce fait qui résulte du partage nécessaire des ressources de la planète ou du développement des moyens de communication une volonté réelle de vivre ensemble.

Il y a aussi, bien sûr, un certain nombre de problèmes propres à l'UNESCO. Celle-ci n'est pas, comme certains semblent le penser, un organe technique d'aide au développement ni un simple lieu de débats, c'est un organe de réflexion et d'action. Il y a maintenant des objectifs d'action préparés sur la base de propositions faites en commun par les Etats membres et qui seront sans doute adoptés définitivement par la prochaine session de la conférence générale. Ces considérations conduisent à poser le problème de la décentralisation de l'UNESCO. L'Organisation s'appuie dans la voie d'une décentralisation prudente et progressive.

On a accusé récemment encore lors de la conférence convoquée à Paris par le Comité international pour l'Université de l'UNESCO, le 2 octobre — votre Organisation de se laisser « politiser ». On a affirmé que certains votes émis empêchaient, en fait, l'Etat d'Israël de participer aux activités régionales. Quel est votre point de vue à cet égard ?

Ceux qui parlent de politisation des organisations internationales semblent ignorer leur nature, ainsi que les conditions de notre action durant les trente années écoulées. Ces organisations sont d'abord nées d'une volonté politique, celle de fonder la paix sur la compréhension mutuelle entre les peuples et la coopération entre les nations. Ensuite, ces

organisations sont intergouvernementales : ce sont les gouvernements des Etats membres qui envoient des délégations dans les conférences de ces différentes organisations, telles que la conférence générale de l'UNESCO de novembre 1974 à Paris. Celle-ci a suscité beaucoup de controverses, comme d'ailleurs la prochaine session de Nairobi.

En ce qui concerne l'UNESCO, s'il y a politisation, elle a commencé dès les débuts. Je vous citerai l'affaire de Corée en 1950, le cas de la Chine populaire, celui de la R.D.A., les cas aussi du Portugal avant les derniers changements, celui de l'Afrique du Sud. En fait, il faut reconnaître que la majorité qui prévalait dans les organisations internationales a changé.

On a parlé souvent, à ce propos, de « majorité automatique ». Rien n'est plus choquant. L'UNESCO est une institution internationale groupant des Etats membres souverains et égaux en droit. C'est comme si on voulait revenir en Europe au suffrage censitaire. Je pense, pour ma part, que la situation a changé dans les organisations internationales, et je plaide pour une discussion, pour un dialogue franc et ouvert entre les différents Etats membres. Ce dialogue est indispensable à une condition : que chacun ne se figne pas sur ses positions.

S'agissant de la non-inclusion d'Israël dans le groupe européen, lors de la précédente session de la conférence générale, je voudrais rappeler que, jusqu'en 1974, cinq Etats membres ne faisaient partie d'aucun groupe régional : les Etats-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et Israël. En 1972, les Etats-Unis et le Canada avaient demandé à participer à la conférence des ministres de l'éducation des pays d'Europe. Cela leur fut refusé. Ils demandèrent alors explicitement leur inscription au groupe européen, lors de la conférence générale de 1974. Après bien des débats, ils ont fini par être admis. C'est à ce moment-là qu'Israël a demandé aussi à entrer dans le groupe européen. Cette participation lui a été refusée.

On a accusé les pays africains et arabes d'être responsables d'une telle situation. En fait, c'est en Europe que le problème se situe. Trente-six pays européens ont voté. Parmi eux, seize ont voté pour, onze contre et neuf se sont abstenus. Parmi ces derniers se trouvait la France. Cela étant, la conférence générale a décidé néanmoins de revoir l'ensemble de la question à cette session-ci. Je vais la saisir d'un document sur la participation de tous les pays — une dizaine — qui ne sont pas classés dans un groupe régional.

#### Le problème financier

La situation financière de l'UNESCO semble préoccupante, surtout après la décision des Etats-Unis de ne plus verser jusqu'à nouvel ordre leur contribution. Quelles sont, à votre avis, les mesures propres à remédier à cette crise financière ?

En fait les difficultés financières de l'UNESCO découlent de plusieurs facteurs. Le premier est l'inflation dans le pays hôte, le second la dépréciation du dollar par rapport au franc français. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1975 et août 1976, le pouvoir d'achat du dollar par rapport au franc s'est réduit de 20 %. Depuis, la situation s'est modifiée. Mais cela s'est traduit pour l'organisation par une perte de 7 500 000 dollars. Quant à l'inflation, elle nous a coûté 21 500 000 dollars.

Reste la question de la trésorerie, la plus difficile, car les Etats-Unis contribuent pour un quart au budget de l'UNESCO, soit 38 945 000 dollars pour 1975-1976. Or à ce jour, je n'ai pas reçu la contribution des Etats-Unis. Ils viennent de payer les arriérés qu'ils devaient pour 1974 et leur part du fonds de roulement, afin d'avoir le droit de vote à la prochaine session. J'ai donc dû, pour faire face à cette situation difficile, faire appel à tous les Etats membres pour leur demander de faire un effort en vue de prêter les fonds nécessaires, ces prêts étant consentis sans intérêt. J'ai pu obtenir plus de 22 millions de dollars. Mais c'est une situation qui ne peut pas durer. Il faut bien que la conférence générale me dise exactement comment y faire face.

Concernant l'avenir, comment envisagez-vous le rôle de l'UNESCO dans le nouvel ordre mondial ?

### Perdre son âme à Broadway? Ou la retrouver à Kathmandou?

UNE SEMAINE A NEW YORK.  
HOTEL COMPRIS :  
2220 F.



Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigieux. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F. G.I.T. minimum 10 personnes.

SÉJOUR DE 15 JOURS  
EN INDE DU NORD-NÉPAL  
A PARTIR DE 5480 F.

Paris - Delhi - Jaipur - Agra - Khajuraho - Bénarès - Kathmandou. Et là, toute la palette des éblouissements possibles : religieux (Temple de Dakshinkali), historique (la frontière chinoise), animalier (le safari-photo du Tiger Tops), esthétique (du plus haut hôtel du monde, le plus spectaculaire point de vue sur l'Himalaya).



Pour vous décider, un agent de voyages  
et la brochure **Vacances Fabuleuses**

**PAN AM**

Pan Am Paris, 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.

Alfasud 2, 4 portes et break - Giulia Nuova Super 1.3 et 1.6.  
Alfetta Berlina 1.6 et 1.8 - Spider 1.6 et 2000 - Alfetta Coupé GT 1.6 et GTV 2000.

### Et un nouveau coupé dans la lignée d'Alfa Romeo



34,6 sec/km départ arrêté, vitesse maximale 165 km/heure.

4 cylindres, 1286 cm<sup>3</sup>, 76 CV DIN à 6000 tr/min, 1 carburateur double corps inversé, 4 freins à disques assistés, pare-brise stratifié de sécurité, 6 positions du volant, 4 phares à iode, coffre de 325 litres, 34990 F clés en main (tarif N° 87 du 1<sup>er</sup> septembre 1976).

Spacieuse, sobre. Et sûre comme toutes les Alfa.

4 places, 7 cv, 5 vitesses,  
6,6 l/100 km à 90 km/heure\*,  
un vrai coupé pour la famille.

\* (vitesse stabilisée), 8,7 l à 120 km/heure (vitesse stabilisée), 10,0 l en essai-type urbain (normes UTAC).

10 ans d'expérience, 10 ans de succès

## Information Logement prend aujourd'hui un nouvel essor

car aujourd'hui, Information Logement  
c'est non seulement la Compagnie Bancaire, mais également :

plusieurs banques :

- la Banque Nationale de Paris
- le Crédit Lyonnais
- le Crédit du Nord
- la Caisse Centrale des Banques Populaires

des producteurs de logements :

- la Chambre Syndicale des Promoteurs Constructeurs de la Région Parisienne
- la Fédération Parisienne du Bâtiment

des institutions à caractère social :

- la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat
- la Mutuelle Générale de l'Education Nationale
- la Mutuelle Générale des P.T.T.
- l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction

Depuis 10 ans, des dizaines de milliers de familles ont bénéficié des conseils gratuits d'Information Logement. Aujourd'hui, grâce à ce nouveau départ, Information Logement va pouvoir multiplier ses activités et offrir ainsi un meilleur service au plus large public.



**Information Logement**  
525.25.25

Centre Maine  
210, avenue du Maine  
75014 Paris  
539.22.17

Centre Étoile  
49, avenue Kléber  
75016 Paris  
525.25.25

Centre Nation  
45, cours de Vincennes  
75020 Paris  
371.11.74

### VOITURES D'EXPORTATION T.T.

Citroën - Peugeot - Renault - Simca - Chrysler - Mazda - Toutes marques étrangères

Finition exportation - Faible kilométrage - Garantie usine - Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.











## AFRIQUE

## Gabon

LE PRÉSIDENT BONGO  
REMANIE SON GOUVERNEMENT

Libreville (A.F.P.). — Le président Bongo a procédé, mardi 19 octobre, à un important remaniement gouvernemental. Neuf ministres et secrétaires d'Etat quittent leurs fonctions.

Le général Raphaël Mamiaka devient ministre d'Etat et garde des sceaux, en remplacement du lieutenant-colonel Jacques Igboho, nommé ambassadeur. M. Mamiaka était auparavant ministre des travaux publics. M. Jérôme Okinda, ministre de l'économie et des finances, est élevé au rang de ministre d'Etat.

Parmi les personnalités qui entrent au gouvernement, figure M. Hervé Akendengue, nommé ministre du travail en remplacement de M. Jacques Orono Mense, qui devient ministre délégué auprès du premier ministre, chargé du Conseil consultatif national. Il s'agit du troisième remaniement ministériel intervenu au Gabon depuis le début de l'année. Les deux précédents ont eu lieu en juillet et août.

## LIVRES

POLONAIS  
et sur la Pologne

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île (4<sup>e</sup>)  
Tél. : 326-51-09

## AVANT LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

M. Smith n'a pas l'intention de s'incliner  
devant les pressions de Londres et de Washington

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, est arrivé ce jeudi en fin de matinée, à Genève, une semaine avant la date prévue pour l'ouverture de la conférence sur la Rhodésie. Avant de quitter Salisbury, accompagné d'une délégation de trente personnes, M. Smith a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de s'incliner devant les pressions britanniques et américaines destinées à lui faire accepter les demandes des nationalistes noirs, ajoutant : « Je n'ai pas l'intention d'essayer, mais vous pouvez parier qu'ils ne réussiront pas ».

Le premier ministre rhodésien a déclaré, d'autre part, qu'il se rendait à la conférence sur la base de l'accord conclu avec les gouvernements britannique et américain, et qu'il avait reçu l'assurance que cet accord était accepté par les cinq chefs d'Etat des pays de « première ligne » (Zambie, Mozambique, Tanzanie, Botswana et Angola). Le chef du gouvernement rhodésien s'est, en outre, déclaré certain que Londres ne songerait pas à assumer des « pouvoirs dictatoriaux » en Rhodésie, comme le lui a demandé le président tanzanien, M. Julius Nyerere, ni à prendre la responsabilité de la défense et de la police dans ce pays.

Enfin, M. Smith a indiqué que la délégation rhodésienne se garderait des « déclarations extrêmes qu'affectionnent les leaders nationalistes noirs depuis quelques temps ».

M. Ivor Richard, président désigné de la conférence sur la Rhodésie, qui devait se rendre mercredi à Genève, a reporté son départ à jeudi afin d'assister au débat qui, mercredi après-midi

aux Communes, a voté le renouvellement des sanctions contre la Rhodésie par 191 voix contre 20. Ouvrant le débat, M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, a qualifié de « réalisation historique » l'acceptation par le régime de M. Ian Smith du principe de l'accession au pouvoir de la majorité africaine, ce qui, il y a encore trois mois, « paraissait inimaginable ».

L'objet de la conférence, la mise sur pied d'un gouvernement intérimaire signifiant que le gouvernement minoritaire actuel « ne sera plus en mesure de contrôler les lois de la Rhodésie » dans le pays, a souligné.

M. Crosland a réaffirmé avec force que les propositions soumises à M. Smith par M. Kissinger constituaient une « base sérieuse et raisonnable de négociations, mais non pas un ensemble immuable » et qu'elles n'avaient jamais été « garanties par la Grande-Bretagne ».

Enfin, il a indiqué que les sanctions contre la Rhodésie seront levées dans le seul cas où l'acceptation du principe du gouvernement par la majorité serait « définitive et irrévocable ».

(A.F.P., A.P., Reuters).

Une femme blanche d'origine australienne a été tuée et son mari sérieusement blessé dans la nuit de mardi 19 à mercredi 20 octobre au cours d'une embuscade tendue par des guérilleros, au nord de la Rhodésie. Il s'agit de la quarante-cinquième victime civile européenne depuis le début de la guérilla en Rhodésie, il y a quatre ans. — (A.F.P.)

## Namibie

VIF INCIDENT  
ENTRE NOIRS ET BLANCS  
A LA CONFÉRENCE  
DE WINDHOEK

Johannesburg (Reuter). — Délégués blancs et africains aux pourparlers constitutionnels sur le Sud-Ouest africain (Namibie) en sont presque venus aux mains, mardi 19 octobre, à propos de remarques faites par l'un des orateurs, rapporté mercredi le quotidien « Rand Daily Mail ».

« Vous oubliez que nous sommes allés vous chercher dans les montagnes, que nous vous avons vus et que nous vous avons sortis de la fange », aurait dit un délégué blanc, M. Eben Van Zyl, aux représentants de la tribu Damara.

Montrant du doigt les délégués des « campagnes namibiennes », M. Van Zyl aurait ajouté : « Et cet homme de la brousse, comment est-il arrivé ici ? C'est nous qui lui avons accordé notre protection. » Le « Rand Daily Mail » rapporte qu'il a fallu empêcher le chef de la délégation Damara, M. R. Xongub, de tomber à bas racoqués sur l'orateur.

M. Dirk Mudge, qui préside aux pourparlers constitutionnels, a ajourné la séance pour « calmer les esprits ».

Des cérémonies se dérouleront dans toute la Namibie, le vendredi 23 octobre, pour célébrer la conversion à l'islam du président Salah Ed-Din Ahmed (ex Jean Bedel) Bokassa, chef de l'Etat centrafricain. Selon radio Tripoli, le colonel Bokassa a déclaré, mercredi, que cette conversion constituait « un événement historique ». — (Reuter).

## AMÉRIQUES

## Argentine

M. Mario Amaya, ancien député radical  
est mort en prison, victime de mauvais traitements

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Mario Amaya, ancien député de l'U.C.R. (Union civique radicale), est décédé mardi 19 octobre dans la soirée à l'hôpital de la prison de Villa-Devoto à Buenos-Aires des suites de mauvais traitements qui lui ont été infligés au pénitencier de Rawson dans le sud du pays.

Il avait été « enlevé », selon la version officielle, le 17 août par des éléments d'extrême droite échappant au contrôle des forces de répression. « Libéré » par ces derniers le 31 août, placé ensuite « à la disposition du pouvoir exécutif » et interné au pénitencier de Rawson, M. Amaya avait été transféré au début du mois dans un état alarmant à l'hôpital de la prison de Villa-Devoto.

Après sa « libération » le 31 août, l'ancien député radical qui souffrait d'une affection cardiaque, se trouvait déjà fort affaibli. Il venait de passer quatorze jours enchaîné à un lit, soumis à des tortures psychologiques et sans savoir le sort que ses geôliers lui réserveraient. Mais c'est au pénitencier de Rawson, où, dès son entrée, et pendant une quinzaine de jours, il fut systématiquement roué de coups que sa santé subitement s'aggrava. Transféré d'urgence à Buenos-Aires, il put recevoir la visite de sa mère et de M. Raul Alfonsín, principal dirigeant de l'aile gauche du radicalisme. Il avait malgré tout 20 kilos et portait une entaille profonde au visage, trace des sévices subis à Rawson. C'est un miracle s'il est encore vivant, nous avait alors dit M. Alfonsín, mais

il ne survit pas à un nouveau déplacement ».

La mort de M. Amaya place le gouvernement, qui en est directement responsable, dans une situation délicate face aux dirigeants de l'U.C.R. et à l'opinion publique. D'autant que M. Hipólito Solari Yrigoyen, ancien sénateur « enlevé », a été libéré et interné à Rawson dans les mêmes circonstances que M. Amaya, a lui aussi été l'objet de graves sévices au pénitencier.

La détention prolongée et injustifiée des deux anciens parlementaires, les mauvais traitements qu'ils ont subis, les accusations calomnieuses lancées à la fin de la semaine dernière contre eux par le général Videla, commandant en second de la cinquième région militaire, ont profondément indigné les radicaux. Pressés autour du cercueil de M. Amaya, ils disent maintenant tout haut ce qu'ils pensaient hier encore tout bas : sur le général Videla, responsable, croit-on généralement, de l'enlèvement du 14 août, sur le général Albano Harguindeguy, ministre de l'Intérieur, de qui dépendent les prisonniers à la disposition du pouvoir exécutif, voire sur le général Jorge Videla, président de la République.

L'U.C.R. s'est refusée jusqu'ici à rompre des lances avec le gouvernement de peur d'affaiblir la position du chef de l'Etat constitutionnel contre un modéré favorable au rétablissement à terme des institutions démocratiques. Mais les radicaux n'ont pas pour autant échappé à la répression déclenchée au lendemain du coup d'Etat du 24 mars. M. Antonio Macris, ancien député, est en prison depuis le mois de mai pour la seule raison apparente que sa fille est accusée d'avoir pris part au rapt d'un colonel d'aviation. Un autre député, M. Adolfo Gass, dont le fils guérillero a été tué, a dû à la suite de menaces abandonner le pays avec sa famille. Mais l'histoire de M. Solari Yrigoyen et Amaya est encore plus grave, car l'un et l'autre avaient été directement menacés par des militaires.

PHILIPPE LABREVEUX.

## États-Unis

LES CHAINES DE TÉLÉVISION  
REFUSENT DE RETRANSMETTRE  
UNE CONFÉRENCE DE PRESSE  
DE M. FORD

Washington (Reuter). — Les trois chaînes nationales de télévision américaine, C.B.S., N.B.C. et A.B.C., ont refusé de transmettre en direct la conférence de presse que M. Ford a tenue le 20 octobre à la Maison Blanche. Jeudi dernier, elles avaient accédé à la requête présidentielle leur demandant un temps d'attente en pleine soirée, invoquant une « importante communication » de la Maison Blanche. Il s'agissait en réalité d'une démonstration de propagande dirigée contre le candidat démocrate M. Jimmy Carter. Craignant une récidive — crainte justifiée par les propos polémiques de M. Ford — les trois chaînes ont préféré cette fois se dérober pour ne pas courir le risque d'être poursuivies en justice par M. Carter pour favoritisme électoral.

De son côté, M. Kissinger, s'adressant le 19 au soir au conseil des synagogues des États-Unis, s'en est pris au « moralisme » préconisé par M. Carter en matière de politique étrangère. « Nous devons nous souvenir », a-t-il déclaré, que c'est précisément au nom de la morale internationale que nous nous sommes lancés il y a un plus d'une décennie dans des aventures qui ont déstabilisé notre pays et affaibli notre position dans le monde ».

A travers  
le monde

## Portugal

LE CONSEIL DES MINISTRES PORTUGAIS a approuvé, mardi 19 octobre, un décret sur les licenciements. Les entreprises seront désormais libres de renvoyer tous leurs collaborateurs dont le comportement rend pratiquement impossible le maintien des relations de travail.

## Zaire

LE GÉNÉRAL MOBUTU SÈSE SEKO a désigné, lundi 18 octobre, comme nouvel ambassadeur du Zaire en France, M. Bokanga Elanga Botombele, actuellement commissaire d'Etat (ministre) au travail et à la prévoyance sociale. M. Kapela Kinduelli, ancien ambassadeur du Zaire en France, a été nommé au Japon. — (A.F.P.)

Par fierté pour leur œuvre et par respect pour le public,  
“Les Constructions Choiseul” sont pris d’une idée subite :

## Ils scient les murs, les sols et les cloisons de leur appartement témoin.

Qu'on ne s'y trompe pas. Désormais les consommateurs ne se contentent plus d'à-peu-près. Ils n'achètent plus les yeux fermés. Visitant un appartement ils veulent savoir ce qu'il y a « au-delà du miroir », derrière le papier des murs, sous le parquet et la moquette des planchers.

“Les Constructions Choiseul” l'ont compris en présentant leur Appartement Descriptif, le premier appartement témoin à murs, sols et cloisons ouverts. On a même coupé un radiateur en deux...

Le visiteur peut ausculter la construction de fond en comble, observer “en couches géologiques” les différents matériaux qui la composent du gros-œuvre à la finition, en apprécier l'épaisseur et la qualité, découvrir enfin le réseau des canalisations et des colonnes de ventilation. Car pour un appartement, plus que tout, “l'important c'est ce qui ne se voit pas” comme dit le poète.

Maintenant vous pouvez voir et toucher ce qui est important : “Les Constructions Choiseul” aiment prendre leurs responsabilités. En exposant un mur par la tranche, au lieu d'en masquer la surface par un papier ou un enduit, ils démontrent à la fois qu'ils sont sûrs de leur construction et qu'ils respectent leur client.

L'Appartement Descriptif se trouve au “Montjoie”, 119 avenue Philippe-

Auguste, à Paris dans le 11<sup>e</sup>, à la sortie du métro Philippe Auguste. Vous prendrez un réel intérêt à le visiter (tous les jours de 9 h 30 à 19 h).

L'Appartement Descriptif est valable pour l'ensemble des programmes Choiseul. Leur liste est longue à Paris, en banlieue et en province. Certes, d'un immeuble à l'autre, on peut observer l'heureuse diversité des styles, des formes et des volumes, mais les normes de qualité et les principes de construction — définis par les contrats garantis — sont les mêmes.

A quoi bon changer quand on a trouvé ce qu'il y a de mieux...

C'est ce même respect du consommateur et ce même sens des responsabilités qui se concrétisent par le Protocole Choiseul. Tout acheteur d'un appartement bénéficie de 5 garanties :

- garantie de prix
- garantie de la date de livraison
- garantie des plans
- garantie de descriptif
- garantie de bonne fin d'achèvement, preuves supplémentaires que “Les Constructions Choiseul” ont confiance en leurs réalisations et en votre jugement.

Mais commencez déjà par voir l'Appartement Descriptif, vous ne le regretterez pas !

PROTOCOLE CHOISEUL	
Garantie de prix	
Garantie de la date de livraison	
Garantie des plans	
Garantie de descriptif	
Garantie de bonne fin d'achèvement	

**constructions  
CHOISEUL**  
Sur place : 357.02.14  
Siège : 370.18.18

L'appartement descriptif  
119, av. Philippe Auguste - Paris 11<sup>e</sup>  
Le premier appartement  
à “murs ouverts”

صلى الله عليه وسلم



LE MONDE

# OUTRE-MER

## LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING A LA RÉUNION

### Des villages en fête et des départementalistes un peu déçus...

M. Valéry Giscard d'Estaing devait regagner Paris dans la nuit de jeudi à vendredi, au terme d'une visite officielle de deux jours dans le département d'outre-mer de la Réunion. Jeudi 21 octobre, avant avoir visité six communes réunionnaises — notamment Saint-Louis, Cluses et le Tampon.

**Saint-Denis-de-la-Réunion.** — Accueilli avec sympathie par la population des différentes communes qu'il a visitées au cours de la journée de mercredi, M. Giscard d'Estaing n'a cependant pas répondu tout à fait, semble-t-il, à l'attente des Réunionnais. Déjà à l'aéroport de Gillot, en dépit de la petite phrase du chef de l'Etat sur la présence française dans l'océan Indien, certains étaient restés sur leur faim : ils ne cachait pas qu'ils avaient espéré plus de chaleur de la part du président de la République.

À Salazie, petite bourgade des « hauts » de l'île, à 1 200 mètres d'altitude, qui recevait un chef d'Etat pour la première fois de son histoire, le même décalage devait se faire jour. Certes, aucune fausse note ne vint troubler l'ordonnance de la fête au village : les enfants des écoles étaient sagement alignés sur le parcours du cortège officiel, les petites filles en chapeaux de paille et robes à fleurs escortaient gracieusement le président et l'orchestre « en costume » l'entraînait traditionnelle de l'île, — jona avec entrain des airs de « segas ». Quelques centaines de personnes étaient défilées des bananiers et bords voisins, des banderoles proclamaient avec fierté « la Réunion, terre française » et la gaieté était réelle. Pourtant, lorsque sur la place de la mairie, non loin d'une curieuse église à pierres grises aux faux airs de cathédrale, le maire, M. Weimant (U.D.R.), affirma avec force que « les Réunionnais, au même titre que les Auvergnats, les Bretons, les Alsaciens, sont et veulent rester Français », on sentit qu'il abordait là un sujet dont M. Giscard d'Estaing ne souhaitait pas parler. De fait, dans sa réponse, le chef de l'Etat se contenta d'évoquer indirectement le problème en notant que « les Réunionnais ont des motifs tout à fait différents de ceux de solidarité et de responsabilité ».

À Saint-Benoît, commune de près de vingt-cinq mille habitants située sur la côte est de l'île, ce fut le même schéma. Là aussi, la musique, les danses, les costumes du dimanche, les bouquets de fleurs et des enfants intimidés illustraient la messe populaire. Là aussi, les habitants avaient voulu faire honneur à leur chef en allant nombreux

l'écouter et l'applaudir. Là aussi, on chanta la Marseillaise avec application à la demande du président de la République et l'un vit M. Debré, député de la circonscription, inviter la foule à crier : « Vive la France ! Vive la République ! Vive le président de la République ! ». Là aussi, M. Giscard d'Estaing ne dit mot du statut, mais examina le vœu que les Réunionnais soient « associés à l'exercice des responsabilités en ce qui concerne leur avenir ».

Ces thèmes, le chef de l'Etat devait les reprendre encore devant les élus de l'île, qu'il recevait à la préfecture en fin d'après-midi. « Quand je suis en Auvergne, leur dit-il, selon son porte-parole, M. Jean-Philippe Leclerc, je ne vais pas répéter que les Auvergnats sont Français, parce que cela va de soi. Il en va de même des Réunionnais ».

#### Le statut

Pourtant, M. Giscard d'Estaing finit par se départir de cette attitude réservée dans son discours du Chaudron. Au cœur de ce quartier populaire où se dressent les cités nouvelles dont la cité Michel Debré, — qui remplacent peu à peu les bidonvilles, le chef de l'Etat « rencontra » la jeunesse de la Réunion. Ils étaient plusieurs milliers, ces jeunes rassemblés dans le théâtre de verdure, apparemment plus curieux qu'enthousiastes, à en juger par leurs réactions mitigées.

Après que M. Jean-Pierre Solon, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, leur ait promis son attention toute particulière, ils entendirent le président de la République tout à tour glorifier le statut départemental et dénoncer les endoctrinements qui font appel « aux instincts de la démagogie et de la facilité ». Pourquoi cette attaque répétée contre les autonomistes, évidemment visés par le chef de l'Etat ? On expliquait, dans l'entourage de celui-ci, qu'il fallait bien tenter de prémunir la jeunesse contre ceux qui s'obstinent à poser les problèmes en termes de statuts, qu'il s'agisse, ajoutait-on, des autonomistes ou des « nationalistes ». C'était reconnaître qu'une certaine distance subsistait entre l'Etat d'esprit de M. Giscard d'Estaing et celui d'une partie de la population, y compris dans la majorité.

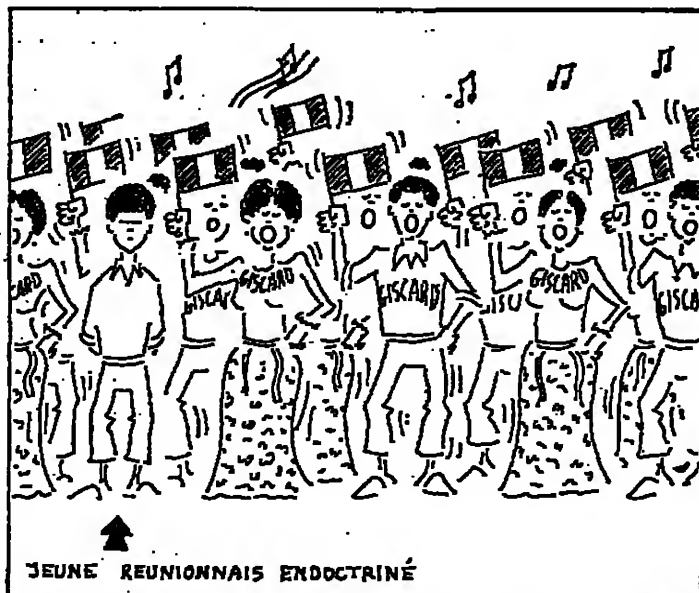
On le vit bien à la mairie, quand, en ce début de soirée, le président de la République répondit à M. Debré, l'ancien premier ministre affirmant, avec sa flegme habituelle : « Ici, c'est la France, car ici est la liberté (...), car ici est la promotion (...), car ici est la justice (...). Bref, d'ici

rayonne la démocratie française (...). La Réunion est une base, oui, mais une base de paix, une base de coopération internationale. C'est encore en termes modérés que s'exprima en retour M. Giscard d'Estaing : après avoir invité les Réunionnais à chasser de leur vocabulaire des mots tels que « doute », « inquiétude » ou « découragement », il souligna : « La nouvelle phase de développement de la Réunion suppose ce qu'on appelle la décollage économique. Ce décollage (...) ne s'est pas encore nettement déclenché. Je souhaite que les vingt-cinq prochaines années apportent le sentiment positif et excitant de ce décollage. La métropole peut et doit y contribuer dans un esprit de solidarité. En dehors de la solidarité, il n'y a que l'assistance, et je ne considère pas qu'il soit digne de fonder une politique de développement sur l'assistance ».

Ces discordances décelables n'empêchèrent pas qu'un contact

cordial s'établît entre le président de la République et les Réunionnais. Deux « bains de foule » donnèrent, en effet, l'occasion à M. Giscard d'Estaing de mesurer la gentillesse d'un accueil qui pour n'être pas délirant, n'en fut pas moins chaleureux. Ce fut d'abord, en fin d'après-midi, dans la rue principale de la ville, la rue du Maréchal-Ledero, les acclamations d'un public joyeux. Ce fut enfin, en début de soirée, à travers la rue de la Victoire, de la mairie au bord de mer, la fête : majorettes en tenue rouge et blanche, orchestres populaires répartis en différents points du parcouru, fillettes dansant le sega sous les applaudissements de la foule, torches enflammées et feux d'artifice. On vit même le président de la République, entre deux poignées de main, saluer la sœur de M. Raymond Barre. Il y avait peut-être un peu trop de cris et de barrières métalliques, un peu trop d'organisation aussi, mais ce fut une belle soirée.

THOMAS FERENCZI.



JEUNE RÉUNIONNAIS ENDOCTRINÉ

(Dessin de KONZ.)

## DEUX DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT

### Au Chaudron

#### Les jeunes ont mieux à faire que de s'insérer dans le cheminement des manifestations

Ar début du discours qu'il a prononcé mercredi 20 octobre au Chaudron, M. Giscard d'Estaing a indiqué que l'allocution qu'il allait prononcer serait l'allocution « centrale » de sa visite à la Réunion. Il a affirmé ensuite : « L'île est le lieu d'une solidarité fondée sur le statut départemental ». « Ce statut simple, a-t-il expliqué, est seul capable de faire face aux contraintes qui pèsent sur vous, c'est-à-dire l'éloignement géographique et l'absence de ressources matérielles et naturelles suffisantes. (...) Les résultats de ce statut sont sans autre exemple dans cette partie du monde. (...) Saint-Denis est devenue une métropole active. (...) Rien de semblable n'aurait été possible sans ce statut cohérent et efficace ».

« Je vous vous parler le langage de la vérité, le langage statut », poursuivait le chef de l'Etat, « je laisserai à d'autres le langage de la démagogie et de la facilité ». M. Giscard d'Estaing a annoncé notamment l'extension aux DOM du complément familial qui va être institué en 1977, le lancement au Buter, en 1977, de la construction d'un centre régional de la jeunesse et des sports, la création, en 1976-1977, de dix

piscines supplémentaires, le projet d'organisation des premiers jeux sportifs de l'océan Indien, le projet de l'effort en faveur du développement de l'agriculture, et, plus particulièrement, de la progression des revenus des planteurs (une contribution de 10 millions de francs est prévue à cet effet par le prochain collectif). L'aménagement prochain des « chaus » de la Réunion, l'extension aux DOM de l'indemnité viagère de départ des vieux agriculteurs.

Puis le président de la République s'est adressé aux jeunes : « Je voudrais vous demander votre concours pour l'organisation de la société et de la démocratie française. Nous voulons d'abord une société plus fraternelle (...). A partir de ce statut départemental, se ferment, où les mains se tendent plus, où l'égoïsme et le calcul prennent le dessus sur la générosité et la fraternité, alors se développent, des attitudes de contestation, des attitudes de refus, et des actes de violence (...). Nous voulons aussi une société plus juste (...). Mais l'égalité ne doit pas être une égalité imposée, bureaucratique par un Etat autoritaire. Notre but ne sera jamais d'insérer la jeunesse réunionnaise dans un système totalitaire ».

M. Giscard d'Estaing a conclu : « Il ne faut pas vous laisser endoctriner par des systèmes d'application qui cherchent à simplifier les choses et à faire appel aux instincts de la démagogie et de la facilité. Les jeunes Français ont le droit de choisir eux-mêmes leur avenir. Ils ont le devoir de s'insérer dans un long cheminement de cortèges et de manifestations qui ne les conduira nulle part (...). »

#### UNE OCCASION MANQUÉE

M. Giscard d'Estaing ne s'était guère, jusqu'à ce jour, manifesté par ses initiatives pour la jeunesse. Il l'a fait mercredi, salissant — comme Georges Pompidou prononçant un discours sur ce thème, il y a six ans, aux Etats-Unis — l'occasion d'un lointain voyage. Est-ce le signe de la distance qui sépare indubitablement l'homme d'Etat de la vie instinctive, spontanée, aveuglément féconde — dont Leconte de Lisle, né justement à la Réunion, créait la jeunesse ?

Toujours est-il que M. Giscard d'Estaing n'a guère cherché le dialogue : il a tancé. Que retiendront de ce discours les étudiants, inquiets de leur avenir, et les jeunes chômeurs qui défileront, samedi, dans la rue ? L'appel à une société plus fraternelle ou l'insistance à condamner la démagogie et la facilité — sous-entendu celles de l'opposition ? La jeunesse réunionnaise double mieux et plus que cette condamnation hâtive. Une occasion manquée. — B. L. G.

● Le président de la République devait rencontrer jeudi soir 21 octobre l'émir de Bahreïn, El Khalifa, au cours de son voyage de retour de la Réunion. Le porte-parole de l'Élysée a indiqué que cette rencontre avait été décidée à la demande de l'émir. L'émir Khalifa était venu en visite officielle à Paris en mai dernier.

### A Saint-Louis

#### L'autonomie n'est pas conforme à l'intérêt profond de la population réunionnaise

Jeudi matin 21 octobre, M. Giscard d'Estaing a enfin rencontré la gauche réunionnaise : à Saint-Louis, petite ville de la côte sud, administrée par un maire socialiste, M. Christian Dambreville, qui dirige un conseil municipal à majorité communiste.

Dans son allocution, le maire, après avoir dénoncé « la propagation et l'aggravation de la misère », avait affirmé : « Nous voudrions à la fois rester dans la République française, être des citoyens français et demeurer nous-mêmes, c'est-à-dire des Réunionnais. Certains veulent opposer ces deux données fondamentales de la personnalité réunionnaise. Nous nous y refusons résolument (...). Après le régime de l'indépendance, puis celle de son abolition, après le statut de la vieille colonie, puis celui de département, le moment est venu de faire un nouveau pas, c'est la solution qui permet de concilier la volonté d'être dans la République française des citoyens français et de le faire dans la République française assumant la responsabilité de leurs propres affaires et dirigeant le développement de leur île. C'est cela que nous appelons l'autonomie ».

A ce moment où surgit dans la foule d'innombrables calicots portant en lettres rouges le mot « autonomie », le maire de Saint-Louis a poursuivi : « Nous sommes convaincus que l'autonomie avec la France est pour la Réunion à la fois juste et raisonnable. Ce nouveau statut ne peut résulter que de la volonté clairement exprimée par la majorité des Réunionnais dans un climat véritablement démocratique, supplantant l'accès de toutes les tendances de l'opinion aux moyens d'information et le respect scrupuleux du suffrage universel. Ces deux conditions réunies, nous ne doutons pas du choix des Réunionnais. » Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Président de tous les Français, je suis aussi le vôtre. La République française est une démocratie. Dans cette partie du monde c'est un des rares régimes où la majorité des décisions sont prises non par des parleurs, mais par des votes ».

Le chef de l'Etat a ajouté : « La France ne fera pas ce choix essentiel à partir de données ou de cortèges, elle fera ce choix essentiel à partir de la réflexion démocratique et du vote de ses citoyens. Vous demandez une autonomie au sein de la République française. Mais il faut bien s'entendre sur le sens des mots. S'il s'agit d'une autonomie, il faut naturellement l'accepter de part et d'autre. Cela veut dire aussi une autonomie pour la métropole. Je ne ferai pas le chantage de dire que la France métropolitaine ne continuerait pas son aide. Mais, de part et d'autre, chacun prendrait, suivant sa propre responsabilité, et en tenant compte de ses propres intérêts, les décisions qui le concernent. » M. Giscard d'Estaing a alors déclaré : « Je suis convaincu que le premier est celui du prix du sucre de canne : le cours mondial, a-t-il rappelé, est d'environ 110 à 120 F la tonne et le prix européen de 160,85 F. La métropole ajoute une prime supplémentaire, qui porte le prix à 176,85 F. Il a souligné : « Dans le cadre de l'autonomie, pensez-vous qu'il serait raisonnable et juste d'aller demander aux consommateurs métropolitains de verser aux planteurs un prix supérieur à celui qui est contenu dans l'ensemble de l'Europe ? Est-ce que l'intérêt des Réunionnais n'est pas celui de la solidarité ? »

Le deuxième exemple choisi par

le chef de l'Etat est celui du tarif de l'électricité, qui a augmenté, en métropole, de 25 %, alors qu'il s'est stabilisé, ou a même diminué de 5 % dans les DOM. « Qui a payé la différence ? » a demandé M. Giscard d'Estaing. « Ce sont les consommateurs métropolitains. » Le président de la République a conclu : « L'autonomie, pour la Réunion, ce serait un éloignement, avec toutes les conséquences qui résulteraient du desserrement des liens de la solidarité. (...) Dans le monde, à l'heure actuelle, il existe partout, et désormais dans l'océan Indien, la rivalité des superpuissances. Elles nous tirent vers l'éloignement de la Réunion de la métropole ne serait pas, pour elle, l'occasion de se voir rapprocher d'autres puissances ? (...) Je considère que l'autonomie n'est pas conforme à l'intérêt profond de la population réunionnaise. Je suis, et j'annonce à l'avance, qu'elle continuera à le dire par son suffrage. Je crois que l'avenir de la Réunion, nous devons le rechercher dans le resserrement de la solidarité, et en particulier de la solidarité économique. (...) »

« Je considère également que cet avenir doit se fonder sur la responsabilité, réponse à une aspiration dont je comprends le principe. (...) Je souhaite que cette aspiration, au-delà des slogans, au-delà des inscriptions orchestrées et des pancartes, aille jusqu'à la confiance et au jugement des habitants de Saint-Louis et qu'ils la puissent. Le moment venu, se prononcera démocratiquement sur le choix qu'ils proposent pour l'avenir de la société réunionnaise. »

● Les travailleurs réunionnais de la C.F.D.T. rappellent, à l'occasion du voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion, que « les revendications qu'ils expriment en France — relatives à l'égalité des droits, de logement et de congés — ne sauraient se séparer de celles qu'ils formulent dans leur pays ». Ces derniers, précisent-ils, concernent notamment « l'arrêt du pillage des richesses en Réunion, (...) le développement de l'enseignement et de la formation dans le respect des cultures locales sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales. (...) »

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES PRET-À-PORTER**

Costumes, vestes, sport, blazers, pantalons, jeans, velours, pulls, chemises 4 longueurs de manche. Peaux laines, blousons, trench, cuir et daim, exclusivité MAC DOUGLAS. 3000 VÊTEMENTS livrés immédiatement.

40 av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit Tel. 955.66.00

Miller aïeux  
est.  
BURELLE.  
CONTACT  
ROISSY  
neutro  
20100

**ROISSY-RAIL**

**Allez bon train prendre l'avion**

Pour aller prendre l'avion à Roissy-Charles de Gaulle il existe une liaison train + bus qui ignore les encombrements.

**ROISSY-RAIL**

Un train tous les quarts d'heure

- au départ de la gare du Nord vers Roissy,
- au départ de la gare ferroviaire Roissy-aéroport Charles de Gaulle vers Paris.

**30 minutes**

Durée du trajet (train + bus) 30 minutes, tout compris, jusqu'à l'aéroport.

Carte orange valable

**GARE DU NORD**

**AEROGARE 1**

**ROISSY-AEROPORT CHARLES DE GAULLE**

**La ponctualité du train au service du passager aérien**

**SNCF**



20 octobre 1976.

## Le Nouveau Chesnay est ouvert.

A 500 mètres du Parc de Versailles.  
A 5 minutes  
du Centre Commercial de Parly II.  
Des appartements :  
du studio au 5 pièces.



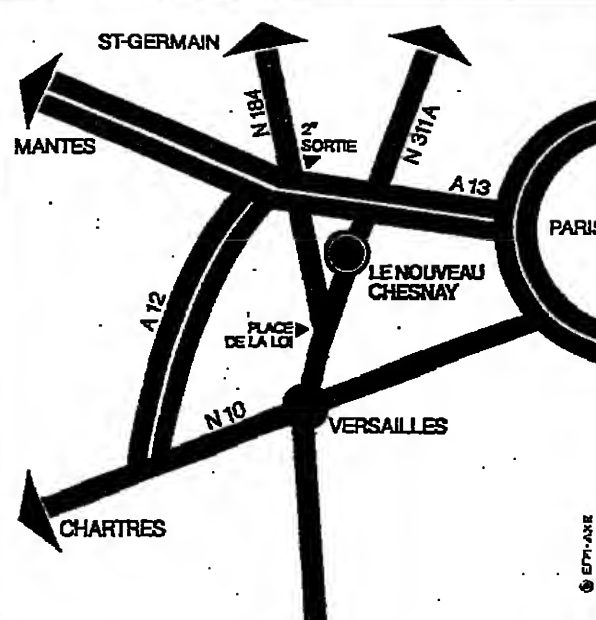
Le Nouveau Chesnay :  
des immeubles en  
pierre de taille, 15 rue  
de Versailles, Le Chesnay.  
Bureau de Ventes et  
appartement décoré sur place,  
ouverts tous les jours de 14 h à 19 h,  
le samedi et le dimanche  
de 10 h à 19 h. Tél. 955.49.38.

**Le Nouveau  
CHESNAY**  
A 500 MÈTRES DU PARC DE VERSAILLES



52, Champs-Élysées - Paris 8<sup>e</sup>

Itinéraire : en venant de Paris. Prendre l'autoroute de l'Ouest,  
sortie direction Versailles jusqu'à la place de la Loi,  
à gauche : rue de Versailles.



## OUTRE-MER

### Libres opinions

#### POUR UN POUVOIR RÉUNIONNAIS

par WILFRID BERTILE (\*)

TOUT avait été fait pour que la Réunion réserve un accueil grandiose au président de la République : l'administration et la « majorité présidentielle » avaient utilisé, depuis plusieurs semaines, tous les moyens (notamment ceux de l'information radio-télévisée) et les services municipaux, pour amener — objectif ambitieux — 100 000 personnes à l'aéroport de Gillot.

Le chef de l'Etat aura peut-être eu l'impression d'arriver dans un pays riche. Et pourtant, la situation locale est pour le moins préoccupante.

En effet, si les importants capitaux d'Etat investis dans l'île ont créé une infrastructure d'un bon niveau et une économie de services, ils n'ont pas permis un véritable décollage économique. L'économie de production stagne ou régresse : la production sucrière, qui constitue l'essentiel des exportations de ce pays de monoculture, plafonne depuis quinze ans à 220 000-240 000 tonnes. Dans cette île « à vocation agricole », comme disent les manuels, l'agriculture ne constitue plus, en 1975, que 9 % du produit intérieur brut, et les fonctionnaires sont plus nombreux que les agriculteurs. L'équilibre déséquilibré économique se traduit par un secteur tertiaire aussi hypertrophié que les autres secteurs sont rachitiques : avec 79 % du P.I.B. pour le tertiaire, on n'est pas loin du record mondial.

Le chômage touche quelque 50 000 personnes, ce qui représente entre le tiers et la moitié de la population active. Le gouvernement paie le manque de travail par l'émigration en France et l'attribution de l'assistance : en 1975, 5 668 jeunes Réunionnais sont partis en métropole avec l'aide du BUMIDOM, tandis que l'assistance aux familles est passée de 65,8 millions de francs en 1974 à 114,2 millions en 1975, soit un accroissement de 74,3 % ! Il fallait bien intégrer au système cette population qui a donné la majorité de ses suffrages (50,35 %) à François Mitterrand, lors de l'élection présidentielle de 1974.

Le maigre demeure présente. Certes, avec 8 000 F en 1975, le produit national brut par tête est élevé par rapport à celui des pays sous-développés. Il ne représente toutefois que le tiers de celui de la métropole, et les inégalités de revenus sont telles que la Réunion est au quarantième rang des départements français pour les hauts revenus, tandis que, pour 51 %, la population bénéficie de l'assistance médicale gratuite.

La solution ne peut être que globale : c'est une véritable politique de développement qu'il convient de mettre en œuvre avec l'adhésion de la population. Pour cela, il faut que soit mis en place un pouvoir local, comme le réclament les socialistes. L'article 72 de la Constitution permet la création d'une collectivité territoriale nouvelle, destinée à remplacer le statut de département, trop centralisateur et inadapté à la situation de sous-développement que connaît la Réunion. Le nouveau statut doit donner aux Réunionnais les moyens politiques du développement, les moyens techniques et financiers étant sauvegardés par leur qualité de Français. C'est leur faire injure que les accuser de séparatisme.

Les mêmes causes produisant d'ailleurs les mêmes effets, dans le plus grand nombre des départements et des territoires d'outre-mer, il est réclamer un nouveau statut : la récente réélection du député Sanford à Tahiti, le changement de majorité à l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie (le Monde du 9 octobre), sont des manifestations de cette volonté de disposer d'une autonomie interne. Au moment où l'intérêt stratégique et économique des DOM-TOM s'est mis en doute par personnes et alors que l'Occident indien se transforme en poudrière avec le recul de l'Occident, le gouvernement aurait tort de refuser aux peuples des DOM-TOM de rester Français tout en étant enfin eux-mêmes. Craignons que la brièveté de son voyage n'ait guère permis au président de la République d'examiner, sérieusement tous ces problèmes.

(\*) Premier secrétaire de la fédération de la Réunion du parti socialiste, conseiller général.

## S'habiller en camaïeux.

*Tout en vert.*

Cette semaine dans ELLE.

### LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "Je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

**YSOPTIC**  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
francophones et étrangers sur demande.

YSOPTIC

## ODOUL Garde-meubles

208 10-30

صوتنا من الامم



Jeune 150

## POLITIQUE

### NATIONALE

#### LES MESURES FISCALES EN DISCUSSION

##### Comment trouver 8 milliards de francs...

Le projet de budget pour 1977, dont la discussion par les députés durera jusqu'au 23 octobre pour les recettes et au 19 novembre pour les dépenses, prévoit 334 milliards de F de crédits, caractérisés par la priorité donnée à la défense nationale, et le poids grandissant du service de la dette publique, dans un contexte général d'austérité. A ces 334 milliards de F se sont ajoutés les charges entraînées par la réduction du taux normal de la T.V.A. (3,7 milliards de F), le relèvement des tranches du

barème de l'impôt sur le revenu, pour tenir compte — incomplètement d'ailleurs — de la hausse de prix (4,1 milliards de F), enfin la contribution de l'Etat au financement de la Sécurité sociale (1,2 milliard de F). Soit, au total, 346 milliards de F.

L'évolution spontanée des recettes fiscales de l'Etat (au cas où la législation ne serait pas modifiée) apporterait, d'après les prévisions actuelles, 340 milliards de F dans les caisses de l'Etat. Pour équilibrer son projet, l'Etat doit, pour l'essentiel, trouver 8 milliards de F supplémentaires : il compte le faire par une majoration des prix de la vignette (1,2 milliard de F), de l'essence (6,5 milliards), et de l'alcool (500 millions).

Lors de l'examen du projet gouvernemental, la commission des finances de l'Assemblée nationale a supprimé quatre des dispositions prévues par les pouvoirs publics en matière de recettes, dont deux sont très importantes :

- Le vote des cette année — c'est-à-dire avec un an d'avance — du barème de l'impôt applicable en 1978 dans le projet de loi de finances pour 1977. Ce barème ne comporte qu'un relèvement de 6,5 % des tranches d'imposition, ce chiffre étant le taux d'inflation que M. Barre a fixé comme « norme » pour l'année prochaine. Cette disposition — qui est un peu pour les personnes, ce qu'est la « Serenité » pour les entreprises — est néanmoins maintenue par le gouvernement, qui a décidé de ne pas suivre l'avis de la commission (article 2).

- Les déficits fonciers (entraînés par les travaux immobiliers) peuvent actuellement être déduits du revenu global du contribuable. L'article 3 du projet de loi de finances prévoit de n'autoriser cette imputation qu'aux seuls revenus fonciers des cinq années suivantes. Il a été supprimé par la commission, mais est maintenu par le gouvernement.

- La taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie (article 5), supprimée par la commission, est, elle aussi, maintenue par le gouvernement, qui accepte toutefois d'y apporter un certain nombre de modifications.

- Enfin, le gouvernement pourrait accepter la suppression — votée en commission — de la taxe sur les magnétophones (article 16).

### LA COMMISSION DES FINANCES RENFORCE LES DISPOSITIONS DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

La commission des finances de l'Assemblée nationale a poursuivi l'examen des articles de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1977. En ce qui concerne la limitation de la déductibilité de certains frais généraux des entreprises en 1977, elle a adopté un amendement de M. Papon (U.D.R.) prévoyant des dispositions particulières pour tenir compte des contraintes propres à la prospection des marchés étrangers ainsi qu'un amendement de M. Maretti (U.D.R.) tenant compte de l'augmentation du chiffre d'affaires pour fixer le plafond des frais généraux déductibles. Elle a supprimé la mesure qui instituait une formule de superamortissement pour les régions, estimant nécessaire, avant d'envisager l'avenir, de connaître les propositions de réforme de la commission présidée par M. Guichard.

En ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, elle a adopté un amendement de M. Maretti, qui rend obligatoire la saisine de la juridiction pénale lorsque le montant des droits édués par un redevable de l'impôt sur le revenu est supérieur à 500 000 F.

Après avoir repoussé l'article concernant la taxe d'usage dans les établissements publics, la commission a adopté les crédits de la formation professionnelle, de l'intérieur et de la justice.

### Le budget de l'information

#### M. VIVIAN ESTIME INSUFFISANTE L'AIDE DIRECTE PREVUE POUR 1977

M. Robert-André Vivian, rapporteur spécial à l'Assemblée du budget de l'information, estime insuffisante l'aide directe prévue dans le budget 1977 en faveur de la presse. Intervenant mardi devant la commission des finances, le député U.D.R. du Val-de-Marne s'est inquiété du fait que le volume de cette aide soit au même niveau que celui de 1976 (80 838 000 francs contre 60 838 000 francs pour l'an prochain) et inférieur de 6 % à celui de 1975.

En ce qui concerne l'aide indirecte, M. Vivian a recommandé que, compte tenu de l'accroissement prévisible de l'aide postale, elle s'élève, en 1977, à 1,7 milliard de francs.

En outre, le rapporteur spécial s'est prononcé pour la modification du régime d'aide exceptionnelle aux quotidiens à faibles ressources publicitaires.

M. Vivian a enfin insisté sur la nécessité de rendre plus équitable et plus efficace le régime public d'aide à la presse. Rappelant les travaux des cinq tables rondes consacrées à la révision du régime fiscal appliqué à la presse, M. Vivian a déploré que le texte du projet de loi n'ait pas encore été inscrit à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée nationale et qu'il n'ait pas été prévu qu'il le soit avant la fin de la discussion budgétaire. La presse, a-t-il en conclusion, le rapporteur spécial, « traverse une crise sévère qui menace son équilibre et son pluralisme. L'incertitude que pèse sur sa situation fiscale ne peut qu'accentuer le malaise des quotidiens et des hebdomadaires ».

- Le Groupe action jeunesse (extrême droite) a publié, mardi 18 octobre, une déclaration dans laquelle il estime que, « face au plan Barre de saupéage des profits capitalistes et face au renouveau des orientations atlantiques, le mécontentement national et populaire ira grandissant ». Le G.A.J. précise, d'autre part, qu'il présentera des candidats dans tous les secteurs de Paris aux élections municipales de 1977, et que son mensuel Jeune Garde fait désormais l'objet d'une diffusion particulière dans la capitale.

### A LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

#### Mme Giroud : la législation sur les films pornographiques s'est révélée efficace

Devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, réunie mardi 19 octobre, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a rappelé les priorités du budget de son département. Puis, en réponse à M. Georges Milmond (P.S.), rapporteur pour avis du budget de la culture, elle a précisé ses responsabilités dans le domaine de l'audio-visuel. Président le haut conseil, disposant de l'institut de l'audio-visuel, le secrétaire d'Etat, a-t-elle précisé, peut intervenir lorsque la qualité des émissions est en jeu, notamment lors de l'application des cahiers des charges des sociétés de radiotélévision. L'important, a-t-elle souligné, est que la culture dans ce domaine ait un droit de regard qui devra s'exercer de façon pragmatique.

Répondant à une question de M. Jack Rallie (P.C.), rapporteur pour avis du budget du cinéma, Mme Giroud a indiqué, à propos du Théâtre national de Chaillot, qu'elle s'efforcera de mettre au point, pour 1978, une solution satisfaisante permettant notamment d'adapter la programmation et de retrouver un public par une nouvelle politique d'abonnement et de prospection.

M. Aymeric Simon-Lorère (U.D.R.) a estimé qu'une réduction des crédits affectés au centre Georges Pompidou, intervenant dès la première année de fon-

ctionnement, serait contestable quant au principe de transfert qu'elle introduit et dangereux pour l'avenir de l'établissement. Mme Giroud a assuré que le budget de fonctionnement du centre est étudié avec M. Bordax, auquel il appartiendra de voir s'il est possible de « serrer » le budget de l'établissement sans remettre en cause ni le fonctionnement ni le rayonnement du centre. Elle a également affirmé qu'il importe que les responsables du centre respectent rigoureusement les prévisions budgétaires s'élevant à 130 millions de francs de façon à éviter des dépassements qui pourraient avoir pour le centre des conséquences graves.

En réponse à M. Jean Richat (R.L.) le secrétaire d'Etat a souligné que la législation sur les films pornographiques a été efficace, puisque la fréquentation de ces films, qui représentait 25 % des spectateurs en juillet 1975, est passée à 6 % en juillet 1976. En 1975, deux cent vingt-deux films ont été produits, dont cinquante-sept classés « X », et du 1<sup>er</sup> janvier 1976 au 1<sup>er</sup> septembre, cent trente-quatre films, dont douze classés « X », passant dans cent vingt-neuf salles spécialisées. L'application de la T.V.A. à leur majorité, a-t-elle ajouté, a rapporté 4,4 milliards de francs pendant le premier semestre 1976, tandis que la taxe spéciale forfaitaire pour l'impôt, fait l'objet d'aucune perception.

**MERCI MONSIEUR SEGALOT**

ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc  
NOCTURNES : Mercredi - Vendredi jusqu'à 22 h

Où est passé "Mr Sécheresse"?

Noyé dans les dossiers.

Cette semaine dans ELLE.

## Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vote vers les 2 Amériques 41 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

- Washington, Caracas et Rio : Concorde. Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

- Amérique du Nord : des exclusivités. Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747, avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h. De plus, Air France dessert Montréal 5 fois par semaine, Chicago 5 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

- Amérique du Sud : 11 villes desservies. Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

## PARNASSE 15

Un immeuble classique au coeur du...vrai bon 15<sup>e</sup>.  
A proximité de Montparnasse et du 7<sup>e</sup> arrondissement.



La rue Bague est une rue calme du 15<sup>e</sup> arrondissement juste derrière Montparnasse. Au bout de la rue Bague, la rue de Vaugirard, animée et commerçante. Deux petits immeubles de cinq et sept étages sont construits. En tout, 52 appartements la plupart avec balcon ou terrasse. Une résidence classique, confortable et calme, à 6750 F le m<sup>2</sup>, prix ferme et définitif. Les appartements seront livrables au deuxième trimestre 1977.



Renseignements et vente sur place : 6 à 12 rue Bague 75015 Paris. Tél : 256.98.98.

CONSTRUCTIONS LA HENRI

**Pacer**

STATION-WAGON

American Motors

Jean-Charles

23, rue CLÉMENTINE PARIS 8<sup>e</sup> Tél. 288-22-48



## POLITIQUE

### LA LOI DE FINANCES POUR 1977 A L'ASSEMBLÉE

# La principale caractéristique de ce budget est la volonté de parvenir à une plus grande justice sociale, affirme M. Durafour

« La pièce est un peu longue », observait, mercredi, à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Cot (P.S.), alors que s'engageait le marathon budgétaire.

Et il est vrai que les députés avaient déjà, en quelques jours, largement débattu à trois reprises (déclaration de politique générale, discussion du collectif 1976, motion de censure) de la politique économique du gouvernement.

« Mais, ajoutait le député de la Savoie, c'est surtout un théâtre d'ombres », dont le person-

nage central est un texte où de faux équilibres camouflent de réels déficits. Certes, le jugement est émis par un membre de l'opposition. Mais M. Maurice Papon (U.D.R.), rapporteur général, n'avait-il pas relevé quelques instants plus tôt que, dans le budget, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 100 milliards et les droits acquis, représentant 305 milliards sur 333. Et d'en conclure : « En fait, l'action du gouvernement est paralysée. »

Et difficile, il n'en fallait pas moins de six cents lignes à M. Michel Durafour, ministre

délégué à l'économie et aux finances, pour décrire à la majorité le filon qu'il invitait à revêtir.

M. Yves Guéna (U.D.R.) apprécia avec satisfaction le budget militaire, mais estima que, en matière de grands équipements, on avait atteint la limite des sacrifices supportables.

M. Claude Coulais (R.I.), qui remplaçait « au pied levé » un de ses collègues, applaudissait presque des deux mains. M. Remy Montagne (tréf.) se déclarait conscient de « l'enjeu social,

économique, national et européen ». Et M. Roger Partrat (tréf.) exprimait le soutien de son groupe pour « une action profonde et indispensable sur les structures ».

Une fois encore, on évoqua l'impôt sur le capital. M. Pierre Juquin (P.C.) s'en fit l'avocat, répondant point par point aux arguments du premier ministre, dont la condamnation électorale du « snobisme intellectuel » fut au contraire relevée et appréciée par M. Edouard Frédéric-Dupont (R.I.).

PATRICK FRANCÉS.

M. MAURICE PAPON (U.D.R.), rapporteur général de la commission des finances (son rapport écrit a été présenté dans le Monde du 13 octobre), note : « Le budget, instrument de la lutte contre l'inflation, est plus modestement du soutien de l'économie, marque, après les déficits enregistrés en 1975 et en 1976, le

#### M. PAPON : le budget est prisonnier des dépenses de fonctionnement

Et il poursuit : « L'équilibre budgétaire reste menacé par le déficit de la Sécurité sociale (Est-à dire que les dépenses affectées à la pilule contraceptive et aux interruptions de grossesse coûtent un milliard de francs ?), le déficit des collectivités locales (une remise en ordre urgente) et celui d'un certain nombre d'entreprises nationales ».

En ce qui concerne le retour à la stabilité économique, il observe que les modifications du barème de l'impôt sur le revenu ont supprimé quelques inégalités, aggravant néanmoins la pression fiscale. Il souhaite que la baisse de la T.V.A. « ne se perde pas dans les subventions » et soit répartie au niveau du consommateur. Pour ce qui est du prélèvement conjoncturel, il estime nécessaire de prendre un certain nombre de précautions, afin de ne pas préjuger la culpabilité des entreprises ».

Pour terminer, M. Papon déclare : « Ce budget est cohérent avec l'ensemble des orientations présentées par le gouvernement. Il amorces des mesures de soutien. Il traduit certaines orientations prioritaires du VII<sup>e</sup> Plan. Mais il est prisonnier des déficits acquis, c'est-à-dire des dépenses de fonctionnement. Il ne retrouvera sa liberté qu'avec la stabilisation des prix. Enfin, la réduction des dépenses publiques reste soumise aux aléas extérieurs ».

« En quoi ce projet de loi contribue-t-il à la lutte contre

l'inflation », demande M. MICHEL DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances, qui déclare : « Élément essentiel du programme de lutte contre l'inflation, il ne pourra porter ses fruits que si la croissance de la masse monétaire est contrôlée, ce qui implique que celle du produit intérieur brut en valeur. Quant au retour à l'équilibre des finances publiques en 1977, ce n'est pas un objectif inaccessible. »

M. Durafour relève notamment la réduction des prélèvements obligatoires et la modulation des dépenses. Durant 1977, il s'agit de trois points, indique-t-il, s'élèvent à 31 647 contre 32 430 en 1976, dont 15 000 avaient été anticipés en 1976. Le programme de lutte contre l'inflation vise ensuite à obtenir une modulation coordonnée des prix et des rémunérations, qui frappe un peu plus les entreprises et un peu moins les salariés. « Les dispositions prises sont rigoureuses et elles ont suscité des protestations. L'Allemagne fédérale et les États-Unis n'ont pas pu parvenir à une telle inflation qu'avec une baisse du pouvoir d'achat des salariés. Aux commerçants qui rejettent la réglementation des prix, je rappelle que l'inflation, l'application de cette réglementation sera surveillée avec fermeté ».

Enfin, le gouvernement a eu pour préoccupation de soutenir la croissance et l'emploi. M. Durafour déclare : « Le taux de croissance du produit intérieur brut en volume, proche de celui de cette année. Ce taux ne paraît pas suffisant pour permettre de faire mieux que stabiliser le chômage à son niveau actuel. Il faut d'abord, pour permettre de faire mieux, que le gouvernement international qui, peu à peu, il semble difficile de viser une croissance plus rapide. Par ailleurs, la balance des paiements ne peut pas être équilibrée sans toutefois l'atteindre. »

M. Durafour insiste encore sur la volonté du gouvernement d'acquiescer à la loi de programmation contre l'inflation par une action plus profonde et à plus long terme. « Des réformes de structures sont nécessaires, déclare-t-il, mais elles ne s'imposent pas,

four déclare : « L'acceptation d'une discipline de rémunérations est une condition préalable pour éviter une détérioration d'une situation de l'emploi qui reste préoccupante. Des progrès ont été obtenus, le chômage partiel a été limité par quatre. Il concerne maintenant moins de cent mille personnes et a retrouvé un niveau proche de celui qu'il avait avant la récession. Les effets ont été reconnus et augmentés et les demandeurs d'emploi ont obtenu plus facilement leur nombre a cessé d'augmenter et il est aujourd'hui égal à ce qu'il était il y a un an. »

Pour le ministre, les risques de récession ont aujourd'hui deux origines : un moindre développement des exportations et un recul des investissements liés à l'insuffisance des ressources des entreprises. « Il faut d'abord, affirme-t-il, aider les entreprises à reprendre leurs investissements sans rechercher les ressources nécessaires dans un relèvement de leurs prix. »

Et M. Durafour poursuit : « La hausse des prix est passée de 13,2 % en 1974 à 9,8 % en 1975. Un nouveau ralentissement est à notre portée. Le gouvernement a retenu, pour 1977, une norme de 6,5 %, elle lui servira de référence pour ses propres décisions. Le gouvernement s'efforcera de maintenir une croissance relative élevée. »

« Le taux de croissance du produit intérieur brut en volume, proche de celui de cette année. Ce taux ne paraît pas suffisant pour permettre de faire mieux que stabiliser le chômage à son niveau actuel. Il faut d'abord, pour permettre de faire mieux, que le gouvernement international qui, peu à peu, il semble difficile de viser une croissance plus rapide. Par ailleurs, la balance des paiements ne peut pas être équilibrée sans toutefois l'atteindre. »

M. Durafour insiste encore sur la volonté du gouvernement d'acquiescer à la loi de programmation contre l'inflation par une action plus profonde et à plus long terme. « Des réformes de structures sont nécessaires, déclare-t-il, mais elles ne s'imposent pas,

Des études ont déjà été engagées sur quatre points : réduire une partie des dépenses, donner une base durable à l'équilibre de la Sécurité sociale, améliorer notre connaissance de la formation et de l'évolution des revenus, réexaminer les dépenses de l'État et notamment les interventions économiques. En dépit de la modernisation des dépenses, relève le ministre, le gouvernement a pu, par un redéploiement de ses moyens, assurer une priorité effective à trois secteurs : »

1) La défense. — Les orientations de la programmation militaire pour les années 1972-1982 sont respectées. Les engagements pris sont tenus, notamment en ce qui concerne le fonds d'équipement des collectivités locales, l'achèvement du nationalisme des C.E.S. et l'évolution du V.R.T.S. Le montant, qui sera réparti entre les collectivités locales pour être inscrit en 1977 dans leur budget primitif, précise le ministre, s'élève à 25 315 millions de francs. »

2) Les infrastructures économiques. — Un effort massif est consenti au profit du téléphone et la recherche constitue une autre priorité importante. En ce qui concerne le budget des affaires étrangères, « le gouvernement s'efforcera de maintenir un programme à moyen terme sera présenté par le ministre concerné. »

Pour M. Durafour, « la principale caractéristique de ce projet est la volonté de parvenir à une plus grande justice sociale ». Il déclare à ce sujet : « Les inégalités restent trop souvent exorbitantes. L'année 1977 marquera une nouvelle étape de la réduction de l'écart entre les revenus. Les mesures de moralisation que l'on marque également un progrès en matière de dépenses à caractère social. Enfin, elle verra la création de l'allophone parental, qui ne sera pas forcément par la création de nouveaux emplois et elle ne se trouvera pas dans un changement de structure, mais dans un effort continu. Plusieurs mesures de moralisation sont prévues, d'autres, accentueront la lutte contre la fraude ou l'évasion fiscale. »

Pour M. CLAUDE COULAIS (R.I. Mauricie et Moelle), les résultats obtenus en 1975 grâce aux efforts du gouvernement ont fait que l'opinion ne s'est pas alarmée, s'est accommodée de tout. Après avoir jugé le déficit budgétaire « très modeste », il souhaite que l'État fasse porter son effort sur le redéploiement et la révision de ses dépenses. A court terme, il estime que le soutien des investissements productifs est la partie vulnérable du plan gouvernemental.

Pour M. Coulais, il est faux de

dire que notre système fiscal est profondément inégalitaire : il devient au contraire de plus en plus juste.

Puis il conclut : « Que penser enfin de la crédibilité de l'action engagée ? D'un point de vue technique, les mesures prises donnent une impression de rigueur et de cohérence. Mais l'évolution politique montre que la confiance est en permanence sapée par la spéculation qui s'exerce à l'intérieur, comme à l'extérieur, par la renouveau entretenu de revendications irraisonnées et par la diffusion de slogans trompeurs. »

#### M. FRELAUT (P.C.) : une situation de chômage chronique

La discussion se poursuit en séance de nuit. M. DOMINIQUE FRELAUT (P.C. Hauts-de-Seine) déclare : « Il n'y a guère d'originalité dans ce projet de budget, sinon une aggravation de l'austérité pour les travailleurs, et, par voie budgétaire, toute une série d'améliorations pour les entreprises, que ce soit sous les vocables de l'encouragement à l'investissement productif ou de l'aide à l'exportation, améliorations qui ne font que déplacer la charge sur la substance. Si y a quelque chose de nouveau, c'est l'installation du pays dans une situation de chômage chronique qui frappe un million deux cent mille personnes. »

Le député cite différents exemples pratiques des difficultés financières rencontrées par les entreprises, que ce soit dans le sort de ces dernières avec celui des contribuables de différents pays étrangers et poursuit :

« A travers le budget, la fiscalité devient un élément pour reprendre une partie du salaire acquis et diminuer d'autant le pouvoir d'achat. L'augmentation des recettes liées de l'impôt sur le revenu en 1977 est approuvée de 6 225 millions de francs. En réalité, l'aggravation de la situation est telle que les recettes de 1976 engendrent une récession supplémentaire de 2 250 millions de francs au titre de la majoration de l'impôt sur le revenu prévue par la loi de finances rectificative : la majoration de 1977 par rapport à cette année est donc de 8 475 millions de francs en réalité, soit 12,2 %, ce qui est considérable compte tenu du chômage et de la stagnation économique. »

M. Frelaut estime d'autre part que l'augmentation de l'impôt sera largement compensée, notamment par la baisse des salaires, d'autant plus qu'il y a des impôts directs dont s'ajoutent les impôts indirects qui sont extrêmement lourds en France. »

A propos des nationalisations prévues par le programme commun de la gauche, M. Frelaut conclut : « Faire croire qu'on va aller vers le socialisme est tout simplement ridicule, et nous nous chargerons d'en faire la démonstration comme nous l'avons fait concernant ceux qui s'opposent réellement aujourd'hui à l'alternance, alors que le gouvernement a l'air de faire croire que nous n'en étions pas partisans. »

Pour M. Remy MONTAGNE (réformateur, Eure) « la structure du budget qui est proposée au Parlement ne peut certainement pas être considérée comme inflationniste. Mais, ajoute-t-il, pour limiter la croissance des dépenses publiques, il va falloir limiter une rude bataille ». Il est inquiet quant aux dépenses d'équipement d'augmentation de 9 %, et les dépenses de fonctionnement de 13 %. Il est fâché que l'État doive accroître son personnel de cinquante-sept mille trois cent quarante-cinq agents, dont vingt et un mille six cent quarante-cinq seront nouvellement recrutés. Les citoyens prennent en effet exemple sur l'État. »

M. BERNARD MARIE (U.D.R., Pyrénées - Atlantiques) déclare ensuite : « On peut demander des efforts même sérieux aux Français, à condition de leur être la vérité. »

L'orateur critique la prise en compte de certains éléments du train de vie, comme le golf et la navigation de plaisance, « car il y a une grande différence entre le petit ou moyen salarié qui se prive pour travailler et le grand riche qui ne se prive pas ». M. Pierre Juquin (P.C., Essonne) déclare ensuite : « M. Barre nous a expliqué que

l'impôt sur le capital est une hérésie. Comme sa théorie est vieillotte ! Voici un nouveau Turgot, un nouveau Necker, incapable de s'écarter des anciennes recettes de l'économie libérale traditionnelle. On nous dit que l'impôt sur le capital ne rapporterait presque rien. Mais depuis des années le gouvernement se refuse à toute étude qui lui permettrait de chiffrer sérieusement le rendement d'un tel impôt (...). »

M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris) estime, pour sa part, que le sort des épargnants est particulièrement déplorable en France. « La malentendu croît sur les plus-values », dit-il, de même que « les rumeurs ou les profanes de l'impôt sur le capital ». Mais il ajoute : « Le député a-t-il le droit de donner à la confiance des épargnants ? M. Frédéric-Dupont félicite le premier ministre d'avoir évoqué le « snobisme intellectuel » de ces propositions, mais ajoute : « Je ne pense pas que le budget de 1977 apporte à l'épargne les encouragements nécessaires malgré certaines mesures de soutien, le léger relèvement de l'abattement sur les droits de succession entre autres. »

M. ROGER PARTRAT (réf., Loire) déclare alors : « Mettre en œuvre un plan de lutte contre la hausse des prix en période de sous-emploi et dans un environnement monétaire international fort difficile suppose une très grande souplesse. C'est sans doute à ce point que réside le succès ou l'échec de la politique de la gauche. »

M. LUCIEN RICHARD (apparenté U.D.R., Loire-Atlantique) relève que « depuis 1972 le taux annuel moyen de hausse des prix est de l'ordre de 10 % ou plus, ce qui traduit une très nette accélération de la tendance à la hausse, puisque ce taux n'était que de 5,5 % de 1968 à 1972 et de 5,5 % de 1973 à 1975. M. Richard estime : « Il est logique de chercher à réduire la progression de la masse monétaire de 16,5 à 12,5 % l'an. Il faut aussi de présenter un budget en équilibre et d'instaurer une certaine politique de contrôle des prix et des revenus. Encore faut-il que ces contrôles soient souples et limités dans le temps. »

Malgré un rappel au règlement présenté par M. Partrat, la suite de la discussion générale, en l'absence d'un certain nombre des députés inscrits, est renvoyée à jeudi après-midi. La séance est levée à minuit. — P.F. et B.B.

#### Le rejet de la motion de censure à l'Assemblée

##### M. GISCARD D'ESTAING FÉLICITE M. BARRE

De la Réunion où il effectue un voyage officiel, M. Giscard d'Estaing a téléphoné au premier ministre mercredi matin 22 octobre pour « le féliciter de la conclusion des débats qu'il a conduits au Parlement. »

Le chef de l'État, a précisé M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, considère que « le résultat du vote intervenu sur la motion de censure donne au plan de lutte contre l'inflation la légitimité démocratique ».

#### TRAITE DE « FASCISTE » ET DE « RENÉGAT »

##### M. Max Lejeune met en cause la présidence de séance de M. Francis Leenhardt (P.S.)

Au cours de la séance du mardi soir 19 octobre, que présidait M. Francis Leenhardt (P.S.), et alors qu'il exposait la position du groupe réformateur au prés. M. Max Lejeune s'en était pris à ceux qui « font grève à des fins politiques », et il s'était demandé : « cette tactique vise à nous mener à un nouveau mal 1968. »

De nombreuses voix s'élevèrent sur les bancs de l'opposition pour s'en prendre à l'ancien ministre socialiste, élu pour la première fois au Palais-Bourbon avec la cagoule du Front populaire en 1935 (1936 ?). M. Pierre Mauroy (P.S., Nord) ajoutant même : « Et avec la lavallière rouge ! »

Comme M. Lejeune dénonçait « l'organisation principale de ces manifestations », M. Séguin, dirigeant syndicaliste et communiste, et « ce danger solennellement entretenu, qui sabote notre effort de redressement et peut déboucher demain sur un affrontement politique », plusieurs députés socialistes et radicaux de gauche, selon le compte rendu analytique officiel de l'Assemblée, trahirent l'orateur de « fasciste » et de « renégat ».

« Les camarades sont déçus », a-t-il déclaré, « mais j'interviendrai chaque fois que mon groupe m'en donnera mission. »

Le président de séance, M. François Le Douarin (U.D.R.), a déclaré à l'orateur et comprendre son indignation et partager son opinion sur la présidence et le rôle qu'elle doit assumer. A l'issue de la séance, M. Leenhardt a protesté à son tour contre la mise en cause de sa présidence de la séance de la veille au soir. « J'ai présidé honnêtement et j'ai lancé de nombreux appels au calme », a-t-il estimé. « Je ne suis pas responsable si hier soir, il y avait un déséquilibre impressionnant entre cent cinquante députés de l'opposition au coude à coude et un effectif squelettique sur les bancs de la majorité. Je ne suis pas responsable non plus si mes amis ont mal accepté les leçons d'un homme qui doit tout au parti socialiste et qui l'a quitté. » M. Le Douarin a répondu : « Si je dois être tout à fait honnête, je ne suis pas responsable si hier soir, il y avait un déséquilibre impressionnant entre cent cinquante députés de l'opposition au coude à coude et un effectif squelettique sur les bancs de la majorité. Je ne suis pas responsable non plus si mes amis ont mal accepté les leçons d'un homme qui doit tout au parti socialiste et qui l'a quitté. »

« Si l'allusion à la lavallière rouge — que je portais il y a quarante ans — a été faite, je ne puis admettre d'avoir été qualifié de fasciste (...). On a annoncé dans les couloirs : « Max Lejeune aura de plus en plus de mal à parler en séance. »

##### M. GUÉNA (U.D.R.) : préserver les grands équipements

Premier orateur inscrit dans la discussion générale, M. YVES GUÉNA (U.D.R., Dordogne) déclare : « Le budget de 1977 nous apporte une satisfaction : les crédits militaires, qui sont conformes à la loi de programmation votée par le Parlement. Les promesses sont tenues. La réforme de la condition militaire entre en pleine application. La politique des armements, telle qu'elle est définie en matière de dissuasion nucléaire, l'effort se poursuit et la capacité de nos armées s'accroît. »

Pour ce qui est des affaires étrangères, le budget de 1977, constate M. Guéna, n'apporte malheureusement que de maigres satisfactions et il est à craindre qu'il ne permette pas de rapprocher les deux camps. Enfin, en matière de dissuasion nucléaire, l'effort se poursuit et la capacité de nos armées s'accroît. »

Pour M. Guéna, « la sécurité et la justice ont une priorité essentielle et il incombe à l'État seul d'y faire face ». Or, le progrès des crédits des ministères de l'intérieur et de la justice traduit plus à son avis « une consolidation insuffisante qu'un pas décisif vers une solution des problèmes posés par la délinquance et la criminalité ». « Si je dois être tout à fait honnête, je ne suis pas responsable si hier soir, il y avait un déséquilibre impressionnant entre cent cinquante députés de l'opposition au coude à coude et un effectif squelettique sur les bancs de la majorité. Je ne suis pas responsable non plus si mes amis ont mal accepté les leçons d'un homme qui doit tout au parti socialiste et qui l'a quitté. »

En ce qui concerne le développement de l'économie à long terme, M. Guéna évoque successivement : Les industries de pointe et plus particulièrement l'informatique : « Nous voudrions être absolument sûrs que la France dirige et contrôle les orientations de la nouvelle société issue de la fusion de la C.I.I. française et d'IBM », et l'aéronautique : « Une industrie aéronautique qui doit subsister à elle-même dans dix ans ? » demande M. Guéna. Les équipements d'infrastructures et « les grandes ambitions » : M. Guéna se prononce notamment en faveur du train à grande vitesse Paris-Lyon. Pour terminer, il évoque les

transferts sociaux, relevant qu'en ce domaine le budget comprend des mesures significatives dont l'importance ne doit pas être sous-estimée. Et il conclut : « Dans les difficultés, il ne faut pas sacrifier l'essentiel. Notre groupe soutient le gouvernement, mais dans un effort continu. Plusieurs mesures ne pourront être impunément réduites une année de plus. »

M. Jean-Pierre Cot (P.S., Savoie) relève le décalage entre l'importance, en principe, du déficit budgétaire et la réalité d'un texte « où de faux équilibres camouflent de réels déficits ». Ce budget, estime-t-il, est présenté en un effort continu. Plusieurs mesures ne pourront être impunément réduites une année de plus. »

M. Jean-Pierre Cot (P.S., Savoie) relève le décalage entre l'importance, en principe, du déficit budgétaire et la réalité d'un texte « où de faux équilibres camouflent de réels déficits ». Ce budget, estime-t-il, est présenté en un effort continu. Plusieurs mesures ne pourront être impunément réduites une année de plus. »

M. Jean-Pierre Cot (P.S., Savoie) relève le décalage entre l'importance, en principe, du déficit budgétaire et la réalité d'un texte « où de faux équilibres camouflent de réels déficits ». Ce budget, estime-t-il, est présenté en un effort continu. Plusieurs mesures ne pourront être impunément réduites une année de plus. »

M. Jean-Pierre Cot (P.S., Savoie) relève le décalage entre l'importance, en principe, du déficit budgétaire et la réalité d'un texte « où de faux équilibres camouflent de réels déficits ». Ce budget, estime-t-il, est présenté en un effort continu. Plusieurs mesures ne pourront être impunément réduites une année de plus. »

مكتبة الامم المتحدة



سكراة الجاهل

## ÉDUCATION

### A chacun son université

Les Français ne sont pas satisfaits de leur enseignement supérieur, sont plutôt hostiles aux grèves d'étudiants et assez favorables à un examen d'entrée à l'université. C'est ce qui ressort du sondage effectué par la SOFRES, en septembre, à la demande du secrétariat d'Etat aux universités.

Pour la majorité (54 %) des personnes interrogées, en effet, l'enseignement supérieur marche « plutôt mal » et l'on ne compte que 18 % d'optimistes. Près de la moitié (48 %), en particulier, estiment que l'enseignement supérieur « prépare mal à l'exercice d'un métier ».

Quant aux grèves d'étudiants, elles sont condamnées par 54 % des personnes interrogées, et

jugées « normales » par seulement 34 %. Enfin, 61 % préférent instaurer un examen d'entrée à l'université plutôt que d'y laisser entrer tous les bacheliers. Mais ce qui frappe, c'est plutôt l'abondance des ignorances, sur la façon dont l'enseignement supérieur remplit ses tâches, sur le niveau des universités ou... le nom du secrétaire d'Etat. D'autre part, certaines réponses sont visiblement sollicitées, notamment celles qui concernent l'accès à l'enseignement supérieur : la rareté des débouchés n'est évoquée par les enquêteurs que dans l'hypothèse de l'« entrée libre » à l'université. De même, l'idée de préparation à un « métier » présente, dans le questionnaire, une connotation « artisanale » : les réponses

auraient-elles été les mêmes si les enquêteurs avaient parlé de profession ?

Surtout ce ne sont pas les mêmes majorités que l'on trouve dans les trois chapitres. Sur le fonctionnement de l'enseignement supérieur, comme sur la préparation au métier, une connaissance directe de l'université tend plus sévère : la proportion de « plutôt mécontent » passe à 54 % chez ceux qui ont un enfant dans l'enseignement supérieur, 70 % chez ceux qui ont une formation supérieure, et 80 % chez les étudiants.

Quant aux grèves d'étudiants, ce ne sont pas les ouvriers qui les jugent le plus sévèrement, mais les retraités et les agriculteurs. Au contraire, ce sont les

ouvriers, les employés, et les cadres moyens — et naturellement, les jeunes — qui sont le moins défavorables (chez les ouvriers, les deux opinions sont presque également représentées). Bref, contrairement aux idées reçues, ceux qui ont eux-mêmes l'occasion de faire grève l'acceptent mieux chez les étudiants.

Quant au critère politique, très marqué sur cette question (les électeurs de la majorité sont massivement hostiles aux grèves, ceux de l'opposition les acceptent en majorité), il n'est pas moins net en ce qui concerne la sélection, particulièrement approuvée par les électeurs de la majorité.

A chacun son université... G. H.

● L'Association générale des étudiants (UNEF ex-renouveau) de Toulouse-Le Mirail a protesté auprès du secrétariat d'Etat aux universités contre la décision d'in-

validation de vingt-deux unités de valeur et la suppression de quatorze mille heures complémentaires d'enseignement. Elle rappelle que ces unités de valeur

ont été passées en juin 1976 dans des conditions administratives formelles identiques à celles des unités validées par le recteur. L'Association pense que les étudiants ne doivent pas faire les frais des lenteurs administratives qui, « si elles duraient, devraient être considérées comme un acte politique visant à s'attaquer aux deux unités d'enseignement et de recherches de philosophie et de sciences économiques ». — (Correspondance.)

● Mme Alice Saunier-Selét, qui a reçu une délégation de l'U.D.R.-Jeunes, lundi 18 octobre, lui a annoncé en réponse à sa demande, que les élections aux centres régionaux des œuvres universitaires pourraient toutes avoir lieu à la même date. Le secrétaire d'Etat a aussi assuré qu'un effort serait fait pour améliorer les conditions d'études à la future

unité d'enseignement et de recherche de droit de Malakoff. Les représentants de l'U.D.R.-Jeunes ont aussi demandé à Mme Saunier-Selét que, pour le logement des jeunes, l'on crée de petites unités « intégrées à la ville » et que les étudiants puissent obtenir des chambres en E.L.M. que des « habitats collectifs » soient financés par les villes, le ministère de l'équipement et le secrétariat d'Etat aux universités, enfin, que les locations privées soient contrôlées (notamment pour le rapport qualité-prix).

● L'Union parisienne des étudiants locataires recherche des chambres, des studios ou des appartements pouvant être loués à des étudiants.

\* U.P.E.L. 120, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris ; tél. : 533-30-78. De 14 h. 30 à 18 heures.

### L'ALGÈBRE VECTORIELLE

par Gaston CASANOVA

Collection « Que sais-je ? » - PUF

Après « l'Algèbre de Boole » et « les Séries mathématiques », dans la même collection, traduites en japonais et en espagnol, l'auteur, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, docteur en sciences, utilise les ressources modernes des mathématiques pour traiter de façon originale certains des problèmes théoriques les plus récents de la physique, tels que la structure du noyau, la classification élémentaire des particules fondamentales.

Malgré sa brièveté, ce petit livre restitue avec précision et clarté à partir des notions préliminaires une démarche intellectuelle qui intéressera non seulement les étudiants mathématiciens ou physiciens, mais aussi tous ceux pour qui les mathématiques ne sont pas une simple vue de l'esprit.

Pour entrer à la radio les cours d'Anglais de la BBC  
A L'ÉCOUTE DE LONDRES  
Toutes les explications en français  
Abonnement 12 N° par an, 5,40  
Sociétés agréées sur demande  
à ÉDITIONS-DISQUES SBC/MA  
8, rue de Berri - 75008 PARIS

### SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :

● Examen d'entrée 1<sup>re</sup> année

● Procédure admission 2<sup>e</sup> année

● Soutien en cours d'A.P.

● Concours E.N.A.

3 CENTRES

CEPES

Groupement libre de professeurs  
57, rue Charles-Latite, 92 Neuilly  
Tél. 712-34-44 ou 712-47-13

### APPRENEZ L'ANGLAIS

EN UN TEMPS RECORD

THE REGENCY

SCHOOLS OF ENGLISH

PARIS • KENT • ENGLAND

— La REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

— Ouvert toute l'année.

— Pas de limite d'âge.

— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.

— Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.

— Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.

— Sauna, piscine couverte, discothèque.

REGENCY, RAMSGATE

KENT, G.B.

Tél. THANET 512-12

ou Mme BOUILLON

4, rue de la Persévérance

95 EAUBONNE - FRANCE

Tél. 959-26-33 en soirée.

## Les adultes ont dans la tête ce qui est sur leur dos.

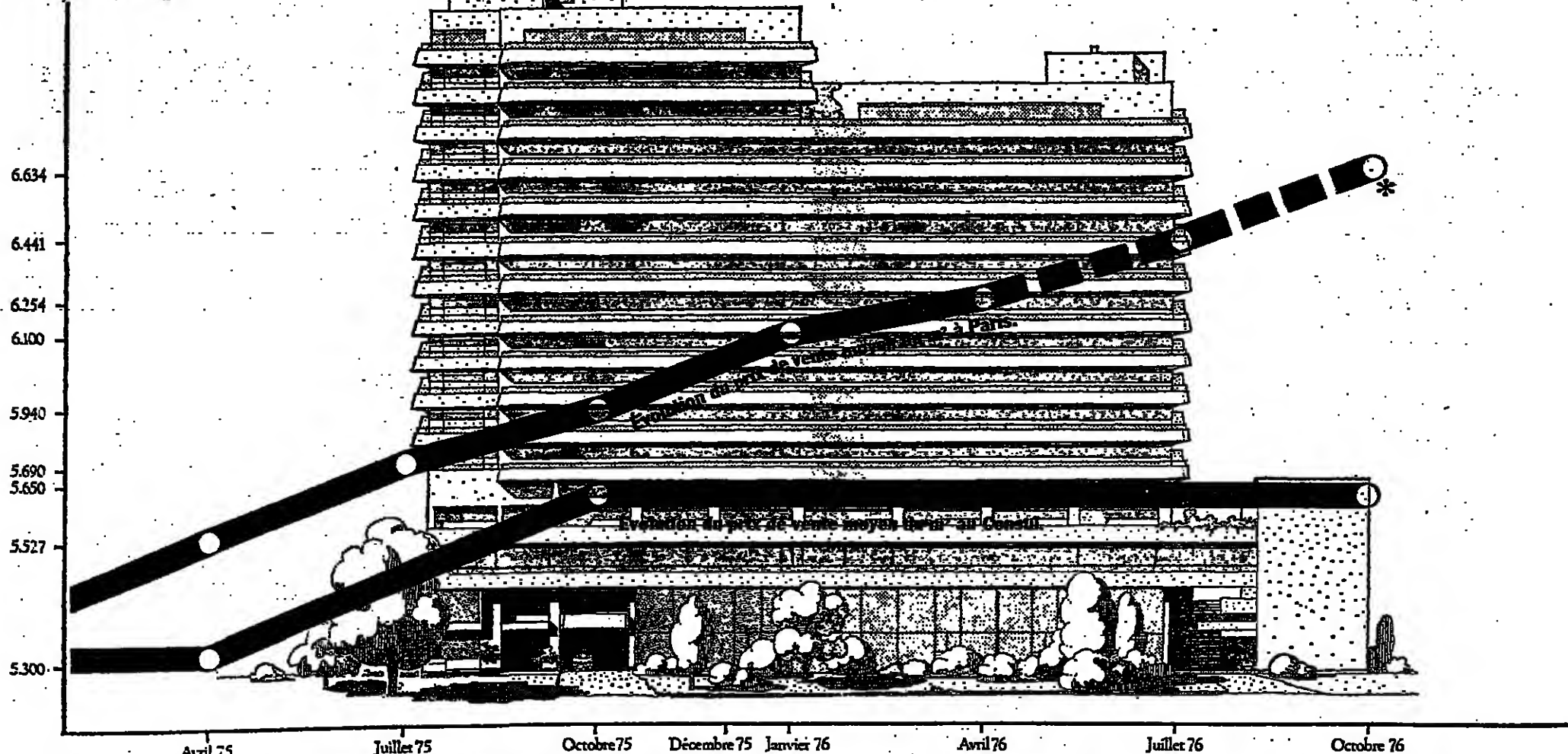
*Et les jeunes, c'est le contraire.*

Cette semaine dans ELLE.

# Soyez content Monsieur le Premier Ministre.

## Nos prix sont bloqués depuis octobre 1975.

Prix moyen du m<sup>2</sup> à Paris.



Nous n'avons pas attendu le plan de votre gouvernement pour définir notre propre plan anti-inflation. Nos prix sont bloqués depuis octobre 1975.

Ici, les chiffres parlent. Au Consul, 5.650 F le prix moyen du m<sup>2</sup>, ferme et définitif. Pour Paris, 6.254 F le prix moyen du m<sup>2</sup> (avril 1976, indice Capem - Centre d'analyses et de prévisions immobilières).

Ce que vous savez de l'évolution des prix depuis six mois vous laisse supposer le prix moyen du m<sup>2</sup> actuel à Paris encore non publié.

Sécurité supplémentaire, votre appartement est livrable bientôt. Le Consul est une résidence racée. 10 à 12 étages seulement. Exceptionnel par sa situation. Exceptionnel aussi pour la qualité de ses prestations.

Acheter aujourd'hui au prix d'il y a un an est plus qu'une opportunité. Un placement exceptionnel. Parce que notre politique, au Consul, c'est un blocage des prix depuis octobre 1975.

Voilà notre réponse, Monsieur le Premier Ministre.

## Le Consul.

139, avenue d'Italie. Tél. : 261.51.86 / 580.88.80

Pour documentation, à retourner 139 avenue d'Italie, Paris 13<sup>e</sup>.

Votre nom

Votre adresse

Votre tél.

COGECOR





## POLITIQUE

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● **ALLIER.** — B. Gabriel Péronnet, a déposé sa candidature dans la quatrième circonscription. L'ancien secrétaire d'Etat a choisi un nouveau suppléant, M. Michel Hubert (radical). Le parti socialiste présente dans cette circonscription M. Jean-Michel Borgey, maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui a été un des collaborateurs de M. Jacques Delors au secrétariat général à la formation professionnelle. Il vient de publier un ouvrage intitulé *La Politique sociale* (Ed. Seghers).

● **PARIS.** — Dans la troisième circonscription, quatre candidats sont déjà inscrits : MM. Jean Tiberi, U.D.R., ancien secrétaire d'Etat ; Jean Elieinstein, P.C.F. ; André Dupont, connu sous le pseudonyme de Pierre Agnelli et Elie-Robert Assonlay, parti libéral de France.

● **RHONE.** — M. Jean Vilanova, conseiller régional, sera le candidat du P.C.F. contre M. Gérard Ducray, républicain indépendant, ancien secrétaire d'Etat.

● **M. Gilles Marinier**, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, le mercredi 20 octobre, à Ussel (Corrèze), où il s'était rendu pour soutenir le candidat socialiste à l'élection législative partielle : « M. Chirac se fonde sur la probabilité de la victoire de la gauche. Il pense que l'événement mettra fin à la carrière du président de la République et fera de lui le leader de la droite. Il espère aussi que cette victoire sera de courte durée, et c'est là qu'il se trompe, car plus les échéances approchent et plus il apparaît que la gauche apporte des solutions réalistes aux problèmes de la société française moderne. »

### « LE COMMUNISTE » : le livre d'Elieinstein sur le P.G. est antisoviétique

Le bulletin communiste opposé au P.C.F. a publié, et on vous traitera comme tel, comme le font les communistes chinois par exemple.

« Mais la méconnaissance avec le P.C.U.S. tiendrait aussi au fait que celui-ci s'occupe encore aux vieilleries de la nécessité de la dictature du prolétariat et de la violence révolutionnaire. Le P.C.U.S. n'est pas sorti de la « théologie » comme la direction du parti français l'a fait. Voilà un vocabulaire que doivent reconnaître M. Aron et le Figaro. Encore une fois, le reproche de « néo-stalinisme » cherché à « cocher celui de « stalinisme »... » Sans exagérer, le livre de J. Elieinstein est antisoviétique et, au sens strict du terme, anti-communiste. »

Le *Communiste*, septembre-octobre, 2 francs, 42, rue René-Boulanger, 75010 Paris.

### M. CHARBONNEL : la grande confrontation entre la droite et la gauche se rapproche.

M. Jean Charbonnel, ancien député U.D.R., ancien ministre, note dans le bulletin *Notre présence* : « Effacement accru des gaullistes de la majorité, renforcement de l'autorité personnelle du président, formation de la gauche : tous ces faits conduisent à penser que la grande confrontation entre la droite et la gauche se rapproche. Les gaullistes restent fidèles à eux-mêmes, ne doivent pas refuser ce combat en se réfugiant sur un impossible Aventin. Ils doivent au contraire le livrer, avec leurs moyens propres, en sauvegardant leur personnalité, mais en choisissant le seul camp où ils peuvent désormais accomplir leur mission et servir le pays : celui des forces de progrès, celui de la gauche. »

★ Notre présence, 5 bis, rue Félix-Faure, 94300 Vincennes.

### LE FRONT PROGRESSISTE ORGANISE UNE RENCONTRE NATIONALE DU GAULLISME D'OPPOSITION

Le Front progressiste, qui organise dimanche 24 octobre une rencontre nationale du gaullisme d'opposition à tour Olivier-de-Serres, 78, rue Olivier-de-Serres, Paris-16<sup>e</sup>, a rendu public jeudi 21 octobre un appel en faveur de cette manifestation signée par une vingtaine d'anciens membres du P.U.D.R.

« Parmi les signataires, qui se déclarent « persuadés que le gaullisme ne peut renaitre que dans une opposition résolue au pouvoir gaullien et sur des bases populaires », on relève les noms de MM. René Capitant, de MM. Pierre Lacombe, conseiller général (modéré) de l'Aveyron, Alex. Moscovitch, ancien vice-président du S.P.F., Jean-Pierre Nicolas, président du comité de Courbevoie du Mouvement des démocrates, Marcel Pinaut, maire de Congy, conseiller général (modéré) de Seine-et-Marne et du vice-amiral Antoine Sanguinetti.

● Une rencontre FEN-radios de gauche. — Une délégation du Mouvement des radicaux de gauche, conduite par M. Robert Fabre, et une délégation de la Fédération de l'éducation nationale, conduite par M. André Houry, ont procédé, le mercredi 20 octobre, au siège de la FEN, à un échange de vues sur les problèmes de l'éducation comme sur la situation économique, sociale et politique. Les deux délégations ont discuté d'un projet éducatif et des « réflexions pour un système éducatif et sur la formation des maîtres » élaborées par la Commission nationale du Mouvement des radicaux de gauche. Les deux délégations ont constaté, tant sur les problèmes généraux que sur les problèmes d'éducation, une large convergence de vues, tout en notant un certain nombre de points qui méritent discussion. »

● Le comité directeur du parti socialiste se réunira le samedi 6 et dimanche 7 novembre. D'autre part, une convention nationale du parti est prévue le samedi 20 et dimanche 21 novembre à Paris afin de procéder à un premier bilan des négociations engagées entre les trois partis de la gauche en vue des élections municipales.

● La fédération de Paris du Centre des démocrates sociaux a réuni, le mercredi 20 octobre, son assemblée constitutive. M. Paul Pernin, membre du Conseil économique et social, en a été élu président à l'unanimité. Il a déclaré à propos de la préparation des élections municipales dans la capitale : « Les centristes, sans lesquels le succès est impossible, et dont le rôle sera déterminant dans chaque secteur, s'inquiètent de la lenteur avec laquelle les élections à Paris sont traitées tant à l'échelon national qu'à l'échelon local. Le C.D.S. estime qu'il est grand temps que la majorité se soucie un peu moins de ses états d'âme et de ses problèmes internes secondaires, en vue de l'enjeu, et des dangers qui la menacent tout entière. »

● M. François Guérard, conseiller national du Centre des démocrates sociaux, avait vivement critiqué, devant la fédération du Val-de-Marne de son parti, certains choix des dirigeants centristes (le *Monde* du 17-18 octobre). Il nous avait écrit, à propos des extraits que nous avons publiés de son discours : « Mon intervention, beaucoup plus dense, visait à répondre au fort émoi manifesté par les militants en expliquant les difficultés ressenties par les centristes dès leur insertion dans la majorité et en s'efforçant d'en tirer la leçon. »

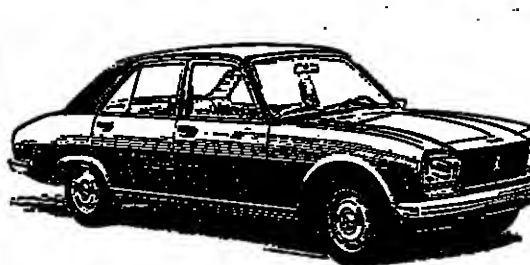

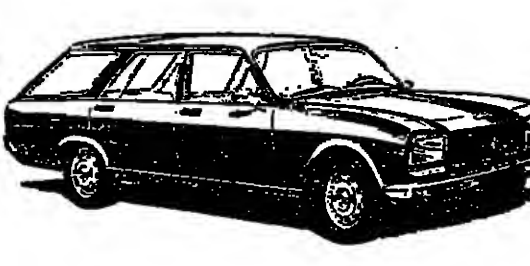



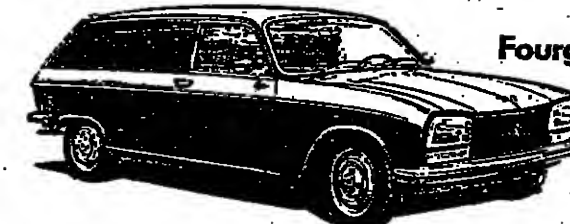
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Géants : Jacques Favut, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Halles PARIS-IX 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5167.

# Toutes ces Peugeot roulent à demi-tarif.

 <p><b>Berline 504 LD</b> Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 7,7 l, à 120 km/h : 10,5 l. En ville : 9,4 l (gas oil). Prix : 31.700 F clés en main*.</p>	 <p><b>Berline 504 GLD</b> Moteur diesel 9CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 6,6 l, à 120 km/h : 9,3 l. En ville : 8,3 l (gas oil). Prix : 36.150 F clés en main*.</p>
 <p><b>Break 504 LD</b> Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 8,9 l, à 120 km/h : 11,6 l. En ville : 9,4 l (gas oil). Prix : 33.500 F clés en main*.</p>	 <p><b>Familiale 504 Diesel</b> Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 8,3 l, à 120 km/h : 11,6 l. En ville : 9,9 l (gas oil). Prix : 38.600 F clés en main*.</p>
 <p><b>Berline 304 GLD</b> Moteur diesel 5CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 5,5 l, à 120 km/h : 8,2 l. En ville : 6,2 l (gas oil). Prix : 26.900 F clés en main*.</p>	 <p><b>Break 304 GLD</b> Moteur diesel 5CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 5,5 l, à 120 km/h : 8,2 l. En ville : 6,2 l (gas oil). Prix : 27.100 F clés en main*.</p>
 <p><b>Fourgonnette 304 Diesel</b> Moteur diesel 5CV. Consommation DIN : 6,6 l Prix TTC : 22.200 F*</p>	

**Peugeot Diesel.**  
Pour changer de carburant sans changer d'habitudes.

ESPO, DINA, Loca-Din \* Tarif au 12/07/76.

Peugeot fait confiance à ESSO

سكنا من الامل



سكرا في الجول

# Le Monde

## DES LIVRES

INTERVIEW IMAGINAIRE DE MALCOLM LOWRY

### « Mon seul espoir, c'est le prochain verre »

★ POUR L'AMOUR DE MOURIR, de Malcolm Lowry. Traduction de J.-M. Lucchioni. Éditions de la Différence, 122 p., 24 F.

MALCOLM LOWRY repose en Angleterre, son pays natal, dans un cimetière du Sussex. Enfin, l'espérance qu'il repose, après avoir tant navigué, tant couru, avoir connu la Chine et le Mexique, après que l'angoisse, l'alcool et leur cortège de rivaux fantômes, leur théorie de vamps, leur persécution, la mort soumise et le désespoir n'ont cessé de lui adresser des signes, d'affreux sourires de connivence, de lui faire une cour assidue, obsédante, jusqu'à ce que sa vie prit fin le 27 juin 1957.

Il laissait divers manuscrits, notamment des poèmes, dont un choix parut en 1962, à San-Francisco. Ce sont des poèmes d'océans, de villes lointaines, d'amours fragiles, d'angoisses, d'angoisses corrigées par la dérision, de voyages qui se terminent en naufrages. Ils relatent l'histoire d'un pauvre, roi déchu, pour qui le monde est une prison. Les voutures, la solitude, la neige,

l'angoisse, l'aube, la détresse, les cargos, la vie, les loupes, la mort, les mouettes, dansent un étrange ballet, s'éteignent, forment une gerbe d'écume, de fleurs vénéreuses, de mots flamboyants, dans laquelle transparaît le visage tourmenté de saint Malcolm.

Ces poèmes sont publiés, pour la première fois, en français. A cette occasion l'auteur d'« Au-dessous du volcan » nous a accordé une interview imaginaire d'ultramarine et d'outre-tombe.

FRANÇOIS BOTT.

● Malcolm Lowry, quel est votre emploi du temps ?

— À onze heures, j'essaie une nouvelle marque de tabac. Et mon amour revient par l'autobus de quatre heures.

● Où êtes-vous allé hier soir ?

— Dans un lieu où fleurit mieux que la rose. Car sur chaque visage on lit un désespoir. On même le chagrin ne pourrait faire brèche.

● Qu'avez-vous pris au petit déjeuner ?

— Du rhum éméché, des sardines, des petits pois. Quel chemin suivez-vous dans le siècle ?

— Un chemin, plutôt un fleuve en pleine crue. On emporte par l'eau, des noyés peccolent.

● Vous avez beaucoup voyagé. Où allez-vous ?

— Vers le couchant, vers le pays où la rapine est inconnue.

● Que voyez-vous dans les miroirs ?

— [Un] erreur. Ce visage coupé, Est-ce le mien ?

● Pourquoi aimez-vous les bars ?

— Notre idéal de vie contient une taverne. On s'y assoit pour bavarder un peu. Ou simplement pour réfléchir.

● Ce, sans craindre la guêpe à l'effrit dans la nuit. Pourquoi, vous saluez-vous ?

— [Avec] un air exotique. C'est le prochain verre. ● Que pensez-vous de la vie ?

— Nos vies — mais nous n'en pleurons pas — Sont comme ces cigarettes au hasard. Que, par les journées de tempête, Les hommes allument en les protégeant du vent.

● Elles brûlent toutes seules aussi vite. Que s'aggrave les dettes qu'on ne peut pas payer.

● Votre sentiment sur l'humanité ?

— Je vois en moi tout entière l'humanité en prison. Les mains tendues vers les lanternes, près de l'océan.

● Je vois en moi l'humanité devant son miroir. Qui fait des discours sur l'amour.



Tandis que, derrière, des spectres surgissent, prêts à suer Le sang rouge du couchant. Et à mutiler le dieu de l'aurora. ● Que vous apporte la célébrité ?

— La célébrité, pareille à un trogne. Consomme la maison de l'âme, elle révèle Que tu, as travaillé pour peu de chose : pour elle.

● Ah ! comme je voudrais que ce baiser de Judas Ne soit jamais venu frapper ma joue : j'aurais Sombri seul, à jamais, dans l'échec et la nuit.

Les réponses de Malcolm Lowry ont été tirées de ses poèmes.

LA FABRICATION D'UN PROCÈS EN U.R.S.S.

### Le médecin et les bureaucrates

★ UN PROCÈS « ORDINAIRE » EN U.R.S.S. LE DOCTEUR STERN DEVANT SES JUGES. Sursis indéfini. Trad. par Ania Chervier. Gallimard. Coll. « Témoins », 341 p., 49 F.

Le 31 décembre 1974, le docteur Michel Stern, chef du service d'endocrinologie à Vinnitza, près de Kiev, était condamné à huit ans de détention dans un camp à régime renforcé. Il lui était reproché d'avoir accepté des pots-de-vin depuis vingt ans : deux vases, un coq, soixante-dix œufs, des pommes et 775 roubles (soit au cours officiel environ 5 000 F). Les fils de l'accusé réussirent à enregistrer sur magnétophone les audiences et à emporter les bandes lorsqu'ils émigrèrent.

C'est à la vérité, pour un procès qualifié d'« ordinaire » par le procureur, un document extraordinaire à la fois sur la médecine et la justice en U.R.S.S. Pour tout homme doué de bon sens, l'affaire apparaît une bouffonnerie qui s'achève en tragédie. Pendant quinze jours, des hommes ont joué leur rôle de magistrats sans s'apercevoir qu'ils se livraient à une parodie.

Le docteur Stern a reçu des dizaines de milliers de malades pendant les trente ans qu'il a exercé la médecine. Parfois, il leur a procuré les médicaments qui manquaient en pharmacie et il a administré lui-même les piqûres qu'il ordonnait. Il acceptait — et encore pas toujours — que les patients remboursent les remèdes. Voilà ce qui, officiellement, lui est reproché. Cependant, tous ou presque tous les témoignages attestent la réussite souvent inespérée de sa thérapeutique. Un tel médecin n'est-il pas mérité les félicitations de la société qu'il a ainsi servie ?

Les spécialistes convoqués par le tribunal ont été interrogés sur des questions auxquelles les Brdolsens locaux attachaient la plus grande importance. Le soin d'administrer les piqûres ne revient-il pas aux infirmières ? Un médecin qui se charge lui-même de cette besogne n'est-il pas déjà

coupable aux yeux de la loi ? Ne se met-il pas dans son tort quand il soigne les patients sans toujours appliquer à la lettre les règlements ?

#### La seule question

Sans aucun soul de la démesure, le procureur a affirmé que l'accusé, « cet extorqueur, falsifiait son beurre avec les malheurs et les souffrances d'autrui ». Et cela « dans un pays où la Constitution assure le droit des soins médicaux gratuits pour tous dans l'intérêt de la consolidation de la santé des citoyens soviétiques ».

Le document éclaire aussi singulièrement le fonctionnement de la justice. Nombre de témoignages recueillis pendant l'enquête étaient accablants pour l'accusé. Or la plupart des personnes qui furent invitées à confirmer à l'audience ce qu'elles avaient signé tinrent un tout autre langage. Elles avaient porté plainte. Et maintenant, elles reconnaissent qu'elles n'avaient aucun grief contre le docteur. Ainsi le président, plutôt décontenancé, fait observer au témoin Souchko qu'il dit au tribunal le contraire de ce qu'il avait mentionné dans sa déposition.

BERNARD FÉRON.  
(Lire la suite page 16.)

ROBERT LAFFONT

Au-delà de Freud, un regard nouveau sur la psychologie

Dr Pierre Bour

LES RACINES DE L'HOMME

Faire de nos pulsions nos alliées.

PETITS ET GRANDS TÉMOINS

### Claire GOLL, Clara MALRAUX, Emmanuel BERL

À devaient arriver : à force de cultiver la curiosité malsaine du public pour les petits côtés des grands hommes, l'édition française envenime les confidences sous les biographies d'aristocrates et recueille les témoignages sur eux de plus en plus loin, de plus en plus bas.

Avec la Pourcelle du vent, la veuve du poète Ivan Goll pousse l'indiscrétion jusqu'au ragot, et la méchanceté jusqu'au règlement de comptes sénégal. Faute de savoir discerner par qui les gémissements qu'elle a recueillis en quatre-vingt-cinq ans de vie d'artiste sortaient de l'ordinaire, elle s'est cramponnée à l'évidence qu'en privé ils ne se distinguent guère du commun. Par un surcroît d'égoïsme et de lâcheté, Joyce se réduit pour elle à un air « sournois et méchant » : son amant Rilke à la « l'arrivisme salomon » ; Breton à une « marque d'humour » ; Chagall à la « l'avarice » ; Saint-John Perse à la « l'insouciance » ; Malraux l'indispose par ses points noirs sur le nez ; Audoubert l'écoeure et Henry Miller la fait « vomir ». Que n'a-t-elle pu dire à leur compagnie, et parfois à leurs avances, celles de gens moins considérables, donc plus à son niveau ?

Seule excuse : ce snobisme dépit d'émancipation : le besoin de venger une longue vie ratée de fille de persécution, d'épouse sans gloire ni argent, de maîtresse hantée, avortée et, semble-t-il, frigide. A sa façon pestonne qui ne sait qu'elle-même, Claire Goll a assumé l'état d'« amant d'anciens », d'« amoureux de cirque », d'« amoureux de masochistes » auquel, à l'en croire, son époque a relégué la femme.

Même un être d'une toute autre qualité, comme Clara Malraux, n'évite pas les pertes liées à cet asservissement général du « deuxième sexe » par le premier.

Comme quand des amis nous impliquent de force dans leurs chamailleries conjugales, on en veut un peu à l'épouse de Malraux de raconter en détail dans la Fin et le Commencement, qui couvre les années 1934-1944, c'est-à-dire notamment la fin de leur couple, comment « André », tout en reprochant à sa maîtresse d'ailleurs son manque de « goût des idées », est tombé pour elle de la mythomanie créatrice de tragédie dans la « dissimulation prudente » du vaudeville bourgeois.

On se passerait d'apprendre en quels termes sans grandeur l'écrivain, dont la vie se voulait pourtant « garantie de

son œuvre », semble avoir réclamé le divorce, et comment les éprouvés des aléas. On se reproche de devoir à une évidente vengeance de femme délaissée certaines révélations, telles que la démarche de Malraux auprès de Léo Lagrange pour garder en 1940 ses cinq galons arborés, en Espagne, ou son peu d'empressement à rallier la Résistance, qu'il glorifiera plus tard avec tant de frémissement.

Mais la tendresse fière d'avoir manifestement compté pour son « André » n'est jamais absente de ces rousseries, et Clara à l'excuse de devoir à ses dévotion d'un compagnonnage virulent ». Au machisme banal pour son temps, l'auteur de la Condition humaine ajoute en effet l'égoïsme aveuglé des grands créateurs.

Il supporte mal qu'un témoin l'empêche de faire jouer librement ses rêves, juge son « avidité de puissance », ose penser autrement que lui — il y voit, presque une provocation, une trahison, — et parfois l'aide à se corriger, comme pour le trouble de l'Esprit. Il s'irrite qu'une femme prétende contester son culte de la fraternité virile, et contrairement à Aragon avec Elsa Triolet, il doute qu'une épouse d'Étranger puisse créer sa propre œuvre : « Elles ne peuvent faire, ironise-t-il, que du Marie Laurencin ! »

C'est donc un rude combat que l'ex-Madame Malraux doit mener pour exister de façon autonome : comme femme, comme artiste, et c'est cette lutte sur fond de guerre mondiale, qui donne du prix à ses Mémoires, plus que ses indiscretions.

Il y a quelque chose d'exemplaire et de prophétique dans l'attitude avec lequel la petite juive allemande mûrit précocement par l'émigration, tient sa place de compagne à part entière dans la jungle indochinoise, sous les bombes de Tobé, et dans les conversations d'intellectuels sans cesse à hauteur d'histoire. Elle aussi a ses idées générales sur la difficulté de changer le monde, et ses citations lapidaires. Elle aussi justifie par un art de l'anecdote et une clarté de style bien à elle l'usage selon lequel les choses intéressantes arrivent de pré-

férence à ceux qui savent les raconter. « J'ai un point personnel, et ne transforme plus au gré d'un autre », triomphe-t-elle en conclusion de son livre, non sans apercevoir à quel elle doit le plus cette victoire : la maternité, qu'elle réconcilie avec l'absurdité de vivre, et le goût de se battre.

« Que souhaitez-vous qu'il devienne ? », a demandé Clara à son mari quand elle attendait l'enfant qui serait leur fille Florence. « Un vainqueur ! », a répondu l'auteur des Conquérants. « Moi, un sage », a préféré la future mère. Et Malraux se serait écrié : « Comme c'est un peu juif ! »

Juif ou pas, c'est cet idéal de sagesse

Par Bertrand Poirot-Delpech

que leur vieil ami Berl s'est toujours fixé, quant à lui, et pour lequel, juste avant de mourir, il a radicalement témoigné, en réponse à l'interrogatoire filial de Patrick Modiano.

Outre son milieu juif universitaire et ses jeunes lectures, sur lesquelles il s'explique dans un tendre inédit — il fait beau, alors on cimente, — sa classe d'âge a décidé de son attitude devant la vie. Alors que les contemporains ou les cadets de Malraux, trop jeunes pour se battre en 1914-1918, ont tiré du massacre d'une mort de génération le son d'un ne pas être au reste d'humanité, Berl, avec ses dix ans de plus et ses souvenirs de tranchées que ne suffisaient pas à égarer les lettres de son ami Proust, a gardé du canchamal des réflexes intraitablement pacifistes, y compris face à l'intervention en Espagne, à Munich et à Vichy.

Y compris, aussi, dans la façon de juger les hommes. A l'inverse des chipies bornées comme Claire Goll, il se grandit lui-même à

négliger ce qui rapetisse les autres, et anticipe par sagesse, générale, sur les jugements de la postérité. Certains traits ne manquent pas de cruauté fustigée : l'ambassadeur de Brinon, « mieux fait pour les champs de course que pour la politique » ; Claudel, excusé d'avoir successivement loué Pétain et de Gaulle, « puisqu'il aimait les militaires » ; les fascistes français, soupçonnés du « d'être inconscient de se faire enculer par les S.S. ».

Mais l'avocat, en lui, s'empresse d'éclipser le procureur. A peine noté le goût de Paul Reynaud pour les soins de beauté, il vante son refus de la souffrance, bien à l'image de ce que ressent le pays en 40. Le dédain de tout préjugé lui permet d'observer tout à tour que Laval avait plus un physique de gauche que Blum, ou que le prêtre Chappé tenait plus à garder son poste qu'à renverser la République.

Berl cultive naturellement une vertu en voie de disparition, vertu autant intellectuelle que morale : il aime pardonner. Que Valéry soit antidreyfusard au nom de l'ordre, il l'oublie au nom de l'esprit. Gide est racheté de son antisémitisme pour avoir introduit Kafka en France. Même Céline est gracié malgré lui, au nom de ses excès, lui pour qui était juif.

« Quiconque ne parle pas argot », « quiconque devient déchirant quand s'y mêle une vraie admiration. Tout en admettant avec Proust que Blum ne voit pas ce qu'il desire ne pas voir — « si sa femme était lesbienne et son fils pédéraste, il ne s'en apercevrait pas », plaisante l'auteur de la Recherche — et tout en reconnaissant avec Edgar Quinet que « les révolutions ne gagnent pas à être menées par des hommes de plume », il s'enchaîne de ce que le leader du Front populaire assume sa bourgeoisie et son éloquence mallarméenne devant les ouvriers de Billancourt, qui y ont vu, pense-t-il, du respect.

DEU sait pourtant si Berl avait des coups à rendre : les « saules juifs » entendus au lycée, l'échec amoureux raconté dans Sybille, le demi-succès de sa carrière littéraire. Mais la méchanceté est la revanche

des imbéciles. « On ne bâtit pas sur la rancune », dit-il lui-même. Il aurait pu ajouter : ni sur la modestie. Avec une franchise inouïe chez les écrivains, il avoue qu'il trouve difficilement ses mots et qu'il écrit « pour mettre de l'ordre dans ses idées ». Il claque des dents de timidité devant D'Annunzio et autres cabots de moindre importance.

Contrairement à Malraux, qui lui en fait la remarque et en déduit ses « mauvais rapports à la politique », Berl ne désire pas « devenir ministre ». A l'inverse de son ami, il refuse de croire aux personnes, fût-ce de Gaulle. Le mot « foi » est absent de son vocabulaire, comme de l'hébreu. S'il a soufflé à Pétain son « je hais les mensonges », c'est comme on dépanne un vieux chauffard dans l'embouteillage. Il ne s'est jamais reconnu de maître, comme Maurras a sacré Alain ou Valéry, Malraux. Même Bergson, qu'il aime en ami de la famille, son Évolution créatrice lui paraît relever du calembour. Ses patrons s'appellent, selon l'heure et les problèmes, Fénelon, Voltaire ou Goethe, tous ennemis du péché. Mécréant social, sans totem ni tabou, espèce d'agréat bouddhiste, mais incapable de se donner en exemple ni en spectacle.

Sa crainte d'hypothéquer sa liberté et celle des autres va jusqu'au refus de l'engagement public, qui risque d'influencer plus faiblement soi et vous expose à en profiter, ou à trahir. Il regrette que les Français assument leurs convictions au lieu de les réduire à un point de vue personnel comme les Anglais avec leur manie du « I think ». Avec Berl, scrupule et bonté redevennent signes d'intelligence, et la tolérance est gage sur la précarité de tout. Car tout, ici bas, est relatif : notre agnostique en a été convaincu dès l'enfance par l'agonie de son père, mort après trois ans de crise.

Ce scepticisme sans ambition — Montherlant disait d'eux qu'ils sont les « seuls êtres innocents sur terre », — est enfant ébloui comme celui de la Ronde de nuit de Rembrandt, ce hippy nourri des Lumières, qui sait s'il n'incarne pas, sous ses airs passésistes qui seraient sa suprême politesse, la seule chance de survie du vieux héritage, l'avenir de l'esprit !

★ La Pourcelle du vent, de Claire Goll. Grasset éd., 318 pages, 45 F. La Fin et le Commencement, de Clara Malraux, Grasset éd., 222 pages, 39 F. Interrogatoire Emmanuel Berl, par Patrick Modiano, Gallimard éd., 304 pages, 34 F.



## ANNE-MARIE DE VILAINE



### Un regard plus tranquille

"Une œuvre des plus attachantes parmi les livres nombreux de la rentrée".

JEAN FREUSTIE  
"NOUVEL OBSERVATEUR"

"Avec un don remarquable de l'observation de soi, Anne-Marie de Vilaine décrit le problème de bien des femmes: l'aliénation".  
MADELINE CHAPSAI  
"L'EXPRESS"

"Ce court et dense récit sonne juste et vrai dans le moindre détail".  
THERÈSE HAMEL  
"MARIE-FRANCE"

JULLIARD

## Inès Cagnati



### GENIE LAFOLLE roman

"L'amour fou d'une petite fille pour sa mère... Amateurs de sensibleries s'abstenir... Un véritable écrivain est là".

Noëlle Lotot/L'EXPRESS  
"L'insupportable et prodigieux monde d'Inès Cagnati".  
Joël Schmidt/RÉFORME

"D'une poignante beauté".  
Josane Duranteau/LE MONDE

denoël

## Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220F seulement.

L'aller et retour Paris-New York en classe économie et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal: c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1<sup>er</sup> novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multi-villes et avion-auto.

Bien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous partez pour affaires, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA: jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA: demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 82 11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.

TWA 101 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs:

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Mon Agent de Voyages est: \_\_\_\_\_

N°1 sur l'Atlantique.

**TWA**

TWA: la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

## VIENT DE PARAITRE

**Roman français**  
RENZO BIANCHINI: *Allegretto pour une fête*, suite du *Carnaval des agonies*. — Dans sa préface, Philippe Sollers écrit à l'auteur: « Madame, j'aimais pas ce que vous faisiez, mais j'aimais bien ce que vous faisiez, et maintenant, j'ai un sens très peu socialiste. » (Belfond, 350 p., 48 F.)

**Récit**  
MARC BERNARD: *Arrière de l'absence*, suite à *Mort de la bière-sainte*, paru en 1972. — L'auteur de *Paradis d'enfants* (prix Goncourt 1941) évoque dans ce récit l'absence et les rapports de passion qui les unissent. (Gallimard, 217 p., 29 F.)

**Critique**  
CHARLES MAURON: *Van Gogh, études psychologiques*. — Une analyse de la structure de l'inconscient chez Van Gogh, de son art et de ses « rencontres » avec Gauguin, Matisse, Chirac, Manassès, Baudelaire. (José Corti, 185 p., 50 F.)

**Mémoires**  
HENRI TROYAT: *Un si long chemin*. — L'auteur de *La lumière des justes*, l'académicien, mais aussi l'auteur du *Carnaval* de la bière-sainte, répond aux questions de Maurice Clavelle. (Stock, coll. « Les grands auteurs », 259 p., 38 F.)  
LOUISE WEISS: *Temple sur l'Océan* 1943-1973. — La dernière volume des *Mémoires d'une Européenne* par un toujours vigoureux écrivain, jamais las de regarder, d'interroger, de s'interroger. (Albin Michel, 523 p., 49 F.)

**Essais**  
SAMUEL: *POÈME intermédiaire* sur la notion d'image, ce livre d'un amoureux de la nature subit une crise de vision et réhabilite le paysage comme source de satisfactions esthétiques. (Albin Michel, 238 p., 33 F.)  
PIERRE-PAUL GRASSÉ: *La Défaite de l'amour ou le triomphe de Freud*. — Biologiste et philosophe, l'auteur traite, sous la forme de dialogues, de plusieurs questions importantes, nouvelles ou éternelles. (Albin Michel, 238 p., 33 F.)

**Essais**  
GALVANO DELLA VOLPE: *Critique de l'idéologie contemporaine*. — Un recueil d'articles d'une des principales figures du marxisme italien, mort en 1968. Traduction et présentation de Pierre Métais. (P.U.F., 152 p., 34 F.)  
WILLIAM LABOV: *Sociolinguistique*. — Les conflits de la réalité sociale sont mis en rapport avec la théorie linguistique par un chercheur américain. (Ed. de Minuit, coll. « Le sens commun », 464 p., 70 F.)

**Essais**  
THIERRY MAULNIER: *Le Sens des mots*. — Un inventaire critique des termes les plus usités du langage politique contemporain, de l'agression à la « violence ». (Flammarion, 240 p., 36 F.)

**Essais**  
PHILIP KNIGHTLEY: *La Correspondance de guerre*. — De la guerre de Crimée à celle du Vietnam, l'histoire et l'analyse de toutes les formes que peut prendre la relation de la guerre par ceux qui ont pour métier

de la décrire. Une façon de dire l'impossible objectif. Trad. de l'anglais par Jacques Hall et Jacqueline Lagrange. (Flammarion, 374 p., 65 F.)

**Sciences humaines**  
MICHEL FIESSSENS: *La Tour de Babel*. — En usage de la linguistique, un essai sur les langues communes où se trouvent, se reconstruisent « la Magenta, l'écriture et le psychanalyste ». (Ed. de Minuit, coll. « Critique », 176 p., 25 F.)

**Document**  
PATRICK POGNANT: *Le Paradis des bourgeois*. — L'hôpital psychiatrique en 1968, le jour. (Maspero de France, coll. « En direct », 190 p., 32 F.)

**Religion**  
JEAN BARBIER: *Pour vous, qu'est-ce que Lourdes ?* — Sixante-cinq questions, de Marcel Achard à Lanza del Vasto, répondent à diverses questions posées par Pierre Barbier. Préface et conclusion par S. Em. le cardinal A. Renard. Introduction par dom Bernard-Billet. (Ed. P. Lethielleux, 10, rue Cassette, Paris, 225 p.)

**Religion**  
R.-L. BRUCKBERGER: *L'Évangile*. — Avec le concours de Simonas Fabien, le célèbre dominicain se traduit et commente, en français moderne et comme une histoire, les quatre Évangiles en reprenant, que « ni Pascal, ni Bonnet, ni Chateaubriand, ni Baudelaire, ni Huysmans, ni Léon Bloy, ni Claudel, ni Bernanos » ne l'ont fait avant lui. (Albin Michel, 585 p., 75 F.)  
SIMONNE FABIEN: *Parole de lumière de l'Évangile*. — Dans l'esprit du livre précédent, une autre façon d'expliquer des « Paroles qui ne sont pas des coïncidences ». (Albin Michel, 230 p., 27 F.)

**Histoire**  
ROLAND BIARD: *Histoire du mouvement anarchiste 1945-1973*. — L'anarchie en France dans sa période contemporaine, comment elle a subi une crise en 1968. (Éditions Galilée, 310 p., 52 F.)  
ROSEMONDE SANSON: *Les 14 Juillet, fête et conscience nationale 1789-1973*. — Les origines, les coutumes et l'usage de cette fête nationale. (Flammarion, coll. « La tradition et le quotidien », 220 p., 26 F.)

**Histoire**  
BRONISLAW GEREMEK: *Les Marginaux portugais aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*. — Vagabondage, prostitution, mendicité, criminalité. De la Moyen Âge, il y avait un Paris souverain et réprouvé. (Flammarion, collection « L'histoire vivante », 354 p., 60 F.)

**Histoire**  
RENE GUERDAN: *François 1<sup>er</sup>*. — Une agréable biographie du « roi de la Renaissance ». (Flammarion, 480 p., 75 F.)

**Histoire**  
GEORGES-EMMANUEL CLANCIER: *La Vie quotidienne en Limousin au XIX<sup>e</sup> siècle*. — L'auteur du *Pain noir* puise dans les souvenirs et les récits de son enfance avant que dans les archives. (Flammarion, 320 p., 37 F.)  
ALAIN DECAUX: *Blancs, Fiers, Noirs*. — La quête sans fin de celui qui dit: « Je suis en politique de la passion la plus violente. » (Librairie académique Perrin, 639 p., 65 F.)

**Histoire**  
ALAIN CHALFONT: *Montgomery et l'Amérique*. — Une biographie et un portrait de « Monty », qui ne fut pas seulement l'un des « monstres sacrés » militaires de la dernière guerre mondiale. (Pion, 346 p., 50 F.)

## ÉDITION

### LA FABRICATION D'UN PROCÈS EN U.R.S.S.

(Suite de la page 15.)

Ce passage est éclairant: « LE PRÉSIDENT: — Et pourquoi avez-vous dit dans votre déposition qu'il vous avait demandé 10 roubles? »  
SOUCHKO. — Ils m'ont dit...  
LE PROCUREUR. — Avec qui avez-vous parlé à ce sujet? »  
LE PRÉSIDENT. — On ne peut pas poser la question ainsi.  
LE PROCUREUR. — Pardon, ne m'oubliez pas, vous a-t-il indiqué comment vous comporter devant cette cour? »  
SOUCHKO. — Ils sont venus...  
LE PROCUREUR. — Qui est venu? »  
SOUCHKO. — Un procureur. (Rires dans la salle.)

Au bout du compte, la démonstration tourne à la confusion des services qui ont établi le dossier. Manifestement, ils ont monté une machination d'illétrés et d'ivrognes. Cette affaire serait tout à fait incompréhensible si on oubliait un « détail »: elle a commencé au moment où l'un des fils de l'accusé demandait l'autorisation de quitter l'U.R.S.S. Le docteur Stern se trompe-t-il lorsqu'il affirme que son histoire s'explique par l'antisémitisme et qu'on a voulu, à travers lui, intimider les familles de ceux qui émigrent en Israël? »

Comment, autrement, oserait-on condamner à huit ans de détention et à la confiscation de ses biens un homme, déjà âgé, coupable d'avoir rendu la santé aux malades qui faisaient appel à sa science? Un médecin dont le crime fut d'avoir permis qu'il valait mieux, sans toujours s'embarrasser de procédure, soigner une personne en danger que la laisser mourir selon les règles? »

BERNARD FERON.

### ÉCHOS ET NOUVELLES

#### Édition

— LES ÉDITIONS GARNIER lancent une nouvelle collection intitulée « Si j'étais... » où les écrivains contemporains expriment avec humour, ou férocité, ce qu'ils ont rêvé d'être. La collection débute par un « Si j'étais... Dieu » de René Barjavel et un « Si j'étais... l'accusateur public » de René Hénou de Villeneuve. Chaque volume 160 pages, 22 F.

#### Colloques

— « PHILOSOPHIE AUJOURD'HUI ». — Le Théâtre Oblique organise un cycle de conférences-débats, auxquels participeront: Le 28 octobre, Annie Leclerc (« Parole de femmes »), et François Lévy (« Marx bourgeois allemand »); « Critique de la "profession de penser" ». Le 2 novembre, Philippe Nemo (« L'homme structurel »), et Philippe Roger (« Sade, la philosophie dans le plaisir »); « Discours religieux et pratiques sociales » et « Logiques de l'athéisme ». Le 3 novembre, Michel Guérin (« Nietzsche Sorcier héroïque »), et Christian Jambet (« L'ange »); « Le Génie du philosophe ». Le 9 novembre, une table ronde réunira les conférenciers.

#### Prix

— LE PRIX « FRANCE-LUXEMBOURG » vient d'être créé sous l'égide de l'Association des écrivains de langue française et de la Société des écrivains luxembourgeois de langue française. D'un montant de 2 000 F, il sera attribué au début du second trimestre de chaque année. L'ouvrage primé devra être celui d'un écrivain d'expression française, quel qu'en soit le genre. Désigné à Luxembourg, les années paires à un auteur français et, en France, les années impaires à un auteur luxembourgeois, le premier prix « France-Luxembourg » sera attribué, en 1977, à un auteur luxembourgeois. Pour la première remise de ce prix pourront être présentées des œuvres publiées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

**PARU**

cette semaine

LA FICTION NARRATIVE EN PROSE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

répertoire bibliographique du genre romanesque en France

révisé par Jean-Louis Lévêque

inventaire de base, à l'usage de tous, de la production romanesque française du 1<sup>er</sup> au 17<sup>e</sup> siècle (romans, traductions, contes de fées, etc.) sont ainsi répertoriés, décrits et localisés.

16 x 25, 648 p., rel. 160 F

ISBN 2-222-01875-7

catalogue CG gratuit sur demande

**Editions du CNRS**

15 quai Anatole France, 75230 Paris

et la semaine dernière:

Com. d'histoire, 2<sup>e</sup> Guerre mondiale

LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

Coll. Internationale Paris, 1974

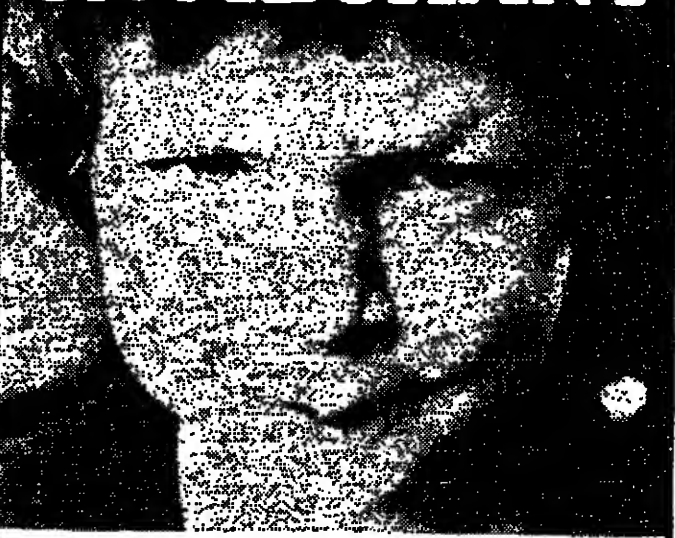
Des rapports d'historiens et des témoignages de personnalités politiques et militaires sur la période qui s'étend du printemps 1944 à la fin de 1945 évoquent le contexte général de l'époque, le gouvernement de Vichy, la Résistance, le déroulement de la Libération et ses lendemains difficiles. (20 communications.)

16 x 25, 1 060 pages, relié 180 F

ISBN 2-222-01830-2

## ANNE LOESCH

### LE VENT EST UN MÉCHANT



"Ce beau livre mérite de devenir un des rares classiques de la psychologie de l'enfant."

Pierre Chaunu

**CALMANN-LÉVY**

## ROBERT LAFFONT

"Sûrement le vrai livre de la rentrée. Le portrait saisissant d'un peuple tout entier".

ANNE PONS - Le Point

"Empoigne à la première page, secoue à chaque phrase".

SOPHIE LANNES - L'Express

## DOCTOROW



**RAGTIME**

صحنه من الراحل



Jeudi 22.10.76

# ET LITTÉRATURE

TONY CARTANO

## LA MORT EST UN TANGO

★ LE DANSEUR MONDAIN, de Tony Cartano. Editions Henri Veyrier, collection « Les Singuliers », 190 pages, 32 F.

J OACHIM, le « héros », tombe lentement dans une rue de la ville de B. Joachim tombe comme dans un film au ralenti, avec une lenteur qui fait mal.

« La fictionnalité d'un récit qui ressemble à la réalité, elle en dit tout le détail. Plus qu'un prétexte, une certitude, une volonté incontestable de proposer une vision du monde déformée, transformée, et souvent qualifiée de... »

Mais quel est Joachim ? Et de quoi peut-il mourir ? Tony Cartano a savamment et soigneusement construit l'ambiguïté jusqu'au bout. Question « identité », on parvient quand même à cerner un profil. Joachim a eu une jeunesse militante libérale, errante, créative sans parvenir à se fixer dans un pays voisin. Là, il se convertit au cours de sa vie à d'autres valeurs, il se découvre une espèce de vocation, apprend des pas complexes à des danseuses et à des bourgeois empâtés.

Trois décennies plus tard, il revient dans son pays natal avec Marie, son épouse, mais aussi sa maîtresse. C'est là que l'ambiguïté s'accroît : Joachim republie-t-il sous les balles de mort agissant pour le complot de ses anciens ennemis ? Joachim, devenu un être nouveau, hanté par sa jeunesse rebelle, par les figures de la mort, de la poursuite, meurt-il sur un lit d'hôpital et assume-t-il enfin physiquement et définitivement cette agonie qu'il s'abrite ? Ou enfin, à la limite, il n'y a pas d'odyssée Joachim-Marie et Marie, mais simplement un schéma d'ombres passantes manipulées par l'écrivain Tony Cartano, comme tout le plaisir du texte » et « le texte du plaisir ».

## Un architecte minutieux et visionnaire

Mais il y a un livre, remarquons donc à ce livre. A cette agonie lente de Joachim.

Déjà le « chœur » flâne au « zébré ». Joachim a tout le temps de se souvenir, de remonter avec les visages qui ont traversé ses jours, du mystère d'un Océan, l'acquiescement à la trahison d'un « chœur » scénariste, le souvenir d'un petit peuple de faubourgs, des bourgeois repus, des comédiens déçus, de la guerre civile, qui fut une épopée humaine, des pays de B. S'agit-il de Buenos-Aires ou de Barcelone, la coque l'ambiguïté régit. Dans un flot de données érotiques, la mémoire de Joachim enlace quelque danseuse vaine de gloire. La vie est une samba, mais la mort est un tango exécuté par le grand, l'insoluble, Carlos Gardel. Le songe s'agrandit, avant de finir dans les salons des riches, d'être une danse à travers laquelle le peuple affirmait rudement son « identité ».

Le roman (?) « érotique » de Tony Cartano, où le « je » balbutie de Joachim-embourbé la narration « objective », où les « temps » se confondent, se chevauchent, se nouent en de soupçonnées étreintes, confirme, après la Conquête et la Parisification, que dans ce monde il faut compter avec cet auteur. Fin connaisseur de plusieurs littératures (dont l'anglo-américaine), fasciné par des écrivains tels que Faulkner et Malcolm Lowry, il sait assembler de hautes sombres sans pour autant choir dans l'herméneutique complaisante. Architecte minutieux, visionnaire balancé, Tony Cartano a « sculpté » d'un poète puissant l'immortel trio : la dette, l'écriture et la mort.

ANDRÉ LAUDE.

## Quand Raymond Jean se fait historien

### AMOUR ET SORCELLERIE EN PROVENCE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

★ LA FONTAINE-OBSCURE, de Raymond Jean. Le Seuil, 228 p., 39 F.

LE dernier roman de Raymond Jean, *La Fontaine obscure*, porte en sous-titre : « Une histoire d'amour et de sorcellerie en Provence au dix-septième siècle. Il s'agit des circonstances qui entourèrent la mise en accusation, le procès, la condamnation et le supplice de l'abbé Louis Gaufredy, brûlé vif sur la place des Prêcheurs à Aix, le 30 avril 1611.

Tout commence à la manière d'une idylle : un petit berger s'éveille à la vie dans cette Provence dont Raymond Jean « sait évoquer les couleurs, les odeurs, avec une tendresse toute particulière. A dix ans, le gamin aime rire et s'amuser. Mais les longues heures passées avec ses bêtes dans la montagne lui ont fait prendre goût à la solitude, à la rêverie, à une douce otiosité. On l'appelle alors à ce penchant pour le confier à son oncle Christophe, curé, qui tâchera de l'instruire. Bientôt, l'élève dépassera le maître : il ira étudier le latin et la théologie à Arles. Après son ordination, il se fixe à Marseille en 1595.

C'est un homme attachant que ce Louis Gaufredy : beau, hardi, toujours prêt au voyage, le jeune curé des Acoules aime la vie et les gens. On vient de loin se confesser à lui : les femmes, surtout ; les femmes, hélas ! Car nombre de maris prennent ombrage de la nouvelle dévotion de leurs épouses. Certaines ne quittent presque plus leur confesseur : ce ne sont que retraits, prières, méditations, processions, pèlerinages. Avec force bons repas. Y avait-il péché dans cette familiarité de Louis avec les femmes ? Sans doute le connaissait-on pour un homme sensuel. Mais les mœurs du clergé à son époque étaient assez libres pour que sa conduite ne fasse pas scandale : il n'y avait rien de précis à lui reprocher.

Le drame se noue à Fontaine-Obscure, dans cette bastide ombragée, riche de fruits et de bons vins, où Gaufredy s'égare souvent, avec Mme de Demaloux, l'aventure de sa fille, Madeleine. Dès sa petite enfance, celle-ci montre une pitié qui annonce peut-être une vocation religieuse. La fillette est ravissante, douce, diaphane, toujours un peu souffrante. Gaufredy s'intéresse à elle. S'est-il un temps un peu trop « intéressé » aussi à sa mère ? Toujours est-il qu'il aidera l'enfant à s'élever chez les unsilines de Marseille.

Raymond Jean fait revivre l'atmosphère de ce couvent où les jeunes filles enfermées sont partagées entre les curiosités qui les entraînent et des excès de repentir, des expiations, des extases où elles s'abandonnent à qui mieux mieux. C'est dans ce climat brûlant que Gaufredy va venir visiter sa protégée, lui demander des nouvelles de sa vocation afin de l'aider à prendre la décision la plus raisonnable pour son avenir. Il se promène avec la jeune fille sous les arbres, épie par les autres pensionnaires. C'est à lui qu'il voudra se confesser, à lui, à qui tendra de l'étonner par des péchés intéressants et sans. Une certaine Louise, Capreau, surtout, s'évertue à se distinguer.

Après son départ, Gaufredy laisse un sillage de passion et de trouble. On souffre, on s'exaspère, on ne dort plus. L'homme a-t-il jeté un sort aux jeunes filles ?

Madeleine est, une fois de plus, malade : et si c'était un démon qui la tourmentait ? Louise Capreau se déclare possédée. Elle se contorsionne, se tord, se convulse, avoue qu'elle est habitée de plusieurs diables, et accuse Gaufredy d'être le « prince des magiciens ». L'affaire devient publique. Le théâtralisme de Louise fait recette. On vient de

loin pour avoir le plaisir de frissonner d'horreur quand elle se démeine, hurle, vocifère et raconte les abominations du sabbat. Madeleine est gagnée par cet exemple contagieux : entre deux évanouissements, elle avoue que Gaufredy l'a ensorcelée pour « jouer d'elle à sa guise ». Tout est en place pour que le piège se referme sur le curé des Acoules.

## PORTRAIT D'UNE IMAGE

★ LA MÈRE DENIS, de Serge Graitoux, éd. Jean-Pierre Delarge, 218 pages, 35 francs.

UN sourire si énorme qu'il étire les paupières, un éclat de malice dans un regard embusqué, des mains solides et veinées comme des bottiers, une silhouette bleue à genoux devant un drap à l'écotante blancheur : reconnaissez-vous la mère Denis ? Vous l'avez vue parmi les « spots » de la télé, entre deux réclames sur les murs de votre ville. Vedette pour une marque de machine à laver, cette lavandière du Cotentin avait ce qui manque parfois à l'acteur : l'authenticité. Symbole déculpabilisant, la vieille dame tendait la main par-dessus les générations aux femmes des H.L.M., utilisatrices des merveilleuses à servo-moteur, ce qui est bon pour le développement du chiffre d'affaires. Idée de génie d'un publicitaire, la réussite a été totale en Europe, aux Amériques, au Japon. Les médias, qui ne sont pas à l'abri des anachronismes, retrouvaient dans cette grand-mère réjouie une image correspondant au cliché, celui d'une France aux prises avec le vingtième siècle.

Serge Graitoux a voulu connaître le personnage derrière la belle image et il a écouté la mère Denis, dans ce village du Cotentin où demeure « la lavandière la plus célèbre de France ». Il a en fait surtout entendu des silences ; ceux de la maison à peine troublés par le coucou de l'horloge, ceux du ru frémissant dans la campagne, ceux d'une vie de femme de quatre-vingt-trois ans. Silences de qualité qui font resurgir à la mémoire les souvenirs des épreuves rurales comme durant de séquences de film muet, des réminiscences pétries dans l'album de cartes postales : jolies. Car, pour le reste, qu'a-t-elle à dire, la mère Denis ? Précisément, quelques émotions a-t-elle ressenties ? La perte d'un chien — c'est tragique, en effet, pour une enfant. La vie dure que fut sa jeunesse dans sa famille bretonne — tôt levée, tôt couchée, on le sait. Les émois de la fiancée, de la jeune mariée — du tout-venant plutôt que de l'ordinaire. Les maternités successives — c'était ainsi autrefois. L'emploi de garde-barrière — les durs matins gelés, certes. La guerre, le divorce, la mort de ses compagnons — c'est la vie.

Tout cela est raconté, bien raconté, et, disons-le, on se sent coupable de rester insensible à la lecture de ces malheurs. Pourtant, on voudrait partager, allons, allons ! lorsqu'elle se retrouve seule, qu'elle doit laver le linge par tous les temps pour, selon la triste expression, gagner sa vie. Mais la mère Denis est pourvue d'une telle sagesse, d'une telle vitalité, qu'on ne lui accorde pas les soins qu'attendent les natures fragiles. Et puis, elle exige peu, elle n'exige même rien, et « l'intrusion de la célébrité et de l'argent chez cette vieille femme ne modifie pas le vieux fond réaliste de la paysanne française, dont le bonheur est ailleurs », proclame le prière d'insérer. Le bonheur est ailleurs, soit, mais où ? On voudrait connaître sinon la recette, du moins le ressort.

La vie de la mère Denis ne fait ni trembler, ni vibrer, ni changer. Le portrait déjoue le cliché. L'image de la paysanne immobile et épanouie, fantasme de citadin, rassure les propriétaires de résidences secondaires et fait vendre les machines à laver. Quel demander de plus quand on a trouvé la tête de l'emploi ?

BERNARD ALLIOT.

Raymond Jean s'est appuyé sur des documents authentiques pour suivre les étapes du procès-sus fatal. Comment l'inquisiteur Michaëlis conduisit sa pseudo-enquête : comment, par sottise et par peur, les défenseurs de Gaufredy l'abandonnèrent l'un après l'autre et, même, comment ils renchérisaient sur les accusations de ses ennemis ; c'est un mystère, on le sait bien, qui n'appartient pas au propre à la Provence du dix-septième siècle, car ces bouffées de folie collective et cette lâcheté sont de toujours. On retrouve ici chez l'auteur la même indignation qui lui faisait naguère prendre le parti de Gabrielle Ruquier contre ses persécuteurs.

Dira-t-on que la *Fontaine obscure* est une étude historique plutôt qu'un roman ? Mais tous les romans ne se construisent-ils pas à partir d'événements qui appartiennent au réel, au vécu ? Raymond Jean est de ceux que stimule la cohésion interne du « vrai » : ce que les documents, lui, n'ont pu lui dire, il le retrouve et le recrée par l'imagination, comme nous suppléons aux défaillances inévitables de la mémoire quand nous tâchons de raconter notre propre vie, qui est ce que nous devrions connaître le mieux et où, pourtant, bien des interprétations de nous-mêmes par nous-mêmes sont incertaines, inventées, filles de l'art bien plus que du naturel.

Au sortir de cette lecture, il nous semble avoir suivi le vivant reportage d'un témoin attentif : mais aussi, comme Raymond Jean est un témoin venu de notre temps, qu'il n'hésite pas à parler le langage de la psychanalyse ni à évoquer l'affaire Dreyfus, nous ne pouvons qu'être saisis par le caractère contemporain de cette coalition contre un homme seul. *La Fontaine obscure*, ce n'est décidément pas un film en costumes : c'est un avertissement.

JOSANE DURANTEAU.

— RECTIFICATIF : dans « le Monde des livres » du 15 octobre, dans l'article consacré à la collection « Mémoires de l'Asie » (p. 82), il fallait lire : « C'est en effet à Adana que l'Occident subit sa première défaite devant les troupes de soutien (la deuxième étant la bataille de Trowitsina, au cours de laquelle l'amiral japonais Togo anéantit la flotte russe) », et non l'inverse.

Tahar Ben Jelloun

## LA RÉCLUSION SOLITAIRE

roman

« Ce livre lyrique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme. Il incrimine l'exclusion générale qui règne dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés. »

François Bott / LE MONDE

« Les Lettres Nouvelles » dirigées par Maurice Nadeau

denoël

le monde en devenir

Réflexions sur le nouvel ordre économique international

143 pages 12 francs

Commandes : Librairie de l'Unesco 2, Place de Fontenay 75700 Paris unesco

LE NOUVEAU  
**COMMERCE**  
CARTIER 33

JULIEN GRACQ      Souvenir  
d'une ville inconnue

ANDRÉ DALMAS : le Musée de l'homme  
MARTINE BRODA : Route à trois voix  
CLAUDE MOUCHARD  
Fuite et fusion bleue des pouvoirs-penser

H. MELVILLE      BARTLEBY  
trad. nouv. de Michèle Crouzet

Index (1924-32) de **COMMERCE**, présentation de G. LIMBOUR.

En librairie le cahier : 25 F.      Abonnements : 50 F.  
78, boulevard Saint-Michel, PARIS

**ANDRÉ STIL**  
**Romansonge**

« Très rares sont les vrais romans d'amour : celui-ci atteint à la pureté des grands mythes ».

JOSANE DURANTEAU "LE MONDE"

**JULLIARD**

**PASOLINI**

**l'expérience hérétique**

ANGUE ET CINEMA - LANGUE ET CINEMA - LANG

préface de Maria-Antonietta Macciocchi

TRACES PAYOT



# Wittgenstein, philosophe inclassable

## UNE VIE DE LÉGENDE

La vie de Ludwig Wittgenstein fut celle d'un ermite de la pensée. Un ermite nomade, qui ressemble à une figure de légende. Il naît à Vienne, le 26 avril 1889, dans une riche famille de la grande bourgeoisie juive. Son père, gros industriel, est un « ami des arts », amateur de Brahms et de nombreuses personnalités. Après trois années au collège de Linz, où il lit Schopenhauer, Wittgenstein, à dix-sept ans, part à Berlin faire ses études d'ingénieur.

En 1908, il s'inscrit à l'université de Manchester pour entamer des recherches sur l'aéronautique. C'est en se confrontant aux problèmes posés par ces travaux, qu'il se tourne vers les mathématiques pures, puis vers la question de leurs fondements philosophiques, déjà abordée par Russell et par Frege. Sur le conseil de ce dernier, auquel il rend visite à l'école en 1911, il suit les cours de Russell au Trinity College. « Au terme de son premier trimestre à Cambridge, raconte Russell dans ses *Portraits of Memory*, il vint me voir et me demanda : « Voulez-vous me dire, si je suis complet, si je suis complet ? » Parce que, si je suis complètement idiot, le deviendrait-il aussi ? Mais si ce n'est pas le cas, alors je devrais être philosophe. » (...) Au début du trimestre suivant, il m'apporta un texte qu'il avait écrit ; après avoir lu seulement la première phrase, je lui dis : « Non, vous ne devez pas devenir aéronaute. »

En 1913, Wittgenstein part vivre, plus d'un an, dans une hutte qu'il a construite de ses mains, à Skjolden, en Norvège. Engagé volontaire dans l'armée autrichienne, il écrit pendant la guerre le *Tractatus logico-philosophicus*, à partir de petits carnets accumulés dans son sac à dos. Publié en 1921, ce sera le seul ouvrage édité de son vivant.

Après la guerre, il abandonne la philosophie, jugeant n'avoir plus rien à dire à son sujet. Il distribue la fortune héritée de son père, et devient, de 1920 à 1926, instituteur dans des villages isolés de Basse-Autriche. On le retrouve ensuite jardinier dans un monastère, à Hiltfeld, puis on le voit construire, pendant deux ans, une maison à Vienne pour l'une de ses sœurs.

Diverses rencontres l'incitent à reprendre ses travaux philosophiques. Auteur déjà mondialement connu, il s'inscrit à Cambridge, comme simple étudiant. Devenu chercheur au Trinity College, il écrit, entre 1930 et 1935, les *Recherches philosophiques* et la *Grammaire philosophique*, qu'il ne publie pas. Des copies ronéotées de ses « cours » — des méditations poursuivies dans son appartement, face à quelques étudiants — circulent sous le nom de « Cahier bleu » puis de « Cahier brun ».

Après une visite en U.R.S.S. en 1935, il retourne dans sa cabane norvégienne, avant de revenir à Cambridge, où il est nommé professeur en 1939. Il démissionnera de sa chaire après la seconde guerre mondiale, où il fut brancardier, pour partir, en 1948, vivre dans une hutte de pêcheur, à Galloway, sur la côte irlandaise.

Des voyages aux États-Unis, à Vienne, en Norvège, marquent les derniers moments de sa vie. Il meurt d'un cancer, le 29 avril 1951, à Cambridge.

ROGER-POL DROIT.

## LA TERREUR DES LETTRÉS

★ LE MYTHE DE L'INTERIORITY, explication, signification et langage privé chez Wittgenstein, de Jacques Bouveresse. M. de Minuit, coll. « Critique », 728 p., 70 F.

L'ONGTEMPS, j'ai lu Wittgenstein comme j'allais chez le dentiste de mon enfance : y subir la roulette pour mon bien. La première fois (c'était vers le milieu des années 30) que j'ai mis le nez dans le *Tractatus*, mon sentiment fut de déception, au sens propre. Je marchais dans un désert de solitude dont aucun paysage ne m'était familier. De ces mots, l'ombre même n'était étrangère, il fallait pourtant persévérer. Ce contrepoint, ce livre écrit à contre-discours vous met, et se met lui-même à la question. Bonne machine à briser les pensées certifiées et les notions conceptuelles. Mais le premier pas coûte beaucoup : il faut offrir à cette machine dévorante nos propres rêveries philosophiques.

C'est pourquoi on saura gré à Jacques Bouveresse, en ce temps où les romans s'enflent au point de nous rendre sourds, d'avoir pris fait et cause pour Wittgenstein. Ce n'est pas qu'il prononce quelque apologie, simplement, en une minutieuse et fidèle analyse, il conduit, le temps de sept cents pages, pas à pas, son lecteur au cœur de ce labyrinthe.

Le titre de ce travail, *Le Mythe de l'Intériorité*, pourrait donner à croire que Bouveresse aborde Wittgenstein d'un seul côté. Mais ce titre concerne en son entier le cours des pensées du philosophe, depuis le *Tractatus* de 1921 jusqu'à *De la certitude* de 1953, jusqu'à la dernière œuvre écrite le 27 avril 1951, deux jours avant sa mort. Il concerne aussi la question qui, dans les temps modernes, palpitait au cœur de la philo-

sophie : qu'en est-il de ce qu'on nomme « sujet » ? Qu'en est-il du langage ? Quel est son point d'attache ? Est-il possible de désigner un champ originel d'où naîtrait une parole inaugurale dont celui qui se veut philosophe aurait à se rendre possesseur en une intimité sans distance ? Ces problèmes, Wittgenstein ne les a pas résolus à la façon dont on dit que l'on résout des problèmes. Il en a proprement concassé les termes et pulvérisé l'énoncé.

Il n'y a pas lieu de résumer le travail de Bouveresse : il faut y aller voir. Cependant, de la lecture de ce livre se dégage, non pas une conclusion (ce qui concerne Wittgenstein repousse tout espoir de conclusion), mais plutôt quelques choses comme une proposition. Celle d'une espèce d'un style philosophiques entièrement originaux et à peu près déracinés. Wittgenstein philosophe ? Qu'est-ce que cela veut dire, s'il est vrai que l'on entend dire aussi de Hegel, de Husserl ou de Heidegger, par exemple, qu'ils furent philosophes ?

### Un style d'ingénieur

Commençons par le style. Si vous lisez Rissler ou Heidegger (de ce point de vue pas de différence), vous avez l'impression que quelque chose, en un discours articulé, se parle, et qu'en se parlant il rend manifeste ce qu'il pense devoir dire et à quel il adhère. La rhétorique est ici purement discursive : ce qui est proposé comme le vrai est professé et n'est contrôlé que dans les longues articulations d'un discours qui veut vous entraîner à sa suite.

Lisez le *Tractatus*. Rien ne vous entraîne. Si vous lisez « à la suite », vous êtes perdu. Au contraire, tout vous arrête et semble, jusque dans la forme aphoristi-

que, spécialement proposé pour vous arrêter. C'est une autre parole philosophique, faite, non pour vous convaincre de la manière d'une plaidoirie, mais pour faire naître en vous des pensées homologues à celles qui sont écartées et dont il vous incombe de faire l'épreuve, jusqu'à ce que vous ayez compris de quoi il est question.

Ce n'est plus là le style d'orateur ni de professeur, mais plutôt, style d'ingénieur ou d'architecte, bref d'un homme de l'art à qui l'on demanderait : « Mais comment vous y prenez-vous ? » et qui répondrait en exhibant l'œuvre elle-même, le plan de la machine, et dirait : « Voyez vous-mêmes, je n'ai rien de plus à vous dire que ce qui est écrit là. »

### Une belle descendance

Les descendants, pourtant, ne lui manquent pas. Le positivisme logique, bien qu'à cet égard lui-même ait pris soin de marquer sa distance, mais il demeure surtout, avec d'autres, à l'origine d'un des courants les plus vivants de la philosophie contemporaine : la philosophie analytique anglo-saxonne.

C'est que son intervention n'a pas été un changement de style. Certes, lorsqu'on relit aujourd'hui le *Tractatus*, on mesure toute la distance qui sépare le projet de sa réalisation. Wittgenstein voulait guérir la philosophie de ses maladies de langage. Le remède proposé contenait plus que le malade n'en pouvait supporter, plus que l'auteur lui-même n'aurait pu en dire. Exhilarer, pour en finir avec les fau-

Je dirai donc du *Tractatus* qu'il est œuvre d'ingénieur, non pas parce que l'on sait que son auteur a été ingénieur, mais parce que, si on le lit assez longtemps et très fréquemment, on finit par voir qu'il contient toutes les instructions nécessaires à la compréhension. Bien sûr, le résultat n'est pas garanti : la difficulté est de les faire fonctionner ensemble. C'était là une bonne manière de briser le cercle de famille, la complicité culturelle des philosophes qui, tous, ont en commun au moins quelques ancêtres. Pour Wittgenstein, il a beaucoup aimé et pratiqué Schopenhauer, mais il n'a pas pensé à sa suite, et de ce point de vue il n'a été le descendant de personne.

semblants (le sujet, l'intériorité, etc.), la forme même des connexions légères qui constituent la pensée comme tableau logique des faits, c'était là un programme exorbitant. Et l'on sait que Wittgenstein a peu à peu renoncé à sa théorie de la « proposition-tableau » qui constituait une des pièces maîtresses du *Tractatus*. Théorie au premier abord étrange, mais qui se comprend très bien si on la rapporte aux procédures du mathématicien (pensées à la représentation conforme par laquelle on construit dans le plan les cartes géographiques), du mécanicien qui construit le modèle abstrait d'un système de corps en mouvement (cf. Hertz, que Wittgenstein appréciait beaucoup), ou plus simplement du musicien qui écrit une partition.

### Les questions « impertinentes »

L'essentiel, cependant, n'est pas dans cet abandon, mais dans l'entêtement avec lequel Wittgenstein, en dépit de ces ratures, et même grâce à elles, a persévéré dans son projet thérapeutique. C'est sur ce chemin que, d'une façon qui lui est propre, il restaure la philosophie en l'arrachant à ses brumes séculaires et en dissipant les fantômes qui la hantent encore. Ces fantômes et ces brumes sont des formations fautive, produites dans le langage, comme le seraient des erreurs de grammaire. Sous le nom de philosophie, on n'entend pas une science parmi les autres ni, à plus forte raison, au-dessus des autres, mais une rigoureuse et vigilante discipline du parler et de l'écriture dont la mise en œuvre devrait permettre d'annuler les questions « impertinentes » et de montrer, ce qui est fort important, pourquoi et en quelle région de l'usage du langage elles se forment.

Un exemple. Imaginons qu'un ami, rentrant d'un voyage au Japon, vous en rapporte quelques objets, mettons un transistor. Il est possible que votre ami ait acheté après son retour le transistor dans un magasin français. Il est légitime que vous éprouviez quelque doute à ce sujet. Mais s'il vous répète : « Je l'ai acheté au Japon » et que vous ayez confiance en lui, vous aurez tendance à le croire, et vous lui direz merci. Wittgenstein ne vous tiendrait sans doute tel rigueur ni de vos doutes ni de votre assurance.

Pourtant, vous pouvez — qui vous en empêche ? — devenir subitement très pointilleux, et vous dire : « Le Japon ? Quel Japon ? Qui me dit qu'il n'est allé ? Et qui me dit qu'il n'existe quelque chose comme le Japon, à moi qui n'y suis jamais allé ? Et même si j'allais en ce lieu que l'on nomme ordinairement « Japon », qui me dit que c'est dans le lieu même que l'on nomme ainsi que je me trouverais effectivement ? Me serait-il possible de confronter les sensations que j'éprouverais alors avec toutes celles dont ont parlé ou pour-

raient parler tous ceux qui sont allés au Japon ou y vivent, pour voir si elles concordent entre elles, et déterminer par là si c'est bien du même lieu nommé « Japon » qu'il est question ? »

Tant que vous en restes là, le diagnostic de Wittgenstein sera, si je ne me trompe, que votre maladie est grave, mais non mortelle, que vous avez tout de même à vérifier jusqu'au bout, que c'est là mal user du langage, pêcher contre la grammaire et que, en dernière analyse, vouloir vérifier vos propres sensations, et les traiter comme si elles existaient à la manière des choses physiques est une absurdité. A ce point, si vous entrez dans les vues de Wittgenstein, vous pouvez guérir.

Mais vous pouvez vous entêter, et dire : « Je ne croirai à l'existence du Japon que si on me le montre d'abord que le monde existe. Jusqu'à nouvel ordre, je ne crois que ce que je sens, et il n'y a d'autre monde que le mien. D'ailleurs, cela me suffit : à partir de là, je vais procéder tout seul. » Ici le diagnostic serait sombre, et on vous inviterait à tout reprendre par la base et à vous demander si vous avez bien le droit de parler du monde comme on parle du Japon, et si lorsque l'on dit « le Japon existe » et « le monde existe », on s'autorise du même usage du mot « existe ».

Certes, les questions que pose Wittgenstein sont beaucoup plus sérieuses que celles que, pour les besoins de la cause, je me pose ici : elles aussi dépendent de questions de l'apparence minime, indigne, croit-on, d'attirer l'attention d'un philosophe patient et lettré qui se tiendrait pour le descendant de Kant ou de Platon. A ce philosophe, peut-être, serait salutaire la dure médecine que Wittgenstein propose. Encore lui faudrait-il franchir le seuil, et il ne saurait pour cela trouver de meilleur guide que Bouveresse.

JEAN-TOUSSAINT DESANTI

## Les rencontres à la Fnac

Une semaine consacrée aux poètes et à la poésie d'aujourd'hui

### Hommage à Jean Mahier

...avec des lectures de ses œuvres et des témoignages de ceux qui ont connu ce grand poète récemment disparu (« Le Nom secret » et « Possible imaginaire », publiés aux éditions Oswald).

Mardi 26 octobre, de 15 h à 16 h 30

### Les nouveaux courants poétiques en France et en Europe

Une rencontre autour de ces écoles que sont le manifeste froid, le nouveau réalisme, la poésie sonore, etc.

...avec Claude Bonnefoy (La Quinzaine littéraire), Serge Bideau (critique, poète ; anthologie « Poésie contemporaine de langue française depuis 1945 », éd. Saint-Germain-des-Prés), Patrice Delbourg et Olivier Kneepelt (poètes et animateurs de la revue Exit), Jean-Luc Maxence (directeur des éditions de l'Athénor ; « Croix sur table », aux éditions Saint-Germain-des-Prés), les peintres Ivan Mestac et Gérard Schlosser, Jean Orizet (directeur littéraire aux éditions Saint-Germain-des-Prés, poète ; « En soi le chaos », prix Max-Jacob), Jean-Claude Renault (éditions Plasma).

Mardi 26 octobre, de 18 h à 19 h 30

### Les enfants, ces poètes...

C'est là une rencontre spécialement dirigée vers les enfants. Dans le cadre d'un atelier de création collective poétique, animé par Jean-Hugues Malineau (« Des jeux pour dire, des mots pour jouer », aux éditions L'Ecole des loisirs).

Mardi 27 octobre, de 15 h à 16 h 30

### Enfants, poètes et pédagogues

Un débat qui partira des travaux effectués par l'atelier d'enfants, lors de la précédente rencontre.

...avec Jean-Pierre Balpe (revue « Action poétique », Elisabeth Bing (« Et je nageais jusqu'à la page », éditions des Femmes), Jacques Champetier (animateur culturel ; « Poèmes pour les jeunes du temps présent », Ed. ouvrières), Georges Jean (animateur du Centre international poésie-enfance ; « Les mots du resac », chez Seghers), Jean-Hugues Malineau (poète et auteur d'anthologies poétiques pour les enfants), Hélène Martin (compositeur-interprète).

Mardi 27 octobre, de 18 h à 19 h 30

### Hommage à André Breton

Des lectures et des témoignages sur l'œuvre et sur la vie de l'auteur du « Manifeste du surréalisme » (J.-J. Pauvert éd.) pour le dixième anniversaire de sa mort.

Jeudi 28 octobre, de 15 h à 16 h 30

### Poésie du tiers-monde

...avec Tahar Ben Jelloun (« Les amandiers sont morts de leurs blessures », chez Maspéro), Tony Carls (« Le danseur mondain », éd. Henri Veyrier), Pierre-Jean Oswald (éditeur), José-Carlos Rodríguez (« Warachicuy poèmes », éd. hispano-américaine), Marc Rombaut (« La poésie négro-africaine », Seghers éd.), Raoul Rosa (poète des Caraïbes ; « Cris égarés », à paraître), Gérard-Félix Tchicaya U Tamsi (« Art musical », aux éditions Oswald).

Jeudi 28 octobre, de 18 h à 19 h 30

### Poètes inconnus et poètes méconnus

Des lectures et des évocations, pour rendre hommage à : Jean-Pierre Duprey (« Derrière mon double », éd. Soleil noir), Georges Herment (« Le brisé-fer », chez Gallimard), Gérard Neveu (« Fournaise obscure », aux éditions Oswald) et Danielle Sarrera (« Œuvre », publiés aux éditions Nouveau Commerce).

...avec François Bott (critique littéraire et poète ; « Les saisons de Roger Vailland », chez Grasset), Jean-Marie Guibai (ethnologue et poète, animateur de la revue Exit).

Vendredi 29 octobre, de 15 h à 16 h 30

### Existe-t-il encore des poètes maudits ?

Un débat auquel participeront Maurice Achard (journaliste aux Nouvelles littéraires ; « Week-end Work-end », à la Table ronde), William Clif (« Cahiers de poésie », chez Gallimard), Jean-Marie Debenedetti (animateur de la revue Soror ; « Eau fixe », éd. Saint-Germain-des-Prés), Bernard Delvalle (« La nouvelle poésie française », chez Seghers), Anais Dimitri (animatrice de la revue « Moutons » ; « La minuterie du soleil », éd. Age d'homme), Pierre Drachine (animateur des éditions Plasma ; « Les cris de la nuit », éd. Saint-Germain-des-Prés), Jean-Louis Givannoni (« Garder la mort », éd. de l'Athénor), Pierre Oster (« Chiffres en ballade », chez Hachette), Gilles Pudlowski (journaliste au Quotidien de Paris ; « Litanies du blues », éd. Saint-Germain-des-Prés).

Vendredi 29 octobre, de 18 h à 19 h 30

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup> (parking au 153 bis)  
Photo, cinéma, radio, tv, disques, vidéo, bi-fi. Et tous les livres 20 % moins chers (de 10 h à 20 h, du mardi au samedi ; jusqu'à 22 h le mercredi)

## BIBLIOGRAPHIE

• Les œuvres de Wittgenstein sont publiées en français aux éditions de Minuit (coll. « Critique ») : « La Philosophie malheureuse » (1971) et « Wittgenstein : la rhème et la raison » (1977).

• A signaler, également, trois petits livres de vulgarisation : « Wittgenstein », de Gilles-Gaston Granger (Seghers, coll. « Philosophie de tous les temps », 1969) ; « Ce que Wittgenstein a vraiment dit », d'Anthony Kenny (Ed. Marmont Université, 1975) ; « Wittgenstein, la logique d'un esprit », d'Armand Lagache (Ed. du Cerf, coll. « Horizon philosophique », 1975).

consacré à Ludwig Wittgenstein deux ouvrages publiés aux éditions de Minuit (coll. « Critique ») : « La Philosophie malheureuse » (1971) et « Wittgenstein : la rhème et la raison » (1977).

• A signaler, également, trois petits livres de vulgarisation : « Wittgenstein », de Gilles-Gaston Granger (Seghers, coll. « Philosophie de tous les temps », 1969) ; « Ce que Wittgenstein a vraiment dit », d'Anthony Kenny (Ed. Marmont Université, 1975) ; « Wittgenstein, la logique d'un esprit », d'Armand Lagache (Ed. du Cerf, coll. « Horizon philosophique », 1975).

سنة ١٤٠٠



Jeudi 15/10

ble  
TRES

# Le courrier de l'histoire

ALAIN GUÉRIN, CHRONIQUEUR DE LA RÉSISTANCE

## L'incandescence des souvenirs

\* LA RÉSISTANCE, CHRONIQUE ILLUSTRÉE 1939-1950, d'Alain Guérin, 3 volumes, 2112 pages. Livre Club Diderot, 13, bd Bourdon, 75004 Paris.

ENTRÉPRISE en 1970 sous le titre de *Résistance*, chronique illustrée, 1939-1950, l'ouvrage d'Alain Guérin est aujourd'hui achevé avec la publication du cinquième et dernier volume de cet ensemble. L'auteur en avait fixé l'ambition dès l'avant-propos du premier tome : « Tout ce que nous pouvons souhaiter c'est que, relisant le livre, nombre de ceux qui ont mené le combat et qui vivent la tragédie épique (...) puissent dire : « Oui, c'était bien ça... »

Ceux-ci ne devraient pas être déçus. Tant par le texte qui juxtapose les citations, les témoignages, fait parler les plus célèbres mais aussi les plus obscurs, que par une iconographie exceptionnelle qui, constamment le soutien et l'authentifie, lui donne sa respiration, et au-delà de la phrase restitue le cri, la « chronique » proposée est bien celle d'une époque. Mieux : elle est l'époque. C'est dire que son auteur a pris, sans détour, le parti d'être sans pitié. Il en résulte une plongée dans ce passé encore bouillonnant tel qu'il fut vécu par la Résistance, tel qu'il semblait qu'on ne veuille plus aujourd'hui le connaître. Alors, forcément il ne peut y avoir place pour l'équivoque, ni même pour la sérénité. Et Alain Guérin accepte, revendique cette audace, ce courage — car aujourd'hui c'est de cela qu'il s'agit — lui qui écrit dans son tome III : « Si pendant quatre ans, dans notre pays, la chasse à l'homme fut ouverte en permanence, ce fut quand même bien parce que quelqu'un avait décidé de fournir... »

texte, à leur suspicion, sinon à leur envie de rejeter un travail qui n'en restera pas moins considérable, scrupuleux jusqu'à donner l'étendue de la connaissance. Il est vrai que cette « chronique » n'entend pas concurrencer l'histoire de la Résistance en France, de Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché, à laquelle, d'ailleurs, elle se réfère souvent, ni même rivaliser avec elle. Il est encore plus vrai qu'elle ne prétend pas à la « sérénité » d'un Robert Aron dans ses histoires de Vichy, de la collaboration, de l'épuration. Il ne faut ici attendre nulle indulgence. On n'est pas en 1978. On est, jour après jour, en 1940, en 1941, en 1943 en 1944. Et on y est avec la Résistance, avec ses difficultés et sa détermination, ses peurs et ses succès.

### Une réaction à la « mode rétro »

Aussi bien n'est-ce pas un langage — dans le vent — qui se fait entendre. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux il semble même qu'Alain Guérin et son équipe, Dominique Decobbe, Jean-Freire et Jacques Varin paraissent avoir été admirés par les néoconservateurs d'une réaction aux accommodements de la « mode rétro », de ses livres ou de ses films dans la manière des *Bons et les Méchants*. Mais ce n'est pas uniquement pour cela qu'on trouve au tome V tant de rappels, tant de noms et d'écrits. Il ne s'agit pas seulement, en les citant les uns et les autres, de dénoncer « l'oubli systématiquement organisé, les intempératives réhabilitations au bénéfice du talent ». Il s'agit d'abord de dire que cela fut ainsi, que la revue *Documentation des cadres de la milice française* exaltait Montherlant, que Paul Morand

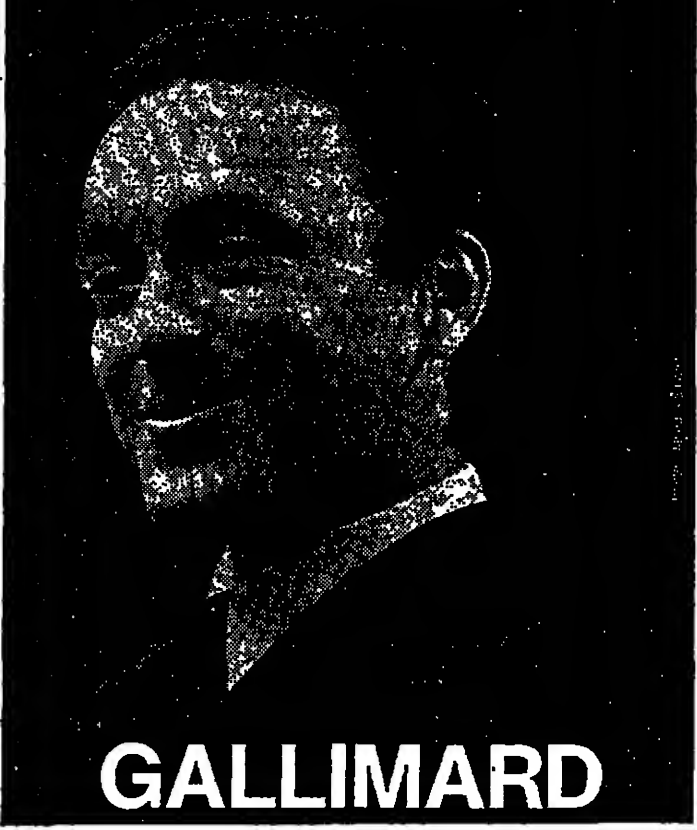
fut l'auteur au temps de la faim, d'une *Chronique de l'homme maigre* qui fait mal à relire, que l'antisémitisme de Céline, quand il s'exprimait entre 1940 et 1944, ne pouvait être tenu par la Résistance pour un simple délire. La mémoire doit savoir être impitoyable quand restent incandescentes les souvenirs.

En de tels chapitres, comme en ceux où sont définies les différences entre tous les services — de police, de renseignements, de répression, — on pourra se demander si l'ouvrage n'aurait pas dû s'intituler : « l'Occupation » plutôt que « la Résistance ». Ce serait perdre de vue l'ensemble. La difficulté qu'il y avait à le dominer était d'autant plus grande qu'à la méthode chronologique avait été préférée la méthode thématique avec son danger de redites. Il a été évité, mais, d'un volume à l'autre, on ne pouvait échapper à des répétitions, des correspondances, des empiétements.

En tout cas, de la montée victorieuse des fascismes dans les années 30 à la libération, rien n'a été laissé de côté, ni le pacte germano-soviétique, ni Londres, ni Alger, ni Moscou, ni la naissance des révoltes, ni les raisons des révoltes, ni les difficultés de leur unité, ni la réticence des affrontements, ni même les dures nécessités de la haine. Des points pourront se discuter. La réussite restera d'avoir pu obtenir des concours de tous les horizons, des préfaces de personnalités aussi diverses que Louis Saliant, Jacques Debô-Bridel, Marie-Madeleine Fourcade, Jacques Bounin, Henri Rol-Tanguy, et d'avoir, pendant six ans, apporté tant de soins à la recherche que des hommes qui n'avaient pas parlé ont accepté de le faire. Le travail mené l'a été à bien. Dans quel esprit, avec quelle méthode ? Personne mieux que l'auteur, ne pouvait répondre ? — J.-M. TH.

## DIDIER MARTIN Il serait une fois...

« La réussite de Didier Martin, tient justement à ce que son livre, qui est une réflexion ironique sur le conte, n'en anéantit pas la magie. L'illusionniste montre le secret des tours, mais, ce faisant, il sauvegarde et même accroît, les pouvoirs de l'illusion. »  
Jacqueline Piatier - Le Monde



GALLIMARD

ROLF LIEBERMANN  
actes et entractes  
éditions STOCK

## « Lutter contre une falsification ambiante »

QUARANTE-QUATRE ans, un visage dont la rondeur rappelle celui du Balzac de Gérard Seguin. La voix est naturellement basse et lasse. Peut-être joue-t-elle un peu de cette lassitude qui n'est qu'apparente. Avant la *Résistance*, il fut un auteur divers : *Commande Suprême* en 1968, le *Général gris* en 1969, les *Commandes de la guerre froide* en 1969. Il y a aussi le poète de Suzanne, le romancier de recherche de *Un bon départ* ou de *Notes confuses à Elisabeth W.*

Ce n'est pas cet écrivain-là qui parle aujourd'hui. Alain Guérin serait-il devenu historien ? Il refuse le titre tout net.

« Robert Aron, Henri Noguères, les sont, oui, mais j'ai voulu justement que les résistants s'y retrouvent, qu'ils n'aient pas l'impression qu'on leur parle d'une époque qu'ils ne reconnaissent pas. »

— Être communiste interdisait-il d'être sincère et honnête ? Je dis bien : sincère, car je tiens l'objectivité pour un mythe, tout comme la sérénité. Mais j'ai pratiqué la sincérité et tendu à l'honnêteté.

### De l'idéologie à la vérité

— Cela ne va-t-il pas à l'encontre de votre analyse selon laquelle la collaboration fut plus vénielle qu'idéologique ?

— Bien sûr, l'idéologie était présente. On peut même dire que la « révolution nationale » de Vichy fut la revanche des « bien-penseurs » sur la « populace du Front populaire ». Et il est vrai que les politiciens de Vichy, comme les leaders des partis de la collaboration, ont publié des programmes, des textes, etc. Mais dans la réalité de leur pratique politique, plus encore dans le recrutement de leurs fidèles, ce qui apparaît ce n'est plus tellement l'idéologie, c'est la recherche d'une protection par l'occupant et celle des innombrables avantages que cet occupant apportait à ceux qui acceptaient de le servir. Car les nazis voulaient des serviteurs beaucoup plus que des partisans. Les rapports ont été beaucoup plus ceux de policiers à indicats que de théoriciens à disciples. Je ne suis pas le premier à constater que les « bureaux d'achats » de l'Abwehr et les « enveloppes d'Abetz » ont beaucoup plus fait que la lecture de *Mémoires* de Kamlip.

était speaker des émissions, en langue française à la radio française tandis que le futur colonel Fabien se trouvait dans les Brigades internationales. Ce n'était pas un hasard.

Propos recueillis par J.-M. THEOLLEYRE.

## Un événement dans l'édition : L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique sociale ou économique ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

**C'EST UNE ŒUVRE COLLECTIVE**

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, historiens, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection, dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

**DIRECTEURS DES TOME**

Tome I — Des origines à 1453 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen)

Tome II — 1453 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier)

Tome III et IV — 1600 à 1715 : Anne USERSFELD (Sorbonne)

Tome V — 1715 à 1789 : Roland DESNE (Université de Reims)

Tome VI et VII — 1789 à 1794 : Michèle DUCHET (École normale supérieure de Fontenay)

Tome VIII — 1794 à 1804 : Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours)

Tome IX et X — 1804 à 1814 : Claude DUCHET (Université de Vincennes)

Tome XI et XII — 1814 à nos jours : Pierre BARBERIS (École normale supérieure de St-Cloud), et Claude DUCHET (Université de Vincennes)

**PRÉSENTATION**

12 volumes élégamment reliés gravés à l'encre d'après des originaux.

Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites.

**L'ICONOGRAPHIE**

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

**UNE CRITIQUE UNANIME**

« L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE sera de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition. » (Jacques CELLARD, *Le Monde*)

« Enfin une HISTOIRE LITTÉRAIRE comme les socialistes en rêvaient. » (La Nouvelle Revue socialiste)

« Une réussite ! C'est beau, c'est savoureux, c'est substantiel... » (M.L. COUDERT, *Humorité dimanche*)

« Loin de reprendre de vieilles classifications universitaires, L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE — dégage les lignes de continuité et les points de rupture et met en évidence les œuvres qui concourent avec notre sensibilité comme avec les recherches de l'avant-garde. Voilà qui mérite d'être signalé ! » Claude BONNEFOY, *Le Quotidien de Paris*

« Une entreprise stupéfiante, gigantesque... » (J. PRATEAU, *Le Figaro*)

PLUS QU'UNE ENCYCLOPÉDIE, C'EST UN VÉRITABLE PANORAMA DES ARTS ET DES LETTRES

## DEMANDE DE DOCUMENTATION

à retourner à Culture Arts et Lettres  
24, rue de Rocroy — 75010 PARIS

Intéressé par l'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE (Éditions Sociales), je désire être documenté sur cette collection. Si je décide de souscrire, je bénéficierai des conditions exceptionnelles de lancement.

Nom et prénom : .....  
Adresse complète : .....  
Profession : ..... Téléphone : ..... Signature : .....

M 10

### Alors une réplique à Aron, Paul Guérin ?

— Si l'on veut. Pour ce qui est de Noguères, je n'ai pas eu le même souci que lui. Je ne prétends pas comme lui être exhaustif dans un domaine précis. J'ai cherché davantage à donner les motivations des résistants, ce qu'ils avaient d'exceptionnel par rapport à d'autres époques de l'histoire de France.

### Il y avait plusieurs façons de se battre.

— Mon ambition première fut de pouvoir offrir le choix le plus vaste possible de citations, de pièces tirées aussi bien de témoignages inédits que d'ouvrages très ou très peu connus, aussi bien de rapports de police que de souvenirs de personnes aussi inhabituelles dans cette affaire que la Manouche de Roger Peyrefitte ou le cambrioleur Paul Della-pla. À partir de tous ces éléments, on pouvait donner à voir, on pouvait construire une sorte de collage et de kaléidoscope. J'avais même rêvé d'un livre fait uniquement de citations.

### Il y avait aussi que ce serait utopique, car « mes mouvements d'humeur devant tout ce que je découvrais m'amenèrent à intervenir et même à polémiquer avec mes témoins ».

### Qui dit polémique dit engagement. Dès lors le livre était politique, devenait un acte politique.

— Ce ne pouvait pas être autrement.

### Vous êtes membre du parti communiste ?

— Oui, depuis 1960.

Il dit cela comme on relève un défi.

### Sincérité contre sérénité

— Ne va-t-on pas tenir l'ouvrage, non peut-être pour une histoire communiste de la Résistance, mais pour cette histoire vue par un communiste ?



## OCTOBRE 1976

## LE MONDE

## ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

\* Michel Robert : *La Réunion — Combats pour l'autonomie*.

Éditions l'Harmattan, 258 p., 35 F.

L'histoire des départements et territoires français d'outre-mer est peu connue. Le genèse et l'évolution des sentiments autonomistes le sont encore moins. Le livre de Michel Robert comble une lacune. Il allie une présentation claire et une documentation importante à un style agréable.

On suivra donc sans lassitude la succession de ces « combats pour l'autonomie » et l'on en saura les causes. (Il faudra toutefois tenir compte du fait que l'auteur adhère aux thèses du P.C. réunionnais.) On comprendra le processus —

semblable dans tous les DOM — qui conduit les communistes à prôner l'autonomie après avoir été, en 1946, les plus ardents défenseurs de la loi de départementalisation. On verra concrètement que cette démarche politique a pour véritable enjeu la fin d'un aliénation et l'émergence d'une identité réunionnaise.

Il faut lire avec une particulière attention les pages que Michel Robert consacre à la langue créole. Sait-on assez qu'à la Réunion, l'école, pour un enfant, c'est d'abord l'interdiction de parler la langue de sa mère, le créole ? Sait-on que cette réglementation date de 1887 et que, le 19 juin 1976, M. Antoine Gloux, vice-recteur, en rappelait récemment les termes aux enseignants qui « font pratiquer le créole dans certaines classes élémentaires ou maternelles » ? N. J. B.

\* François Fontvielle-Alquier : *Plaidoyer pour la IV<sup>e</sup> République*.

Robert Laffont, 376 p., 42 F.

Le journalisme doit être un « anti-pouvoir » : c'est M. Gloux d'Étampes qui le dit, et il doit savoir ce qu'il en est. Voici qu'un journaliste politique, fort de trente années d'observation de la vie publique et de sa connaissance de l'histoire, troque soudain la robe rouge du procureur pour la robe noire de l'avocat.

François Fontvielle-Alquier a eu l'excellente idée de regarder « en seconde lecture », comme on dit au Parlement, la IV<sup>e</sup> République à travers le prisme de la V<sup>e</sup>. Sans doute souffrait-il du discrédit où était tombée cette République malaimée qui n'a trouvé que peu de défenseurs et n'a cessé depuis dix-huit ans d'être accablée par les réquisitoires.

Il plante avec loyauté et esprit le décor du procès, présente sans complaisance les pièces du dossier. Après la flèche des accusations, voici le bilan : aux yeux de notre auteur, il est largement positif. Est-ce à dire que l'accusée mérite l'acquiescement ? Non, mais si elle est parfois indéfendable, elle mérite à d'autres égards les plus larges circonstances atténuantes. Plus exactement, ses fautes et ses erreurs — et c'est la meilleure partie de l'analyse — ne sont pas celles qu'on lui impute, ses défauts ne sont pas ceux qu'on lui attribue et qui lui ont valu une injuste et aveugle condamnation.

D'une lecture agréable, ce livre dense, à la fois sage par l'ampleur et le sérieux de sa documentation et passionné par l'ardeur et le style du journaliste, ouvre utilement un procès bécia. Il annonce sans doute la révision qu'en appel ne manquera pas de prononcer le tribunal de l'histoire. — P. V.-P.

\* Gaston Bouthoul et René Carrère : *Le Défi de la guerre, 1740-1974*.

Presses universitaires de France, collection « Sup », 223 p., 39 F.

A l'initiative de Gaston Bouthoul, quelques spécialistes s'efforcent depuis 1945 de considérer la guerre comme un phénomène sociologique propre, d'en déceler les causes multiples par l'analyse, le rapprochement de disciplines capables de fournir des éclaircissements complémentaires, qu'il s'agisse de diplomatique, de démographie, d'économie, d'art militaire, de psychologie collective, etc.

Baptisée par ses auteurs du nom de polémologie, cette démarche originale invite à réfléchir sur les pulsions morbides, la violence, le besoin d'ennemis et de héros, qu'il n'est pas de bon ton de prendre au sérieux, dans une société de consommation où tout s'explique par le P.N.B., l'inflation ou le déficit du commerce extérieur.

A travers trois cent soixante-six conflits de première importance recensés entre 1740 et 1974 sur la surface du globe, le *Défi de la guerre* s'efforce de diagnostiquer toutes les formes connues de luttes nationales, impériales, raciales, civiles ou religieuses, depuis l'insurrection du Hou-nan chinois au XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'aux récents et sauvages troubles de Chypre, sans négliger les menus plaisirs des deux derniers conflits mondiaux.

Cette étonnante chronologie d'événements vise à la synthèse. Elle n'a contre elle qu'une excessive prolifération d'événements, dont les lignes générales échappent vite. Cent quatre-vingt-neuf pages pour trois cent soixante-six guerres ou révolutions laissent peu de place à chacune d'elles. Les auteurs ne survolent leur sujet qu'à coups de trop grandes généralités, sans excuser les détails inutiles. Le lecteur s'y perd un peu. Jusqu'à présent, les ouvrages de polémologie composés par le seul Gaston Bouthoul, sans le concours d'aucun collaborateur, offraient plus d'intérêt et d'unité. — G. C.

## HISTOIRE

\* Gaston Palewski : *Le Miroir de Talleyrand*.

Éditions Académique Perrin, 238 p., 40 F.

Bien déçus, sur le plan politique, ces billets adressés par Talleyrand à Anne-Dorothée de Courand, sa maîtresse, lors du Congrès de Vienne, il faut tous les commentaires du présentateur (les deux tiers environ du livre) pour que ce « miroir » reflète, parmi beaucoup de mondanités, quelques faits significatifs d'une pensée ferme au milieu de la mêlée diplomatique.

Sur le plan humain, c'est tout autre chose. Pour tenir sa maison, Talleyrand a emmené avec lui Dorothée, future duchesse de Dino, qui est en même temps l'âme et l'une des ravissantes filles d'Anne-Dorothée. A sa maîtresse, qu'il aime tendrement, il parle forcément de son enfant, des soupçons qu'il ramporte, dus à son charme, à son intelligence, à son savoir-faire diplomatique. Il le fait avec tant d'insistance régulière qu'on déchiffre, à son insu, un grand sentiment prenant racine. On sait, si l'on ignore la nature exacte de ses développements, quelle en seront la force et la durée — G. G.-A.

\* Bernhard Blumenkranz et Albert Soboul : *Les Juifs et la révolution française*.

Éditions Érudition Privat, collection « Franco-Judaïque », 659 p., 72 F.

La connaissance de la judaïcité et du judaïsme français s'enrichit d'un nouveau volume qui réunit, sous la direction de MM. Bernhard Blumenkranz et Albert Soboul, les communications du colloque organisé en Sorbonne au mois de novembre 1974 par la commission française des archives juives et l'Institut d'histoire de la Révolution française. Des études de mise à jour et une judicieuse iconographie complètent ce recueil qui ne se limite pas à la période révolutionnaire et au seul territoire national, mais englobe aussi l'œuvre napoléonienne, le régime de la Restauration, et s'intéresse aux juifs de l'encyclopédie pontificale d'Avignon et du Combat vénézien avant leur rattachement à la France de 1791.

Jusqu'à une époque récente, l'émancipation et l'assimilation étaient présentées avec sympathie par la plupart des historiens. Depuis la dernière guerre mondiale, le réveil de la conscience juive dans notre pays a bouleversé les idées reçues. — A. G.

\* Daniel et Solange Le Comte : *Rochambeau*.

Éditions Lavanell, 173 p., 38 F.

Dans l'affaire de l'indépendance américaine, la Fayette, qui avait, outre le sens politique et le sens militaire, celui de la publicité, a su couper, côté français, tous les lauriers. Pour réparer une injustice, Daniel et Solange Le Comte ont entrepris, après l'avoir ressuscité à la télévision, de faire revivre dans un livre à la portée du grand public, Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau.

dont le poids n'est pas négligeable dans l'histoire des États-Unis.

Chargé, par Louis XVI, de commander le corps expéditionnaire envoyé outre-Atlantique pour aider les « insurgents », en 1780, il avait alors derrière lui une carrière militaire bien remplie, et s'apprêtait du prestige d'une réorganisation réussie de l'armée. Il fut assurément le premier artisan de la victoire de Yorktown, dont on n'aperçoit pas tout de suite le caractère décisif. Cette page glorieuse parmi d'autres, son libéralisme non feint, ne l'empêchent point de frôler la guillotine en 1794. L'ouvrage, agréable à lire, manque malheureusement de références bibliographiques. — G. G.-A.

\* Gabriel Le Bras : *l'Eglise et le Village*.

Flammarion, Nouvelle Bibliothèque Scientifique, 226 p., 42 F.

Un livre posthume. Son auteur, en une œuvre vivante et magistrale, avait créé l'une des disciplines majeures de la sociologie française d'aujourd'hui : l'étude statistique des comportements religieux. L'ouvrage que nous donnons aujourd'hui les Éditions Flammarion n'est pas fini. La mort de Gabriel Le Bras a interrompu la rédaction de cet essai qui s'annonçait capital. Et cependant pour tous ceux (ils sont légion) qui veulent écrire l'histoire de leur village, ce livre demeure un guide précieux, voire indispensable. Grâce à lui, on sait où on apprend, de façon juridique et historique, ce qu'est une chapelle, une confrérie, un marquisat, un royaume même... Les notes en bas de page sont souvent riches, parfois croustillantes. Mais le grand sujet qu'annonce le titre, *l'Eglise et le Village*, n'est pas substantiellement traité. Il ne pouvait l'être dans les limites nécessairement modestes de ce manuscrit interrompu. De plus héritiers ont décidé contre vents et marées de le donner au grand public. Je loue leur obstination et celle de l'éditeur courageux qui n'a pas voulu que se perde cette ultime réflexion d'un des maîtres de nos sciences sociales. — E. L. L.

\* Nicole Toussaint du West : *Marguerite de Navarre, la reine des Valois*.

Éditions Max Fourny, Art et Industrie, 44, rue de Richelieu, Paris, 255 p., 70 F.

Sœur très aimante et très aimée de François I<sup>er</sup>, mêlée à toutes les intrigues politiques du règne, Marguerite de Valois fut d'abord duchesse d'Alençon — premier mariage sans joie — puis reine de Navarre, mère de Jeanne d'Albret et grand-mère, donc, d'Henri IV. Son influence et son rayonnement sur son temps éclatent dans cette biographie écrite avec autant d'érudition que de sagesse de main : « des reines la non pareille », disait Ronsard.

Longtemps rangée dans les bibliothèques au rang des œuvres grivoises, l'*Héptaméron* de Marguerite de Valois apparaît aujourd'hui comme une nouveauté dans notre littérature, le premier roman naturaliste. Pour la première fois, une femme parle, en femme, de l'art de séduire, de l'art d'aimer et de vivre. Le beau livre de Nicole Toussaint du West a reçu le prix d'histoire littéraire de l'Académie des lettres pyrénéennes. — G. G.-A.

## L'OBSTINÉ ET L'ACHARNÉ

\* LA FESTE BLANCHE. Comment évaluer la médiocratie de l'Occident. Collection « L'Air du temps », 272 pages, 31 F.

Obstiné, Pierre Chassan, historien, et Georges Surtout, journaliste, cette fois ensemble et sous la forme d'un dialogue sociologique, représentent les mancherons de la charrue pour creuser chaque son sillon. Deux sillons si parfaitement parallèles qu'on s'étonne d'apprendre qu'il leur a fallu attendre 1975 pour se rencontrer. C'est toute l'œuvre de Pierre Chassan, toutes ses analyses sur le refus de la vie, sur l'effacement de la courbe démographique de l'Occident, sur l'égoïsme et la désespérance qui se retrouvent, actualisées, inchangées, parfois poussées, bien qu'il s'en défende, jusqu'à plus noir pessimisme, que l'on retrouve dans ses interventions. Et, en face de lui, Georges Surtout, oubliait de sa jeunesse, pourfendeur des « intellectuels en chaise longue », contempteur des séducteurs et coupeurs de cheveux en quatre qui sont à ses yeux les catastrophes et protestataires de tout poil et de tout plumage, s'en donne à cœur joie.

La peste blanche, c'est la décadence, et l'Occident risque d'en périr s'il n'applique pas d'urgence les recettes des deux experts. Mais voilà : il préfère s'abandonner à ce que, dans une préface commune, ils nomment curieusement, eux qui sont si soucieux d'équilibre, « le corpus intronisé des fautes à la mode ». Leur mode à eux ? consiste, on le sait, à considérer l'innovation, du moins si elle n'a pas leur aval, comme un péché mortel, à refuser de prendre en considération toute évolution qui ne correspond pas à leur propre vision de l'histoire et de l'actualité. Sur le fond, Spengler avait déjà formulé le diagnostic, et mieux.

Les anathèmes qu'ils lancent, du haut de la chaire où ils prêchent, sur tous ceux qui ne sont pas de leur avis, leurs efforts pour faire croire qu'ils sont seuls à clamer la vérité avec un courage inouï au milieu de la suite des déshabillés, constituent un battage plutôt plaisant pour attirer la pratique. Finalement ont-ils réussi ? N'est pas indécrottable de leur parler sur le ton qu'ils emploient.

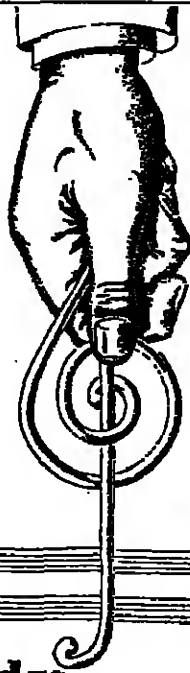
Un détail : n'ayant jamais été journaliste de quotidien — mais pour un temps quotidienement éditorialiste de radio — Georges Surtout construit le plus séduisant du monde une explication parfaitement fautive de l'intoxication généralisée qui est un de ses grands thèmes de dénonciation. A l'en croire, toutes les radios donnent la même fautive information, qu'écoulent tous les journalistes des quotidiens du soir. Ces derniers, ainsi « mis en condition », édifient sur ces bases la « structure informationnelle » de leur journal — la première et la dernière page du « Monde », par exemple ! — qui trahissent à son tour les journaux télévisés du soir. Ainsi « asservie », cette orientation s'impose à son tour aux rédacteurs des journaux du matin, de même qu'aux commentateurs matinaux des radios. La boucle est bouclée, mais il est clair que la responsabilité majeure — déclencher la télévision, « formidable cause de résonance » — appartient aux quotidiens du soir, au « Monde » en particulier. C.Q.F.D. Pierre Chassan, qui croit avoir affaire à un commentateur, acquiesce évidemment. Et voilà comment, sur des prémisses fausses et des apriorismes, on bâtit un raisonnement parfaitement absurde. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, Georges Surtout venait faire un stage dans un quotidien, au « Monde », par exemple, il comprendrait vite qu'il est préférable de s'informer avant d'écrire. — P. V.-P.

## Michel Jobert

## L'autre regard

« La chronique aigüe des dernières années »

Grasset



## "SCIENCE DE LA MUSIQUE"

LES DEUX DERNIERS TOMES DU DICTIONNAIRE DE LA MUSIQUE BORDAS. EN SOUSCRIPTION CHEZ VOTRE LIBRAIRE JUSQU'AU 15 NOVEMBRE

135F. LE VOLUME



## Emmanuel Berl Interrogatoire par Patrick Modiano

suivi de Il fait beau, allons au cimetière

"Je tire mon miel où je le trouve et il y a beaucoup de miel dans l'œuvre de Berl".

François Mitterrand

"Un prophète a vécu parmi nous et nous ne l'avons pas reconnu".

Bertrand de Jouvenel - L'Express



Collection Témoins/Gallimard

صكتا من الامل



Journal de l'ISD

# A TRAVERS LES LIVRES

## SCIENCES HUMAINES

**\* Théodor Reik : le Psychologue surpris.**  
Traduit de l'allemand par Denise Berret. Éditions Denoël, coll. « Freud et son temps », 304 p., 45 F.

L'œuvre de Théodor Reik tend progressivement à occuper une place privilégiée dans l'histoire de la psychanalyse. Après la publication, entre autres, des « Fragments d'une grande confession » (1) et de « Ecouter avec la troisième oreille » (2), voici : « le Psychologue surpris » qui date de 1935 et qui est précédé d'un entretien passionnant au cours duquel Jacques Palaci évoque ses souvenirs sur Théodor Reik.

Jacques Palaci insiste, à juste titre, sur le fait que Théodor Reik est vraiment l'un des très rares psychanalystes à avoir cultivé une écriture auto-analytique et à avoir insisté sur la qualité fondamentale du psychanalyste : le courage moral. Dans « le Psychologue surpris », le lecteur retrouvera les préoccupations constantes de l'auteur d'« Ecouter avec la troisième oreille » : le refus de toute systématisation ou de toute technicité, l'accent mis sur le filer, le tact, l'intuition de l'analyste, enfin la rencontre nécessaire entre les processus inconscients de l'analysé et ceux de son client dans le déroulement même de la cure. — R. J.

(1) Ed. Denoël.  
(2) Ed. L'Écl.

**\* John W. Perry : le Voyage symbolique.**  
Traduit de l'américain par Micheline Lagrègue. Éditions Aubier-Montaigne, collection « La Chair et l'Esprit », 221 p., 39 F.

Psychanalyste jungien, John W. Perry s'exprime dans « le Voyage symbolique » en des termes très proches de ceux de Ronald Laing. Critiquant la psychiatrie officielle qui, le plus souvent, se borne à mettre en place des pratiques dégradantes et déshumanisantes « qui fixent le psychotique dans un état de paralysie », Perry estime nécessaire de démodéliser la schizophrénie. Dans l'expérience métaphorique qu'il vit, le « patient » n'a pas besoin d'un hôpital, mais d'un « asile », au

sens étymologique du terme, c'est-à-dire d'un sanctuaire, d'un espace chaleureux et sécurisant où les « autres » seront prêts et disposés à l'accompagner du début à la fin de son « voyage ». Ce « voyage » est ici décrit à partir de la psychologie jungienne, c'est-à-dire dans une perspective résolument spiritualiste.

On lira également avec intérêt les pages que Perry consacre à l'« asile » dont il s'est occupé en Caroline du Nord et où, sous une forme non institutionnelle, il recevait de jeunes adultes psychotiques. — R. J.

**\* Jean-Marie Auzias : l'Anthropologie contemporaine.**  
P.U.F., collection « SUP-Le philosophe », 114 p., 39 F.

Si l'on avait écouté Hérodote, nous n'en serions pas là. Ce fut en effet, à en croire Jean-Marie Auzias, le seul Grec réellement attentif à la diversité des cultures et aux détails qui différencient les vies quotidiennes, depuis les postures du corps jusqu'aux mythes. Sa leçon une fois perdue, l'Occident s'est cru seul et universel détenteur de la vérité, avec les conséquences que l'on sait : massacres coloniaux d'hier, ethnocides d'aujourd'hui.

Sous un titre austère et quelque peu ambigu, le petit livre de Jean-Marie Auzias fourmille de remarques de ce genre, souvent justes et presque toujours stimulantes. Il retrace à grands traits la préhistoire de l'anthropologie (de Morgan à Frazer), ses illusions (de Lévy-Bruhl à nos jours) et s'interroge, surtout, sur son statut actuel. Avec un goût du concret qui lui fait préférer le « terrain » et l'ethnisme bien tempéré aux purs débats d'idées.

Il serait dommage que passe inaperçu ce texte impertinent et chaleureux, militant pour une ethnologie différente, dispersée — instrument de libération et non plus de domination. Sa démarche, qui rappelle celle de Louis-Jean Calvet en linguistique, est, à l'image de son style, enjouée. — R.-P. D.

**\* Hilda C. Abraham : Karl Abraham — Biographie inachevée.**  
Traduit de l'anglais par J. Adamov. P.U.F., collection « La Bibliothèque », 185 p., 41 F.

Une déception, cette biographie de l'un des premiers disciples de Freud, le psychanalyste allemand Karl Abraham (1877-1925), par sa propre fille, Hilda C. Abraham, qui, elle aussi, embrassa une carrière psychanalytique et qui mourut à Londres en 1971. Préfacée par Anna Freud, cette biographie « inachevée » — elle s'arrête effectivement en 1918 — consiste en une paraphrase de l'œuvre de Karl Abraham doublée d'une hagiographie. Cependant, le lecteur curieux de l'histoire de la psychanalyse trouvera dans ce livre maintes informations sur la personnalité d'Abraham, sur ses rapports avec Freud, Jung ou Fliess, sur l'antisémitisme en Allemagne et sur les préjugés de l'époque concernant l'homosexualité. Un document, donc, qui retiendra essentiellement l'attention des spécialistes. — R. J.

**\* Mouloud Mammeri : Grammaire berbère.**  
Maspero, 128 pages, 35 F.

Au Maghreb, le berbère, parlé par plus du tiers de la population, n'est pas enseigné. La culture berbère est ignorée. Refoulée, elle transparaît toutefois dans le chant, le folklore ou certaines émissions radio.

En Algérie, la question de la culture kabyle est rarement soulevée. Pour certains, c'est un problème délicat ; pour d'autres, elle est franchement tabou. Ce sont peut-être ces tentatives de mise à l'écart qui ont poussé Mouloud Mammeri à publier une grammaire berbère de Kabylie. L'auteur précise : « Les structures de la langue berbère présentant d'un point à l'autre du domaine (c'est-à-dire de l'oasis de Syouah en Egypte au Zenaga du Sud mauritanien) une remarquable unité, l'étude ici proposée est aisément transposable pour n'importe quel autre parler du groupe. »

Il faut rendre hommage à Mammeri d'avoir restitué de manière scientifique et rigoureuse la

morphologie berbère. Ce livre est un manuel pour les étudiants et les chercheurs. Notons que le berbère est enseigné à l'université de Vincennes ainsi que dans certaines universités américaines.

La publication de cette grammaire amènera peut-être les officiels à repenser le refus qu'ils opposent à la différence. — T. B. J.

## SOUVENIRS

**\* Willy de Spens : le Hussard malgré lui.**  
La Table Ronde, 321 p., 42 F.

Plus on avance dans les souvenirs de Willy de Spens, plus l'encre en paraît noire et l'humour morose. Est-il trop intelligent, trop lucide, ou simplement, par tempérament, voué à ne retenir que ce qui a blessé ses yeux, ses oreilles et plus encore sa sensibilité ? Après l'enfance sans tendresse de *Derniers Étés* et l'amertume, dans *Printemps gris*, d'une adolescence coincée entre un idéal trop haut placé et la méchante réalité, le brigadier de Spens nous raconte aujourd'hui « sa » guerre.

Désastre « drôle de guerre » d'un antimilitariste forcené qui a tout tenté pour ne pas la faire, sans y parvenir : « Je constate que je suis le con, une fois de plus. » On croit encore à l'efficacité d'une cavalerie : les chevaux sont mieux traités que les hommes. La mesquinerie de la gradaille n'a d'égale que la médiocrité vulgaire des bidasses. Sur ces mois interminables, qui s'achèveront par la capture et le stas, la verve poétique de l'auteur a de quoi s'exercer. — G. G. A.

Ces notes ont été rédigées par Tahar Ben Jelloun, Noël-Jean Bergeron, Gilbert Comte, Roger-Pol Droit, Alain Guichard, Clément Guillard-Auvit, Roland Jaccard, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Vianasson-Fonté.

### NAÏM KATTAN

## Adieu, Babylone


Préface de Michel Tournier

...«Le roman d'une aventure secrète, d'unde ces engagements fondamentaux par lesquels un homme change un jour le sens de son destin»...

FRANÇOIS NOURISSIER «LE POINT»

JULLIARD

AM




### Christiane Singer

## Chronique tendre des jours amers

roman

ALBIN MICHEL

### Le Robert des noms propres: pour mieux comprendre l'Histoire, la Géographie, les Arts, la Littérature, les Sciences.



Le Dictionnaire Universel des Noms Propres de Paul Robert est aux noms à majuscule ce que le Grand Robert de la langue française est aux noms communs : un ouvrage de référence capable de répondre à toutes vos questions. 4 volumes de 800 pages chacun, 40 000 noms propres, depuis la rivière Aa (France) jusqu'au peuple Zyniane (Sibérie), 5 000 illustrations la plupart en couleurs.

Le Robert des noms propres :

- pour mieux connaître l'Histoire : les civilisations, les grands personnages (Alexandre le Grand et Mao Tsé-Toung), les événements (la retraite des Dix Mille et Mai 68) ;
- pour mieux connaître la Géographie : les régions du globe, les pays, les fleuves, les montagnes, les mers, ... (230 cartes et plans originaux en couleurs) ;
- pour mieux connaître les Arts : les peintres, les sculpteurs, les architectes, les musiciens, les cinéastes, les comédiens, les chorégraphes et les danseurs ;
- pour mieux connaître la Littérature : les auteurs (Eschyle et Pablo Neruda), les œuvres (L'Iliade et le Nouveau Roman), la presse depuis ses origines ;
- pour mieux connaître les Sciences : les chercheurs, les découvertes, les théories scientifiques.

Comme le Grand Robert de la langue française, célèbre pour sa méthode analogique, le Robert des noms propres offre la commodité du classement alphabétique tout en soulignant les rapports qui existent entre les noms. Grâce au système de renvois, vous pouvez désormais satisfaire votre curiosité en allant beaucoup plus loin dans votre information : à partir d'"Eisenstein", par exemple, vous découvrirez "Alexandre Nevski" (le personnage historique et le film), le "Iac Tchoudsk" et "Prokofiev".

C'est également un dictionnaire des noms propres de conception délibérément moderne et universelle. Parce que les réalités d'aujourd'hui sont aussi importantes que celles du passé, vous trouverez, dans le Dictionnaire Universel des Noms Propres, Valéry Giscard d'Estaing, Kissinger, Fidel Castro, Eddy Merckx, les Beatles, Astérix et Brigitte Bardot.

Parce que l'univers ne se borne pas à l'Europe Occidentale, une juste place est faite aux civilisations des autres continents, et vous pourrez compléter vos connaissances sur le texte indien du Mahābhārata, la ville de Brasilia ou le peintre japonais Hokusai.

#### Le Dictionnaire Universel des Noms Propres de Paul Robert: cinq dictionnaires en un seul.

Histoire. Géographie. Arts. Littérature. Sciences.

**BON DE DOCUMENTATION GRATUITE** pour le Dictionnaire Universel des Noms Propres de Paul Robert.

Je désire recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète et en couleurs sur le Dictionnaire Universel des Noms Propres.

M., Mme, Mlle. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

A retourner dès aujourd'hui sans affranchir à S.N.L. Le Robert, 107, avenue Parmentier, 75011 PARIS.



# LETTRES ÉTRANGÈRES

UN CLASSIQUE AMÉRICAIN IGNORÉ

## Épisodes, épitaphes et épiphanies à Spoon-River

— SPOON RIVER, de Edward Lee Masters. Éditions Champ Libre, 263 p., 38 F.

SPOON-RIVER, une petite ville du Middle-West. 1915, la « belle époque » : aux États-Unis, c'est la prohibition, la concentration industrielle, les sanglantes luttes ouvrières. L'« Anthologie de Spoon-River », est un « classique américain », et, au même titre que les Aventures de Huckleberry Finn, elle est lue par les enfants. « Moby Dick », également. Spoon-River : une colline, un cimetière — des épitaphes. Des épitaphes. Margaret Fuller-Slack : « C'est alors que le riche pharmacien John Slack m'a fait la cour, / me promettant des loisirs pour écrire mon roman. / Je me suis mariée avec lui, j'ai eu huit enfants, / et pas une minute pour écrire. » Butch Weldy : « Chaque matin, je devais remplir d'essence / le réservoir dans la cour qui alimentait les lampes. / Pour ce faire, j'avais à monter sur une échelle branlante, / portant des seaux à bout de bras. Un matin, comme

l'étais là à verser le liquide, / l'air sembla s'immobiliser et se gonfler. / Le réservoir explosa et je fus projeté en l'air. / Je suis retombé les jambes brisées / et les yeux grillants comme des œufs sur le plat. » Andy le veilleur de nuit. Le docteur Meyers. Jones l'indigné. Le juge Somers. Le révérend Jacob Goodpasture. Sonia la Russe. Pernivitch l'aristocrate. L'incorruptible. Le professeur Newcomen. Samuel le jardinier. Leurs actions gravées dans le marbre s'enchevêtrent. Points de vue juxtaposés du mari, de la femme, de l'ami, du fils et du voisin. Des motifs émergent du puzzle.

Des épitaphes. « Mon mari n'était pour rien / dans la faillite de la banque : il n'était que caissier. / Toute la faute incombait au président, Thomas Rhoades, / et à son fils vertueux et sans scrupule. / C'est pourtant mon mari qui a été mis en prison. » Satire des institutions et de leurs représentants : la banque, la justice, l'école, l'armée : le soldat mort à Manille. C'est le début de l'expansion territoriale dans les Caraïbes. Se retrouve avec un drapeau planté dans la ventouse. Un soufflet libérateur s'attaque aux inégalités économiques comme à la misère sexuelle : « Et si tous les pères et les mères avaient eu tout le loisir / de vivre et de jouir, / de changer de partenaire à volonté, / croyez-vous que la ville de Spoon-River / s'en serait plus mal portée ? »

Des épitaphes. Réflexion d'un tonnerre : « En fait, vous ne voyez pas plus loin que le bord de votre tonneau. » Le ton frôle la sentence : la vie, l'amour, la violence,

la mort. Le moi, la liberté, le libre arbitre. Mais, toujours, l'humour et le dernier mot : « Ma métaphore préférée était la vache de Prickeet, / mise à paître et librement, / dans les limites de sa corde. / Un jour que nous discutions tout en observant la vache / qui tirait sur la corde pour dépasser le cercle, où elle avait déjà brouté l'herbe, / le piquet est sorti de la terre et, secouant la tête, la vache a foncé sur nous. / C'est pas du libre arbitre, ça ? » s'écrie Ernest en prenant ses jambes à son cou. / Quant à moi, j'ai fini sur les cornes. »

Des épitaphes. Chaque inscription concentre la vérité d'un être. L'ultime inquiétude, l'ultime espoir. Le secret de l'individu, mais aussi celui de la ville, celui de la vie. Le secret des étoiles et celui de la terre, le secret du sol et celui de la semence, le secret de l'homme et celui de la femme.

Des épitaphes. L'explosion, le cri, la vision, la révélation. Chaque poème est instant qui éclate. Certaines illuminations sont douces, d'autres aveuglantes. On songe à Joyce — le Joyce des « Gens de Dublin », publié en 1914, un an avant l'anthologie de Masters. On oublie l'auteur, né en 1869, mort en 1950. On oublie le genre : poésie ? nouvelle ? roman ? On antrevoit un coin d'univers au détour d'une inscription. En cette année qui n'en finit pas de célébrer le Bicentenaire, il faut savoir gré à un éditeur français d'avoir tiré de l'oubli un grand texte américain, à Michel Pétrès et à Kenneth White d'en avoir donné une traduction éclatante.

PIERRE DOMMERGUES.

## Le prix Nobel à Saul Bellow

UN NOUVEL HUMANISME JUIF ET AMÉRICAIN

Né il y a soixante ans, au Canada, de parents juifs récemment émigrés de Russie, Saul Bellow s'est vite imposé aux États-Unis comme l'un des écrivains les plus cultivés d'une génération qui, précisément, découvre la culture. Chacun de ses livres est un événement, au même titre que ceux de Mailer et de Nabokov. C'est que Bellow a cristallisé les tendances du roman américain et parfois même les a devancées.

L'Homme de Burden, son premier roman (1944), est plus qu'un roman de guerre, une réflexion sur l'armée américaine. La Victime (1947) et les Aventures d'Augie March (1954) disent assez bien les angoisses et les recherches des années 50, l'exploration du soubstrait intérieur. Quand Bellow en sort, c'est pour explorer les rues de la ville où il a grandi et où il vit : Chicago. Le Faiseur de pluie (1959) témoigne de l'euphorie qui accompagne la naissance du roman best-seller. Son personnage central, Henderson, incarne sur le mode héroïque-comique cet immense appât de vie nouvelle : « Je veux, je veux, je veux », hurle-t-il dans un énorme éclat de rire.

D'Herzog à Sammler : le clown déchiré

Mais c'est avec Herzog (1964) que Bellow illustre le mieux les caractéristiques latentes d'un certain type américain : celui d'un clown déchiré. Le roman devient immédiatement un best-seller. On se souvient de l'épopée comique de cet universitaire de quarante-sept ans, deux fois divorcé, obsédé par les sollicitations féminines dont il est l'objet et par des souvenirs, des idées, qu'il transcrit dans d'innombrables lettres adressées aux morts et aux vivants. Her-

zog est un déséquilibré qui flirte avec la folie et la crime. Pour les États-Unis, Herzog devient la norme.

Comme lui, Sammler, le personnage de la Planète de M. Sammler, est un intellectuel. Mais il a soixante-dix ans. Grand, maigre, genre anglais. L'âge lui permet le recul. Il défie la mort. Mais aussi, il est juif. Est-il besoin de mettre l'accent sur les spécificités juives ? Chacun n'est-il pas le juif d'un autre ? On ne peut oublier que dans l'Amérique de l'après-guerre, la création juive a marqué la sensibilité américaine, au point que, pour Bellow, les deux se rejoignent et peut-être même se confondent.

Ce qui compte, dès lors, c'est la rencontre entre le personnage et le monde. Il ne s'agit plus de l'ancienne Amérique opulente, mais de la jeune Amérique qui joue à la révolution. Bellow ne la condamne pas. Il observe, il ironise.

Le dernier roman

Dans son dernier ouvrage Humboldt's Gift (publié en 1975 chez Viking Press), Bellow s'en prend au fascisme, au stalinisme, à l'expansionnisme, au roussisme et autres « -ismes » qui s'érigent en universaux et nient la réalité concrète. Mais, pour la première fois, son héros semble établir un lien entre

sona, l'œuvre de Bellow apparaît comme le théâtre des genres ridicules.

Dans le même mouvement, l'écrivain condamne la recherche névrotique de l'originalité : le goût pour l'Apocalypse dont les nouveaux cavaliers parcourent la terre, annonçant la fin du monde ; la « mascarade sexuelle ». « Se faire baiser, ironise Herzog, est devenu quelque chose de socialement constructif. Un acte de civilisation. »

A l'écoute du monde

« Le non » est la première étape de l'émancipation de l'homme. La seconde est celle du « oui ». Un oui qui n'est pas abdication devant la médiocrité ; un oui vaste mais intrigué, accueillant mais éduqué. Un oui qui s'inscrit dans la vérité découverte au coin de la rue, à l'occasion d'une rencontre, au détour d'un événement.

Le monde n'est pas miraculeux, mais c'est un miracle qu'il existe. Par sa reconnaissance des constantes de l'existence (la vie, la mort, au-delà des circonstances de l'histoire), Bellow retrouve la tradition juive d'Europe centrale d'où viennent ses parents. Par sa conscience extrême de la joie et de la souffrance, il rejoint la tradition afro-américaine. Par son émerveillement devant une feuille d'herbe, il retrouve la tradition américaine d'un Walt Whitman.

Le roman de Bellow est « occupé » par des milliers d'aventures. Elles existent, ces aventures, sans intention didactique ; elles existent pour le plaisir, elles s'achèvent, elles se combinent, immobilisées dans l'inaction, en proie au bourreau, mutilées par un tueur professionnel de l'âme, humiliées par l'extravagance de ses actes, englouties sous des myriades d'abstractions, fût le personnage de Bellow survécu au moins persiste dans son humanité. « Il existe une sorte de sagesse, explique Bellow, accumulée au cours de l'existence humaine, un savoir sur la vie, très ancien, très mystérieusement transmis : ne pas tuer, ne pas s'entre-dévorier, ne pas écraser la tête d'une femme qui accouche, ne pas étrangler les passants dans la rue — d'anciens contrats humains, à mon avis plus fondamentaux que les récents amendements des statuts des États. Les changements ? J'aimerais les voir sous forme d'une sympathie accrue au niveau le plus humble : confiance entre les personnes, sentiments de mutualité, attention à l'autre. Il me semble que les comportements extrêmes reposent sur l'incapacité d'un cœur à être à l'écoute d'un autre cœur. »

A une époque qui encourage la dévaluation systématique de l'humain, Saul Bellow a le courage de dénoncer certaines simplifications : humanité = individualisme = bourgeoisisme = élitisme = terrorisme. Il a aussi le mérite de rappeler que la personne est mystérieuse et irréductible. Il osa affirmer que « l'amour, la paix, la bonté, l'utilité, l'harmonie, existent dans la vie. Plus que les travaux d'Hercule, ce sont pour lui les tâches quotidiennes qui importent — le rêve d'Herzog, c'est de réaliser non pas un projet ambitieux, mais une petite « synthèse à cent sous ».

Bellow n'a pas honte de se ranger parmi les (nouveaux) humanistes dont il partage l'exigence.

PIERRE DOMMERGUES.

L'humour et la gravité. L'imagination et la vérité. Le sarcasme et l'amour. Les romanciers sont rentrés.

Flammarion.

**ECRIRE COMME ON JOUE AU TENNIS.**  
Si vous connaissez Renaud Camus, vous connaissez aussi Denis Duparc. Ils ont un point commun. Celui d'inaugurer une nouvelle forme d'écriture et de se renvoyer la balle.  
Si vous aimez la modernité et ses finesses, la virtuosité du texte, le jeu des correspondances et des citations. Echange vous plaira.  
Denis Duparc - Echange - 38 F

**LA VIE, LA MORT ET LE JAPON.**  
Laurent est mort, noyé. Judith, seule, laisse monter en elle ses souvenirs. S'imposent alors les images mystérieuses du Japon : le théâtre Nô ; les marionnettes et leurs monstres en cagoules ; les masques aux expressions intenses.  
Si vous aimez être envoûté par les légendes du Pays du Soleil Levant, Le paravent des enfers vous fascine.  
Diane de Margerie - Le paravent des enfers - 35 F

**LA RECHERCHE DE LA VIE VRAIE.**  
Paris, Venise, l'Autriche, Shad et Hélène. Hélène a commis un meurtre. Shad est un écrivain sans éditeur. Vous verrez Shad et Hélène avancer dans leur amour. Drame et comédie, poème, roman policier.  
Si vous aimez les récits somptueux et précis, graves et vifs, vous serez comblé par Les états du désert.  
Marc Cholodénko - Les états du désert - 48 F

**LA PUISSANCE, LA SOLITUDE ET LA CHUTE.**  
L'ours c'est Georges Bendel. Riche, tout puissant, il a une écurie de courses, une meute, un manoir somptueux.  
Mais un jour tout bascule dans sa vie. Il est soupçonné de meurtre.  
Si vous aimez entrer dans un monde où l'amour, l'affairisme, l'argent et les passions peuvent mener un homme du pouvoir à la ruine, L'ours vous passionnera.  
J.F. Ferrané - L'ours - 42 F

**LE FANTASTIQUE AU FEMININ.**  
Gemma est une enfant sur une terre isolée, presque une île. Sa famille ? Des femmes mystérieuses... Et puis il y a, au bout des terres, ce chaos de pierres que personne n'a jamais franchi. C'est le territoire de Gemma.  
Si vous aimez les contes mais réalistes, les personnages légendaires mais vivants, les paysages imaginaires et fantastiques, vous aimerez aussi Gemma lapidaire.  
Michèle Perrein - Gemma lapidaire - 35 F

**LA PATERNITÉ D'UN ANTI-CONFORMISTE.**  
Il s'appelle Marc. Beau mec, il a semé des mèmes un peu partout dans son quartier de Belleville où l'on ne s'étonnerait pas de croiser Marcel Aymé en promenade... (Yvan Audouard).  
Si vous aimez les romans qui décrivent la vie avec sensibilité et humour, Un fils pour l'automne vous échantonnera.  
Frédéric Rey - Un fils pour l'automne - 28 F

le pouvoir (social et politique) et l'enfermement dans un moi isolé.

Au cours d'une de ses méditations, Citrine, le héros — la protagoniste comme Bellow, et un intellectuel, un artiste, un guru, le « sage de Chicago », — identifie les fondements de l'aliénation : 1) l'absence d'une relation personnelle avec le monde extérieur (...). Je ne vois pas où qu'il est là devant moi, mais seulement ce que chacun voit, soumis qu'il est... à la vision commune. 2) Le moi, rétrospectif, est le lieu de l'ennui... Plus on se concentre sur soi, plus on se sépare du monde, et plus on devient la proie de l'Autre, qui n'est plus le bourgeois individuel — comme dans la Victime, le second roman de Bellow, — mais le pouvoir, l'idéologie du pouvoir, le discours du pouvoir.

Ni Freud, ni Marx, ni Jésus

Bellow n'est pas hostile aux idées. Il connaît la littérature (son premier essai est consacré à Dostoïevski) aussi bien que les sciences sociales qu'il enseigne à l'université de Chicago. Ses romans grouillent d'idées. Et pourtant il oppose un NON irréfutable à l'idée.

L'idée évite la question (Joseph, le premier personnage de Bellow, s'installe confortablement dans l'idée de l'idée de l'aliénation). L'idée donne naissance aux stéréotypes, la femme comme dominatrice (Augie March), vampire (Au jour le jour), grande prêtresse de la sexualité (Herzog). L'idée engendre l'abstraction : la nébule de Sammler tombe amoureuse non pas d'un homme, mais de l'idée de l'amour telle qu'elle se propage dans les années 70. L'idée se constitue en système d'explication global et exclusif : il faut donc savoir dire non aux experts de toute sorte qui détiennent (ou croient détenir) les clés de l'univers. Non à Freud, non à Marx, non à Jésus.

Au même titre que l'abstraction, Bellow rejette la théâtralité. Le geste théâtral grandit l'homme artificiellement, lui donne des proportions mythologiques. Il cesse d'être un médiocre pour devenir un héros de légende. Il imite, parce qu'il oublie que le modèle est magnifié par le passé ; il feint de croire que les circonstances permettent la répétition éternellement renouvelée : il joue des rôles. Ces attitudes entraînent le refus d'être soi-même, l'incapacité d'accepter l'ordinaire. En ce

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**

150 modèles vivants  
Etoiles - Larges - Hauts - Profonds  
Superposables - Juxtaposables  
100 combinaisons d'assemblages  
Spécialité de Rustique  
Meubles contemporains et de style  
Catalogue illustré gratuit

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**  
75014 PARIS 15, rue Froidevaux  
Boutique de jour, 10h à 19h30  
Tél. 832.73.33  
Département 92012 15 rue 34

صكنا من الالام



Journal de l'ESR

# Le centenaire d'Anna de Noailles

par  
Hubert JUIN

UNE grande dame qui avait des caprices. « Notre dernier poète inspiré », dit Léon-Paul Fargue. Elle plaisait par sa vivacité. Elle fut malade durant vingt ans, et en tira un livre. « L'Honneur de souffrir ». Elle séduisit par une voix nouvelle dans l'extrême début du siècle. Elle campait dans sa légende et s'inventait avec des turbulences. Maurice Barrès lui écrivit un jour : « Croyez bien, Madame, que je pense de vous tout ce que vous en dites. »

Dans une époque où les dames publient beaucoup, et où les idées féministes prennent leur essor, Anna de Noailles triomphe dès son premier écrit. Elle donne à l'époque 1900 des accents qui lui manquaient. Une sorte de caprice végétal qui transparaît dans l'écriture de ses poèmes, et qui transparaît dans la syntaxe et le style ce qui se voit dans les décors

## Des poèmes pour l'Art nouveau

de l'Art nouveau : volutes, courbes à la fois florales et féminines, lignes d'une nature harmonieusement domestiquée.

Nature au cœur profond sur qui les deux reposent,  
Nul n'aura comme moi si chandement aimé  
La lumière des jours et la douceur des choses.  
L'eau, luisante et la terre où la vie a germé...

On imagine mal, aujourd'hui, ce qu'il y avait d'andacien dans ce rythme. C'est que Sully Prudhomme dominait, l'effort de pastel le redoutable Parnasse, mais maintenant d'une

plume ferme les règles strictes de la versification. François Coppée écrivait, comme prétendaient les mauvaises langues, de la prose en vers. José-Maria de Heredia était devenu le Théophile Gautier d'un Baudelaire qui ne vint pas. Justement, une des filles de l'art nouveau des « Trophées », Maria, curieux caractère qui venait d'épouser Henri de Béguin tout en ne parvenant pas à oublier Pierre Louÿs, entraînait dans les lettres en même temps qu'Anna de Noailles, prenant pour pseudonyme Gérard d'Houville, qui était plus un nom de panache qu'un nom de plume. Déjà, une écolière aux doigts tachés d'encre, et qui était Mme Willy, commençait à remplir de sa graphie bourguignonne des cahiers bientôt célèbres : Colette. Ajoutez à cela les « amazones » qui parurent à l'aube du vingtième siècle, et le tableau sera complet !

## La trace éblouissante d'une vie

ANNA-ELISABETH DE BRANCOVAN est née il y a un siècle, à Paris, le 15 novembre 1876. Son père tenait directement à la ténueuse famille des Bibesco, qui furent les maîtres de la Valachie. Il était venu de Roumanie en France, avec sa fortune et ses revenus, par amour pour la discipline de Saint-Cyr, mais il avait brisé dans les salons.

Puis il épouse une fort belle femme, grecque d'origine croisée : la fille du Musurus Pacha, qui fut ambassadeur de la Sublime Porte à Londres. Alliance de fortunes solides, certes ! mais, tout également, cosmopolitisme « naturel ». Derrière les fastes de l'avenue Hoche et la grande maison des rives du Lénan, il y a Bucarest et le Bosphore, sans compter les gouvernantes allemandes et anglaises, l'amour de l'Italie et une foule de familles qui sont Polonais. Anna apprend la musique, le dessin et les bons auteurs. Son père meurt lorsqu'elle a neuf ans. Quelque temps après, le pianiste Paderewski va jouer un grand rôle dans la maison Brancovan. Ami pianistique ou amant passionné de la jolie veuve ? Voilà qui importe peu. Ce qui est essentiel, c'est que cet homme emporté ait communiqué à la très jeune fille ses emportements. « J'admirais, enfant débauchée et vorace », écrit-elle plus tard Anna de Noailles, « la gloire et l'immortalité ». Programme ambitieux autant qu'audacieux — et moins marqué qu'il ne paraît à première vue...

CHOIX DE POÉSIES. En préface : Anna de Noailles, par Jean Bostand. Éditions Grasset, 128 p., 20 F.

LE LIVRE DE MA VIE, par Anna de Noailles. Mercure de France, 220 p., 45 F.

ANNA DE NOAILLES, par Edmée de La Rochefoucauld. Mercure de France, 128 p., 35 F.

Le cœur inopérable est hanté par les gens de « droite ». Maurras l'égarait. René Benjamin lui consacra des pages qui sont ambiguës. Jean Lorrain la met dans l'un de ses romans (l'Aryenne), où elle est grotesque. Le livre de Charles du Bos, plus tard le *Climat du génie*, et les feuillets enthousiastes de Cocteau et de Fargue la vengent de tout cela.

Elle a épousé en 1897 le comte Mathieu de Noailles, qui a vingt-cinq ans et de la prestance. Anna est une femme vraie : « Seul le plaisir physique contente l'âme pleinement », écrit-elle. Il n'est que de lire le présent *Choix de poésies* pour découvrir que, si elle parle de la mort, c'est parce qu'elle veut célébrer la vie, dire le mouvement et la chaleur des choses. Jean Cocteau, qui la connaissait bien et qui l'avait devinée absolument, lui disait : « Vous voulez être de votre vivant un buste, mais avec des jambes pour courir partout. »

L'étrange, c'est que cette femme qui ne pouvait du tout tenir en place fut obligée de garder le lit, au moins partiellement, dès 1913. Vuillard l'a montrée, étendue dans sa chambre, le téléphone à portée de main, le visage tourné vers le petit salon tendu de jaune où peignaient les visiteurs : Edmond Jaloux, Tristan Derème, Paul Valéry. On attendait une heure, deux heures, trois heures : Anna de Noailles avait fait de l'habitude une règle du savoir-vivre. Elle disait, en guise de maxime et d'excuse : « Le monde appartient à ceux qui n'ont pas d'heures libres pour les repas. » Marcel Proust, qui lui consacra des textes un peu excessifs, était à sa dévotion. Avec Maurice Barrès, ce fut, plus surprenant encore. Elle avait dix-neuf ans lorsqu'elle le rencontra : « Nous fumes comme étranges l'un par l'autre », confesse-t-elle. Barrès, en 1900, lui dédia le *Voyage de Sparte*. Ils échangèrent une correspondance nombreuse, qui ne sera connue, par volonté testamentaire, qu'en 1993.

Étrange destinée ! C'est Robert de Montes-



qui lui patronne ses premiers vers et obtient du redoutable Gide qu'ils soient publiés dans la *Revue des Deux-Mondes*. Elle a une voix tracée, mais elle bronche sans cesse. Ainsi, durant la première guerre mondiale, lorsqu'elle obéit, comme tous, au patriotisme guerrier et cocardier, il est remarquable que son premier poème d'ailleurs soit consacré à celui qu'elle tient pour la première victime : Jean Jaurès !

Elle écrit dix-huit volumes, dont huit recueils importants, et ce *Livre de ma vie* qui a gardé son charme et de la fraîcheur. De tout cela, Edmée de La Rochefoucauld, dans un livre utile, a fait l'analyse détaillée. Enfin, cette gloire vaine par l'enfant un peu rebelle et amoureux de Napoléon Bonaparte sera totale. Anna de Noailles sera la première femme à être commandeur de la Légion d'honneur. Van Dongen la peindra, avec la prestigieuse cravate rouge. En 1921, l'Académie française lui décerna son Grand Prix de Littérature, et l'Académie royale de Belgique l'académicien. Au soir de son discours de réception, à Bruxelles, Proust lui envoie un télégramme de cent quatre-vingts mots.

On veut aujourd'hui la tirer hors de l'oubli. Il y a trois livres. Il y aura un timbre-poste à son effigie : et une exposition lui sera consacrée à la Bibliothèque nationale. On a raison. Il est resté, dans l'œuvre d'Anna de Noailles, écrivain de l'effusion, de la poésie.

Elle est morte en 1933. La III<sup>e</sup> République lui fit des funérailles officielles. On touchait à la fin des « années folles », et on enterrait, avec faste, et une fois pour toutes, la « Belle Époque » en enterrant Anna de Noailles.

## EXTRAITS

### Il fera longtemps clair ce soir

Il fera longtemps clair ce soir, les jours allongent,  
Le ruisseau du jour est si dispersé et s'enfuit,  
Et les arbres surpris de ne pas voir la nuit,  
Devenant éveillés dans le soir blanc, et songent...

Les marionnettes, sur l'air plein d'or et de lourdeur,  
Répandent leurs parfums et semblent les étendre ;  
On n'ose pas marcher, ni remuer l'air tendre ;  
De peur de déranger le sommeil des odeurs.

De lointains roulements arrivent de la ville...  
La poussière qu'un peu de brise soulève,  
Quittant l'arbre mouvant et las qu'elle revêt,  
Redescend doucement sur les chemins tranquilles.

Nous avons tous les jours l'habitude de voir  
Cette route si simple et si souvent stérile,  
Et pourtant quelque chose est changé dans la vie,  
Nous n'avons plus jamais notre âme de ce soir...

(Le Cœur inopérable, 1901.)

### Ils ont inventé l'âme

Ils ont inventé l'âme afin que l'on abaisse  
Le corps, unique lieu de répit et de raison,  
Afin de le déshabiller et de le déshabiller,  
Et par qui tout est mort dès le moment qu'il cesse.

Ils nous imposent l'âme, afin que, lâchement  
On détourne les yeux du sol, et qu'on oublie,  
Après l'espérance envenimée,  
Que sous le vin vivant tout est funèbre lie.

Je ne commettrai pas envers votre bonté,  
Espère votre grandeur, stérile mais charnelle,  
O corps désagréable, ô confuse prunelle,  
La trahison de croire à votre éternité.

Je refuse l'espérance, l'attitude, les ailes,  
Même, étrangère au monde, et soulevant le froid  
De vos affreux tombeaux, trop bas et trop étroits,  
J'affirme, en recherchant vos nuits vastes et vaines,  
Qu'il n'est rien qui survive à la chaleur des vœux !

(L'Honneur de souffrir, 1927.)

une majorité silencieuse  
toute une jeunesse inquiète  
**GRONDENT !**  
Voici leur livre  
**"VOTRE LIVRE"**

Le LIVRE  
dédié au  
PRÉSIDENT !

160 pages  
22 FRANCS

Elie FRUIT  
**LES SYNDICATS  
DANS LES CHEMINS DE FER  
EN FRANCE**  
(1890-1910)  
Préface de Jean MAITRON

Pour ceux du rail c'est le temps du patronat de droit divin, des journées de travail de douze à quinze heures, des salaires dérisoires au bas de l'échelle, de la réforme et non de la retraite.

Un volume de 216 pages 13,5 x 21..... 42

**LES ÉDITIONS OUVRIÈRES**  
12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cedex 13

**LA PENSÉE  
UNIVERSELLE**  
NOUVEAU ÉDITEUR  
PARIS RIVE GAUCHE  
RECHERCHE D'URGENCE  
POUR  
CRÉATION ET LANCEMENT DE  
NOUVELLES  
COLLECTIONS

MANUSCRITS ORIGINAUX DE ROMANS,  
POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES  
OUVRAGES RÉTÉNISSABLES FERGAT L'UN-  
SEUL D'UN LANCEMENT PAR PENSÉE  
RADIO ET TÉLÉVISION, CONDITIONS  
D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT.  
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST  
DÉTERMINÉ PAR L'ARTICLE 43 DE LA  
LOI DU 10 MARS 1957 SUR LA  
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
3 bis QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS  
TEL. 325.85.44

**Julien Sorel,  
c'est moi.**

« Je suis mort d'avoir été  
trop aimé...  
Ma seule chance de me justifier  
à vos yeux, c'est de vous faire  
relire Le Rouge et le Noir... »

Dans la collection  
« L'ESSENTIEL »,  
découvrez Julien Sorel et toute  
la passion des personnages de  
STENDHAL.

« L'ESSENTIEL »,  
plusieurs romans  
en un seul volume.  
Les grands classiques  
sont tellement plus passionnants  
que les best-sellers.

**Éditions MENÉGES**

**Nathalie  
SARRAUTE**  
« disent les imbéciles »  
**GALLIMARD**

**Je n'ai jamais parlé, ni agi, ni écrit  
que par amour.**

Saint-Exupéry

La gloire fausse l'image de ceux qu'elle auroit.  
Pour retrouver sous la légende la vérité de Saint-Exupéry, il faut  
interroger le Petit Prince et le pilote de « Vol de nuit », le chevalier du  
désert de « Courrier Sud » et le héros de « Terre des hommes » : il faut  
lire tous les livres de l'aviateur-écrivain.

L'édition de ses Œuvres complètes illustrées témoigne une fois  
encore de cet amour des livres, qui fait de chaque collection du Club  
de l'Honnête Homme un événement tant bibliophilique que littéraire.

**Les Œuvres complètes de Saint-Exupéry  
une nouvelle collection du Club de l'Honnête Homme.**

Vous pouvez vous faire parvenir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation détaillée sur vos éditions des Œuvres complètes de :

☐ Saint-Exupéry ☐ Rimbaud ☐ Borel ☐ Gulliver (Théâtre) ☐ Napoléon  
☐ Balzac ☐ Colette (Ed. de Centenaires) ☐ Laënnec ☐ Péguy ☐ par Napoléon

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... Code postal .....

Éditions du Club de l'Honnête Homme, Lucie Fieschi éditeur, 32, rue Rousselle, 75007 Paris. Tél. 734.16.05 & 7277



## JUSTICE

### M. LOUIS BARBAROUX PROCEUR DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS

Par décret du Président de la République publié au *Journal officiel* du 20 octobre, M. Louis Barbaroux est nommé procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, en remplacement de M. Paul-André Sadon, nommé procureur général de la cour de Paris. M. Michel Montanier, premier substitut, succède à M. Barbaroux comme procureur adjoint.

[né le 31 juillet 1917 à St-Pierre (Vaucluse), M. Louis Barbaroux entre dans la magistrature en 1940. Substitut à Dourlens en 1943, il est substitut à Mantes-la-Jolie en 1949, substitut à Paris en 1959, puis premier substitut et enfin procureur adjoint du tribunal de Paris le 2 octobre 1973.]

● Condamnés à mort, le 25 juin dernier, par la cour d'assises de la Haute-Garonne, pour le meurtre de deux jeunes étudiants anglais, Joseph Keller et Marcelin Horneich, ont introduit, le mercredi 20 octobre, un recours en grâce auprès du président de la République. Les pourvois en cassation des deux condamnés avaient été rejetés le 14 octobre dernier.

### Le meurtre de Bruay-en-Artois

#### LES PARENTS DE BRIGITTE DEWÈVRE DÉPOSENT UNE NOUVELLE PLAINTE

Les parents de Brigitte Dewèvre tuée le 5 février 1972 à Bruay-en-Artois ont, mercredi 20 octobre, déposé une plainte contre X pour meurtre entre les mains du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, M. Roger Capelle, juge à Béthune, s'est déclaré incompétent pour instruire la plainte qu'ils avaient déjà déposée dans le même sens le 3 mars et son ordonnance a été confirmée le 22 juin par la cour de Douai.

Dans une note remise à la presse à cette occasion, les plaignants déclarent notamment : « Sur les trois inculpés de l'affaire du meurtre de notre fille, deux ont bénéficié d'un non-lieu puis le troisième a été acquitté. De nombreuses recherches n'ayant jamais été effectuées malgré nos demandes répétées, nous estimons que l'affaire n'est pas terminée, d'autant plus que depuis la mise hors de cause des trois inculpés de nosseurs démentis sont apparus. Mais la justice ne se contente pas de ne pas prendre l'initiative des recherches et de nous laisser ainsi à nous le soin de

trouver à quelle porte nous devons frapper. » Elle veut maintenant nous faire payer à nous, parents de la victime, une amende parce que nous pourrions en cassation contre l'arrêt des non-lieu des époux Leroy avait été rejeté. Le percepteur de Bruay nous réclame en effet, sous peine de saisie sur salaire, une somme de 545,45 F. Nous adressons ce jour à ce sujet un recours en grâce auprès du président de la République que nous allons déposer nous-mêmes à l'Élysée. »

Dites le avec des  
FLEURS  
PRÉCIEUSES  
BRILLANT-CRISTAL-ROCHE  
46 rue HOPITAL ml  
PARIS 13

### GRÈVE DE LA FAIM À LA PRISON DE DRAGUIGNAN

Après les incidents de courte durée qui se sont produits lundi 15 octobre dans la matinée à la prison de Draguignan (nos dernières éditions), la moitié environ des prisonniers détenus dans cet établissement — cent trente au total — ont commencé la grève de la faim en refusant de manger. Ils entendent ainsi protester à la fois contre le surpeuplement des locaux pénitentiaires, prévus pour accueillir, selon eux, soixante-dix personnes, contre l'absence d'assistance sociale depuis un an et contre le fait qu'aucune possibilité de travailler ne leur soit offerte. De plus, les détenus ont demandé, sans obtenir satisfaction, que leur soit accordée une heure supplémentaire de promenade quotidienne.

● Bernard Guillard, considéré comme l'un des chefs de file du proxénétisme lyonnais, a été arrêté, lundi 18 octobre, à Rome, où il se trouvait en possession d'un faux passeport établi au nom de Maurice Dubuit. Une demande d'extradition a été adressée par la justice française à l'Italie. Bernard Guillard avait été, en 1973, condamné à dix-huit mois de prison et 50 000 francs d'amende pour proxénétisme.

### Meurtrier présumé de Muriel Trabelsi et de Christian Leroy

#### Joël Matencio nie être l'homme des « brigades rouges »

Joël Matencio, meurtrier présumé de Muriel Trabelsi et de Christian Leroy, a été interrogé tout au long de la nuit du mercredi 20 octobre au jeudi 21 octobre dans les locaux de l'hôtel de police de Grenoble, où il avait été transféré après son arrestation à Paris, mercredi matin (le Monde du 21 octobre).

La garde à vue de Joël Matencio a été prolongée, ce jeudi matin, de vingt-quatre heures par Mlle Blanche Chabrin, juge d'instruction chargée du dossier. Bien que les policiers qui procèdent à l'interrogatoire restent très discrets, il semble bien que Joël Matencio continue de nier les faits qui lui sont reprochés. Il a cependant été formellement reconnu mercredi soir par M. Marc Chavot, qui avait assisté à l'enlèvement de sa fiancée, Mlle Olga Molossenko, dont l'homme des « brigades rouges » avait aussitôt revendiqué la responsabilité.

#### De notre correspondant régional

Grenoble. — En quelques heures, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 octobre, les anglo-saxonnes questions que les enquêteurs se posaient jusque-là ont été dissipées, laissant la place à une certitude quasi inébranlable. À partir même que l'arrestation de Joël Matencio par les fonctionnaires du service régional de police judiciaire de Lyon — seule habilité à entendre officiellement le suspect — a été annoncée, l'homme interpellé, mercredi matin, à Paris, était catégoriquement tenu pour l'auteur des crimes en question.

L'émotion soulevée par le double meurtre de Muriel Trabelsi et de M. Christian Leroy, dont les corps mutilés ont été découverts, le 1<sup>er</sup> octobre, dans le massif de Chamrousse, ainsi que par l'enlèvement de Mlle Olga Molossenko — dont on peut croire aujourd'hui qu'elle ait connu le même sort — explique pour une large part cette réaction. À 19 heures, mercredi, quand la voiture amenant Joël Matencio de Paris a franchi le portail de l'hôtel de police de Grenoble, des manifestations spontanées d'hostilité ont fusé des quelques dizaines de personnes qui stationnaient sur le trottoir, traduisant assez bien la colère — longtemps contenue — que ressent la population.

Mais la conviction que l'on tient bien le ravisseur meurtrier repose tout de même sur de fortes présomptions. Il y a un premier enregistrement de la voix de l'inconnu qui, au nom du Groupe des Brigades rouges, a réclamé à plusieurs reprises, en échange de la libération des otages, des sommes fabuleuses dont il n'a d'ailleurs jamais obtenu à entrer en possession. L'identification de cette voix — diffusée pour la première fois en France dans l'histoire des investigations policières par le biais des moyens audiovisuels, publics et privés — a été obtenue, semble-t-il, par la sœur de Joël Matencio. Après cette première indication — qui recoupait peut-être soudain certaines suspensions — le commissaire principal Verne et ses collaborateurs recherchèrent cette voix avec une confirmation auprès d'autres amis de M. Matencio, notamment ses parents, sa femme et un tiers, médecin d'une clinique de la banlieue grenobloise auquel l'auteur des enlèvements avait téléphoné dans le courant du mois d'août. Tous auraient reconnu la voix de Joël Matencio dans les messages enregistrés.

À ces témoignages s'ajoutent, croit-on savoir, des indices matériels. Une machine à écrire que Joël Matencio a empruntée dans le courant de l'été à son père et que celui-ci a remise à la police. Une expertise permettra vraisemblablement d'établir si certaines adresses dactylographiques figurant sur des enveloppes expédiées par le pseudo-groupe des « brigades rouges » ont été frappées avec cette machine. Enfin un cahier — retrouvé au domicile de Joël Matencio — comportait des essais d'écriture en capitales d'imprimerie comparables à celles des messages adressés tout au long de cette affaire aux services de police, au *Dauphiné Libéré* ou à des particuliers.

Même s'il n'avait pas attiré l'attention par un comportement qui aurait pu paraître bizarre à ceux qui l'ont approché pendant les mois qui ont précédé l'affaire, Joël Matencio n'en avait pas moins été soupçonné. Il figurait parmi les deux cents suspects auxquels nous nous intéressons, reconnaissons certains responsables de l'enquête. De son côté, Joël Matencio aurait même confirmé à l'un de ses amis grenoblois qu'il avait été « convoqué à la police judiciaire » et qu'il était fils par des policiers de Lyon qui l'avaient connu dans le cadre de l'affaire Martin-Lafite.

Pour les policiers grenoblois qui ont eu affaire à Joël Matencio à l'automne 1975 — il avait incendié le bureau de la station-service qui l'employait pour dissimuler un vol de 2 000 francs — il ne peut en rien être considéré a priori comme un paranoïaque. C'est un homme intelligent, peut-être perverti, mais qui ne donnait pas l'impression d'être un dangereux malade, disent certains enquêteurs.

Est-on aujourd'hui plus en mesure de cerner cette personnalité de connaître les mobiles qui ont pu pousser cet homme à agir comme il l'a fait ? Matencio, a-t-il été « traumatisé », comme l'affirme son avocat, M. Jean-Marc Ambre, par la « détention injuste » qu'il a subie à propos de l'affaire Martin-Lafite ? L'homme qui a eu affaire à plusieurs reprises déjà à la police et à la justice, a-t-il subi une peine d'emprisonnement pour proxénétisme — ne peut pas oublier que dans une pareille affaire plane la menace de la peine capitale, et ce risque peut l'inciter à se montrer extrêmement réservé dans ses explications et à refuser, en particulier, de lever le voile sur le destin de Mlle Molossenko.

BERNARD ELIE

#### Un procédé exceptionnel

« La parole aux délinquants », titre « Libération », « Déconcoction », nous ferons le reste », revole « Rouge » en écho : plus violente que toute autre dans la forme, la presse d'extrême gauche n'est cependant pas seule, ce jeudi 21 octobre, à s'inquiéter du procédé original utilisé par la police afin de déboucher le « tueur des brigades rouges ». Il s'agit en vérité que « le Parisien libéré » pour regretter que l'on ait trop tardé à utiliser radios et télévision pour mettre en nom sur une voix. La grande première de Grenoble ne reçoit d'ailleurs qu'un accueil réservé.

On ne saurait, certes, taire un réel soulagement — si l'homme appréhendé à Paris se révèle bien être le meurtrier — mais nul ne manifeste un enthousiasme sans nuances, vis-à-vis des (grands) moyens employés. Pour « l'Humanité », exiger ce genre d'opération en méthode courante d'investigation policière serait infiniment inquiétant » et « l'Aurore » note que le procédé, « utilisé depuis un certain temps en Allemagne », y a révélé « ses bienfaits, ses périls et ses limites, les principales consistant dans le trop grand nombre de suspects offert parfois à la police ».

C'est le ministre de l'Intérieur en personne qui, le 8 octobre dernier, a ordonné de faire appel à l'aide des médias. Les formes garanties qu'il a alors données sur le caractère « exceptionnel » du recours à de tels procédés suffiront-elles à rassurer ceux qui, nombreux, s'inquiètent aujourd'hui de leur éventuelle généralisation ?

**Les jeunes ont  
sur le dos ce qui  
est dans leur tête.**

*Les adultes,  
c'est le contraire.*

Cette semaine dans ELLE.

# Brummel Junior

Sous-sol. Haussmann



Veste kaki polyester et coton, 4 poches, capuche escamotable.  
250F **190F**

Jean's velours coton grosses côtes. 108F **80F**

DES PRIX JUNIORS SUR LA MODE JUNIOR, JUSQU'AU 30 OCT.

صوتك من الامم



Journal de 150

## JUSTICE

### L'AFFAIRE DE VATHAIRE

## Le P.C.F. estime incompatibles les fonctions parlementaires et les responsabilités industrielles de M. Marcel Dassault

« C'est une affaire de fous ! », a expliqué aux journalistes M. Pierre Guillaud de Benouville, avant d'entrer, mercredi 20 octobre, dans le bureau du juge d'instruction à Paris, où il avait été convoqué, ainsi que M. Marcel Dassault, pour être entendu dans le cadre de l'information ouverte après le détournement de 8 millions de francs par M. Hervé de Vathaire, l'ancien directeur comptable du constructeur d'avions. Parlaient en son nom et en celui de M. Dassault, M. de Benouville s'est déclaré « ravi de la décision de l'U.D.R. de se rallier à la proposition du parti socialiste de créer une commission d'enquête parlementaire ».

M. Dassault et de Benouville sont, tous deux, députés U.D.R.

Au nom du groupe des députés communistes, M. Robert Ballanger a annoncé, mercredi 20 octobre, qu'il avait saisi le président et le bureau de l'Assemblée nationale de la question de l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions industrielles de M. Dassault. Le président du groupe des députés communistes a rappelé la proposition du programme commun de gouvernement, signé par le P.C.F. et le P.S., de nationaliser, entre autres sociétés privées, le groupe Dassault-Breguet.

### Une lettre de M. Robert Ballanger au président de l'Assemblée nationale

M. Robert Ballanger a commenté mercredi après-midi 20 octobre à l'Assemblée nationale les initiatives du groupe communiste — dont est le président — concernant l'affaire Dassault. Il a rendu publique la lettre qu'il avait adressée à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et dans laquelle il lui demandait que le bureau de l'Assemblée examine le cas de M. Dassault au regard des textes régissant les incompatibilités parlementaires.

M. Ballanger se réfère à l'article 15 de la loi organique relative aux conditions d'indépendance et aux incompatibilités parlementaires, qui stipule notamment qu'un mandat parlementaire n'est pas compatible avec « les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de directeur, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué de directeur général, de directeur général adjoint ou de gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements jouissant, sous forme de garanties d'intérêt, de subventions ou sous forme équivalente, d'avantages assurés par l'Etat ou sur une collectivité, ou dans le cas où ces avantages découlent de l'application automatique d'une législation générale ou d'une réglementation générale ».

M. Ballanger invoque, pour justifier sa demande, le dernier alinéa de cet article, qui précise que ces cas d'incompatibilité « sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction d'une telle société ou d'une telle entreprise ».

M. Guy Ducloux (P.C.), vice-président de l'Assemblée nationale, a indiqué qu'il avait émis cette demande lors de la réunion du bureau de l'Assemblée, mercredi matin 20 octobre. Il a noté que personne n'avait pris la défense du député de l'Oise, et il a précisé que la commission des incompatibilités remettrait un rapport sur cette demande.

M. Ballanger a ensuite expliqué que la seconde initiative des députés communistes : le dépôt d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire « sur l'évasion et la fraude fiscales des grandes sociétés, et notamment sur celles des entreprises Dassault (le Monde du 21 octobre) ». A ce propos, il a rappelé que son groupe avait déposé vingt propositions de résolution tendant à la création de comités d'enquête, et qu'une seule avait été acceptée, celle concernant les sociétés pétrolières. Pour le président du groupe communiste, la commission d'enquête dont il demande la création devrait mettre en lumière l'utilisation de la législation qui permet l'évasion fiscale. Cette question est d'autant plus importante que, a-t-il noté, en 1969, l'impôt sur les sociétés rapportait autant que celui sur les revenus, alors que, en 1976, l'impôt sur le revenu rapporte 86 milliards et celui sur les sociétés 33.

### M. Guillaud de Benouville : une histoire de fous !

M. François Petot, juge d'instruction, a entendu à titre de témoins, le 20 octobre, à Paris, M. Marcel Dassault, durant une heure environ, puis M. Pierre Guillaud de Benouville pendant un quart d'heure. En attendant son tour de pénétrer dans le cabinet du magistrat, M. de Benouville — l'un des conseillers les plus proches du constructeur d'avions — a expliqué aux journalistes :

« Nous avons été convoqués par le juge le 12 octobre afin de venir témoigner sur la matérialité des faits d'abus de finances reprochés à Hervé de Vathaire. Je dirai au juge que j'ai alerté le procureur de la République au début de l'après-midi du 6 juillet, date qui fut reprise par la banque qui Hervé de Vathaire avait prêté 8 millions de francs sur le compte de M. Dassault. Hervé de Vathaire déclare qu'il « était phasé ce jour-là » et d'ailleurs personnel de M. Dassault. Il est avoué de bons foi. Mais M. Dassault et sa femme étaient dans deux couchés avec 40 de fièvre. Le concubinage n'indiquait qu'elle a reçu ce jour-là deux appels téléphoniques d'un des collaborateurs de la maison qui participait le bureau d'Hervé de Vathaire. M. Dassault a effectivement parlé au téléphone avec cet employé, mais une seule fois. Le second coup de téléphone émanait sans doute d'Hervé de Vathaire, qui avait emprunté l'identité de son camarade de travail, mais comme M. Dassault dormait, Mme Dassault a dit témoins, bien qu'elle ne se souvienne de rien maintenant. »

« Cette affaire est une histoire de fous », a ajouté M. de Benouville. Ce n'est pas à dire que ses parents avaient traité pour qu'il se laisse aller à un acte de déses-

poir. C'est un homme qui a joué au boy-scout et il s'est coupé avec son petit couteau ! M. Dassault avait pleinement confiance en lui, car il n'est pas méfiant. C'était un bon serviteur au plan où il se trouvait, un bon comptable, bien traité, bien payé, mais rien de plus. Quel qu'il en soit, ce n'était pas dans un bureau comme le sien qu'on traite les secrets. Il occupait, par exemple, de la commercialisation de vins de Bordeaux (1). Quant aux fraudes fiscales, c'est de la fousaie ! Nous sommes contrôlés d'une façon constante. Le dossier secret, s'il existe, ne peut être constitué que de photocopies de pièces écrites de notre comptabilité. Or celle-ci est complètement épurée. Nous sommes en tout cas ravis de la résolution de l'U.D.R. se ralliant à la proposition de résolution du parti socialiste qui demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire au sujet de l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Dassault. »

Le conseiller de M. Dassault a conclu : « Il est fâcheux cependant que cette affaire ait éclaté au moment où des pourparlers ont lieu entre le groupe Dassault et la firme Douglas (2). Mais ne me faites pas dire que les Américains y sont pour quelque chose ! »

(1) M. Marcel Dassault est propriétaire d'un vignoble Saint-Emilion d'une superficie d'une trentaine d'hectares et domant en moyenne par an jusqu'à cent mille bouteilles, dont la majeure partie est exportée aux Etats-Unis. (N.D.L.R.)

(2) Dassault-Breguet, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et la société américaine McDonnell-Douglas sont en discussion avec l'accord du gouvernement français pour la construction en commun d'un moyen-courrier bimotoeur, le Mercure-200, de cent quatre-vingt places. (N.D.L.R.)

### LES DÉCLARATIONS DE M. DE VATHAIRE SONT CONTRÔLÉES DANS LE RESPECT DE L'OBLIGATOIRE SECRET FISCAL

affirme M. Michel Durafour

A l'Assemblée nationale, mercredi 20 octobre, le Raymond Forni, député socialiste du canton de Belfort, a demandé au gouvernement : « Que pensez-vous de la manière dont M. Dassault, qui a voté votre plan d'indemnités, utilise les fonds publics dont la V<sup>e</sup> République le fait bénéficier ? Enfin, avec-vous l'intention de renforcer les règles d'indemnités ? »

M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, a répondu : « Les principales entreprises du groupe Dassault ont été régulièrement contrôlées par l'administration fiscale, et même plus fréquemment que les autres entreprises d'importance comparable. Dix vérifications ont ainsi été effectuées depuis 1963, et un contrôle d'ensemble a été opéré en août 1975. »

En application de l'article 1989 du code général des impôts, suivant lequel l'autorité judiciaire doit donner connaissance à l'administration des finances de tous éléments susceptibles de révéler des fraudes, le garde des sceaux a communiqué à mon département le contenu des déclarations de M. de Vathaire. Ces déclarations sont actuellement contrôlées dans le respect de l'obligatoire secret fiscal. »

Les fonctionnaires mis en cause viennent, après en avoir référé à la hiérarchie, de porter plainte en diffamation. Il m'a semblé, monsieur Forni, que vous auriez dû vous adresser aux fonctionnaires de mon administration. Je vous laisserai la responsabilité de vos propos diffamatoires. »

Le Syndicat national C.G.T. des agents de la direction générale des impôts dénonce « les ingérences de la justice profonde engagées par la fiscalité actuelle. Les retombées de l'affaire Dassault ne peuvent que nous confirmer dans notre volonté de développer une large campagne nationale d'information et d'explication sur les problèmes posés par la fiscalité, afin d'éclairer l'opinion publique sur la répartition inique de la charge fiscale et sur l'utilisation qui est faite des fonds publics. »

Le groupe des réformateurs centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale a déposé mercredi 20 octobre une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles le groupe Marcel Dassault et ses filiales ont utilisé les fonds publics et para-publics qui leur ont été alloués et de rechercher si à l'occasion des activités du groupe Marcel Dassault ou de ses filiales des évasions fiscales ont existé. »

## POLICE

### Les assemblées d'information dans onze villes de France

## « C'est la dernière fois que nous nous réunissons dans une salle »

Onze cents à Rennes, mille à Lille, autant à Marseille, cinq cents à Versailles... les assemblées générales organisées le 20 octobre dans onze villes de France par l'intermédiaire de la police nationale ont réuni environ six mille personnes. Deux jours après le meeting de Paris, des policiers de tous grades sont venus nombreux manifester leur déception devant les mesures décidées à leur égard par le gouvernement, en septembre dernier, et aussi leur « volonté de réagir ». Les réunions se sont terminées par des dépôts dans les préfectures de motions réclamant la « consécration des promesses » et confiant aux représentants syndicaux « la défense de la fonction publique dans le cadre des institutions républicaines ».

Onze cents à Rennes, mille à Lille, autant à Marseille, cinq cents à Versailles... les assemblées générales organisées le 20 octobre dans onze villes de France par l'intermédiaire de la police nationale ont réuni environ six mille personnes. Deux jours après le meeting de Paris, des policiers de tous grades sont venus nombreux manifester leur déception devant les mesures décidées à leur égard par le gouvernement, en septembre dernier, et aussi leur « volonté de réagir ». Les réunions se sont terminées par des dépôts dans les préfectures de motions réclamant la « consécration des promesses » et confiant aux représentants syndicaux « la défense de la fonction publique dans le cadre des institutions républicaines ».

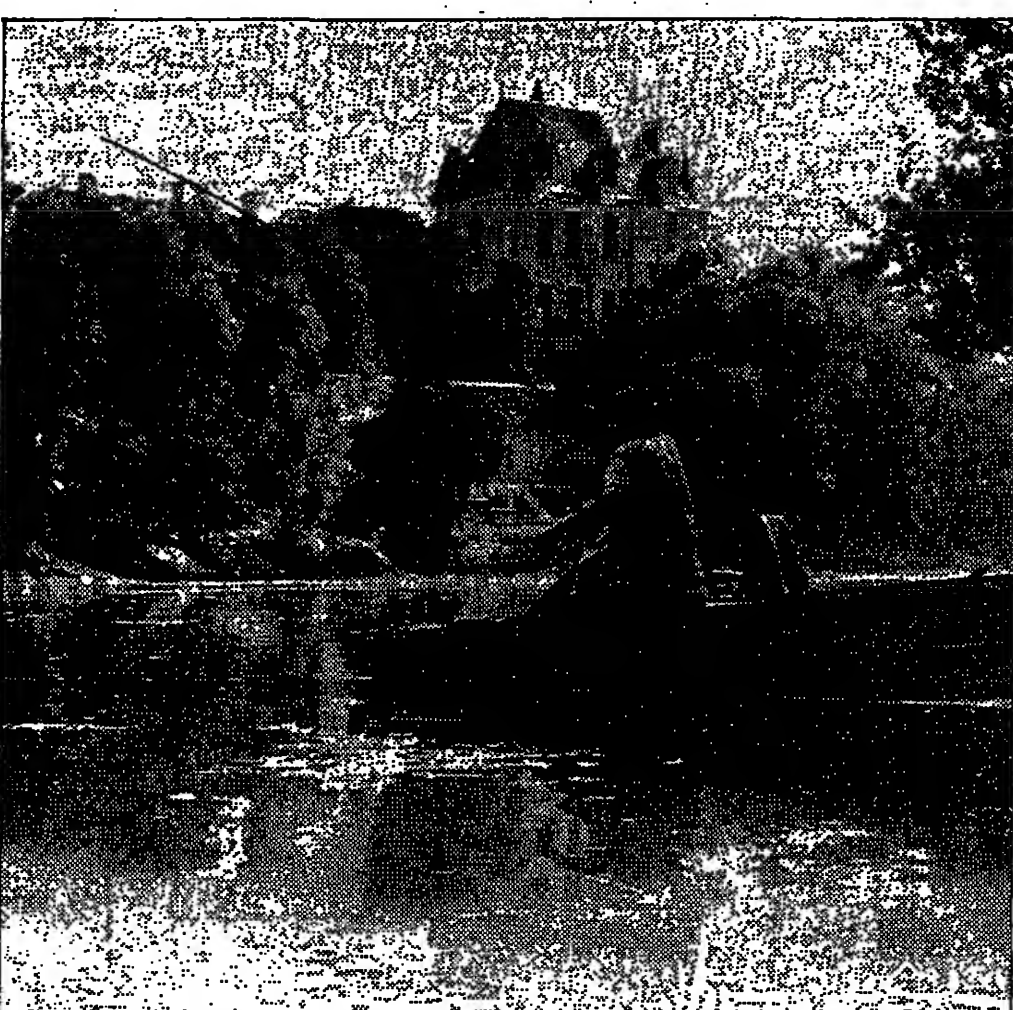
Venant après le vaste rassemblement de la porte de Pantin, la journée d'information du 20 octobre fait apparaître quelques divergences d'analyse entre les divers syndicats majoritaires de la police. Divergence d'abord, entre « Parisiens » et « provinciaux » : alors que les premiers rejettent en bloc les propositions de l'administration, le Syndicat des corps urbains (syndicat national des personnels en tenue) et celui des C.R.S. (syndicat national, indépendant et professionnel) acceptent les acquis qu'ils veulent maintenant chercher à améliorer. Divergences aussi entre la « tenue » et les « civils », ces derniers étant davantage poussés au « jusqu'au-boutisme » par la maigreur des résultats obtenus. Enfin, on notera que, contrairement au meeting parisien du 18 octobre, les réunions du 20 étaient fermées aux organisations confédérées (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C.).

Le ministre de l'intérieur aurait toutefois tort de croire à un divorce insurmontable entre les divers composantes du mouvement syndical. A Paris comme en province, les discours des responsables syndicaux ont accordé la même place au désamarrage des policiers de la question de savoir si M. Michel Poniatowski dispose

encore, en 1976, d'un poids politique suffisant pour obtenir la réalisation de ses engagements de décembre 1974 — et ils se sont tous exprimés sur une note d'espoir, assortie d'une menace : voulant croire que les travaux de la commission interministérielle confiée à M. Jean Radding — qui a commencé ce même 20 octobre ses consultations — permettront d'obtenir en décembre ce qu'on leur a refusé trois mois plus tôt, les policiers paraissent maintenant déterminés, en cas de nouvelle déception, à franchir un pas dans l'escalade. Commentaire de l'un des orateurs de Versailles au terme de la réunion : « C'est la dernière fois que nous nous réunissons dans une salle. »

JAMES SARAZIN.

Les grades ouverts à l'agitation. — Le syndicat des grades de la police nationale (C.G.C.) a se désolidariser des actions projetées par certains syndicats politiques ou nostalgiques de privilèges révoqués. « Ces manœuvres insensées ne peuvent que nuire à l'estime de la S.G.P.N., qui dessert les intérêts des fonctionnaires de police au moment précis où des négociations très importantes sont en cours. De telles manifestations, dans la conjoncture actuelle, risquent en outre de porter préjudice au crédit républicain et à l'indépendance de la police nationale », conclut le syndicat.



## à Chateauroux, la qualité de la vie on sait encore ce que c'est.

La qualité de la vie. Tout le monde en parle. Bien peu la connaissent. A Chateauroux, on sait encore vivre : personne ne klaxonnera derrière vous si vous ne démarrez pas exactement au feu vert. Les forêts sont des forêts accessibles : on peut y aller en sortant de son bureau... et le bureau est rarement à plus de quelques minutes du domicile. Ici tout ceci est tellement naturel qu'on n'éprouve plus le besoin d'en parler. Surtout vous. Pour vous en faire profiter aussi. Savoir partager, ça fait aussi partie de la qualité de la vie.



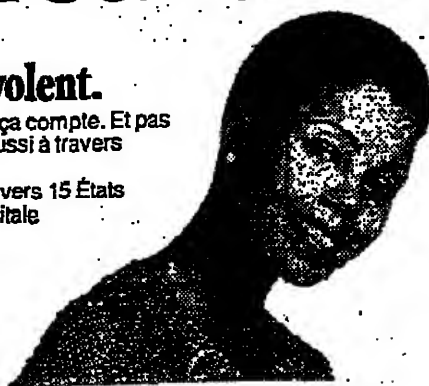
**Chateauroux**  
Usine de Chateauroux  
36000 Chateauroux - Tél. (64) 34.28.31  
Groupe Régions du Futur  
17, rue d'Alsace - 75008 Paris

Photo Daniel Chateauroux  
Groupe Régions du Futur

## 95 fois par semaine...

### Les jets d'Air Afrique s'envolent.

Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique. Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 Etats d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.



**AIR AFRIQUE**  
La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.







# marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet  
12, avenue victoria, paris 1<sup>er</sup> - 231.88.02

A VENDRE EN NOCTURNE LE MARDI 26 OCTOBRE 1976 A 19 H 30

## AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

**APARTEMENT - 72 M<sup>2</sup> LIBRE**  
SAINT-MANDE 94180, Villa Suzanne, 34 ter, chaussée de l'Étang.  
• Premier étage : trois pièces, balcon, cave. Construction 1970.  
• Mise à prix : 450 000 F. Consignation pour enchérir : 40 000 F.  
Visites : s'adresser à la gardienne.  
M<sup>rs</sup> B. PETITPREME, 1 et 3, rue des Promenades, 77320 LA FERTE-GAUCHER. Tél. 404.00.03.

**IMMEUBLE DE RAPPORT PARKINGS**  
MEUDON 92190, rue Pâris, 15.  
• Rentes de voitures, cotisées de 34 emplacements dont 23 libres - en sous-sol dans immeuble récent.  
• Loyer : 43 200 F.  
• Mise à prix : 400 000 F. Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : mercredi 14 h 17, ou tél. 027.75.03 serv. 28.  
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON, 2 bis, av. Le Corbellier, 92190 MEUDON. Tél. 027.75.08.

**DOMAINE EN YVELINES**  
BONNIERES-SUR-SEINE - ROSNY-SUR-SEINE - VILLERIEUX-EN-CHEVRIE.  
Exploitation forestière et bois.  
**108 ha LIBRE**  
Dix parcelles situées à Bonnières et à Rosny et à Villiers.  
• Mise à prix : 1 400 000 F.  
Consignation pour enchérir : 140 000 F.  
**EXPLOITATION FORESTIERE ET BOIS**  
**7 ha 70 a LIBRE**  
Dix parcelles situées à Bonnières et à Villiers.  
• Mise à prix : 100 000 F. Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
**BOIS - 2 ha 82 a LIBRE**  
Dix parcelles situées à Villiers.  
• Mise à prix : 50 000 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.

**GENTILHOMMIERE DE CARACTERE LIBRE**  
Le Petit Lait à Bonnières et à Villiers.  
• Bâtiment principal : huit pièces sur trois niveaux, grand aménagement, garage pour trois voitures. Autre maison deux pièces dans vignes, jardin et parc. Surface totale : 2 ha.  
• Mise à prix : 350 000 F. Consignation pour enchérir : 40 000 F.  
**MAISON DE CAMPAGNE LIBRE**  
Les Ferrières à Villiers.  
• Bâtiment cinq pièces, débarras, garage, cave, cour, garage.  
• Acquis, jardin, débarras d'écurie, hangar, etc.  
• Surface totale : 1 ha 15 a.  
• Mise à prix : 280 000 F. Consignation pour enchérir : 30 000 F.  
**PRE LIBRE**  
Lieu - dit L'Aventure à Villiers.  
• Pré de 15 a 35 ca.  
• Mise à prix : 30 000 F. Consignation pour enchérir : 5 000 F.  
Visites : M. WAGNIER à Bonnières-sur-Seine. Tél. 053.04.17.  
M. C. LARTIER, Expert. Tél. 027.98.70.  
M<sup>rs</sup> C. LEVIEUX, 78, rue Michel-Ange, 75016 PARIS. Tél. 776.65.07.

**7 APPARTEMENTS**  
PARIS 75012, rue de Madagascar, 2-3-5-7-10 et 11.  
• Immeuble pierre de taille à l'aspect d'un hôtel. Quartier calme près du bois de Vincennes.  
**APARTEMENT - 42 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 300 F.  
• Mise à prix : 67 200 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
**APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Sixième étage : Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 550 F.  
• Mise à prix : 43 500 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
**APARTEMENT - 42 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 408 F.  
• Mise à prix : 67 200 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
**APARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 540 F.  
• Mise à prix : 39 200 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
**APARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 544 F.  
• Mise à prix : 39 200 F. Consignation pour enchérir : 10 000 F.

**APARTEMENT - 34 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 280 F.  
• Mise à prix : 51 500 F. Consignation pour enchérir : 8 000 F.  
Visites : M. ADOLPHE, Tél. 265.40.93.  
**APARTEMENT - 32 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Entrée, chambre, séjour, cave.  
• Loyer : 1 340 F.  
• Mise à prix : 51 200 F. Consignation pour enchérir : 16 000 F.  
Visites : M. ADOLPHE, Tél. 265.40.93.  
M<sup>rs</sup> P. CHARDON, 83, bd Hausmann, 75008 PARIS. Tél. 265.48.00.

## SANS MISE A PRIX

**PROPRIETE RESIDENTIELLE LIBRE**  
**922 M<sup>2</sup>**  
CHELLES 77500, avenue Paul-Dominer, 8.  
• Maison pierre taillée : Douze pièces sur trois niveaux, salles de bains, bureau, cellier, terrasse, jardin, chauffage central.  
• Consignation pour enchérir : 45 000 F.  
Visites : samedi, dimanche et lundi de 15 à 17 h ou sur rendez-vous. Tél. 543.00.57.  
M<sup>rs</sup> A. REGNIER, 170, avenue de Chole, 75013 PARIS. Tél. 331.90.40.

**APARTEMENT GRAND STANDING LIBRE**  
**180 M<sup>2</sup>**  
VILLE-D'AVRAY 92410, rue Edmond-Branly, "Château du Moussinière".  
• Cinquième étage : Cinq pièces, hall, office, lingerie, roborie, balcon, terrasse, chambre de service, cave, garage.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : s'adresser au gardien.  
M<sup>rs</sup> A. REGNIER, 170, avenue de Chole, 75013 PARIS. Tél. 331.90.40.  
M<sup>rs</sup> A. REGNIER, 170, avenue de Chole, 75013 PARIS. Tél. 331.90.40.

**APARTEMENT - 23 M<sup>2</sup> LIBRE**  
357-rue MAULINOIS 92130, quai de Stalingrad, 283 bis.  
• Troisième étage : Studio, entrée, cuisine, cave.  
• Immeuble ancien.  
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 027.75.03 serv. 23.  
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON, 2 bis, av. Le Corbellier, 92190 MEUDON. Tél. 027.75.08.

**2 APPARTEMENTS**  
NEUILLY 92200, rue Pauline-Borghese, 60.  
Rénovation soignée - Sales sur verdure.  
**APARTEMENT avec TERRASSE - 37 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : Séjour, entrée, cuisine, salle de bains.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
**APARTEMENT EN DUPLEX - 64 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : Séjour, chambre, avec jardin d'hiver 8 m<sup>2</sup> et jardin privatif 31 m<sup>2</sup>.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
Visites : Madame ZANCHI, Tél. 755.97.72 poste 344.  
M<sup>rs</sup> P. MICHELLE, N. DOYON et J. MOTEL, 128, bd de Courcelles, 75017 PARIS. Tél. 755.97.72.

**APARTEMENT GRAND STANDING LIBRE**  
**266 M<sup>2</sup>**  
PARIS 75016, rue de la Falsanderie, 34.  
• Cinquième étage : Huit pièces, antichambre, office, débarras, trois salles de bains, deux chambres de service, deux caves. Construction 1891 pierre de taille.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
M<sup>rs</sup> D. ADER et P. ROCHELOIS, 226, bd St-Germain, 75007 PARIS. Tél. 544.38.70.

**APARTEMENT GRAND STANDING LIBRE**  
**253 M<sup>2</sup>**  
PARIS 75016, avenue Kléber, 15.  
• Cinquième étage : Huit pièces, entrée, antichambre, office, grand balcon sur façade. Au soléna, deux pièces, cave.  
• Construction 1920, pierre de taille.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 073.17.44.  
M<sup>rs</sup> A. PINEAU, 42 rue Vignon, 75008 PARIS. Tél. 073.17.44.

A VENDRE LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

**AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX**  
**APARTEMENT - 65 M<sup>2</sup> LIBRE**  
**3 PIECES**  
PARIS 75013, 13-14, avenue de Vincennes.  
• Cinquième étage : entrée, deux chambres, salon, cave.  
• Mise à prix : 220 000 F. Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
Visites : s'adresser à l'expert - Madame GUYON.  
M<sup>rs</sup> R. CAUCHERIE et B. LIVIAN, 25, av. de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30.

**SANS MISE A PRIX**  
**APARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> LIBRE**  
PARIS 75008, rue Saint-Luc, 31.  
• Cinquième étage : Studio, intérieur rénové - Immeuble bon état, proximité correspond.  
• Consignation pour enchérir : 18 000 F.  
Visites : les mardis de 10 à 13 heures.

**APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> LIBRE**  
PARIS 75015, rue Paul-Albert, 24.  
• Cinquième étage : Studio, intérieur rénové - Immeuble XIX<sup>e</sup> siècle - Situation très calme.  
• Consignation pour enchérir : 28 000 F.  
Visites : à partir de 21 heures, les jeudis de 10 à 13 heures.  
M<sup>rs</sup> P. PASCAULT, 44, rue du Louvre, 75001 PARIS. Tél. 233.44.41.

**10 APPARTEMENTS**  
PARIS 75015, rue Myrtille, 18. Immeuble rénové récemment.  
**APARTEMENT - 30 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, 2 chambres, 2 caves.  
• Loyer : 788 F.

**APARTEMENT - 30 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, 2 chambres, 2 caves.  
• Loyer : 1 051 F.

**APARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 585 F.

**APARTEMENT - 13 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE**  
• Troisième étage : Une pièce, coin cuisine, cave.  
• Loyer : 505 F.

**APARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE**  
• Cinquième étage : Une pièce, cuisine, cave.  
• Loyer : 518 F.

**APARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 585 F.

**APARTEMENT - 15 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 528 F.

**APARTEMENT - 12 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE**  
• Cinquième étage : Une pièce, cave.  
• A usage gratuit.

**APARTEMENT - 12 M<sup>2</sup> - LIBRE**  
• Cinquième étage : Une pièce, cave.

**PETIT PAVILLON - 33 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : Une pièce avec courtoise pavillonnaire, 3 caves.  
• Loyer : 1 131 F.  
Faculté de réunion de ces lots.  
• Consignation pour enchérir : 3 000 F. par lot ou 20 000 F. pour l'ensemble.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 770.74.34 - 770.16.38.  
M<sup>rs</sup> P. PLOQUE et J. PLOQUE, 1, rue d'Hauteville, 75010 PARIS. Tél. 770.71.74.

A VENDRE LE MARDI 9 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

**AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX**  
**BOUTIQUE - 40 M<sup>2</sup> LIBRE**  
PARIS 75010, rue des Petites-Écuries, 14.  
• Rez-de-chaussée : Local commercial de 3 boutiques.  
• Quartier commerçant.  
• Loyer : 15 600 F.  
• Mise à prix : 120 000 F. Consignation pour enchérir : 40 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 252.71.11.

**BOUTIQUE - 28 M<sup>2</sup> LIBRE**  
PARIS 75015, rue Camille-Péris, 16.  
• Rez-de-chaussée : bureau, ar., boiserie, cave. Rue commerçante.  
• Mise à prix : 65 000 F. Consignation pour enchérir : 30 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.  
M<sup>rs</sup> D. ALIX, M. BOUVET et C. GARNET, 16, place de la République, 75010 PARIS. Tél. 202.71.11.

**4 APPARTEMENTS**  
PARIS 75121, 25, avenue Pierre-1<sup>er</sup> de Serbie, et 12, rue de Chaligny.  
• Immeuble de grand standing à proximité Champs-Élysées.  
**APARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Deuxième étage : Studio intérieur rénové.  
• Loyer : 15 600 F.  
• Mise à prix : 230 000 F.  
**APARTEMENT - 33 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Deuxième étage : Studio intérieur rénové.  
• Loyer : 15 600 F.  
• Mise à prix : 230 000 F.  
**APARTEMENT - 34 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Cinquième étage : Studio intérieur rénové.  
• Loyer : 15 800 F.  
• Mise à prix : 270 000 F.  
**APARTEMENT - 46 M<sup>2</sup> LIBRE**  
• Troisième étage : Studio intérieur rénové.  
• Mise à prix : 300 000 F.  
• Consignation pour enchérir : 30 000 F. par lot.  
Visites : du lundi au vendredi inclus de 14 à 19 heures ou tél. 723.54.60 après-midi.  
M<sup>rs</sup> J. DAUGÈRE, 37, quai de la Tourne, 75005 PARIS. Tél. 326.82.31.

**APARTEMENT - 65 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
PARIS 75020, boulevard de Bercy, 11 et 13.  
• Troisième étage : Hall de réception avec balcon, 2 chambres.  
• Quartier résidentiel.  
• Mise à prix : 150 000 F. Consignation pour enchérir : 38 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Mme GUYON, Tél. 344.19.30.  
M<sup>rs</sup> R. CAUCHERIE et B. LIVIAN, 25, avenue de Saint-Mandé, 75012 PARIS. Tél. 344.19.30.

**APARTEMENT - 45 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
NEUILLY-SUR-SEINE 92200, boulevard de Courbevoie, 35.  
• Premier étage : Entrée, séjour, deux chambres - Immeuble récent sur rue.  
• Mise à prix : 150 000 F. Consignation pour enchérir : 30 000 F.  
Visites : mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 15 à 19 heures.  
M<sup>rs</sup> P. CLEVER et C. RAUMA, 4, rue du Château, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. 537.06.53.

**PAVILLON + JARDIN - 768 M<sup>2</sup> LIBRE**  
GAGNY 93220, allée Gay, 28-40.  
• Rez-de-chaussée surélevée : Cuisine, deux pièces.  
• Premier étage, une pièce, grand manoir - Elevé sur sous-sol.  
• Terrain 1 ha.  
• Mise à prix : 220 000 F. Consignation pour enchérir : 15 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 770.82.66.  
M<sup>rs</sup> J. CHALAIN et M. BAILLOT, 26, boulevard Saint-Denis, 75010 PARIS. Tél. 770.82.66.

## SANS MISE A PRIX

**APARTEMENT - 36 M<sup>2</sup> LIBRE**  
PARIS 75015, rue Havelle, 28.  
• Premier étage, studio impeccable avec balcon, immeuble 1970 de standing.  
• Consignation pour enchérir : 30 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 280.34.60.  
M<sup>rs</sup> D. MOREL, 15, rue des Saints-Pères, 75008 PARIS. Tél. 200.34.60.

**PAVILLON + JARDIN - 554 M<sup>2</sup> LIBRE**  
VIRY-CHATILLON 91170, rue Margot, 45.  
• Rez-de-chaussée aménagé plus appartement avec séjour, chambre, salle d'eau - Premier étage : 5 chambres, antichambre, lingerie - Deuxième étage : premier aménageable - Sous-sol, garage, salle de jeux, 2 caves. Construction 1968.  
• Consignation pour enchérir : 60 000 F.  
Visites : samedi 30 octobre et 6 novembre de 14 à 18 heures.  
M<sup>rs</sup> G. BELLARMENT, 14, rue des Pyrénées, 75015 PARIS. Tél. 280.31.12.

**8 APPARTEMENTS**  
BOULEVARD 92100, rue de Blandan, 25.  
**APARTEMENT - 3 PIECES**  
• Rez-de-chaussée : Entrée, séjour, 2 chambres, cave.  
• Loyer : 5 400 F.  
• Consignation pour enchérir : 35 000 F.  
**APARTEMENT - 55 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Entrée, séjour, 2 chambres, cave.  
• Loyer : 5 400 F.  
• Consignation pour enchérir : 14 000 F.  
**APARTEMENT - 55 M<sup>2</sup> - 3 PIECES LIBRE**  
• Quatrième étage : Entrée, séjour, 2 chambres, cave.  
• Loyer : 5 760 F.  
• Consignation pour enchérir : 14 000 F.  
**APARTEMENT - 22 M<sup>2</sup> - 1 PIECE LIBRE**  
• Cinquième étage : Cuisine, chambre, débarras.  
• Loyer : 1 740 F.  
• Consignation pour enchérir : 5 000 F.  
**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - STUDIO LIBRE**  
• Premier étage : Entrée, cuisine, chambre.  
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - STUDIO LIBRE**  
• Quatrième étage : Entrée, cuisine, chambre.  
• Loyer : 2 370 F.  
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - STUDIO LIBRE**  
• Cinquième étage : Entrée, cuisine, chambre.  
• Loyer : 2 250 F.  
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.  
**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - STUDIO LIBRE**  
• Cinquième étage : Entrée, cuisine, chambre.  
• Loyer : 2 250 F.  
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 073.82.78.  
M<sup>rs</sup> P. BOUSSIER, 24, rue Vignon, 75008 PARIS. Tél. 073.82.78.

## 23 APPARTEMENTS

PANTIN 93500, rue Salma-Marguerite, 23-25.  
Immeuble en location et en vente.

**APARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - LIBRE**  
• Rez-de-chaussée : 2 pièces, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 472 F.

**APARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Premier étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 472 F.

**APARTEMENT - 19 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Premier étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 232 F.

**APARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 472 F.

**APARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 472 F.

**APARTEMENT - 18 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 315 F.

**APARTEMENT - 19 M<sup>2</sup> - LIBRE**  
• Deuxième étage : 2 pièces, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 462 F.

**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Deuxième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 462 F.

**APARTEMENT - 18 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 315 F.

**APARTEMENT - 19 M<sup>2</sup> - LIBRE**  
• Troisième étage : Deux pièces, séjour, chambre.

**APARTEMENT - 25 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 562 F.

**APARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 472 F.

**APARTEMENT - 18 M<sup>2</sup> - LIBRE**  
• Cinquième étage : 2 pièces, séjour, chambre.

**APARTEMENT - 20 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 236 F.

**APARTEMENT - 20 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 248 F.

**APARTEMENT - 20 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 532 F.

**APARTEMENT - 21 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 236 F.

**APARTEMENT - 20 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Troisième étage : Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 236 F.

**APARTEMENT - 20 M<sup>2</sup> - 2 PIECES LIBRE**  
• Cinquième étage : 2 pièces - Séjour, chambre.  
• Loyer : 1 248 F.

• Faculté de réunion de ces lots.  
• Consignation pour enchérir : 5 000 F. par lot ou 50 000 F. pour l'ensemble.  
Visites : lundi, mardi, samedi de 14 h à 18 h ou Tél. 544.06.89.  
M<sup>rs</sup> BOGHO-POLA, 28, rue Schaeffer, 75016 PARIS. Tél. 704.82.71.

Coupon-réponse à détacher et à adresser à :  
**marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.**  
Je désire recevoir régulièrement et gratuitement votre programme des ventes au Châtelet  
Nom : .....  
Adresse : ..... N° : .....  
Code postal : ..... Ville : .....



## SPORTS

## LA COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

## Devant Eindhoven, Saint-Etienne brille mais ne marque qu'un but

La journée du 3 novembre sera décisive pour la plupart des clubs qui disputent, mercredi 20 octobre, le match « aller » des huitièmes de finale de la coupe d'Europe des clubs champions. Rares, en effet, sont les résultats de cette première journée qui permettent d'avancer avec certitude le nom de ceux qui se qualifient, dans quinze jours, pour les quarts de finale. Cette remarque vaut notamment pour le Bayern de Munich, battu 2 à 1 à Ostrava (Tchécoslovaquie), pour Liverpool, battu 1 à 0 par les Turcs de Trabzonspor, pour le

Real Madrid, qui n'a pu faire que match nul (0-0) sur son terrain, devant Bruges. En revanche, le Dynamo de Kiev, qui a marqué quatre buts contre Salo-nique et Moenchengladbach, qui a gagné le match disputé à Turin, semblent n'avoir pas de souci à se faire.

Les soucis, Saint-Etienne en aura avant de se rendre, le 3 novembre, aux Pays-Bas. Sa victoire sur Eindhoven, pour mériter qu'elle soit, ne tient qu'à un but, et les Néerlandais ne sont pas prêts d'oublier leur mésaventure de la saison passée.

## A la limite de ses forces

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — L'œil malicieux derrière de fines lunettes, un léger sourire au coin des lèvres, M. Kees Rijvers, entraîneur du P.S.V. Eindhoven, dégageait une tranquille assurance après le match que son équipe venait de perdre 1-0 contre l'Association sportive de Saint-Etienne en match aller des huitièmes de finale de la Coupe européenne des clubs champions. Sept mois plus tôt, en demi-finale de la même épreuve, les Stéphanois avaient pourtant gagné sur le même score et préservé cet avantage lors du match retour à Eindhoven.

L'heure et demi de football qu'il venait de vivre n'avait rien changé à son opinion d'avant le match. « Si Saint-Etienne ne vient pas chez nous avec deux buts d'avance, disais-je, je suis certain de notre qualification. Nous avons gagné la saison dernière, par excès de confiance. Nous ne ferons pas cette fois un pareil cadeau. »

Assis côté à côté pour la conférence qui suivait la rencontre, les deux entraîneurs étaient un peu à l'image de leur équipe. M. Kees Rijvers, confiant et réaliste, analysait la partie avec minutie. M. Robert Herbin, plus vague, semblait vouloir se persuader qu'il avait retrouvé son équipe des grands soirs de Coupe d'Europe. Aïe! quand les Stéphanois jouent les Néerlandais « aussi forts que la saison passée », M. Rijvers répliquait : « Ce n'est pas mon avis. Ce match sera très important pour nous. Nous ne sommes pas habitués à jouer à Eindhoven, et surtout Krijgh et Edstroem, relents de blessure et manquaient trop de compétition. Ils seront prêts seulement pour le match retour. »

Quand M. Herbin ne cachait pas sa satisfaction d'avoir trouvé ses joueurs « plus actifs et plus constants » que précédemment, M. Rijvers rétorquait ces propos à un niveau plus modeste en ajoutant : « Saint-Etienne est moins fort cette année. L'équipe en fin de saison dernière nous avait marqué trois buts ce soir. »

## Semaine agitée

Toujours lucide, Ivan Curkovic, le gardien de but stéphanois, n'était pas loin de partager cette opinion quand il laissait échapper : « Cette fois ce sera très dur de les surprendre. Le courage, la générosité dans l'effort dont nous avons fait preuve ce soir et qui sont devenus nos qualités principales, pourraient bien ne pas suffire sur leur terrain. »

Après une semaine agitée marquée par les bonheurs d'Henri Revelli et de Christian Saragana, mécontents de ne plus être considérés comme des titulaires indiscutables et par l'annonce de l'opération d'un ménisque pour le capitaine de l'équipe Jean-Michel Larqué, les Stéphanois ont su réserver les rangs avant ce choc important contre Eindhoven. Mais, sur la pelouse du stade Geoffroy-Guichard envahi par cette foule parisienne et bruyante

à l'extérior des soirs de Coupe d'Europe, ils ont plus livré un combat qu'un match de football classique. Comme contre Sofia, ils ont arraché une victoire « minimum » en allant à la limite de leurs ressources morales et surtout physiques.

Dans une épreuve aussi inépuisable, où la qualification d'une équipe se joue sur deux matches, l'efficacité prolongée des champions de France devient un handicap de plus en plus difficile à surmonter. Or, dans cette compétition impitoyable, Saint-Etienne doit construire ses succès à la manière d'un boxeur dépourvu de punch.

Privés de véritable buteur, les champions de France ne peuvent pas espérer mettre rapidement leur adversaire K.-O. en profitant de la moindre occasion de but, comme le font si bien par exemple Gert Müller et le Bayern de Munich. Par trois fois dans les dix premières minutes du match contre Eindhoven, les Stéphanois avaient déjà confirmé le manque d'opportunisme dont ils avaient fait preuve à Sofia.

Leur meilleure chance à domicile réside dans un travail de sape, fait d'attaques incessantes qui usent peu à peu leur adversaire et permettent souvent aux Stéphanois de faire la différence en fin de partie. Même si la « potion magique » du docteur Forty facilitait le dépassement de certaines limites physiques, on ne peut que rester confondu devant l'énergie dépensée par certains joueurs et notamment par des défenseurs comme Gerardo Plaza, Dominique Bathenay ou Gérard Farison, qui viennent sans cesse prêter main-forte à leurs attaquants.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Plaza fut une nouvelle fois le sauveur de Saint-Etienne en marquant le seul but de la partie à la soixante-douzième minute. Lui et ses camarades regretteront sûrement de ne pas avoir su profiter, dans le quart d'heure qui suivit, de la fatigue et du désarroi des Néerlandais.

L'avantage d'un but reste bien mince avant le match « retour ». Toutefois, si l'on doit trouver un motif d'optimisme c'est en tenant compte du fait que le P.S.V. Eindhoven n'a pu marquer à l'extérieur. Si les champions de France obtiennent un but aux Pays-Bas, les Néerlandais, du fait du règlement, devraient battre trois fois Curkovic pour se qualifier. Or la défense de Saint-Etienne, même allégée, a donné une nouvelle preuve de sa solidité et son expérience et de son habileté de manœuvre en mettant plus d'une dizaine de fois les Néerlandais hors jeu, pour parler de l'abri d'un effondrement.

Ainsi, l'espoir des Stéphanois à Eindhoven pourrait bien s'appeler Dominique Rocheteau, enfin redevenu, après six mois de douleurs, l'ailier de l'attaque qui contribuait tant la saison dernière à la qualification de son club pour la finale européenne.

GERARD ALBOUY.

HUITIÈMES DE FINALE (ALLER)	
*A.S. Saint-Etienne b. P.S.V. Eindhoven (P.-B.)	1-0
*Dynamo Kiev (U.R.S.S.) b. Paok Salonique (Grèce)	4-0
*Ferencváros Budapest (Hongrie) b. Dynamo Dniepr (U.R.S.S.)	1-0
*Bank Ostrava (Tchéco.) b. Bayern de Munich (R.F.A.)	2-1
*F.C. Zurich (Suisse) b. Turun Pallo-Seura (Finl.)	2-0
*Real Madrid (Espagne) b. A.C. Turin (Italie)	2-1
*Trabzonspor (Turquie) b. Liverpool (Angleterre)	0-1

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	
98 F	175 F
252 F	338 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	
188 F	355 F
523 F	680 F

ÉTRANGER (PAR MESSAGERIES)	
L. - BRUXELLES - LUXEMBOURG	125 F
236 F	355 F
440 F	

II. - TUNISIE	
163 F	365 F
445 F	590 F

Par voie aérienne	
163 F	365 F
445 F	590 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.	
Changements d'adresse	déclarer
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.	

Changements d'adresse	
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.	
Changements d'adresse	déclarer

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.	
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.	
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.	

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'imprimerie.	
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'imprimerie.	
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'imprimerie.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	
CETTE SEMAINE DANS ELLE.	

## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.10.76 à 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 22/10/76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige ▼ aversees □ orages → Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 octobre à 0 h et le vendredi 22 octobre à 24 heures :

La perturbation qui abordait jeudi matin la Bretagne se dirigera vers la mer du Nord en entraînant la profonde dépression de l'Atlantique. Son front froid affectera encore, vendredi, nos régions de l'Ouest et du Nord.

Vendredi 21 octobre, de la Bretagne et de la Vendée à la frontière belge, le temps sera assez nuageux et par moments, faiblement pluvieux. Les vents, de sud-ouest, seront modérés. Les températures minimales seront en hausse dans l'intérieur ; les maxima varieront

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 21 octobre 1976 :

## DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 72-809 du 1<sup>er</sup> septembre 1973 portant application de la loi du 3 janvier 1973 instituant l'aide judiciaire ;

● Fixant les conditions d'application de certaines dépenses des obligations du service national actif.

## UN ARRETE

● Relatif à la liste des services hospitaliers de chirurgie visés aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 16 octobre 1972 relatif au certificat d'aptitude spéciale de chirurgie générale.

## A L'HOTEL DROUOT

## VENTES

Vendredi  
S. 1. — Meubles et tableaux anciens.  
S. 3. — Dess et peint. 19<sup>e</sup>.  
S. 5. — Dessins, aquarelles, tableaux modernes, miniatures, 19<sup>e</sup>, objets d'art, meubles anciens 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>.  
S. 15. — Ex. mubles sp. Emp. et 19<sup>e</sup>.

## Le Monde

Service des Abonnements

5 rue des Nations

75008 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4287-23

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

98 F 175 F 252 F 338 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

188 F 355 F 523 F 680 F

ÉTRANGER (PAR MESSAGERIES)

L. - BRUXELLES - LUXEMBOURG

125 F 236 F 355 F 440 F

II. - TUNISIE

163 F 365 F 445 F 590 F

Par voie aérienne

163 F 365 F 445 F 590 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

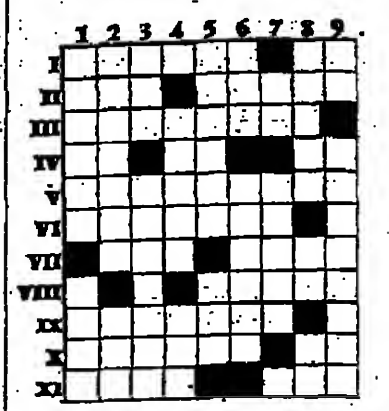
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarer

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1582



## HORIZONTALEMENT

I. Rougissent sous les coups de bâtons ; Un petit tour en Chine — II. Tombe avec plusieurs balles dans la tête ; Ne manque pas de chien. — III. Stépanouches à la surface d'un mouvant miroir. — IV. Symbole ; Orientation ; Dans une sonnerie militaire. — V. Consistent à pratiquer la chasse d'eau. — VI. Partie difficilement à voir basse. — VII. Roulés ; A donc poussé un certain cri. — VIII. Feuvent se remettre. — IX. Protégeaient contre certains dangers de la rue. — X. Franchit le seuil ; Préposition. — XI. A donc sa place quelque part ; Génie.

## VERTICALEMENT

1. Éloient parfois au beau milieu des épis ; Exigeaient une construction régulière. — 2. Peut fort bien se piquer au jeu ; Tissu. — 3. De quel trouble ; Bien obligés de solliciter. — 4. Résume un programme collectif d'utilisation intensive ; Pure fantaisie. — 5. Encourage quelque peu quand il est à l'œuvre ; Unité d'ailleurs. — 6. Ne put cacher sa mauvaise humeur ; Sont le théâtre d'une incessante circulation. — 7. Abréviation ; Filles légères. — 8. Notre, est dressée à des fins funestes ; Divinité ; Jolies filles (épée). — 9. Pronom ; Aïe.

Solution du problème n° 1581

## Horizontalement

I. Sécher. — II. Ni ; EV. — III. Maladie. — IV. Olive ; II. — V. Tes ; Era. — VI. Estas ; Epée. — VII. RM ; Pris. — VIII. Roserates. — IX. Sa ; Salade. — X. Ro ; Le. — XI. Succès.

## Verticalement

1. Moteurs. — 2. Égales ; Ours. — 3. Lises ; Ou. — 4. AV ; Ames. — 5. Ondes ; Râle. — 6. III ; Palet. — 7. Sériat. — 8. Pied. — 9. Svelte.

GUY BROUTY.

## Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES	SOMMES A PAYER	TERMINAISON	FINALES	SOMMES A PAYER
1	791 871 9 181 9 181 9 181 28 571 28 571 28 571 28 571	100 000 100 000 100 000 100 000 100 000 1 500 000 1 500 000 1 500 000 1 500 000	5	05 085 11 528 28 585 28 578 1 478 2 708 28 578 17 458	100 000 5 000 100 000 100 000 5 000 5 000 12 000 100 000
2	3 1 482 9 658 28 572 27 242	100 000 100 000 100 000 100 000 100 000	7	477 28 577 8 78 28 578 01 778	200 12 000 500 100 000 100 000 100 000
3	32 3 713 8 423 3 423 8 823 28 573 14 673 35 963	100 000 100 000 100 000 100 000 100 000 100 000 100 000 100 000	9	723 2 923 4 819 8 849 28 579	200 500 100 000 100 000 100 000
4	074 2 414 28 574 10 214 15 224	100 000 100 000 100 000 100 000 100 000	0	7 020 4 320 8 840 28 570	5 000 500 100 000 100 000
5	15 105 4 445 8 835 8 835 9 805	100 200 5 000 5 000 5 000 5 000			

Signes du Zodiaque  
TIRAGE DU 20 OCTOBRE 1976  
PROCHAIN TIRAGE  
LE 27 OCTOBRE 1976  
A MALAKOFF (Paris-14)

LOTO	13	14	20	26	33	48	NUMERO COMPLEMENTAIRE
TIRAGE No 22							18

PROCHAIN TIRAGE LE 27 OCTOBRE 1976 VALIDATION JUSQU'AU 28 OCTOBRE APRES-MIDI

صلى الله عليه وسلم



Théâtre

LES TRÉTEAUX  
DU SUD PARISIEN  
EN LIQUIDATION

La Compagnie des Tréteaux du Sud parisien, dirigée par Roger Mollien, vient d'être mise en liquidation.

La Compagnie s'est installée, en 1971, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, au centre Daniel. A la suite de difficultés d'ordre financier, l'association responsable du centre manifeste, en février 1976, sa volonté de ne pas renouveler le contrat de Roger Mollien. Un comité de soutien se constitue au mois de mai; la Compagnie sera cependant épaulée en juin sur décision emphytote par le Conseil de Paris.

MORT

D'ANDRÉ JOSSET

Le docteur André Josset vient de mourir à Paris. Il était âgé de quatre-vingt ans. Auteur dramatique, il avait notamment écrit « Elisabeth », « Les Femmes de l'Amour » (1951), il avait aussi été vice-président de la Société des auteurs dramatiques et secrétaire de l'Institut international du théâtre.

Petites nouvelles

Le Centre américain (261, boulevard Raspail, 75014 Paris) présente une série de concerts folk avec, le 21 octobre, à 21 heures, Gary Peerson; le 22 octobre, Cyril Leleuvre et Aristide Padgug; le 23, Michel Haumont; le 24, Marc Rabine et Pierre Bessus.

Des rencontres nationales de la culture sont organisées par le secrétariat national du P.S. à l'action culturelle, les 23 et 24 octobre, à Lille. Des « tables rondes » réuniront des metteurs en scène, des animateurs et un directeur de maison de la culture sur les sujets de l'action culturelle et de la profession théâtrale.

Le spectacle « Jo Bertoli Srochi » — poèmes et chansons interprétés par Milva et Giorgio Strehler — sera donné le 24 octobre, à 16 heures, à l'Odéon, pour les amis de l'Italie et l'immigration italienne, en accord avec l'Odéon, le Piccolo Teatro de Milan et l'Amicale franco-italienne. Prix unique: 17 F. Renseignements: 121-127, avenue d'Italie, 75013 Paris.

PARIS - MERCURY - GARMONT LUMIERE - MAXEVILLE - ST-GERMAIN STUDIO - WEPLER PATHE - GARMONT CONVENTION - MONTMARTRE PATHE - GARMONT GAMBETTA - VICTOR HUGO PATHE - FAUVETTE - BOSQUET - CYRANO Versailles VELIZY - BELLE EPIRE PATHE THAIS - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS Eugène PATHE Champigny - ARIEL Rueil - PARINOR Aubrey - AVIATIC Le Bourget CLUB Maisons-Alfort - GARMONT Evry - ST-GERMAIN Village

à voir, toutes  
affaires cessantes

Si vous aimez rire, beaucoup rire, courez voir ce film. C'est une fête.  
Robert Chazal - FRANCESOIR

Moi j'en suis fou de ce film... Je dis bien c'est un petit chef d'œuvre.  
Bertrand Poirot Delpech - FRANCE INTER

Défense de ne pas rire.  
Jean-Paul Grousset - LE CANARD ENCHAÎNÉ

Yves Robert signe là le meilleur de ses films.  
L'EXPRESS

Le film est irrésistible...  
Claude Garson - L'AURORÉ

... un dialogue "first-class" écrit par un orfèvre en la matière, Jean-Loup Dabadie.  
Jean-Louis Bory - L'ENVOI

UN ÉLÉPHANT  
ÇA TROMPE  
ÉNORMÉMENT

Cinéma

« Les Douze Travaux d'Astérix »

Il y avait eu, en 1967, *Astérix et Obélix*. Puis, en 1968, *Astérix et Cléopâtre*. Deux films de dessins animés de long métrage, directement inspirés des célèbres albums de René Goscinny et Albert Uderzo, réalisés dans un studio de Bruxelles. *Astérix Obélix* et tout leur petit monde, bougeaient, parlaient « pour de vrai ». L'animation, à l'époque, était un peu rudimentaire, guindée. Le public — pas seulement celui des enfants — à vrai dire, n'y regardait pas de si près. Ces Gaulois qui faisaient toujours sombrer l'occupant romain dans le ridicule, rassemblaient trop de Français d'aujourd'hui pour qu'on ne les admire pas, tout en s'amusant. L'important était qu'ils fussent toujours supérieurs à l'adversaire.

Le mythe d'Astérix a donc permis le succès des premiers films. Puis, en 1974, Goscinny, Uderzo et leur éditeur-producteur Dargaud, fondèrent, à Paris, les studios d'animation Idéfix. De là est sorti ce troisième long métrage, *Les Douze Travaux d'Astérix* (500 000 dessins utilisés, 400 décors, la réalisation a duré trente mois) qui est en soi-même un véritable progrès sur les deux premiers. Le graphique, bien sûr, n'est pas révolutionnaire. On retrouve le réalisme stylisé des albums et comment pourrait-il en être autrement ? Mais les mouvements ont, maintenant, une extrême souplesse et, en inventant, pour ce film, un scénario original, les auteurs ont, du même coup, conçu des gags purement visuels qui ont été bien exploités par leurs installations techniques, leurs équipes.

Astérix et son inséparable Obélix sont lancés dans une étrange aventure. Pour réduire définitivement la

résistance gauloise, César amène les deux champions à se soumettre à douze épreuves dont ils ne savent rien à l'avance. S'ils en viennent à bout, César quittera le pouvoir. S'ils perdent, c'en sera fini de la liberté du village gaulois qui sera soumis, avec toute la Gaule, à la domination romaine. Ces douze épreuves sont inspirées des douze travaux d'Hercule. Ce qui n'est pas banal car, par le truchement de Goscinny et Uderzo, César place Astérix et Obélix, ces deux mortels, sur le même plan que le demi-dieu de la mythologie antique. César espère, qu'ils pourront mais, tout de même, il ne faut rien moins que cela pour amener leur défaite. L'affaire est donc ardue.

Il ne faut pas de doute pour le spectateur que ses amis gaulois finiront par triompher. C'est le complot qui intrigue, tient en haleine. C'est cette « épreuve » du pont magique sous le temps son rôle mais, retournant le mythe d'Hercule comme un gant, Goscinny et Uderzo substituent à l'invincibilité du demi-dieu les ressources humaines, force physique d'Obélix, intelligence et ruse d'Astérix. La notion magique n'est, tout au plus, qu'un tour de force.

Dans ce monde des travaux humains, Astérix et Obélix résistent à tous les traquenards, surtout lorsqu'ils relèvent du surnaturel ou de la superstition. Ils nous rappellent qu'impossible n'est pas français. Astérix se joue de l'homme-léopard qui lui est opposé pour une épreuve de course à pied, parce qu'il est un homme et l'autre une machine bien dressée. Lorsque Obélix lance un javaloit comme si c'était une pierre, le javaloit fait le tour de la terre en un temps record.

Les deux personnages complémentaires rejoignent ici, le type du héros qui exalte le nationalisme dans les romans d'aventures de Paul d'Ivoi, par exemple. Obélix est capable d'engouffrer un repas qui aurait fait reculer Panurge. Astérix refuse, par son bon sens, de céder au pouvoir d'un hypnotiseur. Leur endurance, leur esprit d'entreprise, leur adresse d'équilibriste, leur opiniâtreté et leur humour (car tout est drôle) relèvent de ce tempérament français qu'on peut trouver en toutes nos provinces. Astérix, Gaulois d'Amérique, pourrait être aussi bien parisien, marseillais ou lyonnais. Il y a du Guignol en lui lorsqu'il dérange la machine absurde d'une administration hyper-bureaucratique pour se tirer de la hultime épreuve : la maison qui rand fou.

A la fin, tous les habitants du village gaulois sont jetés aux gladiateurs et aux bêtes dans le grand cirque de Rome. Tous unis sous la conduite d'Astérix et confondus dans le mythe, ils défontent le spectacle à leur profit, organisant de vrais numéros de cirque dans un délire savoureux. César n'aura plus qu'à aller planter ses choux. Le héros gaulois n'est pas un chef mais le porte-drapeau d'une communauté. Dans sa double nature, Astérix-Obélix n'incarne pas, au fond, les rêves de la majorité aliénée ? Les enfants, en tout cas, pourront, nombreux, se divertir à ce film, en le prenant au premier degré.

JACQUES SICLIER.

\* Gaumont-Richelieu, Cluny-Palace, Hauteville, Gaumont-Madeleine, Marignan, Nelson, Gaumont-Sud, Montparnasse-Palace, Camborne, Clichy-Palace.

Musique

Les processus graduels de Steve Reich

« Le grand rendez-vous des répétitions américaines », analysé ici même par Daniel Canz (le Monde du 21 octobre), change, sans conteste, quelque chose dans le paysage de la musique contemporaine. Nous ne pouvons que réitérer un mouvement qui a déjà quel- que dix ans d'âge et dont certains disques ou concerts de Terry Riley, de Philip Glass et de La Monte Young nous ont donné l'idée. Ce qui paraissait souvent de l'ordre du gadget s'impose aujourd'hui comme un mouvement

significatif, avant bien dans un « opéra » tel qu'« Einstein on the beach » que dans les concerts actuels de Steve Reich.

La musique pour dix-huit musiciens de ce dernier, créée mardi salle Wagram, offre une modeste idéal de la musique de structure fondée sur des structures entièrement perceptibles. « Je veux être à même », écrit Reich, d'entendre le processus de l'œuvre et de la musique en train de résonner. Pour permettre une écoute extrêmement détaillée, un processus musical doit se dérouler à l'intérieur et graduellement à l'observation de l'auditeur des minutes d'une montre : en l'observant un moment, on peut percevoir son mouvement ».

Dans cette partition (qui réunit piano, métallophone, quatre voix de femme, violon, violoncelle, clarinettes et clarinettes basses), une pulsation régulière, rapide et serrée, frappée par les pianos (ou les métallophones ou les maracas), sous-tend sans fléchir les cinquante-cinq minutes de l'œuvre. Sur cette base immuable, le paysage sonore ne va pas cesser d'évoluer, lentement mais constamment, par des figures répétitives aux couleurs merveilleuses se tissant les unes sur les autres. Les légères variations des cordes, les souffles rythmiques des clarinettes, les voix se coulant dans le bruissement sonore qui s'élève et s'abaisse doucement au soleil, des pépiements d'oiseaux, des figures couronnées par les xylophones et les maracas, émaillant cette grande trame lumineuse, qui s'élève et s'abaisse, les motifs naissent, à peine perceptibles, avant de se noter, s'inscrivent dans la perception sans presque qu'on le sache, et émergent avec un autre visage lorsque leurs pré- décesseurs s'éteignent et les laissent seuls à découvrir. Sur cette musique active et tendue rayonnent les notes d'or ou d'argent du métallophone, qui, comme un carillon solaire, indique le déroulement du temps, le passage d'une section à l'autre, les moments de retraite des pianos ou des maracas, les grands enroulements de lumière sonore.

Que s'est-il passé processus musical ? Apparemment rien. Il s'agit d'une simple démonstration auditive de l'idée et du travail qui l'a mis en œuvre. Mais un phénomène musical dépasse toujours son simple exposé. De cette œuvre émane une atmosphère apaisante, plus câline que celle du jazz, sans frénésie sans nervosité, l'allégresse olympienne d'une musique claire, parfaitement équilibrée, que l'on contemple à loisir comme un paysage, comme le moment de la mer, ni tout à fait la même ni tout à fait une autre. Le temps, ici, participe à l'éternité, à l'exclusion de toute fin, de toute monotonie ; car plus le temps passe et plus nous enfonçons dans ce monde intérieur, aussi complexe que clair, où les impressions s'accumulent lentement, sans nous laisser pas insister. Comme l'écrit encore Steve Reich :

« Même lorsque chaque perçoit ce qui se produit graduellement dans un processus musical, il y a encore suffisamment de mystère pour satisfaire tout le monde ».

On ne saurait donc parler de « musicalité » à propos de ces œuvres. Le rôle du compositeur n'y est pas moins essentiel que dans toute autre musique : le processus qui « fonctionne » est celui qui mettra en branle l'attention, l'émotion, le bonheur de l'auditeur, demeure un mystère de la création.

Il n'en reste pas moins que cette musique est très différente de la musique européenne, de son principe dramatique, de son « processus compositionnel » transmettant le développement musical qu'il détermine sans apparaître directement en « relation auditive » avec la musique antérieure, sans complexité immuable à son activité, et très américaine en cela, à l'opposé du romantisme comme du sérialisme, mais qui n'est peut-être pas si éloignée, toute réserve gardée, de certains « processus musicaux » de Jean-Sébastien Bach.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Musique pour dix-huit musiciens sera jouée vendredi avec trois autres partitions de Reich ce jeudi, audition de Drumming Festival d'automne, 20 h. 30, salle Wagram.

INSTITUT

HOMMAGE A LA REINE  
ELISABETH DE BELGIQUE

La reine Elisabeth de Belgique aurait cent ans. A cette occasion, l'Académie des beaux-arts, dont elle fut membre associé étranger, a rendu à sa mémoire, mercredi sous la Coupole, un solennel hommage, en présence de sa fille l'ex-reine Marie-José et de M. Kerkove de Denterghem, ambassadeur de Belgique à Paris. Des discours de MM. Louis Leygue, président de l'Académie; Carlo Bruni, de l'Académie royale de langue et littérature françaises; Roger Avermaete, de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique; et enfin de M. Georges Auric, entrecoupés de moments de musique, ont évoqué la « reine aux yeux perçants », qui fut à la fois musicienne et sculpteur. Violoniste et chef d'orchestre, le maître de chapelle des souverains, puis de Jacques Thibaud, et même de Georges Enesco, Gabriel Faure ne lui dédaignait pas sa Seconde Sonate pour violon ? On lui doit la Fondation musicale Reine-Elisabeth, et la création des concours Islay pour violon, puis pour piano, devant le célèbre Concours International Reine-Elisabeth.

Variétés

LA NOUVELLE CHANSON

En programmant cette année Nicolas Peyrac, Bernard Lavilliers, Jean-Paul Verdier et quelques autres dans ses spectacles de variétés ouverts à 18 h. 30, le Théâtre de la Ville met heureusement l'accent sur le renouveau d'une chanson qui n'est pas considérée comme une vache à lait, comme un produit accepté et basement traditionnel. Ici, la chanson vient d'une somme de hasards qu'on laisse se développer, elle s'inscrit dans la nature, exprime des sentiments qui comptent, qui sont vrais, invente un nouveau monde ou renoue le quotidien, la culture qui se mêle à la redresse, la dérive à l'humour.

Ce renouvellement s'opère déjà depuis trois ans sous le succès rencontré par Maxime Le Forestier, Catherine Ribeiro, François Bédaride. La plupart de ces auteurs-spectateurs approchent de la trentaine, sont passés par l'université, se sont nourris avec le rock, avec le folk, avec les chansons de Dylan, de Ferré et de Breil avant de suivre un chemin personnel où ils se remettent volontiers en question, où ils se révèlent généreux et sans illusion, rigoureux et volocitaires lyriques, où leurs chansons qui pousent, qui changent, ont souvent une force tranquille. Nicolas Peyrac, qui en accueille à l'édifice du Théâtre de la Ville, chante « un drôle de temps où les arbres se meurent, où à Paris on ne se bat presque plus, où on dort ». Bernard Lavilliers, qui lui succède sur la même scène, évoque un nouveau monde « où de la zone et de la fortune », sans hiérarchie et sans facilité. Yves Douron, qui comme avec Georges Moustaki dans les chœurs de la région pécheronne, chante l'héroïsme des gens ordinaires.

D'autres passeront plus tard sur une

scène : Yves Douron, Jean-Michel Candace, Yves Simon, Michel Jossac, Genevieve Paris, qui pourrait être une grande chanteuse de blues et qui a une voix étonnante par son étendue, par son « heat ». Michel Berger avec sa musique libre, ouverte, spontanée, pleine de vibrations, de tensions et de couchance et où les mots balancent.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Nicolas Peyrac, Théâtre de la Ville, 18 h. 30.

Jazz

MORT  
DE VICTORIA SPIVEY

La chanteuse de blues Victoria Spivey est morte à New-York. Elle était âgée de soixante-huit ans.

[Née à Houston en 1908, Victoria Spivey enregistra ses premiers disques dans les années 30 et connut le grand succès auprès du public non américain avec des chansons comme « Black snake blues ». Elle fit des disques entre 1937 et 1957, accompagnée par King Oliver et Louis Armstrong. Depuis de nombreuses années, elle avait sa propre compagnie (la Spivey Record Productions), où elle fit enregistrer, notamment un jour de 1961, le chanteur de blues Big Joe Williams accompagné à l'harmonica par Bob Dylan. Trépassant égaré à New-York.

Victoria Spivey avait aussi joué un des rôles principaux du film de 1951, le « King Vidor » « Hallelujah », tourné en 1933. — C. F.]

Cie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques

DROUOT - RIVE GAUCHE  
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE  
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Télex 270-906

Sauf indication particulière, les expositions ont lieu la veille des ventes de 11 heures à 18 heures

LUNDI 25 OCTOBRE (Exposition samedi 23)  
S. 1. - Meubles. Objets d'art. Tapis d'Orient. M<sup>rs</sup> Boissard, de Hesse.  
S. 2. - Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie anc. et mod. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 3. - Tr. bel. Pourr. renard. par. vitrine. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 4. - Objets d'art. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 5. - Objets d'art. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.

MARDI 26 OCTOBRE (Exposition samedi 23)  
S. 14. - Biblioth. M. X. Autogr. Guillaum. Buffetaud, Tailleur. Grands papiers. — M<sup>rs</sup> Laurin. M<sup>rs</sup> Vidal-Mégret.  
S. 15. - Dessins et tapis mod. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.

MERCREDI 27 OCTOBRE (Exposition mardi 26)  
S. 1. - Beaux bijoux. Tapis mod. Orfèvrerie anc. et mod. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 2. - Ensemble de bronzes. Sous-marin. M<sup>rs</sup> Champetier de Ribes, Ribeyre, Millon.  
S. 3. - Tapis mod. M<sup>rs</sup> le Blanc.  
S. 4. - Tableaux anc. et mod. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 5. - Objets d'art. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.

MERCREDI 27 et JEUDI 28 OCTOBRE (Exposition le mardi 26)  
S. 2. le 27; S. 6. le 28. - Cabinets d'un amateur. Tab. anc. Ivoires Europ. d'Extr.-Orient. Céram. Art.

JEUDI 28 OCTOBRE (Exposition mercredi 27)  
S. 7. - Meubles. M<sup>rs</sup> Chambelland.  
S. 8. - Objets d'art et de bel ameubl. des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.

VENREDI 29 OCTOBRE (Exposition jeudi 28)  
S. 2. - 1. Ensemble. Bij. XIX<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.  
S. 3. - Bij. montres anc. Argent. anc. M<sup>rs</sup> Godeau, Solanet, Audap, M<sup>rs</sup> Fommervault.

VENREDI 29 OCTOBRE (Exposition - 17, rue de Seine jusqu'à 26; S. 8 le 28 de 11 à 18 h., le 29 de 11 à 12 h.)  
S. 5. - Bibliothèque. A. Dunoyer de Segonzac. M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan, MM. J. et J. Lacoste.

ESPACE CARDIN  
1 ET 3, AVENUE GABRIEL (75008)

LUNDI 25 OCTOBRE à 21 h. (exposition samedi 23 et lundi 25)  
Tableaux d'aujourd'hui. M<sup>rs</sup> Jean-Claude Blinche.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE  
— ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 742-68-23  
— BENOIST, 5, rue La Boétie (75008), 285-79-50  
— LE BLANC, 32, av. de l'Opéra (75002), 073-99-78  
— BOISSARD DE HESSE, 2, r. de Provence (75008), 770-81-38  
— BONDY, 17, rue Drouot (75009), 770-81-38  
— CHAMPELLE, 1, rue Rosini (75009), 770-81-38  
— CHAMPELLE, 1, rue Rosini (75009), 770-81-38  
— COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 535-85-44  
— GODEAU, SOLANET, AUDAP, 34, rue Drouot (75008), 770-15-53, 770-81-38  
— JOZON, 4, rue Rosini (75009), 770-34-91  
— LAUREN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAUREN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11  
— LOUDMER-POULAIN, 30, place de la Madeleine (75008), 073-89-40  
— OGER, 21, rue Drouot (75008), 533-39-84  
— PESCHETEAU, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38







## RADIO-TÉLÉVISION

**LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) :**  
Studio de la Harpe, 5<sup>e</sup> (033-34-53)  
St-Lazare-Paquelin, 8<sup>e</sup> (387-35-43)  
Olympie, 1<sup>er</sup> (763-07-42) ; Alhambra,  
12<sup>e</sup> (363-07-48).

**Les grandes reprises**

**ACTANT EN EMPORTE LE VENT**  
(A.v.o.) : Syreza Point Show  
8<sup>e</sup> (325-47-29)  
5<sup>e</sup> (710-47-55) ; Royal-Passy, 10<sup>e</sup>  
(327-44-10)

**BLACKBOARD** (A.v.o.) : Acton  
La Pavane, 9<sup>e</sup> (818-50-50)

**2001 - ODYSSÉE DE L'ESPACE (A.v.o.)** : Studio de la Contrescarpe,  
1<sup>er</sup> (325-47-29) ; Syreza Point Show  
8<sup>e</sup> (323-47-29).

**FANTASIA (A.v.o.)** : Rev. 2<sup>e</sup> (230-  
83-30) ; Pantheon, 8<sup>e</sup> (323-15-04)

Les chansonniers :  
Caveau de la République, 21 n. :  
Seus sans provisions  
Deux-Anes, 21 n. : Marianne no-  
vois-tu bien venir ?  
Dix-Heures, 22 n. 15 : Tu crois que  
c'est mieux ailleurs.

L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (\*\*),  
v.o. : Saint-André-des-Arts, 6°  
(326-43-18) : Elysees-Lincoln, 8°  
(359-36-14) : Babec, 8° (356-52-70) :  
v.f. : Omnia, 2° (233-39-36) :  
Gaumont-Opéra, 9° (073-95-48) :  
Jean-Renoir, 9° (876-40-75).  
FACE A FACE (A) (\*), v.o. : Ven-  
dôme, 2° (173-97-52) : Saint-Michel,  
5° (326-79-17) : Bonaparte, 6° (326-

v. f. : Bienville-Montparnasse. 15°  
(544-25-03).

[illegible]

(\*\*): Capri, 2<sup>a</sup> (508-11-69): Arlequin, 6<sup>a</sup> (548-62-25): Paramount:

122. Capri, 2° (508-11-69): Ari-  
 quin, 8° (548-59-28); Parmoun-  
 t-Paris, 9° (548-59-28); Cham-  
 pagn-Mythen, 8° (332-40-34);  
 Parnoun-Opera, 9° (707-34-37);  
 123. Capri, 2° (508-11-69):  
 12-28); Parmount-Montparnasse,  
 16° (332-22-17).  
 LA MARQUE (P.-J.). (°) Quintette,  
 9° (503-07-78); Montparnasse-83, 9°  
 (54-14-27); Concorde, 8° (332-  
 40-34); Parnoun-Opera, 9° (707-  
 34-37); Gaumont-Convention, 15° (332-  
 42-71); Caravelle, 18° (387-59-70);  
 Gaumont-Convention, 15° (332-42-  
 71); Gaumont-Gambetta, 20° (707-  
 02-74).  
 LAMARTIN (JUL) ARABINOVA (A.  
 MERIA) (°) v.o.: Studio Alpha,  
 5° (333-39-47).  
 LAMBERT CHERS AMIS (L.). v.o.: Quin-  
 tette, 9° (503-07-78); Monte-Carlo,  
 8° (322-09-53); v.l.: Franca, 9°  
 (770-23-58).  
 LAMBERT (J.). v.o.: Grands-Augustin,  
 9° (533-22-13); Hauteville, 8°  
 (83-79-38); Marignan, 8° (338-  
 40-34);

v.f. : Gaumont-Théâtre, 2<sup>e</sup> (231-33-16) : Montparnasse-83, 6<sup>e</sup> (544-

v.f. : Gaumont-Théâtre, 3<sup>e</sup> (231-35-10) : Montparnasse-83, 9<sup>e</sup> (544-16-57) : Faubourg, 3<sup>e</sup> (321-56-67).  
LES NAUFRAGES DE L'ILE DE LA TORTUE (Fr.) : A.B.C. 9<sup>e</sup> (524-38-54) : Elyse, 9<sup>e</sup> (422-00-40) : Mari-guette, 9<sup>e</sup> (352-92-52) : Montparnasse-Pathe, 14<sup>e</sup> (325-65-13) : Olympia, 14<sup>e</sup> (323-67-68) : Caméra-cine, 13<sup>e</sup> (732-53-58) : Secrétan, 19<sup>e</sup> (208-71-33).  
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (Fr.) v.o. : Cinoche de St-Jermain (1935-10-32).  
ITALIA DE BARIA (Fr.-Bréa.) Versa. Bréa. 9<sup>e</sup> (544-22-02) : U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (323-71-08) : U.G.C.-Biarritz, 7<sup>e</sup> (323-68-38) : v.f. : Hausmann, 9<sup>e</sup> (544-22-02).  
ALO (IL) (\*\*) v.o. : La Pagode, 7<sup>e</sup> (770-12-15).  
LES DEUX (IL) (\*\*) v.o. : La Clair, 5<sup>e</sup> (337-60-20).  
UN ELEPHANT, ÇA TROMPE ENO-BLÉMENT (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5<sup>e</sup> (533-97-59) : Saint-Germain-Madette (Fr.) : Saint-Germain-Madette-Studio (1935-43-73) : Boquet, 9<sup>e</sup> (544-22-02) : Marigny, 9<sup>e</sup> (225-70-91) : Paris, 9<sup>e</sup> (352-53-93) : Lumière, 9<sup>e</sup> (770-74-64) : Massville, 9<sup>e</sup> (770-74-64) : Marigny, 13<sup>e</sup> (541-35-35) : Montparnasse-Pathe, 14<sup>e</sup> (325-65-13) : Gaumont-Convection, 15<sup>e</sup> (770-74-64) : Elyse, 15<sup>e</sup> (422-00-40) : Elyse, 15<sup>e</sup> (422-00-40) : Wopler, 19<sup>e</sup> (387-50-10) : Gaumont-Cambetta, 20<sup>e</sup> (797-74-64).  
UNE VIE DIFFICILE (IL) v.o. : Mariva, 4<sup>e</sup> (275-67-68) : Quin-tette, 9<sup>e</sup> (353-40-01) : 14-Juillet, 17<sup>e</sup> (380-24-51).  
UN TYPE COMME MOI NE DEVRAIT PAS SE MOURIR (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 9<sup>e</sup> (533-10-32) : Les Tempeliers, 3<sup>e</sup> (272-94-55).

Il se tait.

\_\_\_\_\_

M. BOINVILLIERS  
ÉLU PRÉSIDENT  
DE LA DÉLÉGATION  
PARLEMENTAIRE

● La délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française a procédé mercredi 20 octobre au renouvellement de son bureau. Jean Bérthoin, député (M.R.), a été élu président. M. Dominique Pado, sénateur indépendant de Paris, comme président de cet organisme. Ont été élus vice-présidents M.M. Jean Vassé (M.R.), Jean Rallie (P.C.), Ciccolini (senateur, P.S.), Jacques Blanc (député, r.p. ind.) et Jacques Rallie (député, P.C.).

Le 1<sup>er</sup> vice-président (J.D.R.) de Paris, connaît fonctions de charge de mission pour la coordination avec les parlementaires membres des conseils d'administration de la radio et de la télévision. M. Pado a rappelé les efforts accomplis en 1976 par la délégation parlementaire pour veiller au bon fonctionnement du service public. Il a insisté sur le rôle de la délégation pour le contrôle permanent de l'application de la loi du 7 août 1974. Après deux années d'activité, la délégation parlementaire de radio et de télévision, il va devenir possible de dresser un bilan et de porter un jugement sur cette réforme. La délégation parlementaire pourra alors s'efforcer de réunir les différents éléments de ce bilan.

M. Georges Filloud, député (P.S.) et membre de la délégation,

« Quand on sait ce qui se passe

« Quand on voit ce qui se passe dans les sociétés de télévision et de radio, on se demande à quoi sert notre délégation, créée pour faire respecter la loi et, en son nom du Parlement, un contrôle sur les organismes issus de l'E.O.R.-F. La liberté et l'indépendance y sont quotidiennement bafouées par les interventions publiques ou souveraines du pouvoir politique. »

---

**JEUDI 21 OCTOBRE**

— La C.F.T.C. s'exprime à la tribune libre de PR 3, à 19 h. 40.

— MM. Asher Ben-Natán, conseiller du ministre israélien de la défense ; Michel Saco, commandant de l'Airbus ; Silver Lécuyer, stage français et H. Martov, stage israélien, participent au débat du magazine


PLATE 15. 1. 55.1

CHAÎNE 1 : TF 1

**l'igneros**  
en vente à  
**Galeries Lafayette**

20 h. 30. Série. La vie de Marilyn  
Magazine d'actualité : l'événement.  
Besançon.

L'opération : Entebbe ; les  
Philippines

 pour une  
choisissez  
ce label  
... et dormez

23 h. 55. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

20 h. 30. Jazz - To Bix - or n'  
-Ch. Avertis

La biographie imaginaire  
Léon Sanderbeck, surnom  
Armstrong blanc.

## CONSULTATIONS GRATUITES

\_\_\_\_\_

**TRIBUNES ET DEBATS** du même magazine, sur TF1, à 21 h 25

**TRIBUNES ET DEBATS**

« L'événement » sur « L'opération Entebbe » : le docteur Louis Rsné, président de l'ordre des médecins de la région parisienne, le docteur H. Larcher et le professeur Stritter sont les protagonistes du deuxième débat sur « Les guerilles des Philippiques » au cours du même magazine, sur TF1, à 21 h. 25.

**VENDREDI 23 OCTOBRE**  
— MM. Gabriel Oheix, délégué général à l'Emploi, et Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., débattent sur Radio-Montecarlo, à 13 h. 15.

— M. Jean Martinet père ex-prime à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

\_\_\_\_\_

EUROPEAN UNION

\_\_\_\_\_

**Bienvenue en Suisse  
le pays 'du Sbrinz'  
SWITZERLAND**

22 h. 10. Science fiction Vous avez dit  
bizarre. de M. Lancelot; 23 h. 20. Journal.

**CHAÎNE III : FR 3**

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du  
cinéma : «Thé et Sympathie» de V. Minnelli  
(1956), avec D. Kerr, J. Kerr, L. Erickson.  
Ed. Andrews.

22 h. 30. Journal.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. Poésie; 20 h. 3. Nouveau répertoire dramatique  
de France Culture : «Un chien pour Betty», de S. Flémard;  
22 h. 35. Objectif peinture (9), par D. Lecomte; 23 h. De  
la nuit; 23 h. 50. Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 25. Stuto 107... Frédéric Camerling, basse; 21 h.  
En direct de la salle Favre... Prestige de la musique, par  
l'orchestre et les chœurs de la fondation Gulbenkian, de  
Lisbonne, direction M. Corboz, avec E. Andor, U. Spreckelsen,  
H. Scher, «Le Deux» (M. A. Charpentier); «Laudate  
opus» «opus» 113 (Haarlem); «Magnificat» en re majeur,  
BWV 243 (J.-S. Bach); 23 h. 30. Le cabaret allemand;  
D. 3. improvisation pour double quartet; 0 h. 30. Les  
interprètes américains à Paris.

DREDI 22 OCTOBRE

**DREDDI 22 OCTOBRE**

**CHAÎNE III : FR 3**

20 h. 30. Magazine : Vendredi... En direct de l'Empire.

A l'occasion du premier anniversaire de leur magazine, Christine Ockrent, Jean Louis et André Dupont ont le point d'une année d'émissions.

22 h. 30. Journal.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. 5. En liaison avec T.F. 1. Émission médicale : L'identité féminine. Le professeur Hamburger ; 21 h. 35. Musique de chambre (Dell'Abaco, Albionni, Boccherini, Weber, Chopin), avec D. Glazer (clarinette), G. Kuhn (piano), B. Pietri (clavier) ; 22 h. 38. Collectif peinture (10), par D. Lecomte ; 23 h. 8. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

19 h. 40. Jacques Thibaud interprète Haydn et Mozart ; 20 h. 20. Echanges internationaux de Radio-France pour l'Orchestre symphonique de la Radio/Radiation sarrolle, direction G. Zentgraf, avec l'assistante M. Seront : « Prélude à l'après-midi d'un faune » (Debussy) ; « Ding » pour orchestre (R. Moser) ; « Symphonie » en ut majeur D. 599 (Schubert) ; 22 h. 15. En 40 ; 23 h. Cabaret du jazz ; 23 h. 5. Le cabaret allemand ; 20 h. 30. Nouvelle musique américaine.

Pour ELLE **LODENS** 280 f. Tirol  
Pour LUI **PANTAWOOL** 121 f.

Marques et Labels connus  
**PRIX-COUPÉ-QUALITÉ**  
**IMBATTABLES**



	La ligne	La ligne T.L.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.L.
L'IMMOBILIER	28,00	32,68
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Ingersoll-Rand**  
recherche pour PARIS et LILLE  
**ingénieurs commerciaux**  
AM, ENSAIS, ENSEM, ECAM...  
spécialisés dans les compresseurs industriels de haute gamme, ils seront chargés des contacts techniques avec notre clientèle et de la négociation des contrats de vente.  
Expérience de l'air comprimé ou des machines tournantes nécessaire.  
Anglais indispensable.  
Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel, sous réf. 080, B.P. 113 - 78190 TRAPPES.

**SIX CONSTRUCT INTERNATIONAL, Belgium**  
COOPER  
**TOPOGRAPHES**  
pour chantiers industriels en IRAQ  
Termes de six mois.  
Veuillez vous adresser à Mme HADNAUT, Service du Personnel, Courcouronnes, 5, avenue Gallée, 93300 BRUXELLES.

**T. P.**  
GROUPE INTERNATIONAL  
cherche  
**DIRECTEURS DE TRAVAUX**  
**INGENIEURS DE TRAVAUX**  
**INGENIEURS-MECANICIENS**  
**CONDUCTEURS DE TRAVAUX**  
pour  
**BARRAGE EN BETON**  
**BARRAGE EN TERRE**  
**PORT**  
**COMPLEXE INDUSTRIEL**  
en AMERIQUE DU SUD - AFRIQUE - MOYEN ORIENT  
Conditions d'expatriation intéressantes garanties et avantages sociaux identiques aux régimes français.  
Les candidats sont des hommes d'expérience; ils peuvent faire la preuve de leur réussite.  
Envoyer C.V. détaillé sous réf. 81158 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

MAISON D'EDITION  
recherche  
**TITULAIRE DOCTORAT EN DROIT**  
possédant larges connaissances économiques, habiles aux rech. documentaires, sachant rédiger. Bonne culture générale exigée.  
Adresser C.V. et photo récente à N° 43.214 M. Régis-Press, 15 bis, rue Réaumur, Paris-2.  
**REDACTEURS**  
SAUSSTRES  
MATERIELS et CORPORELS  
Se présenter à  
**INTEREXPRESS**  
43, rue La Fayette  
M. LE PELETIER  
**IMPORTANTE SOCIETE**  
recherche  
Liberté d'obligations  
J. H. militaires  
connaissant le Droit des Sûr et la comptabilité en vue d'un poste intéressant.  
Ecrire N° 2.366 L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.  
Pair AFRIQUE NOIRE  
Importante Société recherche  
**COMPTABLE II**  
**CHEF COMPTABLE**  
Disponibles rapidement.  
Envoyer C.V. détaillé en précisant prétentions à A. T. - 29, av. Friedland, 75008 PARIS.  
**TECHNICO-COMMERCE**  
pour vente moteurs Diesel refroidissement air. Peints et moyennes puissances. Activités sur métropole. Expér. vente et langues allemandes souhaitées. Env. C.V. sous N° 82.420 B. 17, rue Lebel, 92000 Vincennes, qui transmet.  
Ets Financier de Versailles  
rech. Gêcheriers - candidatures pensionnés invalides rech. Assemblé - délégués O.M. S.E.P.C. obligatoires. Salaire mensuel hors dédit : 2.500 F. Env. C.V. sous le N° 82.420 B. à BLEU, 17, rue Lebel, 92000 Vincennes.  
**POUSY International**  
cherche  
Collabor. et visites industr. et comm. Site formel, rémunéré. Salaire et frais minis. 4.400 F. Post. accés. route copra. Env. C.V. et photo à POUSY, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**SINTRA**  
INFORMATIQUE  
recherche  
**POUR SA FILIALE ALLEMANDE**  
**INGENIEURS D'AFFAIRES**  
**FORMATION GRANDES ECOLES**  
Expérience 2 à 5 ans dans les domaines suivants :  
• Vente de systèmes de saisie de données à base de mini calculateur;  
• Vente de terminaux de visualisation;  
• Suivi d'affaires.  
**LIEU DE TRAVAIL : FRANCFORT**  
Adresser C.V. détaillé et prétentions à la DIRECTION DU PERSONNEL, 26, rue Malakoff, 92009 ASNIERES.

**IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX**  
**METALLURGIE**  
**LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE**  
recherche  
pour son Siège Social Porte Sud-Est Paris :  
**ACHETEUR**  
Ce poste peut convenir à un candidat école sup. des approvisionnements ayant une bonne expérience professionnelle :  
- sans des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires;  
- bonnes connaissances en métallurgie aciers, inox et chaudronnerie.  
Horaires à la carte, restaurant self-service.  
Adresser curriculum vitae et photo sous N° 82.384, EDITIONS BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 92000 VINCENNES, qui transmettra.

## emploi régionaux

**MOTOROLA**  
SEMICONDUCTEURS  
En vu d'élargir son équipe financière  
**propose à :**  
HEC, ESSEC, MBA, SUP de CO., DECS, EXP. COMPTABLE, ANGLAIS COURANT INDISP.  
2 à 3 ans d'expérience et débutants ayant excellent potentiel, souhaitant prendre responsabilité, carrière rapide à Toulouse ou autres unités...  
**dans 2 secteurs**  
**Contrôle de gestion**  
Orientation informatique FORTRAN et APL  
**COMPTABILITE GENERALE**  
Ad. « C.V. » + photo, préférence poste et prétentions à  
**MOTOROLA**  
B.P. n° 34-11 31023 TOULOUSE CEDEX

**IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS**  
Nous recherchons  
**médecin** en F  
pour compléter l'équipe du service des EXPERIMENTATIONS CLINIQUES  
Nous serons intéressés par des candidats :  
- connaissant le milieu hospitalier, universitaire (Bordeaux - Toulouse - Montpellier - Marseille);  
- ayant si possible, une formation complémentaire ou une expérience en PHARMACOLOGIE CLINIQUE.  
Le poste est à pourvoir dans une ville du Sud-Ouest et implique des déplacements fréquents de courte durée.  
Adr. lettre manuscrite, CV en précisant les prétentions à B. de HERICOURT (tel. 32) 50, rue de Douai - 75009 PARIS, qui transmet.

**CREUSOT-LOIRE**  
recherche  
pour son centre de formation de SAINT ETIENNE  
**ANIMATEUR de FORMATION**  
Ce poste conviendrait à un Ingénieur ou à un Psychologue de formation, ayant plusieurs années d'expérience de la fonction en milieu industriel.  
Ecrire avec C.V. - CREUSOT-LOIRE Service Recrutement des Cadres 15, rue Pasquier, 75353 PARIS Cedex 08

**Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC**  
Une filiale du Groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage Flottant pour l'Industrie du Pétrole recherche :  
**INGENIEUR PLANNING**  
• Capable d'établir et de mettre en exécution le planning d'un projet, ainsi que de contrôler et coordonner les activités durant le développement de tous les projets de construction des terminaux pétroliers SBM. Une expérience étendue en planning, prévision et contrôle de projets en constructions métalliques (grosse charpente), doublée d'une expérience technique pratique est nécessaire.  
• Lieu de travail : Monaco (Principauté).  
Qualifications et expérience :  
• Diplôme d'Ingénieur ou niveau professionnel équivalent.  
• Expérience minimum 3 ans en planning de projets.  
• Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.  
Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à M. Le Chef du Personnel SINGLE BUOY MOORINGS INC., 27, Bd Albert 1er - B.P. 157 MC MONACO (Principauté)

Vivre à Annecy pour un  
**JEUNE CHEF DE PUBLICITE**  
c'est ce que vous propose une agence cherchant à compléter son équipe.  
H. ou F. ayant environ 2 ans d'expérience dans la gestion de budgets moyennes.  
Adr. C.V. à Rhône-Alpes Haves, 17, av. du Rhône, 74011 Annecy.  
Entreprise Bâtiment  
Géométrie recherche  
**DIRECTEUR REGIONAL**  
pour activités importantes  
REGION de MONTPELLIER  
Sérieuses références fonctions Responsabilités exigées.  
Ecrire J'ANNONCE 1136 B.P. 1547, 31000 TOULOUSE.  
Sous-traitance CADRE SUSCEP. TITRE ASSISTANT RESPONSABLE ORGANISME SPECIALISE DANS RELATIONS UNIVERSITE-INDUSTRIE. Niveau minimum souhaité : BAC + 4.  
Ecrire avec C.V. à HAVAS, n° 15-152, 34000, Montpellier.

**INGENIEUR BETON ARME**  
QUAL. PARIS. ECR. S.E.P.A. 22, RUE DUBAN, PARIS.  
**IMPORT. ADMINISTRATEUR**  
IMMOBILIERECH. URGENT.  
Jeune homme niveau  
**COMPOS ARCHITECTE**  
Sit. stable, avenir, avantages soc. Envoyer C.V. et photo à N° 7.4425 M. Régis-Press, 15 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**un nouveau service concernant l'emploi**  
**Le Monde**  
**INFORMATION-PROFESSIONS**  
Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.  
C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.  
**bon de commande à découper**  
**Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS**  
Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :  
1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :  
☐ Direction générale, fonctions multipostes. ☐ Direction financière et administrative. ☐ Comptabilité. ☐ Marketing relations publiques publiques. ☐ Personnel formation relations humaines et sociales. ☐ Informatique. ☐ Direction commerciale vente. ☐ Production entretien. ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. ☐ Ingénieurs. ☐ Etudes organisation et recherche.  
2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :  
**TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)**  

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

  
Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.  
INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'Abonné.  
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)  
Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.03, ou écrire :  
**"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS**  
NOM : \_\_\_\_\_ sur SOCIETE : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_  
Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

صكنا في الامل







OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,60

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

### DES APPARTEMENTS OCEFI HABITABLES IMMEDIATEMENT A DES PRIX FERMES ET DEFINITIFS

**7°**  
76, RUE VANEAU  
STUDIOS, 2 PIÈCES,  
4 PIÈCES  
avec belle réception,  
immeuble pierre de taille,  
luxe, prestations  
T.S.G., parking.

**15°**  
389, RUE LECOURBE  
STUDIOS, 4, 5, 6 P.  
vastes loges, parcs,  
cuis. équipées, tél. parcs,  
A PART. DE 5.200 F.  
L.S. M2  
(+ parking)

**12°**  
RUE COPEL  
2 PIÈCES, 45 M2  
cuis. équipées, parcs,  
RENTABILITE EXCELLE.  
ET IMMEDIATE

**20°**  
115, RUE FRYENNES  
DU 2 AU 5 PIÈCES  
grandes loges, cuisine  
équipée, tél. parcs,  
A PART. DE 5.200 F.  
L.S. M2  
(parking compris)  
RENTABILITE EXCELLE.  
ET IMMEDIATE

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
**ILE DE LA JATTE**  
61-51, bd LEVALLOIS  
STUDIOS, 35 M2  
cuis. équipées, tél. parcs,  
PRIX EXCEPTIONNEL  
A PART. DE 5.200 F.  
L.S. M2  
(+ parking).

### CRÉDITS SPÉCIAUX OCEFI

Les bureaux de vente sont ouverts sur place à chacune des adresses ci-dessus (tous les jours de 11 h à 19 h, et de 14 h à 30 h le samedi) ou sur rendez-vous à l'adresse ci-dessous : 206-54-56.

### Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE  
OFFICE DES LOCATAIRES  
10, r. de Valenciennes, M. Océfi  
Sous frais 200 F - 724-74-73

### appartement. achat.

**ACH.** CH. 45 P. 120/15 M2.  
PRIX 450.000 F.  
Paris, 15° arr., calme, vue, 450.000 F.  
Paris, 15° arr., calme, vue, 450.000 F.  
Paris, 15° arr., calme, vue, 450.000 F.

### appartements occupés.

**12°** PRIX BOIS VINCENTS  
APPT 2 P. OCCUPES  
PRIX 1.200 F. le m2  
M. Océfi - 724-74-73

### METRO SEVRES-LECOURBE

JEAN FEUILLEDE - 57-33-37

### locaux commerciaux

ST-CLOUD, rue Gaudin - Murs  
de boutiques, différents  
commerces de 40.00 à 150.00 F.  
Bureaux, 1.500.000 F.  
4, rue de Clichy - 724-74-73

### PARC MONCEAU

17, AVENUE HOCHÉ  
3 appart. à usage professionnel  
Grand standing.  
Cuisine, salle de bain, assoc.  
reconnue d'utilité publique.

### W.J. SMITH

24-35-46

### pavillons

A vendre pavillon Aulnay-sous-Bois  
A 2 heures de Paris vers l'Ouest  
7 p. pp., gran. salle, garages  
four à pain, chemin, puits, appar.  
E. Elec. art. fruit. sur terrain  
1.600 m2 bordé par le Lot. Ven.  
due par part. Agce s'abstient.  
P. 2.200.000 F. - 254-41-72

### fermettes

FERME AU BORD DE L'EAU  
A 2 heures de Paris vers l'Ouest  
7 p. pp., gran. salle, garages  
four à pain, chemin, puits, appar.  
E. Elec. art. fruit. sur terrain  
1.600 m2 bordé par le Lot. Ven.  
due par part. Agce s'abstient.  
P. 2.200.000 F. - 254-41-72

### villas

LE VESINET  
TR. BELLE VILLA style rust.  
recept. 65 m2, 4 chbres, 2 bds  
chambre, 5 bds, 2 bds, 2 bds,  
PISCINE, TENNIS, SAUNA,  
P. 2.200.000 F. - 254-41-72

### propriétés

VALLEE LEVRIERE 35 KM  
PARIS petit domaine carrez  
ent. excent. cuis. saunas,  
salle, 4 chbres, 10 bds, 2 bds,  
bois, 1.000 m2 jardin, 100 m2  
salle, 1.000 m2, 100 m2, 100 m2,  
P. 2.200.000 F. - 254-41-72

### viagers

Viager libre, ROQUEFORT-LES-  
PINS, près CANNES, résidentiel,  
calme, villa provençale  
nouve. entourée jardin, living,  
terrace, cuisine, garage, atelier,  
cuis. 45 m2, confort, 2 bds, 100 m2  
à 12 ans. Comptant 450.000 F.  
P. 2.200.000 F. - 254-41-72

### maisons individuelles

BLANCOURT (20). Part. vend  
maison 30 m2, 30 m2, 30 m2,  
cuis. équipées, 100 m2, 100 m2,  
chiff. cent. gar. jardin dans  
un 100.000 F. - 254-41-72

### terrains

7 KM PONTOISE  
3.000 m2 - P. 250.000 F. à bâtir.  
P. 250.000 F. - 254-41-72

### FORÊT DE MARLY

1.000 m2 à  
1.500 m2  
P. 250.000 F. - 254-41-72

### chalets

De station Alpes, prox. Genève,  
chalet 6 p. ch. et 190 m2  
hab. T. 50-34-38 et 95-77-72

### constructions neuves

A 200 M. DU BOIS  
DE VINCENTS  
**SAINT-MANDÉ (94)**  
20-22, rue Jeanne d'Arc.

Une petite résidence  
de prestige, pierre de taille,  
confort total électrique,  
STUDIO AU 5 PIÈCES  
Balcans ou terrasse  
et prestations raffinées.

Bureau de vente sur place tous  
les jours de 10 h à 18 h, et  
le samedi de 10 h à 12 h, ou  
GECOM, 724-74-73.

Achetez votre appartement  
à MONTREUIL (CANAL)  
Renss. IMMOB. 10, rue de  
l'Archevêque, CH-1204 GENEVE.

Saint-Mandé-Presse, R.E.R.,  
petit imm. de 4 étages quartier  
résidentiel près de la Mairie,  
3 p. 45 m2, 100 m2, 120 m2,  
4 p. 150 m2, 200 m2, 250 m2,  
5 p. 300 m2, 400 m2, 500 m2,  
6 p. 600 m2, 7 p. 700 m2,  
8 p. 800 m2, 9 p. 900 m2,  
10 p. 1.000 m2, 11 p. 1.100 m2,  
12 p. 1.200 m2, 13 p. 1.300 m2,  
14 p. 1.400 m2, 15 p. 1.500 m2,  
16 p. 1.600 m2, 17 p. 1.700 m2,  
18 p. 1.800 m2, 19 p. 1.900 m2,  
20 p. 2.000 m2, 21 p. 2.100 m2,  
22 p. 2.200 m2, 23 p. 2.300 m2,  
24 p. 2.400 m2, 25 p. 2.500 m2,  
26 p. 2.600 m2, 27 p. 2.700 m2,  
28 p. 2.800 m2, 29 p. 2.900 m2,  
30 p. 3.000 m2, 31 p. 3.100 m2,  
32 p. 3.200 m2, 33 p. 3.300 m2,  
34 p. 3.400 m2, 35 p. 3.500 m2,  
36 p. 3.600 m2, 37 p. 3.700 m2,  
38 p. 3.800 m2, 39 p. 3.900 m2,  
40 p. 4.000 m2, 41 p. 4.100 m2,  
42 p. 4.200 m2, 43 p. 4.300 m2,  
44 p. 4.400 m2, 45 p. 4.500 m2,  
46 p. 4.600 m2, 47 p. 4.700 m2,  
48 p. 4.800 m2, 49 p. 4.900 m2,  
50 p. 5.000 m2, 51 p. 5.100 m2,  
52 p. 5.200 m2, 53 p. 5.300 m2,  
54 p. 5.400 m2, 55 p. 5.500 m2,  
56 p. 5.600 m2, 57 p. 5.700 m2,  
58 p. 5.800 m2, 59 p. 5.900 m2,  
60 p. 6.000 m2, 61 p. 6.100 m2,  
62 p. 6.200 m2, 63 p. 6.300 m2,  
64 p. 6.400 m2, 65 p. 6.500 m2,  
66 p. 6.600 m2, 67 p. 6.700 m2,  
68 p. 6.800 m2, 69 p. 6.900 m2,  
70 p. 7.000 m2, 71 p. 7.100 m2,  
72 p. 7.200 m2, 73 p. 7.300 m2,  
74 p. 7.400 m2, 75 p. 7.500 m2,  
76 p. 7.600 m2, 77 p. 7.700 m2,  
78 p. 7.800 m2, 79 p. 7.900 m2,  
80 p. 8.000 m2, 81 p. 8.100 m2,  
82 p. 8.200 m2, 83 p. 8.300 m2,  
84 p. 8.400 m2, 85 p. 8.500 m2,  
86 p. 8.600 m2, 87 p. 8.700 m2,  
88 p. 8.800 m2, 89 p. 8.900 m2,  
90 p. 9.000 m2, 91 p. 9.100 m2,  
92 p. 9.200 m2, 93 p. 9.300 m2,  
94 p. 9.400 m2, 95 p. 9.500 m2,  
96 p. 9.600 m2, 97 p. 9.700 m2,  
98 p. 9.800 m2, 99 p. 9.900 m2,  
100 p. 10.000 m2, 101 p. 10.100 m2,  
102 p. 10.200 m2, 103 p. 10.300 m2,  
104 p. 10.400 m2, 105 p. 10.500 m2,  
106 p. 10.600 m2, 107 p. 10.700 m2,  
108 p. 10.800 m2, 109 p. 10.900 m2,  
110 p. 11.000 m2, 111 p. 11.100 m2,  
112 p. 11.200 m2, 113 p. 11.300 m2,  
114 p. 11.400 m2, 115 p. 11.500 m2,  
116 p. 11.600 m2, 117 p. 11.700 m2,  
118 p. 11.800 m2, 119 p. 11.900 m2,  
120 p. 12.000 m2, 121 p. 12.100 m2,  
122 p. 12.200 m2, 123 p. 12.300 m2,  
124 p. 12.400 m2, 125 p. 12.500 m2,  
126 p. 12.600 m2, 127 p. 12.700 m2,  
128 p. 12.800 m2, 129 p. 12.900 m2,  
130 p. 13.000 m2, 131 p. 13.100 m2,  
132 p. 13.200 m2, 133 p. 13.300 m2,  
134 p. 13.400 m2, 135 p. 13.500 m2,  
136 p. 13.600 m2, 137 p. 13.700 m2,  
138 p. 13.800 m2, 139 p. 13.900 m2,  
140 p. 14.000 m2, 141 p. 14.100 m2,  
142 p. 14.200 m2, 143 p. 14.300 m2,  
144 p. 14.400 m2, 145 p. 14.500 m2,  
146 p. 14.600 m2, 147 p. 14.700 m2,  
148 p. 14.800 m2, 149 p. 14.900 m2,  
150 p. 15.000 m2, 151 p. 15.100 m2,  
152 p. 15.200 m2, 153 p. 15.300 m2,  
154 p. 15.400 m2, 155 p. 15.500 m2,  
156 p. 15.600 m2, 157 p. 15.700 m2,  
158 p. 15.800 m2, 159 p. 15.900 m2,  
160 p. 16.000 m2, 161 p. 16.100 m2,  
162 p. 16.200 m2, 163 p. 16.300 m2,  
164 p. 16.400 m2, 165 p. 16.500 m2,  
166 p. 16.600 m2, 167 p. 16.700 m2,  
168 p. 16.800 m2, 169 p. 16.900 m2,  
170 p. 17.000 m2, 171 p. 17.100 m2,  
172 p. 17.200 m2, 173 p. 17.300 m2,  
174 p. 17.400 m2, 175 p. 17.500 m2,  
176 p. 17.600 m2, 177 p. 17.700 m2,  
178 p. 17.800 m2, 179 p. 17.900 m2,  
180 p. 18.000 m2, 181 p. 18.100 m2,  
182 p. 18.200 m2, 183 p. 18.300 m2,  
184 p. 18.400 m2, 185 p. 18.500 m2,  
186 p. 18.600 m2, 187 p. 18.700 m2,  
188 p. 18.800 m2, 189 p. 18.900 m2,  
190 p. 19.000 m2, 191 p. 19.100 m2,  
192 p. 19.200 m2, 193 p. 19.300 m2,  
194 p. 19.400 m2, 195 p. 19.500 m2,  
196 p. 19.600 m2, 197 p. 19.700 m2,  
198 p. 19.800 m2, 199 p. 19.900 m2,  
200 p. 20.000 m2, 201 p. 20.100 m2,  
202 p. 20.200 m2, 203 p. 20.300 m2,  
204 p. 20.400 m2, 205 p. 20.500 m2,  
206 p. 20.600 m2, 207 p. 20.700 m2,  
208 p. 20.800 m2, 209 p. 20.900 m2,  
210 p. 21.000 m2, 211 p. 21.100 m2,  
212 p. 21.200 m2, 213 p. 21.300 m2,  
214 p. 21.400 m2, 215 p. 21.500 m2,  
216 p. 21.600 m2, 217 p. 21.700 m2,  
218 p. 21.800 m2, 219 p. 21.900 m2,  
220 p. 22.000 m2, 221 p. 22.100 m2,  
222 p. 22.200 m2, 223 p. 22.300 m2,  
224 p. 22.400 m2, 225 p. 22.500 m2,  
226 p. 22.600 m2, 227 p. 22.700 m2,  
228 p. 22.800 m2, 229 p. 22.900 m2,  
230 p. 23.000 m2, 231 p. 23.100 m2,  
232 p. 23.200 m2, 233 p. 23.300 m2,  
234 p. 23.400 m2, 235 p. 23.500 m2,  
236 p. 23.600 m2, 237 p. 23.700 m2,  
238 p. 23.800 m2, 239 p. 23.900 m2,  
240 p. 24.000 m2, 241 p. 24.100 m2,  
242 p. 24.200 m2, 243 p. 24.300 m2,  
244 p. 24.400 m2, 245 p. 24.500 m2,  
246 p. 24.600 m2, 247 p. 24.700 m2,  
248 p. 24.800 m2, 249 p. 24.900 m2,  
250 p. 25.000 m2, 251 p. 25.100 m2,  
252 p. 25.200 m2, 253 p. 25.300 m2,  
254 p. 25.400 m2, 255 p. 25.500 m2,  
256 p. 25.600 m2, 257 p. 25.700 m2,  
258 p. 25.800 m2, 259 p. 25.900 m2,  
260 p. 26.000 m2, 261 p. 26.100 m2,  
262 p. 26.200 m2, 263 p. 26.300 m2,  
264 p. 26.400 m2, 265 p. 26.500 m2,  
266 p. 26.600 m2, 267 p. 26.700 m2,  
268 p. 26.800 m2, 269 p. 26.900 m2,  
270 p. 27.000 m2, 271 p. 27.100 m2,  
272 p. 27.200 m2, 273 p. 27.300 m2,  
274 p. 27.400 m2, 275 p. 27.500 m2,  
276 p. 27.600 m2, 277 p. 27.700 m2,  
278 p. 27.800 m2, 279 p. 27.900 m2,  
280 p. 28.000 m2, 281 p. 28.100 m2,  
282 p. 28.200 m2, 283 p. 28.300 m2,  
284 p. 28.400 m2, 285 p. 28.500 m2,  
286 p. 28.600 m2, 287 p. 28.700 m2,  
288 p. 28.800 m2, 289 p. 28.900 m2,  
290 p. 29.000 m2, 291 p. 29.100 m2,  
292 p. 29.200 m2, 293 p. 29.300 m2,  
294 p. 29.400 m2, 295 p. 29.500 m2,  
296 p. 29.600 m2, 297 p. 29.700 m2,  
298 p. 29.800 m2, 299 p. 29.900 m2,  
300 p. 30.000 m2, 301 p. 30.100 m2,  
302 p. 30.200 m2, 303 p. 30.300 m2,  
304 p. 30.400 m2, 305 p. 30.500 m2,  
306 p. 30.600 m2, 307 p. 30.700 m2,  
308 p. 30.800 m2, 309 p. 30.900 m2,  
310 p. 31.000 m2, 311 p. 31.100 m2,  
312 p. 31.200 m2, 313 p. 31.300 m2,  
314 p. 31.400 m2, 315 p. 31.500 m2,  
316 p. 31.600 m2, 317 p. 31.700 m2,  
318 p. 31.800 m2, 319 p. 31.900 m2,  
320 p. 32.000 m2, 321 p. 32.100 m2,  
322 p. 32.200 m2, 323 p. 32.300 m2,  
324 p. 32.400 m2, 325 p. 32.500 m2,  
326 p. 32.600 m2, 327 p. 32.700 m2,  
328 p. 32.800 m2, 329 p. 32.900 m2,  
330 p. 33.000 m2, 331 p. 33.100 m2,  
332 p. 33.200 m2, 333 p. 33.300 m2,  
334 p. 33.400 m2, 335 p. 33.500 m2,  
336 p. 33.600 m2, 337 p. 33.700 m2,  
338 p. 33.800 m2, 339 p. 33.900 m2,  
340 p. 34.000 m2, 341 p. 34.100 m2,  
342 p. 34.200 m2, 343 p. 34.300 m2,  
344 p. 34.400 m2, 345 p. 34.500 m2,  
346 p. 34.600 m2, 347 p. 34.700 m2,  
348 p. 34.800 m2, 349 p. 34.900 m2,  
350 p. 35.000 m2, 351 p. 35.100 m2,  
352 p. 35.200 m2, 353 p. 35.300 m2,  
354 p. 35.400 m2, 355 p. 35.500 m2,  
356 p. 35.600 m2, 357 p. 35.700 m2,  
358 p. 35.800 m2, 359 p. 35.900 m2,  
360 p. 36.000 m2, 361 p. 36.100 m2,  
362 p. 36.200 m2, 363 p. 36.300 m2,  
364 p. 36.400 m2, 365 p. 36.500 m2,  
366 p. 36.600 m2, 367 p. 36.700 m2,  
368 p. 36.800 m2, 369 p. 36.900 m2,  
370 p. 37.000 m2, 371 p. 37.100 m2,  
372 p. 37.200 m2, 373 p. 37.300 m2,  
374 p. 37.400 m2, 375 p. 37.500 m2,  
376 p. 37.600 m2, 377 p. 37.700 m2,  
378 p. 37.800 m2, 379 p. 37.900 m2,  
380 p. 38.000 m2, 381 p. 38.100 m2,  
382 p. 38.200 m2, 383 p. 38.300 m2,  
384 p. 38.400 m2, 385 p. 38.500 m2,  
386 p. 38.600 m2, 387 p. 38.700 m2,  
388 p. 38.800 m2, 389 p. 38.900 m2,  
390 p. 39.000 m2, 391 p. 39.100 m2,  
392 p. 39.200 m2, 393 p. 39.300 m2,  
394 p. 39.400 m2, 395 p. 39.500 m2,  
396 p. 39.600 m2, 397 p. 39.700 m2,  
398 p. 39.800 m2, 399 p. 39.900 m2,  
400 p. 40.000 m2, 401 p. 40.100 m2,  
402 p. 40.200 m2, 403 p. 40.300 m2,  
404 p. 40.400 m2, 405 p. 40.500 m2,  
406 p. 40.600 m2, 407 p. 40.700 m2,  
408 p. 40.800 m2, 409 p. 40.900 m2,  
410 p. 41.000 m2, 411 p. 41.100 m2,  
412 p. 41.200 m2, 413 p. 41.300 m2,  
414 p. 41.400 m2, 415 p. 41.500 m2,  
416 p. 41.600 m2, 417 p. 41.700 m2,  
418 p. 41.800 m2, 419 p. 41.900 m2,  
420 p. 42.000 m2, 421 p. 42.100 m2,  
422 p. 42.200 m2, 423 p. 42.300 m2,  
424 p. 42.400 m2, 425 p. 42.500 m2,  
426 p. 42.600 m2, 427 p. 42.700 m2,  
428 p. 42.800 m2, 429 p. 42.900 m2,  
430 p. 43.000 m2, 431 p. 43.100 m2,  
432 p. 43.200 m2, 433 p. 43.300 m2,  
434 p. 43.400 m2, 435 p. 43.500 m2,  
436 p. 43.600 m2, 437 p. 43.700 m2,  
438 p. 43.800 m2, 439 p. 43.900 m2,  
440 p. 44.000 m2, 441 p. 44.100 m2,  
442 p. 44.200 m2, 443 p. 44.300 m2,  
444 p. 44.400 m2, 445 p. 44.500 m2,  
446 p. 44.600 m2, 447 p. 44.700 m2,  
448 p. 44.800 m2, 449 p. 44.900 m2,  
450 p. 45.000 m2, 451 p. 45.100 m2,  
452 p. 45.200 m2, 453 p. 45.300 m2,  
454 p. 45.400 m2, 455 p. 45.500 m2,  
456 p. 45.600 m2, 457 p. 45.700 m2,  
458 p. 45.800 m2, 459 p. 45.900 m2,  
460 p. 46.000 m2, 461 p. 46.100 m2,  
462 p. 46.200 m2, 463 p. 46.300 m2,  
464 p. 46.400 m2, 465 p. 46.500 m2,  
466 p. 46.600 m2, 467 p. 46.700 m2,  
468 p. 46.800 m2, 469 p. 46.900 m2,  
470 p. 47.000 m2, 471 p. 47.100 m2,  
472 p. 47.200 m2, 473 p. 47.300 m2,  
474 p. 47.400 m2, 475 p. 47.500 m2,  
476 p. 47.600 m2, 477 p. 47.700 m2,  
478 p. 47.800 m2, 479 p. 47.900 m2,  
480 p. 48.000 m2, 481 p. 48.100 m2,  
482 p. 48.200 m2, 483 p. 48.300 m2,  
484 p. 48.400 m2, 485 p. 48.500 m2,  
486 p. 48.600 m2, 487 p. 48.700 m2,  
488 p. 48.800 m2, 489 p. 48.900 m2,  
490 p. 49.000 m2, 491 p. 49.100 m2,  
492 p. 49.200 m2, 493 p. 49.300 m2,  
494 p. 49.400 m2, 495 p. 49.500 m2,  
496 p. 49.600 m2, 497 p. 49.700 m2,  
498 p. 49.800 m2, 499 p. 49.900 m2,  
500 p. 50.000 m2, 501 p. 50.100 m2,  
502 p. 50.200 m2, 503 p. 50.300 m2,  
504 p. 50.400 m2, 505 p. 50.500 m2,  
506 p. 50.600 m2, 507 p. 50.700 m2,  
508 p. 50.800 m2, 509 p. 50.900 m2,  
510 p. 51.000 m2, 511 p. 51.100 m2,  
512 p. 51.200 m2, 513 p. 51.300 m2,  
514 p. 51.400 m2, 515 p. 51.500 m2,  
516 p. 51.600 m2, 517 p. 51.700 m2,  
518 p. 51.800 m2, 519 p. 51.900 m2,  
520 p. 52.000 m2, 521 p. 52.100 m2,  
522 p. 52.200 m2, 523 p. 52.300 m2,  
524 p. 52.400 m2, 525 p. 52.500 m2,  
526 p. 52.600 m2, 527 p. 52.700 m2,  
528 p. 52.800 m2, 529 p. 52.900 m2,  
530 p. 53.000 m2, 531 p. 53.100 m2,  
532 p. 53.200 m2, 533 p. 53.300 m2,  
534 p. 53.400 m2, 535 p. 53.500 m2,  
536 p. 53.600 m2, 537 p. 53.700 m2,  
538 p. 53.800 m2, 539 p. 53.900 m2,  
540 p. 54.000 m2, 541 p. 54.100 m2,  
542 p. 54.200 m2, 543 p. 54.300 m2,  
544 p. 54.400 m2, 545 p. 54.500 m2,  
546 p. 54.600 m2, 547 p. 54.700 m2,  
548 p. 54.800 m2, 549 p. 54.900 m2,  
550 p. 55.000 m2, 551 p. 55.100 m2,  
552 p. 55.200 m2, 553 p. 55.300 m2,  
554 p. 55.400 m2, 555 p. 55.500 m2,  
556 p. 55.600 m2, 557 p. 55.700 m2,  
558 p. 55.800 m2, 559 p. 55.900 m2,  
560 p. 56.000 m2, 561 p. 56.100 m2,  
562 p. 56.200 m2, 563 p. 56.300 m2,  
564 p. 56.400 m2, 565 p. 56.500 m2,  
566 p. 56.600 m2, 567 p. 56.700 m2,  
568 p. 56.800 m2, 569 p. 56.900 m2,  
570 p. 57.000 m2, 571 p. 57.100 m2,  
572 p. 57.200 m2, 573 p. 57.300 m2,



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TRANSPORTS

#### INATTENDU

### LES AVIONS SAOUDIENS FONT LE PLEIN EN PREMIÈRE CLASSE

La Saudia a probablement les premières classes les mieux remplies du monde. « L'an dernier, 20 % de nos passagers ont voyagé en first », a indiqué M. Kamil Sindt, directeur général de la compagnie saoudienne, lors d'une conférence de presse réunie à Paris, le mercredi 20 octobre. « Sur nos lignes intérieures, les sièges de première classe sont pris d'assaut. En 1975, les tarifs domestiques ont même baissé de 15 % en first et de 20 % en éco. »

En somme, une compagnie heureuse, dont les appareils se remplissent tout seuls : un coefficient d'occupation de 88 % pour le premier semestre 1976, supérieur d'un point dix points à celui de la plupart de ses concurrents. La Saudia, qui a transporté l'an dernier 1 833 733 passagers, espère, en 1976, franchir le cap des 3 millions. Elle organise, en outre, des « Hajj charters » à l'intention des pèlerins de La Mecque, dont 400 000 utilisent l'avion pour se rendre aux lieux saints. Pour supporter toutes ces allées et venues, deux nouveaux aéroports sont en construction, l'un à Djeddah, l'autre à Riyad. La Saudia attend une progression du trafic de fret de l'ordre de 17 %. L'Europe et l'Arabie Saoudite. Au départ de Paris, elle exploite deux vols hebdomadaires tout cargo. Plus de cent sociétés françaises participent à des projets de développement dans notre pays, a précisé M. Kamil Sindt. Autrement dit, on ne transporte pas le

voix des airs que des denrées fragiles et périssables. Malheureusement, face à l'augmentation de nos besoins et à l'engorgement des ports, l'avion prend en charge un peu d'importer quelle marchandise.

A ses débuts, en 1945, la Saudia travaillait avec trois DC-3. Elle fut la première compagnie du Proche-Orient à mettre en ligne des avions à réaction : le Boeing-720 B. Elle possède aujourd'hui vingt-quatre jets, dont cinq Tristar-L 1011.

D'ici à la fin de 1976, nous doublerons notre flotte, a noté M. Kamil Sindt, grâce à l'acquisition de trois Tristar, deux Boeing-707 et six Boeing-737. « Concorde ? La Saudia ne l'exclut pas de ses projets. « Nous qui assurons de nombreux vols long-courriers, notamment vers l'Europe, et qui envisageons de desservir les États-Unis et l'Extrême-Orient, cela pourrait nous intéresser de vendre de la vitesse, a affirmé le directeur général. Nous avons des contacts suivis avec les constructeurs. » L'Airbus, le Mercure-200 ? La compagnie saoudienne en connaît l'existence. Il faudra y voir de plus près. « En tout cas, le quatuor du renouvellement d'une partie de notre flotte ne se posera pas avant la fin de 1980. »

Les équipages de la Saudia sont presque tous saoudiens, les trois cents hôtesses, aucune n'est saoudienne, mais soixante sont françaises. — J.-J. B.

### LES « INAUGURATIONS » DE L'A 4

Tout le monde était de la fête, sauf le ministre de l'Équipement. L'ouverture de l'autoroute de l'Est, mercredi 20 octobre, a été l'occasion, pour les élus locaux de l'opposition et de la majorité, de célébrer, chacun à leur manière, l'absence de péage aux portes de Paris. Avant les ministres, annoncés pour le 22 novembre, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste et député du Val-de-Marne, a même « inauguré » l'autoroute et coupé un ruban agricole à Saint-Maurice pour « fêter le terme de mille quatre cents jours de lutte opiniâtre contre le péage urbain. » Il était entouré de plusieurs élus communistes.

De leur côté, les élus de la majorité ont essayé eux aussi de tirer profit de l'événement. M. Louis Marchon, maire de Saint-Maurice, modéré, Roland Nungesser, maire de Nogent-sur-Marne et député U.D.R. du Val-de-Marne, et Alain Grotteray, maire (r.p. ind.) de Charenton-le-Pont, ont arrosé de champagne un arbre qu'ils venaient de planter au bord de l'autoroute, là où devaient être installés les postes de péage.

Ces manifestations politiques sont de bonne guerre. Le silence du gouvernement et l'absence de décision depuis la réélection demandée par le président de la République le 29 juillet dernier leur ont permis de se développer et l'opposition, plus libre de parole, en a tiré meilleur parti que la majorité. Mais ces « victoires » sont un peu fallacieuses : il était attendu depuis longtemps que le péage ne serait pas appliqué avant l'ouverture de la brèche est du métro express régional, qui doit atteindre Noisy-le-Grand à la fin de 1977.

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### AGRICULTURE

### POUR LIMITER LES « MONTANTS COMPENSATOIRES » La Commission européenne propose d'indexer les prix sur les monnaies des Neuf

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient de soumettre aux Neuf un projet de réforme du dispositif monétaire actuellement en vigueur dans la Communauté pour les échanges agricoles. L'objectif est de mettre un terme à l'augmentation incontrôlée des « montants compensatoires » qui sont appliqués à ces échanges afin d'annuler les effets des variations monétaires.

La Commission propose, grosso modo, que les « taux verts », utilisés pour traduire en monnaies nationales les prix agricoles communs établis en unités de compte, soient automatiquement ajustés, lorsque la valeur d'une monnaie, sur les marchés des changes, s'écarte de manière trop importante ou persistante, de son « taux vert ». La formule préconisée par Bruxelles peut donc s'analyser comme une sorte d'indexation différée des prix agricoles sur la valeur de la monnaie.

Dans le cas des monnaies qui se déprécient — la livre sterling, la lire, le franc français, — ces ajustements différés, mais automatiques, entraîneraient, corrélativement, la réduction des montants compensatoires, une hausse

En raison surtout de la dépréciation de la livre sterling, le coût de ces montants compensatoires, pris en charge par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), devient exorbitant : au total plus d'un milliard d'unités de compte, soit 5,5 milliards de francs cette année. Il fait peser une menace de plus en plus grave sur l'existence de l'« Europe verte ».

De notre correspondant  
des prix agricoles. Dans le cas des monnaies qui s'apprécient, essentiellement de deutschemark, — ils se traduiraient par une baisse de ces prix.  
Les ministres de l'Agriculture des Neuf, qui se retrouvent lundi 25 et mardi 26 octobre à Luxembourg, auront un premier échange de vues sur ces propositions de la Commission. On peut penser que plusieurs États — le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, et peut-être aussi la France — hésiteront à s'engager dans une voie qui, sous couvert d'économie et d'assainissement du marché, aboutirait à leur ravir la maîtrise des prix agricoles. On commence déjà à en voir la preuve dans le

### EN PROGRESSION DE 13 %

### Le projet de budget pour 1977 sacrifie les investissements

Le total des dépenses du projet de budget de l'agriculture pour 1977 s'élève à 40 355 millions de francs, soit une progression de 8 153 millions (+ 20 %) par rapport à 1976. Une telle augmentation n'est pas rapide de celle de l'ensemble du projet de budget (+ 13 %) — recouvre en fait des différences de traitement sensibles entre les différentes masses, ce qui en fait un budget en trompe l'œil.

Le budget social agricole. — Comme les années précédentes, le BAPSA (Budget agricole des prestations sociales agricoles) représente la plus grosse part : 19 378 millions de francs (+ 17,2 %). Les dépenses de vieillesse absorbent plus de 50 % du total. En outre, les dépenses maladie, maternité, invalidité, représentent 25 % du total, alors que celles des prestations familiales diminuent en francs constants.

Le financement du BAPSA est assuré à concurrence de 16 % par les exploitants, et de 3 % par des taxes sur les produits agricoles, soit au total 4 359 millions de francs à la charge directe. La différence est promue par les autres régimes au titre de la compensation démographique entre les diverses catégories sociales (37 %), par le budget général (39 %), par le Fonds national de solidarité (15 %). Une telle situation est due pour l'essentiel au rapport entre les actifs et les inactifs en agriculture.

L'organisation et l'orientation des marchés agricoles : la subvention aux organismes d'intervention pour la régulation des marchés et l'orientation des productions — FORMA, ONIVIT, ONIC, FIBS, CITO, ONIBEV (1) — atteint 1 391,5 millions de francs (+ 12,8 %). La part consacrée aux dépenses d'orientation est de 285 millions de francs. Cette dotation est identique, en francs constants, à celle inscrite aux projets de budget depuis 1972. Des insuffisances en ont résulté, qui ont conduit en 1974, 1975 et 1976 à décaler des « rallonges » de respectivement 47 millions, 47 millions et 55 millions de francs lors des conférences annuelles. Cela provoque des difficultés lors de la mise en place des programmes.

(1) Fonds des marchés agricoles, Office des vins et table, Office des céréales, Fonds de régulation du sucre, Centre des oléagineux, Office de la viande.

mes. La plupart des actions de soutien et d'orientation sont prises en charge par le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole), dans le cadre de la politique agricole commune. La contribution de la France à ces dépenses communautaires (20 900 millions de francs environ) est évaluée à 7 501 millions de francs (+ 33 %). Les versements au budget communautaire équilibrent approximativement les sommes redistribuées à la France depuis 1975.

Les dépenses pour l'équipement. — Il s'agit d'abord des crédits évaluatifs de la prise en charge de la bonification des taux pour l'emprunt des prêts du Crédit agricole. Ils ont chuté de 3 740 millions de francs pour 1977 (+ 10 %). De 1969 à 1977, le coût en a été multiplié par plus de 4. Une politique plus restrictive des distributions de prêts bonifiés vient d'être mise en place. Ces dépenses concernent ensuite les services publics ruraux, l'aménagement foncier et l'hydraulique. Certaines coupes claires ont été opérées dans les autorisations de programme dont le total atteint 2 219,20 millions de francs — 20 % pour les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ; — 40 % pour le remboursement ; — 24,55 % pour les services publics ruraux (assainissement et adduction d'eau) ; — 14,70 % pour l'hydraulique. Globalement, les crédits de paiement pour l'ensemble de ces opérations ne progressent que de 5,6 %. Une telle évolution va freiner les investissements de structure et pourrait hypothéquer l'évolution future de l'agriculture.

Les dépenses ordinaires du ministère. Elles sont en progression de 3,5 % par rapport à 1976, atteignant 5 919,19 millions de francs. L'effort du ministère porte essentiellement sur le secteur de la recherche et de l'enseignement, qui progresse de 16,4 %. Cent cinquante-quatre emplois doivent être créés à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), dont quarante-trois postes de chercheurs. Trois millions seront consacrés à la construction d'un centre d'étude de la production industrielle alimentaire à Nantes. L'enseignement supérieur bénéficiera de la création de vingt emplois. Enfin, la nouvelle direction de la qualité devrait grossir de cent soixante-huit postes. Les crédits pour l'amélioration de la qualité sont en progression de 10,4 %.

A. G.

PHILIPPE LEMAITRE.

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### M. FRANÇOIS ESSIG : il faut accroître le rôle des sociétés de développement régional.

« La situation de l'emploi est dégradée, même dans les zones où dans les régions qui ont l'habitude de classer parmi les zones riches, et devant cette situation, les responsables politiques et ces collectivités sont parfois amenés à critiquer les priorités à l'aménagement du territoire qui leur apparaissent contradictoires », a déclaré M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire, ce jeudi 21 octobre, au congrès des économies régionales à Saint-Etienne.

Il faut toutefois éviter que les collectivités locales ne se livrent à des « surenchères » et ne s'engagent « sur des voies aveugles », en intervenant trop directement dans le capital et la gestion des entreprises. Selon M. Essig, « la responsabilité des collectivités locales en matière d'emploi se situe au plan de la création du bon environnement direct de l'entreprise. »

« Le développement des marchés de l'entreprise, l'amélioration de leur gestion technique passent par une bonne fonctionnement de l'assistance qu'offrent les chambres de commerce ou, dans certaines régions, les sociétés de développement régional (S.D.R.) (1) contre certains de vos comités d'expansion. »

Rejetant un système de « municipalisation des risques », M. Essig a suggéré : « Pourquoi ne pas envisager que les établissements publics régionaux puissent faire connaître leur sentiment sur les conditions de développement régional tel que devraient l'envisager les S.D.R. ? Pourquoi ne pas étudier l'hypothèse d'une participation des établissements publics régionaux au capital ou au conseil d'administration des S.D.R. ? »

(1) Les S.D.R. sont des établissements financiers.

### QUALITÉ DE LA VIE

#### Les propriétaires du « Boehlen » sont mis en demeure d'assumer leurs responsabilités

Le vice-amiral d'escadre Le Franc, préfet maritime de la deuxième région, commandant en chef pour l'Atlantique, a mis en demeure les propriétaires du pétrolier espagnol Boehlen, qui a fait naufrage le jeudi 14 octobre à la pointe de Bretagne, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser la pollution. Il lui donne un délai de dix jours. Passé ce délai, l'État français se réserve alors le droit de faire exécuter toutes les opérations de dépollution aux frais des propriétaires.



(Dessin de KONE.)

Depuis vingt quatre heures le navire lui-même ne laisse plus suinter de pétrole. On a évalué à environ 200 à 300 mètres cubes de pétrole déjà très visqueux, s'est plus ou moins solidifié sous l'effet de la basse température de l'eau de la mer.

Malgré cette accalmie les protestations continuent d'être vives

# 133 RUE DE L'UNIVERSITÉ

PARIS 7<sup>e</sup> LE QUARTIER EST EXCEPTIONNEL.  
LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m<sup>2</sup>,  
2 pièces de 58 à 87 m<sup>2</sup>,  
3 pièces de 81 à 106 m<sup>2</sup>,  
4 pièces de 103 à 115 m<sup>2</sup>,  
5 pièces de 161 m<sup>2</sup>

Prix fermes et définitifs.  
Renseignements et vente  
sur place, tous les jours de  
14 à 19 heures et samedi  
de 10 à 19 heures (fermeture

dimanche et lundi) Ou,  
GERIC, 52, Champs-Élysées  
Paris 8<sup>e</sup> Tél. : 256.98.98.  
Livraison : Été 1977.  
Une réalisation SERDI.





## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## BILLET

## La chasse aux faux chômeurs

M. Raymond Barre l'a dit lui-même : il n'est pas Zorro. Cependant, grâce à lui, le gouvernement va enfin — comme le dirait le président de la République — s'occuper en priorité de la question du chômage. Pardon : du problème de l'emploi.

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Beullac, ministre du travail, M. Raymond Barre assure, en effet, que la politique de l'emploi est un « aspect déterminant de l'action gouvernementale pour les prochains mois ».

Un million de chômeurs — pardon : neuf cent quarante et un mille deux cents demandeurs d'emploi, en données corrigées des variations saisonnières — vont-ils, désormais, pointer le cou plus lourd, en espérant que « dans les prochains mois » ?

Le meilleur économiste français avait deux possibilités pour tenter de résorber la plèbe béante : ou bien faire entièrement confiance aux effets positifs qu'aurait sur l'activité économique le plan élaboré par le premier ministre, ou bien rejoindre le camp de ceux qui, comme le prédécesseur de M. Christian Beullac, pensent que le moyen le plus rapide de réduire le flot des sans-travail est tout bonnement d'élever les listes de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Dans sa lettre au ministre du travail, M. Barre paraît avoir opté pour la deuxième solution : il s'agit d'avoir tout de recenser le nombre de « vrais chômeurs » afin d'avoir une « connaissance approfondie de la situation réelle du marché du travail et des besoins exprimés par la population dans le domaine de l'emploi ».

Certes, il existe des fraudeurs, et la direction de l'ANPE, citée complaisamment le cas d'un tel, possesseur de quatre cartes de pointage, ou de tel autre, parti à l'étranger en laissant un tiers profiter de son dossier. Ils doivent être une poignée à agir

ainsi, à peine plus nombreux qu'avant la récession.

Ce n'est pas l'avis des responsables de l'emploi, pour lesquels il est, semble-t-il, préférable de se lancer dans une chasse aux faux chômeurs plutôt que d'aller à la pêche au travail. L'ANPE vient de créer un corps de cinquante inspecteurs — dont trente-six, actuellement en formation, doivent être opérationnels à la fin novembre — chargés, sous l'autorité des ASSEDIC (chômage complémentaire), des chefs des agences locales ou des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre, d'un contrôle quasi-policier.

N'y a-t-il pas mieux à faire quand toutes les enquêtes, tous les sondages — dont le dernier en date, réalisé par le SOFRES et révisé par la C.G.T. — confirment, si besoin était, que l'état de chômage est ressenti, par l'immense majorité des sans-emploi comme une situation dramatique, à tous points de vue — moral, familial, financier — dont il convient de sortir au plus tôt ? N'y a-t-il pas mieux à faire dans une économie passablement tourmentée, que d'accroître l'idée que les sans-travail sont avant tout des sans-courage ?

Il est vrai qu'il existe des chômeurs privilégiés, qui n'ont même plus besoin de se déplacer pour être secourus : ceux des sixième, septième et huitième arrondissements de Paris : les locaux de leur agence, situés rue de Javel, ont brûlé comme feu de paille, le 6 octobre. Mercredi 20, une centaine de personnes ont manifesté, le plus près possible du ministère du travail — mais la police veillait — pour réclamer l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité et l'augmentation des effectifs dans les agences de l'ANPE. Pour satisfaire ces revendications que l'on dit urgentes, la direction de l'Agence va sûrement créer un corps d'inspecteurs.

MICHEL CASTAING.

## BANQUE

## Les clients de la banque Baud créent une association de défense

Les titulaires de comptes de la banque Baud (le Monde du 20 octobre) se sont réunis mercredi après-midi 20 octobre au Palais des congrès d'Évian pour constituer une association de défense des intérêts des clients de la banque.

« Le bureau d'Évian a toujours eu une gestion saine », a déclaré son fondé de pouvoir. Mais, à la suite de la vente de ses parts, voici deux ans, M. Joseph Baud n'était plus le maître réel de l'affaire, qui était passée entre les mains de la Société de développement et participation, composée de plusieurs groupements, dont Martini-Rossi, de Bayer, Cressheim Bank et Compass Investissement (Canada). De simple banque de dépôt à l'origine, la banque Baud était devenue, au même temps, une banque d'af-

aires, ce que les Évianais ignoraient totalement.

Par règlement judiciaire du 20 octobre, la banque a dû cesser complètement ses activités. Deux syndicats parisiens ont été nommés. Mercredi, trois inspecteurs de la brigade financière ont opéré à Évian et trente-cinq autres à Paris, dans les locaux de la banque.

On espère qu'une solution de restructuration pourra être trouvée auprès des banques régionales. En attendant, les clients de la banque ont constitué un comité de quinze personnes, chargé de la mise sur pied immédiate d'une association régie par la loi de 1901. Une nouvelle réunion des clients est organisée par ce comité pour le vendredi 22 octobre, à 18 heures, au Palais des congrès d'Évian.



Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

## LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS SYNDICALES ET LEURS SANCTIONS

numéro spécial de la REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

- Les pressions patronales en faveur ou à l'encontre d'une organisation syndicale
- Les pressions, brimades et sanctions à l'occasion des grèves
- Les obstacles à la désignation des délégués syndicaux
- Les obstacles à l'exercice des fonctions des représentants du personnel
- Les discriminations dans l'activité professionnelle des syndicalistes
- Les moyens d'action judiciaires pour faire respecter les droits syndicaux.

R.P.D.S. numéro double 376-377 (août-septembre 1976) - Prix : 24 F - remise de 25 % à part. de 5 exempl. Abonnement, 1 an : 72 F à adress. à la R.P.D.S., 31, rue Bouret, 75004 Paris Cedex 19. C.C.P. 3313-87 Paris.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

## LES PAPETERIES DE LA CELLULOSE DU PIN SONT OCCUPÉES DEPUIS DEUX SEMAINES

Une commission paritaire devait rassembler ce jeudi 21 octobre à Bordeaux autour de la même table, les dirigeants et les délégués syndicaux (C.G.T.) des quatre papeteries que la Cellulose du Pin contrôle dans la région (Peyre, Bègles, Bèze, quatorze, tartas). Le personnel (deux mille deux cents personnes, dont un peu plus de mille pour la seule usine de Peyre) est en grève avec occupation des locaux depuis le 6 octobre. Le conflit porte officiellement sur de multiples points : application rétroactive de la dernière augmentation de salaires, choix d'un indice de référence pour les indexations, licenciements et mise à la retraite anticipée de plusieurs dizaines de personnes. En fait, ce mouvement, le plus important depuis 1968, traduit les inquiétudes qui se manifestent dans la région vis-à-vis de l'industrie papetière.

Aujourd'hui, la crise, la lourdeur des investissements dans ce secteur, la concurrence étrangère (notamment américaine et canadienne), conduisent le groupe à « serrer les écrous au maximum » et à rentabiliser ses installations pour tenter de diminuer les pertes financières (importantes) de trois des quatre usines.

## CONJONCTURE Aménager la planète

(Suite de la première page.)

Le rapport rappelle que de 1960 à 1975 les disparités entre les nations les plus pauvres et les nations industrialisées — si on les chiffre en pouvoir d'achat réel — sont passées du rapport de 1 à 10 à celui de 1 à 14. Au sein même du tiers-monde, les disparités entre les nations les plus pauvres et les pays les moins développés sont passées du double au triple. « Amener ces nations au moins jusqu'à un certain seuil de survie économique et de dignité », devrait être considéré comme l'une des questions les plus urgentes à l'ordre du jour de l'humanité. Comment y parvenir ? Les propositions portent essentiellement sur trois points :

1) Mieux utiliser « ses propres forces ». C'est ainsi que les nations les plus pauvres devraient développer bien davantage leurs programmes de production alimentaire, mobiliser d'une façon plus soutenue leur « capital humain », redéfinir l'ordre de priorité de leurs investissements en fonction des couches les plus déshéritées de la population et contrôler plus efficacement les naissances.

2) Dans la lutte contre l'extrême misère, l'aide des pays riches devrait non seulement atteindre rapi-

dement le niveau de 0,7 % de leur P.N.B. et revêtir surtout la forme de dotations pour alléger les charges financières des bénéficiaires, mais obéir à un certain automatisme prenant la forme de dépenses budgétaires obligatoires.

On retrouve la idée, chère à Jan Tinbergen d'un Impôt International de solidarité, moins utopique qu'il n'y paraît puisqu'on admet bien qu'un « lien » peut exister entre la création de nouvelles monnaies de réserve et leur utilisation pour le financement du développement. Une autre idée prend corps selon laquelle les entreprises multinationales devraient être assujetties à un impôt international plutôt qu'à des impôts locaux.

3) A plus long terme, emportés par leur élan, les auteurs du « projet Rio » envisagent même la création d'un trésor public mondial. Ses ressources proviendraient de taxes internationales et de revenus attachés à l'exploitation de ressources échappant à la souveraineté des pays comme celles des océans.

## Croissance plus harmonieuse et planification globale

Le deuxième grand volet de propositions du « projet Rio » se réfère à la recherche d'une croissance globale plus harmonieuse qui pourrait être obtenue le jour où les pays du tiers-monde auraient une plus grande part aux décisions et aux fruits de cette croissance. Plus concrètement, les liquidités internationales ne devraient plus être créées dans des conditions qui provoquent des cycles successifs d'inflation, de stagnation et de dépression.

De même, les coups brutaux des prix des céréales pourraient être évités si la production alimentaire était substantiellement développée grâce à de sérieuses réformes agraires dans les pays du tiers-monde qui possèdent de vastes zones sous-exploitées. Au reste, des réserves mondiales suffisantes de céréales et une véritable autorité alimentaire internationale permettraient de protéger les pays les plus pauvres contre les tragiques fluctuations de l'offre mondiale.

Troisième thème majeur du rapport : on ne peut pas prévoir les conséquences de décisions nationales non coordonnées. Comme naguère M. Mansholt, M. Tinbergen voudrait voir se constituer peu à peu les éléments d'un système de planification globale et d'aménagement des ressources.

Reprenant dans une synthèse audacieuse, des pièces et des morceaux cités plus haut (comme le trésor public mondial ou les réserves mondiales de céréales), les auteurs en ajoutent d'autres : l'idée d'une banque centrale internationale, d'une organisation aux responsabilités plus larges que celles de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), d'une instance mondiale pour la recherche de l'énergie, d'une agence mondiale pour le désarmement, etc.

L'idée générale serait de constituer une confédération fonctionnelle d'organismes internationaux à partir d'agences des Nations unies, existantes ou à créer et liées entre elles par un mécanisme intégrateur. On voit jusqu'à quelles ambitions porte ce « projet Rio », et des soutiens sceptiques accueilleront sûrement les idées « mondialistes » qu'il contient. La planète ne donne pas aujourd'hui, c'est le moins qu'on puisse dire, l'image de ce que pourrait être un jour une « planification globale ». Il ne suffit pas d'avoir la logique pour soi, de tracer des chemins de raison pour l'homme qui voudrait sérieusement sortir d'un capitalisme épuisant. Les gouvernements finissent par se laisser influencer par les sages ? Voilà la question, loin d'être résolue, même à la petite échelle de l'Europe.

Il reste que ce qu'on appelle « le nouvel ordre économique mondial » ouvre des horizons qu'on ne voyait guère poindre, il y a seulement dix ans. Surtout, les experts du rapport Rio, parfaitement conscients de la lenteur qu'il faut pour faire pénétrer dans les esprits certaines réformes, ont découpé leurs suggestions concrètes en deux tranches, le moyen terme et le long terme. Leur démarche a une autre originalité parfaitement perçue par les Algériens qui accueillent la conférence : elle paraît moins « occidentaliste » que celle des deux rapports précédents du Club de Rome. Un des conseillers du président Boumedienne disait à notre correspondant algérien, espérant bien, grâce à cette rencontre du Club de Rome, lutter contre quelques « idées reçues ». L'une d'elles, c'est que les pays du tiers-monde apparaissent comme des mandataires auxquel les pays industrialisés demandent « Que faut-il vous donner pour avoir la paix ? » Or les peuples des pays développés sont également intéressés par un nouvel ordre international parce que l'inflation n'est tout de

même pas un phénomène particulièrement sain, et qu'il en va de même de la destruction des données alimentaires, du gaspillage de l'énergie, des dépenses d'armement comme de l'empire croissant des sociétés multinationales.

La seule critique sérieuse que l'on peut faire au « projet Rio », c'est de n'avoir pas étudié vraiment les modifications du modèle occidental de développement que supposait cette « réforme de l'ordre international ». Sans doute trouve-t-on, à la fin, ici et là une vague allusion à cette question, et notamment à la nécessité pour les pays riches de modifier leurs habitudes alimentaires, en consommant, par exemple, moins de viande, mais les auteurs du rapport ont pris garde d'insister, tellement la question est politiquement explosive.

De même, s'ils soulignent, comme nous l'avons dit, la nécessité pour les pays pauvres d'être eux-mêmes producteurs d'énergie, d'orienter différemment leurs investissements, ils ne touchent pas à la question fondamentale de l'exploitation de la masse par certaines élites dirigeantes de ces pays au bénéfice de privilégiés qui ont reçu la plupart du temps en Occident à la fois la type d'instruction et de besoins inadaptés à la situation locale.

Ce sont là aussi des sujets que l'on aime mieux garder sous le boisseau. Il faudra bien un jour les tirer de l'ombre, mettre toutes les cartes sur la table et l'on verra vraiment que ce fameux dialogue Nord-Sud — le « projet Rio » pourrait au reste le revivifier — ne tombe pas en quenouille.

PIERRE DROUIN.

## UN NON-DÉBAT SUR L'AVENIR NUCLÉAIRE

« Nucléaire nous admettons ». Le thème du débat organisé mercredi 20 octobre par Antenne 2 au cours de l'émission « C'est à dire » entre M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, et Louis Darinot, député socialiste de la Manche — où a été construite l'usine de retraitement de la Hague, dont le personnel est en grève depuis le 20 septembre — était alléchant. Réflex : de débat, il n'y en eut point.

Faces à un interlocuteur connaissant ses dossiers, mais masquant par trop de « punch », c'est à un véritable régal de M. d'Ornano qu'ont assisté les témoins. L'occasion était belle pour le ministre de refaire son discours favori. Il l'a saisi : oui, l'information dans ce domaine a été exemplaire ; oui, le nucléaire est le seul moyen d'assurer l'indépendance nationale ; non, la Commission à l'énergie atomique n'est pas privatisée... etc. Les réponses et les objections de M. Darinot n'ont guère pesé.

« Bien des sujets passionnants auraient dû être abordés : la politique industrielle menée par la France dans ce secteur, ou bien la politique française d'exportation. On y vint enfin, et la discussion s'anima quelque peu. Mais il était tard... Le véritable débat aura peut-être lieu une autre fois. — Ph. L.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE SUISSE

EXCLUSIVEMENT aux Non-Résidents Français (\*) titulaires de comptes étrangers

## PARTICIPATION A COURT TERME

dans des programmes immobiliers IMPORTANTS

- Rendement élevé ;
- Intérêt minimum garanti et participation aux bénéfices, nets d'impôts suisses ;
- Dépôts en compte bancaire bloqués pour travaux ;
- Contrôle permanent par double signature.

Ecrire : TRISERVICE, Box 630 4, place du Cirque 1204 GENEVE (Suisse)

(\*) Substantiellement réglementé en France.

صكنا من الامم



150

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## COMMERCE

La grève des détaillants en fruits et légumes

### Les dirigeants débordés par les «jeunes»

Chahut, clameurs, orateurs s'agitant au micro sous les huées d'une foule impatiente, enivrée de sa propre colère, on se croirait pressenti à la Sorbonne, aux plus beaux jours de mai 1968. Mais l'assistance porte casquette ou foulard, et la moyenne d'âge approche de la quarantaine.

Convocés en assemblée générale pour voter la poursuite de la grève déclenchée lundi et mardi, selon les organisations professionnelles, «à plus de 95 %», les quelque deux mille détaillants en fruits et légumes de la région parisienne présents écoutent à peine, le mercredi 20 octobre, les appels à la modération de leurs leaders traditionnels. M. Rappin, président de l'Union nationale des fruitiers détaillants (U.N.F.D.), a beau s'efforcer de répéter que les «ultimes propositions» faites la veille par la direction générale des services et des prix (voir ci-dessus) représentent un bilan «entièrement positif», que tous les syndicats de province se sont prononcés pour la reprise, il ne réussit qu'à déclencher un tonitruant «Vive l'État», «Vive la République». D'autres dirigeants (détaillants non sédentaires, épiciers de détail) lui succèdent, sans plus de succès. L'assistance marquée du poing les doigts de fer des boutiques closes, lance des agrumes aux orateurs, agrippe à la balustrade qui domine le hall.

C'est la jeunesse pagaille des révoltes spontanées et la panique au sein des organisations traditionnelles. M. Rappin, la mine déconfite, se plaint de cette «opposition déconcertante» et hésite un moment devant l'hypothèse d'un vote à bulletins secrets, puis décide d'ajourner la séance. On ne votera que jeudi.

Réclamé par la foule, le responsable de tout ce désordre prend enfin le micro. M. Kerbach, président de l'Union des jeunes professionnels en fruits et légumes, dont les subordonnés ont organisé la révolte, harangue la foule avec des propos confus que, d'ailleurs, elle n'écoute guère, trop occupée à hurler son approbation. La suspension de l'assemblée ne calme pas la passion des participants. On poursuit, par petites groupes, des discussions où le novice, ébloui, se perd dans le prix comparé des pommes et des choux-fleurs. Les «détailleur, je ne suis pas comment vous traitez nos clients !», et les calculs de prix de revient. On finit par

comprendre que les jeunes détaillants, refusant les «arrangements» proposés par la direction des services et des prix, réclament le blocage jusqu'au 30 décembre des marges à leur niveau du 15 septembre et non leur maintien à un niveau moyen pondéré calculé sur les prix de campagne des hivers 1974 et 1975. Ces «propositions» des jeunes ont été adressées par lettre directement à M. Barre — «M. Villain ne nous reçoit pas», — et les dirigeants du syndicat turbutent pour une réponse rapide qui leur permettrait de «contraindre» le compromis arraché par M. Rappin au gouvernement.

En attendant le vote, les discussions tournent à l'insulte. Une dame d'un âge certain apostrophe M. Kerbach : «C'est lamentable ce que vous avez fait ! Vous n'avez pas d'idées, Madame, vous avez des idées de vieux, les femmes veulent vivre. Ils ne veulent pas travailler comme vous tous. Ils ne veulent pas finir comme des malheureux à soixante-cinq ans !», réplique un jeune militant, dont le visage poupin, la tignasse bouclée, rappelle Cohn Bendit. Un grossiste se fait prendre à parti lorsqu'il affirme qu'un sondage lui a prouvé que pour la quasi-totalité de ses clients les propositions de la direction des prix sont «colossales». «On ne peut arrêter la masse», réplique le chahuteur. N'osant rien, la masse est minoritaire», rétorque le grossiste. Elle a su, en tout cas, se faire entendre. En protestant contre la fraude, à laquelle les «anciens» se sont habitués, en réclamant à grands cris une loi juste, l'abolition des privilèges accordés aux grandes surfaces et aux groupements d'achats, les «jeunes détaillants» ont fait frissonner la masse des petits commerçants, accablés au pour-jactance tempéré de leurs organisations. «Les classes moyennes bougent», dit-on. La séance de Rungis en est la preuve. Les dirigeants traditionnels auront de plus en plus de mal à ne pas se laisser submerger par la «base».

V. M.

### LES PROPOSITIONS DE M. VILLAIN

M. Claude Villain, directeur général de la concurrence et des prix, a précisé, mercredi 20 octobre, dans un communiqué, la teneur des propositions qu'il a faites à M. Rappin, président de l'Union nationale des fruitiers détaillants (U.N.F.D.).

«Au cours de l'entrevue du 20 octobre, il a été indiqué aux dirigeants de l'U.N.F.D. que les marges en valeur absolue seraient maintenues jusqu'au 1<sup>er</sup> avril sur les pommes de terre de conservation, les carottes, les poireaux, les choux-fleurs et les salades cuites que les endives. Ces marges en valeur absolue pourraient être exprimées hors T.V.A. alors qu'au mois de septembre elles étaient exprimées T.V.A. comprise. C'est ainsi que pour le principal légume d'hiver, la pomme de terre de conservation, les marges qui avaient été fixées à 10 centimes, T.V.A. comprises, seraient fixées à 20 centimes, hors T.V.A.

«Pour les tomates et les endives, il a été envisagé de revenir temporairement à l'ancien système de fixation des prix, tant que les quotations des endives et des tomates d'hiver (tomates de terre) ne seraient pas établies de façon relativement stable. Si les cours d'achat de ces deux produits faisaient apparaître des hausses sensibles, il serait fait retour après concertation à un système de marges en valeur absolue. Pour les artichauts, dont la campagne s'achève, il a été envisagé de revenir au système des marges en pourcentage».

**A LOUER CENTRE ELBEUF**

sans pas de porte, magnifique

Local Commercial 1.500 m<sup>2</sup>

pour commerces et toutes activités

Location directe par le propriétaire.

Sur place 17, r. C.-Randoing 16 (35) 77-01-79 ou 77-01-85

## AFFAIRES

### LA PRISE DE PARTICIPATION DE L'IRAN DANS KRUPP

#### «Il faut se garder de tout jugement émotionnel» déclare le porte-parole de Bonn

Le gouvernement ouest-allemand a entendu, mercredi 20 octobre, au cours du conseil des ministres, un rapport de M. Otto Schlicht, secrétaire

### PRIX LES ÉCARTS ENTRE LES TAUX D'INFLATION S'ACCROISSENT EN EUROPE

Les disparités de prix se creusent en Europe. Alors qu'en Grande-Bretagne les prix de détail ont augmenté de 1,7 % en septembre, après être accrus de 1,4 % en août, l'indice s'est établi à 169,9 (base 100 en janvier 1974). Par rapport à septembre 1975, le taux annuel d'inflation ressort à 14,3 % contre 13,8 en août, ce qui correspond au deuxième mois consécutif de hausse en rythme annuel après douze mois de diminution. Pour octobre, la récente accélération des prix de gros doit se répercuter au niveau du détail, tandis que de nombreuses augmentations sont attendues (charbon, gaz, essence, loyers, transports, journaux).

Il en est de même en Italie, où le coût de la vie a augmenté de 8,9 % en septembre. L'indice s'est établi à 204,7 (base 100 en 1974). En un an, par rapport à septembre 1975, la hausse a été de 17,4 %. Les prix de gros, quant à eux, se sont accrus de 0,5 % en août et de 2,5 % en un an. L'inflation devrait s'accroître pendant le reste de l'année, en raison des majorations, notamment du prix de l'essence, décidées par le gouvernement.

En revanche, en Allemagne fédérale, les prix de gros ont baissé de 0,2 % en septembre, après avoir augmenté de 0,5 % en août. L'indice s'est inscrit à 181,5 (base 100 en 1967). En un an, par rapport à septembre 1975, la hausse a été de 6,1 % (6,6 % en août). Les prix industriels à la production ont, quant à eux, augmenté de 0,2 % en septembre et de 4,6 % en un an (4,7 % en août). L'indice s'est établi à 162,3 (base 100 en 1970).

d'Etat à l'économie, sur la prise de participation de 25,01 % de l'Iran dans Krupp. «C'est un élément de la répartition internationale du travail, et il faut se garder de tout jugement émotionnel», a déclaré le porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil.

Les responsables de Krupp ont indiqué, de leur côté, que le déficit d'exploitation de l'entreprise pour 1976 serait voisin de celui de 1975, soit environ 170 millions de DM. L'entrée de l'Iran se fera par le moyen d'une augmentation du capital de Krupp de 175 millions de DM, qui lui sera réservée.

On s'attendait à ce que, avec la presse, les ministres ouest-allemands et l'ancien ministre de l'Industrie, Hans Ehard, et l'ancien ministre de l'Industrie, Hans Ehard, ont affirmé qu'à leur connaissance l'accord ne contenait pas de dispositions sur la production ou la vente d'armements allemands à l'Iran.

M. Ansary a indiqué que le groupe Krupp pouvait s'attendre, à conditions égales et sous réserve que ses prix soient compétitifs, à bénéficier largement de son association avec l'Iran. Le ministre a cité deux projets auxquels Krupp pourrait d'ores et déjà être associé. Il s'agit de l'exploitation de gisements de cuivre iraniens (en association avec une entreprise belge), et d'une usine de production de matériel ferroviaire (180 000 tonnes/an), d'un coût de 3 milliards de dollars.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale  
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

**ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS**  
Formation de Cadres responsables des transports

**ENOES**  
62 r. Miromesnil 75008 Paris  
Téléphone : 522.53.58

### INTÉGRATION...

Nul ne songe à nier la logique de l'accord qui vient d'être signé à Téhéran entre l'Iran et le groupe Krupp. L'Iran n'a jamais caché son désir de prendre des participations financières dans le capital des entreprises occidentales pour accéder à leur technologie. Les dirigeants de Krupp, de leur côté, dans cette opération le moyen de conforter la situation financière délicate de leur groupe à un moment où la quête des capitaux est difficile, et d'assurer en partie son activité à moyen terme, puisqu'il participera plus encore qu'auparavant aux gigantesques projets industriels de l'Iran.

Une question vient cependant à l'esprit : en acceptant que l'Iran acquière la minorité de bourse au sein de la maison mère de leur groupe, les responsables de Krupp d'ont-ils pris un risque ? Manifestement, ils ne le pensent pas. D'abord, parce que la minorité de bourse n'est pas le contrôle : «Il ne s'agit pas de partager les responsabilités à raison de 50-50», a dit l'un d'eux. Ensuite, parce qu'ils ont sans doute de bonnes raisons de penser que l'Iran n'interviendra pas dans la gestion, bien qu'il dispose maintenant d'un droit de regard sur les activités du groupe.

Le gouvernement fédéral ne s'est pas opposé à l'opération. Tout semble, au contraire, indiquer qu'il en est fort satisfait. Il est vrai que le chancelier Schmidt pense que ce type d'accord peut amener les pays producteurs de pétrole à mieux appréhender les problèmes économiques généraux. Une forme d'intégration, en quelque sorte. Verra-t-on un jour l'Iran, actionnaire d'entreprises européennes, demander à l'Iran, producteur de gaz et de pétrole, de modifier ses revendications ? — Ph. L.

### Bonneterie

### LES FIRMES

#### PORON ET VALISÈRE SE RAPPROCHENT

Les sociétés Poron et Valisère ont signé, le 14 octobre, un protocole d'accord en vue d'un rapprochement, qui devrait être ratifié par l'assemblée générale des actionnaires de la société Poron le 8 mars 1977. Selon ce protocole, la société Poron, premier fabricant européen de vêtements et sous-vêtements pour enfants (marque Absorba), qui emploie deux mille sept cent cinquante salariés, acquerra la majorité des actions de Valisère-Ditex, qui est la principale filiale de la holding financière Valisère et qui, avec un personnel d'environ mille personnes, détiendrait environ 20 % du marché de la lingerie de jour et de nuit.

Le coût de l'opération s'élevait à environ 4 millions de francs. En contrepartie, la société Poron procèdera à une augmentation de capital qui permettra à la holding Valisère de détenir de 10 % à 12 % des actions, devenant ainsi le principal actionnaire de Poron S.A., le reste étant réparti entre divers membres de la famille.

Ce rapprochement, qui, selon les firmes, n'entraînera aucun licenciement, permettra la constitution d'un des premiers groupes français de bonneterie. Les productions et les méthodes de fabrication de Poron et de Valisère-Ditex sont complémentaires, ainsi que leurs positions à l'exportation. Poron est surtout implanté en Europe, où elle possède de nombreuses filiales (en Belgique, en Hollande, en Suisse, en R.F.A., en Grande-Bretagne notamment), alors que Valisère-Ditex s'est implantée sur les marchés plus lointains (Brésil, Proche-Orient, Canada).

Le nouveau groupe, qui s'appellera Poron Finance, devrait réaliser l'an prochain un chiffre d'affaires de 450 millions de francs et employer au total trois mille sept cent cinquante salariés dans onze usines réparties en France et dans ses filiales étrangères.

### BU. FO. GL. ACM. (Publiée)

#### DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

##### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

Extrait de l'arrêté préfectoral ordonnant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique.

#### LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU l'ordonnance n° 58.927 du 21 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 modifié portant règlement d'administration publique sur les procédures d'enquêtes et notamment son titre premier.

VU la loi n° 55.423 du 15 avril 1955 portant statut des autoroutes et le décret n° 56.123 du 27 décembre 1955 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi.

VU le projet de travaux de construction de la section NORD-DAUBIGNY - SAINT-OMER - LILLERS de l'autoroute A-26 et de ses voies de raccordement au réseau routier existant.

VU la lettre en date du 18 août 1976 de M. le Ministre de l'Équipement demandant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet.

- VU les pièces du dossier comprenant notamment :
- un plan de situation au 1/200.000 ;
  - une notice explicative indiquant l'objet de l'opération et son insertion dans l'environnement, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire de la dépense, et l'urgence des travaux ;
  - un plan général des travaux au 1/100.000 ;
  - les profils en travers-types au 1/200.

#### ARRÊTÉ

ARTICLE 1. — Il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet de construction de la section NORD-DAUBIGNY - SAINT-OMER - LILLERS de l'autoroute A-26 et de ses voies de raccordement au réseau routier existant.

ARTICLE 2. — Il est institué une commission d'enquête composée de trois membres désignés ci-après :

Président : M. Albert DERIBOURG, ingénieur conseil en retraite, 5, rue Gambier, 63000 ARRAS.

Membres : M. André THERY, attaché principal honoraire de préfecture, 478, avenue Sully, à BETHUNE ; M. Georges LEROY, ingénieur des T.P.E. Service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, à SAINT-OMER.

La commission siégera à la Préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3. — OUVERTURE ET DÉBOULEMENT DE L'ENQUÊTE. Les pièces du dossier ainsi qu'un registre principal d'enquête seront déposés à la Préfecture du Pas-de-Calais pendant quarante-deux jours entiers et consécutifs, du 21 octobre au 2 décembre 1976, inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours ouvrables, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sauf samedis, dimanches et jours fériés, et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au président de la commission d'enquête.

ARTICLE 4. — Pendant le délai fixé à l'article 3, un exemplaire du dossier et un registre d'enquête subsidiaire resteront également déposés et tenus à la disposition du public aux mêmes conditions aux jours et heures habituels d'ouverture en chacun des lieux indiqués ci-après :

- Sous-Préfectures de SAINT-OMER et de BETHUNE ;
- Arrondissements de SAINT-OMER : maires de NORD-DAUBIGNY, NOÛT, LEULINGHEM, BAYENHEM - LES - ÉPERLEQUES, MENTQUE - NOÛBECOURT, ÉPERLEQUES, MORINHEM, QUELLES, EUDAQUES, LEULINGHEM, RETQUES, WISQUES, ÉCOURDES, HALLINES, PIERM, RILFAUT, MORHES, CLARQUES, RESEQUES, MAMETS.
- Arrondissement de BETHUNE : maires de BLESSY, WITTERNESSE, LÉPITRES, QUERRES, LINGHEM, RELY, SAINT-HEAIRE-COTTES, LESFRESNES, LILLERS, ÉCOURDES, LILLERS.

Fait à ARRAS, le 20 septembre 1976  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général :  
Signé : J. SENIE.

Pour copie conforme,  
Pour l'État et par délégation,  
l'Attaché administratif :  
E. CAESMEL.

(PUBLIÉE)

République du Zaïre

## SOCIÉTÉ D'ÉTAT GECAMINES

Avis d'appel d'offres international

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de

**un lot de câbles de transport d'énergie à moyenne tension, isolés par diélectriques massifs extrudés. Tensions nominales: 8,7/15 kV et 12/20 kV (environ 70 km de câbles)**

★

Le financement est prévu par un prêt sollicité par la Gécamines auprès de la Banque Mondiale (BIRD)

★

Les firmes intéressées sont invitées à demander par écrit ou par telex, endéans un mois à dater de la parution de la présente annonce, les documents de l'appel d'offres soit à

## GECAMINES

B.P. 450 — LUBUMBASHI

soit à

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

31, RUE DU MARAIS DIVISION ZAIRE 1000-BRUXELLES — BELGIQUE  
TELEX N° 23.518



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COLLOQUES ET CONGRÈS

A MARSEILLE

## Sérieuses divergences sur les moyens de combler l'important déficit commercial entre la France et le Maghreb

De notre envoyé spécial

Marseille. — « J'ignore les raisons qui ont incité l'Algérie à ne pas participer à nos travaux. Je ne puis qu'exprimer mon intense déception, en constatant cette absence sans motif et sans explication. » C'est en ces termes que M. Habib-Delencle a commenté la défection de la délégation algérienne au colloque sur les échanges franco-maghrébins, organisé conjointement les 19 et 20 octobre par la chambre de commerce franco-arabe et la chambre de commerce et d'industrie de Marseille. « C'est beaucoup à nos amis algériens que nous aurions pu offrir en matière de contacts, a-t-il encore dit, a succédé la science et nous ne pouvons que le regretter. »

Intervenant quelques jours seulement après la visite à Alger de M. Rosel, le ministre du commerce extérieur, venu présider la Journée française à la Foire internationale, le boycottage par l'Algérie d'une manifestation ne présentant pourtant aucun caractère officiel est révélateur de la tension qui continue de régner entre les deux pays. Les autorités algériennes, très préoccupées par le déficit persistant de leur balance commerciale avec Paris, attendent toujours du partenaire français un « geste positif ». D'autre part, elles ont sans doute jugé inopportune, en raison du conflit sur le Sahara occidental, de s'engager à côté des délégations marocaines et tunisiennes.

Le déficit de l'Algérie a été multiplié par 3,5, passant de 1 milliard 571 millions de francs à près de 5 milliards. Celui du Maroc a été multiplié par 2 et celui de la Tunisie par 2,5. Une double évolution est à l'origine de ce phénomène : les importations par les pays maghrébins de biens d'équipement et de biens de consommation ont augmenté, tandis que les exportations, surtout constituées par des matières premières ou des produits agricoles — pétrole, phosphates, huile d'olive, agrumes, primeurs — chutent de façon spectaculaire. Cette situation s'est répétée sur les balances de biens de consommation, jusqu'à l'importation d'excédents grâce aux envois de fonds par les travailleurs immigrés. A peine équilibrée pour le Maroc et la Tunisie, cette balance est même devenue déficitaire pour l'Algérie. Au total, a rappelé M. Habib-Delencle, le volume des échanges

franco-maghrébins a atteint en 1975 plus de 20 milliards de francs, et le déficit des pays d'Afrique du Nord s'est élevé à plus de 8 milliards. Il a souligné que les quatre États concernés absorbaient 54 % des exportations françaises vers le monde arabe, alors qu'ils ne fournissent que 17 % des importations de la France en provenance de ces pays. « Une telle situation a-t-il déclaré, ne peut s'éterniser. Il faut que la complémentarité des intérêts devienne en ce domaine une réalité. »

Ce thème a été repris par M. Hassan Chami, ancien ministre de la coopération, a présenté des observations qui reflétaient assez fidèlement les sentiments du gouvernement français en la matière. Selon lui, l'accomplissement du déséquilibre en 1975 doit surtout être attribué à des éléments conjoncturels.

## La thèse française

Au cours du débat qui a suivi, M. de Lipkowski, ancien ministre de la coopération, a présenté des observations qui reflétaient assez fidèlement les sentiments du gouvernement français en la matière. Selon lui, l'accomplissement du déséquilibre en 1975 doit surtout être attribué à des éléments conjoncturels. « Pour apprécier la situation dans sa totalité, a-t-il déclaré, il faut tenir compte d'un certain nombre de correctifs. La France consent à ses partenaires des conditions de crédit avantageuses. Aucun des grands équipements achetés par l'Algérie n'a été payé en cash. Il faut aussi prendre en considération l'aide fournie au titre de la coopération technique, culturelle ou financière. » Faisant flèche de tout bois, M. de Lipkowski s'est aussi demandé si l'Algérie avait en raison de son rôle de médiateur entre le monde arabe et le monde occidental, et si elle n'a pas hérité, pour élargir son propos, à citer... Mao Tse-tung.

Cette intervention fut complétée par celle de M. Hugues de L'Isle, directeur général de l'industrie, qui fit d'abord remarquer qu'un emploi sur dix dans l'industrie française était occupé par un Maghrébin. Le réajustement des échanges, a-t-il dit en substance, passe par une recherche de la complémentarité. Il a cité en exemple des réalisations de co-traitance réalisées en Tunisie par des investisseurs

français dans les domaines du textile et de la chaussure. Ces analyses ont été contestées par plusieurs des participants au colloque, et plus particulièrement par M. Chami. M. de Lipkowski, tentant de résumer les arguments qui lui étaient opposés, a été alors amené à rappeler d'une façon qui a été diversement appréciée, à un membre de la délégation marocitaine que « les gisements de fer et de cuivre mauritaniens avaient été découverts et mis en exploitation par la France. »

Il a omis de préciser que celle-ci en avait tiré quelque profit, nous a dit un participant à l'issue de la séance. Au déjeuner offert par la chambre de commerce de Marseille, et présidé par M. Gaston Defferre, nombre de délégués maghrébins ont d'indistinctes paroles ne cachant pas leur mécontentement devant la tournure prise par les discussions. « Les analyses présentées officiellement par M. de Lipkowski, nous a confié l'un d'eux, prouvent à l'évidence que Paris sous-estime l'ampleur du problème : la volonté politique des dirigeants maghrébins d'entretenir des relations commerciales privilégiées avec la France ne pourra éternellement rester à sens unique. Il leur faudra bien tirer les leçons des chiffres et s'orienter vers d'autres partenaires. »

Après les sept « carrefours », où les cent cinquante participants ont confronté leurs analyses, les rapporteurs ont souligné en conclusion des convergences. Les délégués des pays du Maghreb n'ont pas se laisser enfermer dans un cadre bilatéral. Ils mettent en cause les barrières protectionnistes que la Communauté

européenne a mis en place contre les produits agricoles et agro-alimentaires (les tomates, par exemple). « Si aucune limitation n'est imposée à l'entrée de nos produits industriels, a dit à ce propos M. Chami, c'est parce que nous ne sommes pas concurrentiels et que notre production est insignifiante. Qu'en sera-t-il demain ? Il nous faut des garanties. »

L'accent a été mis de façon systématique sur le rôle que pourrait jouer la France dans le domaine de la formation à tous les niveaux. Le remplacement des coopératives des cadres français par des nationaux (immigrés formés en France, ou élèves d'instituts de technologie) a été réclamé. Dans le domaine industriel, un consensus s'est dégagé sur la nécessité pour la France d'aider les pays d'Afrique du Nord à valoriser sur place leurs matières premières, ce qui permettrait ultérieurement d'améliorer de façon substantielle les termes de l'échange. L'idée de co-traitance, évoquée avec insistance par M. Hugues de L'Isle, a été à l'honneur mais peu approfondie.

Intéressant pour son diagnostic, le colloque de Marseille n'aura guère permis d'avancer sur la voie des remèdes. Ceux-ci, de toute façon, ne sauraient être seulement techniques ; le problème principal reste de savoir si le gouvernement français est décidé à mettre son accord avec des déclarations d'intention et s'il a la volonté politique de rééquilibrer ses échanges avec ses voisins méditerranéens. Les déclarations officielles faites à Marseille par M. de Lipkowski et de Lestolles ne permettent pas d'entretenir sur ce point un optimisme démesuré.

DANIEL JUNQUA.

## La commission économique pour l'Afrique a présenté, à Alger, des suggestions pour améliorer les échanges sur le continent

De notre correspondant

Alger. — Présidé par M. Layachi Yaker, ministre algérien du commerce, le comité exécutif de la C.E.A. (Commission économique pour l'Afrique) — organisme dépendant de l'ONU, — qui a siégé du 12 au 15 octobre dans le cadre de la Foire d'Alger, a formulé un certain nombre de recommandations.

La C.E.A. a élaboré une nouvelle stratégie de développement et mis au point des plans à moyen terme (1976-1981 et 1982-1986) en vue de mobiliser les ressources nécessaires à l'instauration d'un nouvel ordre économique en Afrique. Nombre des recommandations du comité exécutif recourent celles du deuxième symposium sur la coopération intra-africaine (le Monde daté 10-11 octobre).

Cette fois, le symposium a demandé que l'O.U.A. et la C.E.A. présentent un rapport biennal. Il leur a aussi demandé de terminer pour 1980 un programme d'études en vue de l'établissement d'un marché commun en Afrique. En attendant, des efforts sérieux doivent être déployés pour éliminer — ou en tout cas réduire — le commerce triangulaire au profit des échanges inter-africains. Le symposium et la C.E.A. ont dressé un catalogue de mesures précises pour parvenir à un tel résultat.

Des mesures pratiques sont également proposées pour faire passer la part de la production industrielle africaine dans le monde de 0,8 % à 2 % d'ici à l'an 2000. D'autres recommandations ont été faites en vue de l'instauration d'une « décennie des transports en Afrique », qui favoriserait la création et le développement de services de transports maritimes et aériens multinationaux ; la création avant 1977 d'une association des transitaires africains et, en 1978, d'une société multinationale africaine de transit, enfin l'institution de sociétés multinationales pour une utilisation conjointe des différentes voies d'eau intérieures navigables en Afrique.

Le comité exécutif a également discuté des moyens de financement et du rôle que la BADEA (Banque arabe pour le développement économique en Afrique) a joué dans le passé, et pourra jouer dans l'avenir. M. Ayari (Tunisie), président de la Banque, a précisé qu'au cours des cinq dernières années 1 milliard de dollars avaient été fournis aux pays africains, et que d'ici à 1980 — tous les États du continent seront touchés par la BADEA —, il a estimé à 4 et 5 milliards de dollars les besoins de l'Afrique pour les cinq années à venir, et suggéré que 3 à 4 milliards soient fournis par la communauté internationale, et le reste par l'aide arabe, en particulier par la BADEA.

PAUL BALTA.

## Après avoir irrigué la terre, nous avons fabriqué des machines pour la travailler. Puis des moteurs pour ces machines. Puis de l'acier pour ces moteurs.

## Et puis, Kubota s'est implanté en France.

L'expérience Kubota, c'est l'expérience d'un des plus grands groupes industriels du monde.

C'est au Japon que tout a commencé.

Au Japon, et puis dans toute l'Asie du Sud-Est, grâce à nos systèmes d'irrigation, nous avons contribué à la fertilisation de terres nouvelles.

Au cours des années, notre expérience des sols, des techniques agricoles s'est développée.

Nos ingénieurs, nos techniciens ont créé, mis au point des machines, des outils, des structures adaptées à tous les problèmes.

Très vite notre expérience industrielle s'est étendue à d'autres secteurs. En plus de notre vocation initiale, nous nous sommes diversifiés tant vers la fabrication de matériels de travaux publics, d'outils de

précision que vers la production d'acier et d'implantation d'usines.

Un exemple. Nous sommes devenus le 1<sup>er</sup> constructeur de moteurs diesel en Asie. Nous sommes aussi le 5<sup>e</sup> constructeur mondial de tracteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

Et quand un grand groupe japonais s'implante en France, il se passe toujours quelque chose.

Notre carte de visite, c'est un mini-tracteur, spécialement conçu pour les résidences secondaires.

Un mini-tracteur qui porte l'empreinte de la technique et de l'expérience de Kubota.

Cette empreinte que bientôt le monde agricole français découvrira à son tour au travers de toute la gamme des engins Kubota, le 1<sup>er</sup> du tracteur au Japon.



Le mini-tracteur Kubota, spécialement conçu pour les résidences secondaires. Un vrai tracteur fabriqué au Japon par Kubota. Avec ses accessoires, il peut tout faire. Et en plus, il est petit, 6 vitesses avant, 2 vitesses arrière. Son moteur c'est le plus petit bicylindre diesel du monde. Avec un service après-vente japonais. Vous voulez l'essayer ? Vous téléphonez au 932.09.40 et nous venons vous le présenter chez vous, un week-end. A domicile. Alors ?

**KUBOTA**

Au Japon, nous sommes le 1<sup>er</sup> du tracteur.

Kubota Tractor Europe, 2 et 4 rue Guy-Moquet, Zone Industrielle 95100 Argenteuil  
Téléphone : 932.09.40 - Téléc. : 695.392 F

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SYNTHELABO

Au 30 septembre 1976, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Synthelabo s'est élevé à 390 millions de francs, marquant une progression de 7,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cette activité représente le chiffre d'affaires réalisé par les divisions : spécialités pharmaceutiques, internationale, hôpital, chimie, vétérinaire, y compris les ventes de filiales dans lesquelles la participation de Synthelabo est égale ou supérieure à 50 %. La Société des assurances chirurgicales Robert et Carrière-Ledaria, qui a repris l'activité ligérienne chirurgicale du groupe, a été consolidée à 50 %.

Le groupe Synthelabo poursuit son effort de développement, comme annoncé à la dernière assemblée générale des actionnaires.

La construction en France d'un nouveau centre de recherche, qui représente un investissement important, permettra de regrouper, dans un premier temps, plus de trois cents chercheurs.

A l'étranger, l'autorisation de pouvoirs publics vient d'être obtenue concernant la création, avant la fin de l'année, d'une filiale en Italie dans laquelle Synthelabo détient 50 % du capital. Suite à la prise de participation dans la société Teletronics, réalisée en janvier 1976, la division hôpital est placée sous une structure commerciale dans les principaux pays européens. Au Brésil, le groupe Synthelabo crée une société dont l'activité concernera, dès la fin de cette année, la vente de matériel hospitalier.

Dans ces conditions, et malgré l'effort d'investissement important qui représente les projets indiqués ci-dessus, le groupe Synthelabo atteint ses objectifs de résultats qui laissent attendre une évolution favorable du dividende, conformément aux prévisions.

SILIC

Le conseil d'administration, réuni le 12 octobre sous la présidence de M. Jean Lecomte, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976.

Les recettes locatives et les produits financiers de l'exercice s'élevaient à 29 173 000 F (dont 28 828 000 F de loyers), contre 27 697 000 F (dont 23 807 000 F de loyers et 3 790 000 F de produits financiers) pour l'exercice précédent. Après dotations de 6 250 000 F sur amortissements et provisions, les comptes de l'exercice 1975/1976 se soldent par un bénéfice net de 19 722 000 F, contre 19 800 000 francs pour l'exercice 1974/1975. Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée le 7 décembre 1976, la distribution d'un dividende de 13,15 F par action, égal à celui de l'exercice précédent.

Pour l'exercice en cours, le conseil a constaté que les loyers E.P. du premier trimestre et ceux du 2<sup>e</sup> trimestre ont été payés par les locataires. Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée le 7 décembre 1976, la distribution d'un dividende de 13,15 F par action, égal à celui de l'exercice précédent. Cette assemblée aura lieu à 14 heures, au siège social de la Société, 13, rue de la République, à Paris (10<sup>e</sup>).

## GROUPE PARCOR

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes des neuf premiers mois de l'exercice 1976 s'élève à 240 millions de francs, contre 235 millions à structure comparable.

Pour le premier semestre de l'exercice 1976, se terminant au 30 juin, le bénéfice net consolidé du groupe Parcor, hors plus-values sur cessions, s'élève à 8 880 000 francs contre 7 791 000 francs pour le premier semestre de l'année 1975 (exercice 1975/1976). Les résultats de la consolidation dans les deux cas.

(PUBLICITE)

## OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ DU NIGERIA

CONTRAT 3472/07

## Projet de sous-stations d'Iwo-Iseyin

Un appel d'offres international est lancé pour l'étude, la fabrication, les essais, l'installation, la livraison au chantier, les travaux de génie civil associés, le montage, la mise en service et l'entretien pendant 12 mois des ouvrages et du matériel suivants :

- A Iwo, un 1<sup>er</sup> contrat pour sectionneur de 132 kV à l'entrée d'un dispositif à interrupteur et demi.
- A Iseyin, un feeder pour transformateur de 132 kV comprenant un transformateur de 20/45 MVA, 132/20 kV alimentant une installation extérieure à barre omnibus de 33 kV équipée de six interrupteurs. Le côté HT sera disposé à l'entrée d'un dispositif à interrupteur et demi.

Les travaux de génie civil associés comprendront les terrassements, les routes d'accès, les clôtures, les fondations de l'installation de commutation, les systèmes de drainage et à Iseyin seulement, un bâtiment de contrôle à un étage avec maison du personnel.

Les travaux de génie civil et de construction seront mesurés et les inventaires préparés pour permettre aux soumissionnaires de faire une offre.

Un dossier résumé est disponible auprès de :

National Electric Power Authority  
24-25 Marina,  
Private Mail Bag 12030  
Lagos  
Nigeria

ou auprès de :

Freese Cardew & Rider  
Consulting Engineers  
165-167 Preston Road,  
Brighton  
BN1 6AF  
Angleterre.

Le dossier d'appel d'offres pourra être obtenu à partir du 27 octobre 1976 auprès de Freese Cardew & Rider, qui expédieront au prix de trois dollars après encaissement de l'équivalent en livres sterling de 200 livres nigérianes. Cette somme ne sera pas remboursée.

Les offres devront être soumises en double exemplaire au National Electric Power Authority au plus tard le 15 janvier 1977 à 12 heures heure locale.

Au centre de Deauville, en bordure directe de l'hippodrome, et pourtant au grand calme, nous construisons la résidence

**ASCOT**

24 à 28, rue de l'Avenir

Studios, 2 et 3 pièces. Prix de lancement très modérés, fermes et définitifs. Livraison fin 1977. Très intéressant pour placements locatifs.

Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80%

**SOGEPARANCE**

Je désire recevoir une documentation gratuite sans engagement.

13, bd de Courcelles

75008 Paris - Tél. 522.37.50

33, rue Shakespeare

06400 Cannes - Tél. (93) 39.50.90

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

AM 2

Louer une voiture c'est amusant

**europcar**

645.21.25

سوق في الامم



RS DES SOCIÉTÉS

Jeudi 26 1976

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

### Réflexion

La réponse des primes, qui a eu lieu mercredi, n'a pas entraîné une grosse recrudescence de l'activité, la presque totalité d'entre elles ayant été abandonnées en raison de la chute récente des cours. Des ventes bénéficiaires, consécutives au redressement interne des deux dernières séances, se sont quand même produites. La tendance est restée très irrégulière, et les baisses ont de nouveau emporté sur les hausses. Une bonne partie, s'échelonnant de 1 à 2 %, ont été dénombrées. Elles ont principalement affecté les compartiments où le repère était fait le plus récemment, et surtout mardi (construction électrique, pétrole). Seules les métaux lourds se sont bien défendus. A l'exception de quelques hausses sans importance à la cote, les plus fortes ont été relevées sur Paris-France (+ 4,4 %), Denain (+ 3,2 %), Europe (+ 3,2 %), Penarroya (+ 3 %), Bouygues (+ 3 %). Bref, les différents indices ont fléchi d'environ 0,5 %.

Quelle saloperie cette Bourse ! jure un petit porteur affligé, perdu dans la foule. De fait, la déception était grande autour de la corbeille où l'on s'était mis à la poursuite du mouvement de reprise. Ni la meilleure tenue du franc ni la nouvelle détente intervenue sur le marché monétaire ne semblent avoir motivé les opérateurs. Au contraire, ceux qui avaient récemment procédé à quelques achats ont préféré prendre leurs bénéfices, comme ils le font depuis le début de l'année. Mieux vaut tenir que courir. Il est vrai que la baisse des cours d'un mois à l'autre reste importante (près de 10 % en moyenne). Or, pour de grosses ventes comptant, pour régler les soldes, pour des raisons de trésorerie, on ne peut pas se passer d'un marché mal remis de sa dernière saignée et que l'activité du 20 octobre (voir d'autre part) a quelque peu ébranlé.

Nouveau repère de l'or, avec toujours très peu d'ajustement. Le lingot est repassé à 275,50 F (+ 100 F), après 178,5 F, et le napoléon à 221,30 F (+ 310 F).

## LONDRES

### Légère amélioration

Facilitée par la meilleure tenue de Wall Street, une légère reprise est enregistrée jeudi matin, à l'ouverture. Les industriels progressent de plusieurs points. Avance des pétroles, mais baisse des mines d'or, qui perdent jusqu'à 35 points.

OR (overseas dollars) : 115 48 contre 114 90

## NEW-YORK

### Reprise modérée

Le marché de New-York a repris son avance mercredi après un léger repli initial. La progression a été toutefois modérée, et l'indice des industriels ne s'est pas inscrit en clôture au plus haut de la journée, mais gagnant 4,90 points, à 554,87. Des heures auparavant, sa hausse atteignait 8,90 points.

Une grande prudence a continué de régner, comme en témoigne la faible activité pendant la séance. Les perspectives économiques, en revanche, restent incertaines. La déception marquée par le président Ford au sujet du déclinement du rythme de l'expansion, lors de sa conférence de presse, a continué d'entraîner le doute d'autant que les inscriptions aux caisses de chômage se sont accrues le samedi. Les heures de travail ont subi un relâchement du prix du pétrole à 14,35 dollars traités, 778 centimes et 533 centimes.

Sur 1.875 valeurs traitées, 778 ont monté et 533 ont baissé.

200,48 (+ 1,50) : services publics, 97,01 (+ 0,15).

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 202 50

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

### SAINT-GORAN - PONT-A-MOUSON

— Le bénéfice net du premier semestre s'élève à 114 millions de francs contre 125 millions de francs l'an dernier. Il s'agit de 7 millions de francs de plus-values sur cession d'actifs contre 32 millions de francs de moins-values sur cession d'actifs. Le résultat du second semestre devrait être supérieur, le versement des dividendes dus aux actionnaires intervenant après le 30 juin.

S.E.V. - MARCHEL : 5,07 millions de francs contre une perte de 1,71 million de francs.

LAFARGE : résultat net de 12,02 millions de francs contre 18,2 millions de francs l'an dernier. Le dividende de ciments Lafarge France sera versé durant le second semestre.

L.M.T. : 32,3 millions de francs contre 28,6 millions de francs.

C.I.C. : 101,54 millions de francs contre 101 millions de francs.

LA PATERNELLE : 4,35 millions de francs contre 16 millions de francs.

PERDON-RICARD (consolidé) : avant droits des titres, 81,6 millions de francs contre 42,9 millions de francs.

SSO S.A.F. : perte de 0,7 million de francs contre une perte de 40 millions de francs.

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4
Eastman	59 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	59 3/4
General Motors	59 3/4	59 3/4
IBM	59 3/4	59 3/4
Johnson & Johnson	59 3/4	59 3/4
Kodak	59 3/4	59 3/4
Lincoln	59 3/4	59 3/4
Lockheed	59 3/4	59 3/4
McDonald	59 3/4	59 3/4
Merck	59 3/4	59 3/4
Minerals	59 3/4	59 3/4
Monsanto	59 3/4	59 3/4
Motorola	59 3/4	59 3/4
Norfolk	59 3/4	59 3/4
Occidental	59 3/4	59 3/4
Rockwell	59 3/4	59 3/4
Sears	59 3/4	59 3/4
Sperry	59 3/4	59 3/4
Union Pacific	59 3/4	59 3/4
Walt Disney	59 3/4	59 3/4
Westinghouse	59 3/4	59 3/4
Yale	59 3/4	59 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1975)

Indice	19/10	20/10
Alcoa	54 7/8	54 7/8
A.T.T.	59 7/8	59 3/4
Avco	59 3/4	59 3/4
Boeing	59 3/4	59 3/4
Chrysler	59 3/4	59 3/4
Deere	59 3/4	59 3/4
DuPont	59 3/4	59 3/4



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
  - ISRAËL : « Nous nous résignons à la création d'un petit État palestinien dans les territoires occupés », déclare le maire de Hébron.
- 2-3. EUROPE
  - GRANDE-BRETAGNE : L'Harold Macmillan lance un appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale.
3. ASIE
  - La lutte pour le pouvoir en Chine.
3. DROITS DE L'HOMME
- 4-5. DIPLOMATIE
6. AFRIQUE
- 6-7. AMÉRIQUES
  - ÉTATS-UNIS : la campagne électorale de M. Carter.
  - « Le retour aux sources », tribune internationale par Joseph Frohman.
- 8-9. OUTRE-MER
  - « Pour un pouvoir régional », libre opinion par Wilfrid Bertie.
- 10 à 12. POLITIQUE
  - Le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion.
  - Les travaux de l'Assemblée nationale.
- 13-14. ÉDUCATION
14. SOCIÉTÉ
14. DÉFENSE

### LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 à 23

- LE FEUILLETON de R. Polrot-Delpach : Claire Goll, Clara Malraux, Emmanuel Bert.
  - LITTÉRATURE ET CRITIQUE Interview imaginaire de Malcolm Lowry; Raymond Jean, historien.
  - PHILOSOPHIE : Wittgenstein, l'insaisissable.
  - LE COURRIER DE L'ÉSTOIRE : Alain Goussier, chroniqueur de la Résistance.
  - CRÉATIVITÉ : Anna de Noailles.
- 24-25. JUSTICE
- L'affaire Dossout - de Vathier.
  - « Si Matencio continue à nier être l'homme des « Brigades », l'assemblée générale :
25. POLICE
28. SPORTS
- FOOTBALL : la victoire de Saint-Etienne sur Endhoven en Coupe d'Europe.
- 29 à 31. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : les Douze Travains d'Asier.
35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- AGRICULTURE : la Commission européenne propose d'indexer les prix sur les monnaies des Neuf.

### DE ÉGAGEMENT

RADIO-TELEVISION (31)  
 Annonces classées (32 à 34) :  
 Aujourd'hui (35) : Carat (36) :  
 « Journal officiel » (37) : Loterie  
 nationale (38) : Loto (39) :  
 Météorologie (40) : Météo (41) :  
 (42) : Bourse (43).

## SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

### La devise allemande toujours en vedette

Le deutschemark restait, jeudi matin, demandé sur des marchés des changes un peu plus calmes que la veille. Le dollar, à Francfort, qui était tombé mercredi à 2,4190 deutschemarks, remontait légèrement, mais restait à un bas niveau : 2,4220 deutschemarks. A Paris, on notait aussi une petite remontée du dollar que l'on cotait 4,97 francs. Le deutschemark restait cher à 2,0520 francs.

La livre sterling, qui s'était légèrement redressée la veille, est toujours faible. Elle cotait un peu au-dessus de 1,65 dollar. Notons qu'à Francfort le cours de la livre sterling est tombé au-dessous de 4 deutschemarks. Elle cotait 2,9900 deutschemarks jeudi matin (après avoir atteint un niveau encore plus bas mercredi). Ce cours représente moins de la moitié de la parité officielle entre la devise allemande et la devise anglaise telle qu'elle ressortait de l'accord conclu le 18 décembre 1971, à Washington, au Smithsonian Institute. A l'époque, cette parité était de 3,36 deutschemarks pour 1 livre sterling.

### La Banque d'Italie soutient la lire

De notre correspondant

Rome. — Privée depuis le 15 octobre du parapluie de protection qu'était la taxe de 10 % sur les achats de devises, la monnaie italienne s'est provisoirement stabilisée autour d'une cote assez faible, mais moins catastrophique qu'on ne le craignait. Un dollar vaut environ 870 liras, soit à peu près autant qu'au début du mois, quand il a fallu instituer cette taxe extraordinaire. L'Italie a néanmoins gagné deux semaines, qui ont permis de mettre en place d'autres mesures visant à résorber les réserves pendant deux semaines de taxation.

Ces mesures restrictives n'ont pas encore donné leur plein effet. Mais, en contrepartie, les importateurs ne semblent pas avoir épuisé leurs besoins de devises,

accumulées pendant deux semaines de taxation.

Dès lundi 18 octobre, beaucoup d'entre eux se sont empressés de changer des liras pour pouvoir effectuer leurs achats à l'étranger, de pétrole notamment. La Banque d'Italie a fait tout son possible pour éviter une trop forte chute de la monnaie. Non seulement elle a intervenu à sa manière habituelle sur le marché des changes, mais elle a cherché à « servir » directement en dollars les industriels italiens, en les encourageant autant que possible à étaler leurs achats. L'institut d'émission a perdu de ce fait même une partie substantielle de ses réserves en devises, qui s'élevaient la semaine dernière à 2 milliards de dollars.

ROBERT SOLÉ.

### Le personnel du « Nouvel Observateur » se prononce sur le projet d'un quotidien

Une assemblée générale du personnel du Nouvel Observateur a eu lieu lundi 18 octobre, au sujet du financement de l'étude préliminaire au lancement d'un quotidien populaire du matin (le Monde du 15 octobre), consenti par M. Claude Perdriel et annoncé au conseil d'administration de l'hébergement, le 7 octobre, pour un montant de 1,5 à 2 millions de francs.

Dans une motion votée par 103 voix, 1 bulletin blanc et 20 voix contre, l'assemblée générale :

- « Considère que cette décision, en dépit de son importance, a été prise en dehors de toute consultation de l'équipe rédactionnelle et de l'ensemble du personnel du Nouvel Observateur ;
  - « Que les bénéfices réalisés par le Nouvel Observateur sont le produit du travail de l'ensemble du personnel de cette entreprise ;
  - « Que l'utilisation et l'affectation de ce produit doivent se faire en accord avec l'ensemble du personnel ;
  - « Considère que le Nouvel Observateur, de par sa nature et sa fonction, ne peut ni faire lui-même ni diriger, ni contrôler le quotidien qui porterait l'image de marque du Nouvel Observateur, ni déléguer ce pouvoir à qui que ce soit ;
  - « Considère, d'autre part, que le maintien et le développement du Nouvel Observateur doivent être l'objectif prioritaire de la société le Nouvel Observateur du monde.
- En conséquence, l'assemblée générale demande que le crédit — déjà voté par le conseil d'administration — soit considéré comme un don en

### UN RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS DE L'INFORMATION

L'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) et le Comité inter-syndical du livre parisien (C.G.T.) ont organisé, le samedi 16 octobre, un rassemblement de travailleurs de l'information, des ouvriers employés et cadres des imprimeries de la presse parisienne et de la région parisienne à se rassembler, le vendredi 22 octobre, à 11 heures, place de la Bourse à Paris.

Ce meeting, au cours duquel M. Michel Lemerle, président de l'U.N.S.J., prendra la parole, marque la première manifestation d'action pour la défense des usagers et des travailleurs de l'information. La Fédération du Livre (C.G.T.) a appelé les salariés de la presse à participer à ces diverses manifestations ou rassemblements prévus à Paris et en province.

### LA C.G.T. ET LES PROCÈS CONTRE LES OUVRIERS DU LIVRE

La Confédération générale du travail, dans une déclaration commune avec la Fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.), appelle l'ensemble de ses organisations à protester vigoureusement contre la comparaison devant les tribunaux de travailleurs du livre et de la presse parisienne le 29 octobre à Paris.

La C.G.T. note que « la venue d'ouvriers du livre devant plusieurs tribunaux correctionnels s'accroît et apparaît clairement comme la volonté des pouvoirs publics de sévir lourdement en faisant traîner les travailleurs comme des délinquants de droit commun.

Plutôt que de rechercher une issue au conflit par la voie négociée, le gouvernement utilise la répression : policiers d'abord, judiciaire ensuite, ajoute le communiqué.

La C.G.T. et la F.F.T.L. demandent l'ouverture de négociations sur le conflit du Parisien libéré, soulignant que l'ensemble des autres quotidiens parisiens ont signé, le 7 juillet dernier, un accord-cadre avec la F.F.T.L.

## Libéré

après son « autocritique »

### M. J.-F. TIRAT A QUITTÉ MOSCOU POUR PARIS

Moscou (A.P.F., Reuter). — Jean-François Tirat, le jeune journaliste qui a fait son « mea culpa » dans une lettre au président du soviet suprême et à la télévision soviétique, après avoir essayé de distribuer des tracts à Moscou (« le Monde » du 21 octobre), a été placé, mercredi 20 octobre, dans un couloir d'Ak Francs — ou d'Aéroflot — en partance pour Paris. Il avait été libéré de prison au moment où la télévision soviétique diffusait son autocritique, publiée la veille dans la « Pravda ».

C'est à la mi-temps du match de football de Coupe d'Europe, Dynamo Kiev - Paok Salonique, et avant le tirage de la Loterie soviétique, soit à l'issue de la plus grande écoute, qu'a été diffusée, pendant neuf minutes, l'interview du jeune Français.

### LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DEVANT LE SÉNAT

### L'exposé de M. Raymond Barre est bien accueilli

M. Raymond Barre a présenté, jeudi matin 21 octobre, devant le Sénat les dispositions de son plan de lutte contre l'inflation. Dans son intervention, qui a ouvert la discussion publique du projet de loi de finances rectificative adopté de l'Assemblée nationale, le premier ministre a souligné que l'objectif du gouvernement était de rétablir les équilibres fondamentaux : prix, balance des paiements, emploi.

« Il est indispensable, a notamment répété M. Barre, de modérer la hausse des prix sans entrainer un recul trop sensible de l'économie. L'inflation, a-t-il souligné, provient en premier lieu, en France, à l'heure actuelle, d'une croissance des rémunérations plus rapide que la production et la valeur ajoutée.

Le premier ministre a cité, pour illustrer ce fait, les chiffres suivants : en 1975, le revenu national, pour la première fois depuis 1945, a augmenté de 15 %, tandis que le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 4 %. Quant au revenu brut des

sociétés, il reste encore inférieur de 13 % à son niveau de 1973.

M. Raymond Barre a insisté ensuite sur le rapport étroit qui existait entre la réussite de son plan anti-inflation et le succès, à terme, d'une politique efficace de l'emploi. C'est, a-t-il dit, dans la mesure où les entreprises pourront développer leurs activités que nous trouverons une solution aux problèmes du chômage.

Le discours de M. Raymond Barre a été bien accueilli par la majorité des sénateurs. A droite et au centre, ceux-ci ont applaudi plusieurs passages de son intervention, notamment ceux concernant l'emploi.

On a entendu ensuite M. René Monory (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances.

### M. HENRI BEAUX EST NOMMÉ ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA

Le conseil des ministres du mardi 19 octobre a nommé M. Henri Beaux, administrateur civil, administrateur supérieur des Iles Wallis et Futuna, en remplacement de M. Yves Arbelot-Répaire.

M. Henri Beaux est né en avril 1922. Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer en 1943, il a servi en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et à Djibouti. Chef du service des affaires administratives du Territoire français des Iles Wallis et Futuna en 1962, directeur du cabinet du haut commissaire de la République à Djibouti en 1965, il est nommé conseiller technique au cabinet de M. Rey, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, en juillet 1969. En mars 1971, il est nommé chef du territoire de Saint-Pierre et Miquelon, et, en octobre 1974, délégué général des Comores, poste qu'il occupe jusqu'en décembre 1975.

### M. PIERRE HUNT EST NOMMÉ AMBASSADEUR A MADAGASCAR

Le Journal officiel du 2 octobre annonce la nomination de M. Pierre Hunt comme ambassadeur à Madagascar, en remplacement de M. André Roger, récemment nommé ambassadeur au Venezuela.

M. Hunt, né en 1925, est diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Il a servi en Extrême-Orient de 1946 à 1956. Intégré en 1958 dans le cadre des attachés d'administration, il a été en poste à la direction d'Asie du Sud-Est, puis à l'ambassade de France à Rabat et sous-directeur de l'information au ministère. Il a ensuite été, au ministère de l'Information, conseiller technique pour les affaires étrangères auprès de M. Peyrefitte. De 1968 à 1972, M. Hunt était secrétaire général du comité interministériel de l'information et proche collaborateur de M. Chaban-Delmas. De 1972 à septembre 1975, il était ambassadeur à Brazzaville.

**Old England**  
a choisi pour vous...

An masculin  
« Importé d'Angleterre »

Pardessus Balmoral, raglan, col chevalière, en tweed .....	1100 F
Pardessus Albany, ville, tissus unis et fantaisie .....	1175 F
Gabardine coton, doublée écossaise, beige, sable, bleu .....	685 F
Veste sport Harris Tweed .....	525 F
Pantalon flanelle peignée .....	320 F
Pantalon cavalry twill .....	350 F

**Old England**  
12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 21 octobre 1976 a été tiré à 571 539 exemplaires.

صوتنا من الامم

LE BYBLOS  
STROPEZ

PHONE: (01) 9700.04 TEL: 170 255 02000 ST. STROPEZ

**NICOLL**  
"le franglais"  
way of life.

Ce costume deux pièces en pied de poule noir et blanc est une exclusivité NICOLL. Le veston est doté de deux boutons; la fente médiane; les revers classiques. Il existe également en Prince de Galles. Deux versions qui convaincront tous ceux qui ont horreur du dandyisme de pacotille.

1300 F

NICOLL  
29 RUE TRONCHET/PARIS 8<sup>e</sup>